

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°352

JUILLET 2014

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **KURDISTAN: VERS UN RÉFÉRENDUM D'AUTO-DÉTERMINATION**
- **IRAK : LE KURDE FOUAD MASSOUM ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**
- **MOSSOUL : UNE ÉPURATION RELIGIEUSE ET CULTURELLE AU NOM DU DJIHAD**
- **SYRIE: LE PYD APPELLE À UNE MOBILISATION GÉNÉRALE**
- **ARCHÉOLOGIE: REDÉCOUVERTE DE L'ANTIQUE CITÉ DE MUSASIR ?**

---

### KURDISTAN : VERS UN RÉFÉRENDUM D'AUTO-DÉTERMINATION

**S**éparé depuis presque un mois de l'Irak dont il se trouve coupé par l'État islamique, le Kurdistan tente d'assurer son émancipation économique, de contenir les assauts d'EI à Ninive et Kirkouk et de s'organiser politiquement en vue de sa future indépendance.

Le 3 juillet, le président Massoud Barzani a demandé au parlement kurde de préparer un projet de loi et de former une commission électorale indépendante en vue d'un référendum par lequel la

population du Kurdistan d'Irak se prononcerait sur sa volonté d'indépendance. Massoud Barzani a aussi demandé aux parlementaires de choisir une date pour le scrutin.

Auparavant, le président kurde a exposé devant les députés le résumé des événements qui se sont bousculés après la prise de Mossoul par l'EI : il ainsi relaté les différents échanges qu'il avait eu avec Bagdad auparavant, répétant ce qu'il avait dit à la presse étrangère, à savoir que le GRK avait averti Nouri Maliki,

quelques mois avant la chute de Mossoul, des dangers que faisaient courir à l'Irak les menées de l'État islamique et que le Premier Ministre irakien lui avait assuré contrôler la situation, en lui conseillant de « s'occuper plutôt des affaires du Kurdistan ». Il est aussi revenu sur tous les griefs que son gouvernement a envers Bagdad, notamment le gel du budget des salaires des fonctionnaires kurdes.

Au sujet d'une possible indépendance, Massoud Barzani a assuré

qu'elle bénéficiait d'un certain soutien international et que « ceux qui ne nous soutiennent pas ne s'opposent pas à nous ». Il a également réaffirmé que les territoires cités dans l'article 140 de la constitution irakienne, et notamment Kirkouk, maintenant défendus par les seuls Peshmergas après la fuite de l'armée irakienne, resteraient dans la Région kurde.

Le 9 juillet, Massoud Barzani recevait dans sa résidence de Salahaddin les consuls étrangers et les représentants d'ONG internationales pour revenir sur les dernières évolutions de la situation sécuritaire et politique au Kurdistan et en Irak et les a avertis que les puissances étrangères ne devaient pas rester inactives devant l'État islamique (EI) et la menace qu'il représente « pour l'ensemble de la région au Moyen Orient » et qu'une « coopération internationale » devait se mettre en place.

Le président kurde est revenu sur la « politique de division dangereuse » menée par Nouri Maliki et que son maintien au pouvoir pourrait entraîner la « destruction complète du pays ». Il a redit que les Peshmergas et autres forces de sécurité kurdes déployés dans les régions de Ninive, Kirkouk et dans la Diyala protégeaient les populations des groupes terroristes et ne se retireraient pas mais que les populations y vivant décideraient de leur destin par référendum, celui prévu par l'article 140 de la Constitution irakienne.

Enfin, le 11, Massoud Barzani s'est adressé à l'ensemble du peuple irakien, dans une lettre ouverte, où, tenant à peu près les mêmes propos, il rappelle l'ensemble des conflits opposant les Kurdes au gouvernement central, et ayant amené ces der-

niers à souhaiter voter pour leur auto-détermination. Il appelle aussi à un « nouvel Irak », avec une « nouvelle administration » et une « vision nouvelle » pour gérer le pays dans le futur.

Quelques jours auparavant, au moment où Massoud Barzani demandait aux parlementaires de préparer une loi sur un référendum, son chef de cabinet, Fouad Hussein était aux États-Unis avec Falah Moustafa Bakir, le ministre kurde des Affaires étrangères, pour expliquer et défendre la position kurde. Fouad Hussein avait ainsi expliqué à la presse qu'une confédération avec un Irak pacifié, démocratique et ayant réglé ses conflits internes était envisageable. La confédération nécessitant l'indépendance et la souveraineté des États-parties, le référendum pour l'indépendance était ainsi présenté comme un premier pas vers un « nouvel Irak ». Reste à savoir si la présidence kurde croit elle-même à un développement positif dans un futur proche concernant l'Irak...

Interviewé pour Al-Monitor par Mustafa Al-Kadhimi, un analyste irakien spécialisé dans les questions politiques et des droits de l'homme, Massoud Barzani confirme son refus de participer à un troisième « cabinet Maliki » au cas où ce dernier parviendrait à se faire reconduire dans ses fonctions : « Le problème avec M. Maliki n'est pas personnel, mais plutôt conceptuel et relié à ce qui forme le cœur de la philosophie et de la culture de l'administration publique qui a en charge les intérêts irakiens. »

Interrogé sur le référendum promis aux Kurdes, Massoud Barzani rappelle que la chute de Mossoul et des régions sunnites a entraîné une situation nouvelle pour le Kurdistan, qui se trouve

maintenant séparé physiquement du reste de l'Irak par un EI avec qui il partage plus de mille kilomètres de frontière. Mais au sujet d'une coopération militaire éventuelle de l'armée kurde avec les États-Unis, l'Irak, voire d'autres forces régionales pour chasser EI, Massoud Barzani répond que le problème est « politique par excellence », et que d'une résolution politique de la crise irakienne dépend le succès militaire des actions contre EI, et notamment la résolution du conflit entre chiites et sunnites irakiens : « Il faudrait songer sérieusement à résoudre pacifiquement la question des droits légitimes des sunnites dans cette région et isoler ainsi les terroristes de ceux qui demandent leurs droits légitimes. C'est alors que les sunnites parviendront à chasser les terroristes de leurs régions et nous les y aideront certainement. »

Le président kurde confirme qu'un autre référendum sera proposé aux habitants des régions rattachées pour leur demander leur avis, tel que le prévoyait l'article 140 et leur permettre ainsi de « choisir leur identité ».

Le 24 juillet, le Parlement kurde d'Erbil a approuvé une loi décidant la formation d'une commission électorale indépendante. Cette commission est autorisée à tenir des élections, des referenda et à fixer les dates de scrutin, sans avoir à en référer à Bagdad et à la Haute Commission électorale irakienne.

Autre pas vers une émancipation, il est fait référence, dans le texte, au « Kurdistan » et non plus à la Région du Kurdistan, nom porté par la région fédérale dans la constitution irakienne. Cette loi s'applique ainsi aussi bien aux trois provinces de Duhok, Erbil, Suleïmanieh qu'à



Kirkouk et aux autres territoires kurdes mentionnés dans l'article 140.

La loi demande au GRK de former cette commission dans les 90 jours à compter du vote d'approbation. La commission sera formée de 9 représentants des différents partis politiques du Kurdistan, plus 2 sièges réservés aux minorités.

Les réactions à cette annonce vont d'une forte opposition (l'Iran et Bagdad), à une désapprobation contenue mais sans réelle menace (USA) et une neutralité affichée de la Turquie, entre le « ni pour ni contre, bien au contraire » qui, dans les faits, se traduit plutôt par un accroissement des importations de Turquie au Kurdistan, au fur et à mesure que les liens se distendent avec Bagdad : Dès le mois de juin, le ministère des Finances au Kurdistan avait annoncé que, cette fois, les revenus de la vente du pétrole kurde ne seraient pas envoyés à Bagdad mais reviendraient directement à Erbil. L'adjoint du ministre, Rashid Tahir, a ainsi expliqué à l'agence Basnews que l'argent serait transféré d'Europe vers un compte ouvert auprès de la Halk Bank en Turquie, d'où il serait envoyé à la banque centrale du Kurdistan, puisque le gouvernement central refusant de payer, depuis janvier 2014, les fonctionnaires kurdes, « il n'y a aucune raison de leur retourner une partie de ces revenus ».

Le Kurdistan a même prévu, pour cela, de s'appuyer sur une loi que son parlement a voté en 2013, qui énonce que si le conflit entre Erbil et Bagdad dépasse les 90 jours, alors le gouvernement kurde est libre d'employer tout moyen à sa disposition pour obtenir les financements auxquels il a droit, comme le confirme au même journal Dilshad

Sahban, s'exprimant au nom de la Commission parlementaire des ressources naturelles : « Si Bagdad n'envoie pas les 17% de son budget total à la Région du Kurdistan, ils n'obtiendront pas un penny de notre part, seuls 5% iront au Koweït à titre de compensation » [l'Irak doit dédommager le Koweït des dégâts causés par l'invasion de 1991 en prélevant un pourcentage de ses revenus pétroliers].

Selon Sadiq Aytakin, conseiller-adjoint au ministère turc de l'Énergie, 1. 480 000 barils de pétrole kurde ont été exportés sur les marchés mondiaux via le port de Ceyhan, avec un prix de 110 \$ le baril. Près de 93 millions de \$ auraient été ainsi déposés chez la Halk Bank. Une partie de cet argent devant être utilisé pour payer enfin le traitement des fonctionnaires, ce sera en dollars qu'ils pourraient être directement payés.

La création de ce compte a été officialisée lors de la visite en Turquie du vice-Premier ministre kurde Qubad Talabani, du ministre des Ressources naturelles Ashti Hawrami et du ministre des Finances Rebaz Mohammad. D'après le porte-parole du GRK, ces trois responsables seraient les seuls à disposer de la signature et du droit de retrait de ce compte.

Le gouvernement kurde espère, avec ces revenus, atténuer ou faire cesser la « crise des salaires » impayés par Bagdad. Le budget du ministère des Finances ne peut, pour le moment, couvrir que 10% des traitements de plus d'un million quatre cent mille fonctionnaires, dont une partie serait des « employés fantômes », selon des enquêtes internes.

L'effondrement de Mossoul et le désordre général en Irak n'ont

pas empêché les exportations kurdes de se dérouler comme prévu et le 17 juin, un autre pétrolier avait quitté Ceyhan chargé du pétrole de la Région kurde (le premier était parti le 2 mai).

Le 7 juillet, Ashti Hawrami, le ministre kurde des Ressources naturelles s'exprimait au Parlement pour rendre compte de la crise provoquée par le front entre l'armée irakienne et l'EI, qui a privé le Kurdistan de l'accès à la raffinerie de Baidji et a provoqué une pénurie générale de carburant dans le pays. Ashti Hawrami a rappelé qu'avant les événements, la Région du Kurdistan consommait 7, 5 millions de litres de carburant par jour et qu'à présent, après restrictions, les besoins étaient tombés à 6 millions de litres par jour. Deux cent mille concessions de carburant avaient été délivrées. Le gouvernement projette de construire une raffinerie à Duhok et une à Garmiyan et le ministre a affirmé que ces deux raffineries suffiraient largement à résoudre la crise, mais il fallait attendre deux ans pour qu'elles soient opérationnelles.

D'un autre côté, deux vastes champs de pétrole à Kirkouk sont tombés sous le contrôle des Peshmergas qui en ont chassé, le 13 juillet, l'État islamique. Ces deux champs ont une capacité de production de 300 000 barils par jour.

Le Kurdistan espère accroître ses exportations jusqu'à 250 000 barils par jour dans les prochains mois, et même 500 000 à la fin de l'année, avec le pétrole de Kirkouk qui viendra gonfler les exportations. Pour 2015, le gouvernement kurde espère relier les champs de Kirkouk aux oléoducs de Khurmala et Makhmur, pour une exportation en Turquie via l'oléoduc du Kurdistan.

Alors que les échanges s'accroissent avec la Turquie, ils se sont effondrés entre l'Irak et le Kurdistan, le président de la chambre de commerce d'Erbil estimant que 90% des échanges avaient cessé, en raison de la présence de l'EI au centre de l'Irak.

En ce qui concerne les échanges avec l'Iran, les chiffres du commerce et du tourisme ont chuté de 80% depuis le début du mois de juillet. Le 23 juillet, Ahmed Ali Kalari, du Conseil du commerce et de l'Industrie de Suleïmanieh a, dans une conférence de presse, indiqué qu'actuellement, c'est environ 180 camions par jour qui entraînent au Kurdistan via la frontière de Parwez Khan, alors qu'auparavant, le nombre de camions amenant quotidiennement des marchandises d'Iran s'élevait à 900 par jour. L'Iran a ainsi fermé sa frontière aux camions-citerne irakiens et kurdes et ne laisse circuler que les iraniens.

Mais alors que le GRK vient de renouveler un contrat de fourniture d'électricité avec la Turquie, un autre contrat est en pourparlers avec l'Iran, ce qui indiquerait que des mesures « anti-indépendance » de la part de Téhéran contre Erbil n'auront peut-être pas lieu. Le Kurdistan d'Irak a

toujours essayé, depuis 1992, de garder un certain équilibre dans ses relations entre la Turquie et l'Iran et la poursuite, voire l'accroissement des échanges commerciaux avec son voisin oriental lui permettraient de ne pas dépendre entièrement de la Turquie tout en apaisant les craintes de l'Iran.

Le 27 juillet, un pétrolier transportant une cargaison kurde a atteint le port de Galveston, au Texas. Un million de barils de brut devait être vendu pour un montant d'environ 100 millions de dollars. Mais le 28 juillet, la cargaison était saisie, sur décision d'un juge de Galveston après plainte du ministère du Pétrole irakien auprès de la cour fédérale de Houston. La magistrate Nancy Johnson n'a pas tranché sur le litige en lui-même, mais a ordonné au marshall de Galveston de confisquer le brut et de le garder en dépôt à terre, en attendant que la question juridique soit résolue.

Réagissant immédiatement, le 29 juillet, le ministère kurde du Pétrole publiait sur son site la lettre que les avocats du Gouvernement kurde ont envoyé au juge Nancy Miller, en critiquant d'abord le fait que la plainte et la décision du juge ne lui ont à aucun moment été

signifiés et qu'il conteste les faits tels qu'ils ont été présentés par le gouvernement fédéral ainsi que la compétence de la juridiction texane (le cargo ne se trouve pas dans la zone territoriale américaine). Après un exposé du contentieux juridique et constitutionnel avec l'Irak, ainsi que l'embargo illégal auquel le soumet le gouvernement fédéral, les avocats du GRK joignent au courrier des pièces appuyant leur défense, telle qu'une traduction anglaise complète de la constitution irakienne de 2005 et celle de la loi sur le Pétrole et le Gaz de la Région du Kurdistan, des lettres adressées au ministère du pétrole irakien par le ministre des Ressources naturelles, l'avis d'experts internationaux telle que le professeur James Crawford sur la compétence des autorités kurdes sur leurs hydrocarbures, et d'autres documents établissant la cessation des paiements dus à la Région par le gouvernement fédéral. Le ministre des Ressources naturelles kurdes conclut en déniait la compétence des autorités américaines de trancher dans ce conflit interne irako-kurde et laisse entrevoir la possibilité de porter plainte à son tour contre l'Irak.

La lettre complète est publiée sur le site du ministère kurde :

[http://mnr.krg.org/images/pdfs/29\\_July\\_2014\\_Letter\\_from\\_KRG\\_to\\_Judge\\_Miller.pdf](http://mnr.krg.org/images/pdfs/29_July_2014_Letter_from_KRG_to_Judge_Miller.pdf)

Sur le front, les Peshmergas contiennent toujours l'EI que ce soit à Djalawla ou Ninive, avec des pertes qui doivent s'élever maintenant, depuis début juin à près de 90 tués, plus de 200 blessés et quelques prisonniers. La journée du 26 juillet fut la plus lourde, quand les Peshmergas ont temporairement pris le contrôle de deux positions à Djalawla mais ont dû s'en reti-

rer, faute de munitions, annonçant 13 des leurs tués, 40 blessés, contre 38 combattants d'EI tués.

Enfin, le retour au Kurdistan de l'ancien président irakien Jalal Talabani, qui reste aussi le leader symbolique de l'UPK a été salué par l'ensemble de la classe politique kurde. Accueilli avec tous les honneurs officiels par la présidence kurde, Jalal Talabani a

reçu la visite de nombre de personnalités politiques kurdes, allant tous les hauts responsables de l'UPK jusqu'à Leyla Zana en visite au GRK, ainsi qu'irakiennes, avec nombre de figures religieuses shiites, et même la figure plus que controversée au Kurdistan de Nouri Maliki, persona non grata à Erbil, et dont la visite à son ancien président a été présentée comme semi-privée.

## IRAK : LE KURDE FOUAD MASSOUM ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**A** lors que l'Irak se trouve amputé de facto de ses territoires sunnites, conquis par l'État islamique, Bagdad peine à former un nouveau gouvernement issu des dernières élections législatives, au terme desquelles devait être élu par les nouveaux parlementaires le président irakien, qui doit lui-même nommer son Premier Ministre. Mais la première étape était d'élire un président du Parlement, dans une assemblée nationale qui a peine à atteindre son quorum et à procéder à cette première élection. L'ancien président du Parlement, Osama Al-Nudjaïfi, a retiré assez vite sa candidature.

Le 12 juin, deux jours après la chute de Mossoul, seuls 128 députés sur 328 avaient pu gagner le Parlement dont la session n'avait donc pu avoir lieu.

Le 1er juillet, dans une nouvelle tentative, la session a de même tourné court, après que des députés kurdes et des membres du groupe État de droit (liste de Nouri Maliki) se soient violemment querellés, ce qui a occasionné le départ des Kurdes, suivis par certains députés sunnites : une fois encore, le quorum a fait défaut.

Le 13 juillet, les éléments naturels s'en sont mêlés car, en raison d'une tempête de poussière, 25 députés kurdes qui devaient, d'Erbil, prendre un vol pour Bagdad ont vu leur déplacement annulé, le trafic aérien étant provisoirement suspendu en raison de la tempête. Même si le quorum pouvait être atteint sans eux, leur absence le rendait plus incertain et à la merci d'un éclat entre élus sunnites et chiites.

La séance a donc été reportée au 15 juillet. Le 5 juillet, cependant,

le bloc sunnite avait annoncé s'être mis d'accord sur un candidat à la présidence du Parlement, Salim Al Jubouri, issu du Parti islamiste irakien, qui a été élu au sein de la liste 'La Diyala est notre identité', laquelle a rejoint une large coalition sunnite, dont celle de son prédécesseur à la tête du parlement irakien, Osama Al-Nudjayfi, le frère du gouverneur de Mossoul. Il est vu comme un « islamiste modéré » et a remporté 194 voix sur 272. Les deux vice-présidents du Parlement sont le chiite Haydar al-Abadi (État de droit) et le Kurde Aram Al-Sheikh Mohammed (Goran).

La deuxième étape consistait alors à élire le nouveau président de l'Irak, une fonction que les Kurdes – et surtout ceux de l'UPK – considèrent comme leur revenant de droit. Aussi, les tractations politiques sur le choix du candidat kurde, qui avaient lieu en interne entre Erbil et Sulaimanieh, ont été suivies attentivement par l'ensemble des Irakiens.

Plusieurs noms n'ont cessé d'être cités dans la presse kurde et arabe, tout au long du mois de juillet. Un des favoris était Barham Salih, ancien Premier Ministre du GRK et qui a aussi exercé les fonctions de Vice-Premier Ministre irakien de 2004 à 2005 mais sa mésentente avec le « clan Talabani » lui a apparemment fermé la porte de Bagdad. L'UPK avait proposé aussi Fuad Massoum, un vétéran du Parti, proche de Jalal Talabani, et cette double candidature s'en est même vu adjoindre une troisième, le très populaire gouverneur de Kirkouk, Nadjm al Din Karim, élu de l'UPK pour sa province, ayant décidé de se porter candi-

dat à la présidentielle, contre l'assentiment de la direction de son propre parti. Finalement, il s'est désisté et les députés du bloc parlementaire kurde à Bagdad n'ont eu à choisir qu'entre Fouad Massoum et Barham Salih. C'est le premier qui a obtenu la majorité des voix (30 contre 23 pour Barham Salih) alors que les députés ont voté à huit-clos dans un hôtel de Bagdad.

Le 24 juillet, Fouad Massoum a donc été élu président de l'Irak par le Parlement de Bagdad avec 175 voix sur 225 des députés présents.

Âgé de 76 ans, c'est un des fondateurs de l'Union patriotique du Kurdistan. Ayant fait ses études secondaires dans une école religieuse kurde, en 1958, il part étudier à Al-Azhar, la prestigieuse université islamique du Caire. Il obtient un doctorat en sciences islamiques, mais adhère assez tôt au parti communiste irakien, avant de rejoindre, en 1964, le Parti démocratique du Kurdistan, dirigé par Mustafa Barzani.

De retour en Irak, il enseigne un temps à l'université de Basra, puis gagne la résistance kurde de 1967, où il prend part aux actions militaires. De 1973 à 1975, il représente Barzani dans la capitale égyptienne, avant de suivre Jalal Talabani et de fonder avec lui en 1975 le nouveau parti de l'Union patriotique du Kurdistan.

En 1992, il est choisi pour être le Premier Ministre du Kurdistan, avant sa partition temporaire entre gouvernement PDK et UPK. Mais ses liens de longue date avec le PDK lui permettent de jouer un rôle de modération

lors du conflit qui oppose les deux partis de 1994 à 1997.

Fuad Massoum est considéré comme un homme politique modéré par les sunnites comme par les chiïtes. Mais la tâche qui lui incombe, celle de désigner son Premier Ministre, est chose ardue en raison de la vive opposition que rencontre Nouri Maliki dans sa volonté de rester Premier Ministre, malgré le rejet catégorique des Kurdes, des sunnites arabes, d'un nombre conséquent de politiciens et de religieux chiïtes, et la désaffection de ses principaux soutiens internationaux.

Nouri Maliki n'a effectivement cessé d'affirmer sa détermination à assumer un troisième mandat, même après le désastre militaire devant EI et le 5 juillet, dix jours avant l'élection d'un nouveau président du Parlement, il assurait, dans un communiqué lu sur la chaîne nationale irakienne, que « jamais il ne renoncerait au poste de Premier Ministre », s'appuyant sur la victoire électorale de sa liste : c'est en effet le candidat en tête de la liste qui a remporté le plus de voix qui est désigné, en principe, à ce poste, même si ce n'est une obligation constitutionnelle.

Nouri Maliki a rejeté toutes les accusations d'incompétence et sa responsabilité dans la désagrégation de l'Irak, les qualifiant de « campagne prenant pour cible l'État de droit », émanant de menées internes et externes.

Le Premier Ministre irakien n'a cessé, par ailleurs de renforcer la mainmise étroite sur l'État ira-

kien, dont celle qu'il exerce déjà sur les forces de sécurité et de défense puisqu'il en occupe, depuis 2010, le commandement. Alors que, hormis ses partisans, tous le tiennent responsable de la défaite devant EI, il a accusé les généraux irakiens de trahison et en a limogé un certain nombre. Le 6 juillet, il a ainsi mis à la retraite anticipée le commandant suprême de l'armée de terre, Ali Ghedan, et le chef de l'état-major, Farouq Aeradji, le poste de ce dernier étant attribué au propre fils du ministre.

De même, alors que les États-Unis et les Nations Unies ne cessent d'exhorter Bagdad et Erbil de parvenir à s'entendre pour former un gouvernement pluraliste et unifié, Nouri Maliki a accusé la Région kurde d'être « le quartier général d'ÉI, du Baath et d'Al-Qaïda » et d'y abriter toutes les organisations à l'origine des opérations terroristes.

Le président Massoud Barzani a répliqué, dans un communiqué, en qualifiant le Premier Ministre d'« hystérique », tandis que les ministres kurdes du cabinet irakien en boycottaient les réunions en signe de protestation. Le ministre des Affaires étrangères irakiennes, le Kurde Hoshyar Zebari a ainsi expliqué à Reuters que les députés du bloc kurde continuaient de siéger au Parlement mais que les responsables kurdes de son ministère, des ministères du Commerce, des Migration et de la Santé cessaient leurs activités.

En réponse, Nouri Maliki a nommé à titre intérimaire

Hussein Al Sharistani aux Affaires étrangères pour remplacer Hoshyar Zebari. Hussein Al Sharistani étant l'adversaire le plus constant et le plus virulent des Kurdes sur la question des ressources naturelles, ce n'est évidemment pas une nomination propre à préparer un terrain d'apaisement pour un gouvernement uni, comme le souhaite Washington.

Pour le moment, il semble qu'aucun allié ni aucune instance internationale ne puisse faire fléchir Nouri Maliki qui, aussi isolé et critiqué qu'il soit, tient en concentrant de plus en plus de pouvoirs au sein de l'État. Pourra-t-il toujours compter sur le soutien iranien, alors qu'il semble que Téhéran tente aussi de décider le Premier Ministre à renoncer à sa candidature ?

Des confidences émanant de deux personnalités politiques irakiennes haut placées ont en effet confié à l'AP, sous couvert d'anonymat, que Téhéran avait essayé de persuader le Premier Ministre irakien de se retirer, ce que celui-ci avait rejeté. Selon eux, le général Qassim Soleimani, à la tête des forces Al-Qods (Jérusalem) des Gardiens de la Révolution, qui organise les milices chiïtes de défense au sein de ce qu'il reste de l'armée et les milices para-militaire, a eu récemment un entretien avec Nouri Maliki et aurait tenté, en vain, de l'inciter à se retirer. Il a reçu, en retour, les mêmes arguments répétés mécaniquement depuis mai, à savoir qu'en raison du score de son bloc parlementaire, ses fonctions lui revenaient de « plein droit ».

## SYRIE : LE PYD APPELLE À UNE MOBILISATION GÉNÉRALE

**L**es succès de l'État islamique en Irak ne l'ont pas détourné du front syrien et les attaques continuent avec une grande intensité sur Deir Ez-Zour, où EI tente d'asseoir son pouvoir de façon aussi complète que dans les régions de Ninive et Takrit. Il y affronte, cette fois, les autres mouvements djihadistes, avec une tactique qui alterne attaques, attaques-suicides et incitations à la défection et au ralliement sous sa bannière, affichant un discours pro-sunnite rassurant, promettant le pardon aux combattants qui déposeraient les armes et feraient leur allégeance au « calife ».

Si le nombre des effectifs d'EI est limité, leur cohésion est un avantage par rapport à la désorganisation et à la confusion qui règnent parfois parmi les milices armées de l'ASL et des Djihadistes. Le prestige que lui confèrent ses succès foudroyants en Irak n'est pas non plus étranger au recul de Jabhat al Nusra sur le terrain militaire et en terme de popularité, au palmarès mondial du Jihad.

Malgré les résistances locales, il semble que l'EI parvienne à se consolider entre Raqqa et Deir ez Zour, ce qui, en plus des champs pétroliers syriens (adjoints à ceux de Mossoul) lui permet de contrôler son nouvel État sans interruption jusqu'à Anbar (province sunnite d'Irak).

Dans cette optique, Kobani, qui a subi des assauts continuels tout le mois de juillet, a une importance secondaire par rapport à la Syrie centrale, mais la prise de cette « poche kurde » qui coupe ses propres territoires entre Ras al 'Ayn et la Djezireh lui permettrait de rejoindre sa frontière nord (turque), ce qui lui permet-

trait de pousser plus avant vers les positions de l'ASL autour d'Alep. Mais au contraire du front « arabe syrien » de Deir Ez-Zour et Raqqa, EI ne peut espérer l'emporter par des défections de la part des YPG qui se rallieraient subitement au Jihad.

Dès le 5 juillet, le gouvernement du « canton de Kobani » a appelé à une mobilisation générale, les villages du canton étant soumis à des bombardements assez soutenus. Ainsi, durant les trois premiers jours de juillet, le village de Zor Mexar (à 35 km de Kobani) a subi pas loin de 3000 tirs de mortiers. Les communiqués des YPG publient régulièrement des chiffres mentionnant de « lourdes pertes » dans les rangs d'EI (même si les communiqués militaires sont toujours à lire avec une certaine précaution). Ce qui semble ressortir, c'est que des villages ne cessent d'être pris, perdus, reconquis, de part et d'autre.

Plus récemment, une offensive d'EI a lieu contre Hassakeh, de source YPG, et la présence de l'armée syrienne dans la ville est peu claire. Des informations locales mentionnent aussi bien une coordination entre l'armée syrienne et les YPG contre EI, qu'un retrait total des troupes syriennes de Hassakeh, qui rappellerait celui de 2012, peut-être pour se concentrer sur la future offensive d'Alep, que l'on croit proche.

La « mobilisation générale » appelant la jeunesse kurde à se joindre aux YPG a coïncidé avec l'annonce, par le PYD, de la démobilisation de ses combattants mineurs, après engagement pris auprès de l'Appel de Genève, qui lutte, entre autre, contre l'utilisation « d'enfants-soldats », celle des mines anti-

personnelles et les violences sexuelles. Le PYD et les YPG se sont donc solennellement engagés à prohiber ces pratiques (à vrai dire, seul le premier point les concernait vraiment) et a annoncé le retrait de ses troupes de combat des garçons et filles âgées de moins de 18 ans (l'âge des combattants mineurs des YPG doit aller au minimum de 14-15 ans à 16-17, il ne s'agit « d'enfants » qu'au sens de « mineurs »). Les jeunes gens démobilisés seraient envoyés dans des « écoles », qui doivent être en fait les académies militaires et politiques du PYD où ils vont suivre une éducation militaire et idéologique.

Elisabeth Decrey, à la tête de l'ONG Appel de Genève parle de 149 YPG concernés par cette mesure, mais il est difficile d'estimer le nombre réel des mineurs combattants dans les rangs des YPG. Tous les reportages et les photos des forces du PYD montrent volontiers des adolescents des deux sexes, armes à la main, mais avant la signature de cet appel, cela faisait partie de la tactique de communication du PYD mettant en avant le soutien de la « jeunesse kurde » (et encore plus ses éléments féminins) face aux djihadistes, mais une sur-représentation médiatique n'est pas une statistique sûre.

Quoiqu'il en soit, coïncidence ou conséquence, après la démobilisation des mineurs, le PYD a annoncé son intention de soumettre le « canton de Djezireh » (Hassakeh) à un service militaire obligatoire, quelles que soient leurs sympathies ou leurs antipathies politiques pour ce parti.

Selon le projet de loi sur la conscription, toutes les

familles vivant dans les zones relevant de « l'auto-administration démocratique » doivent fournir au moins un de ses membres de sexe masculin, âgé de 18 à 30 ans à ce service d'auto-défense de six mois (en continu ou de façon interrompue au long d'une année), au terme duquel les enrôlés pourront « décider » s'ils sont partant pour combattre en première ligne.

Les hommes invalides, les malades en seront dispensés, ainsi que les familles dont un des membres a déjà rejoint les rangs des YPG (forces armées), des Asayish (sécurité), du Mouvement de libération du Kurdistan, les Unités de protection populaire, ou les Unités de protection des femmes (YPJ). En cas de refus, la loi prévoit des sanctions.

Le Conseil national kurde (rassemblant tous les partis kurdes syriens hostiles au PKK) a immédiatement protesté et refusé cette conscription forcée, en même temps qu'il a rappelé la teneur des accords d'Erbil signés en juillet 2012, renégociés en décembre 2012, qui prévoient que ce même Conseil national kurde et le Parlement du Kurdistan occidental (émanation du PYD) doivent unifier leurs forces administratives et armées pour une défense et une gestion communes des régions kurdes en Syrie.

S'exprimant à Aras News, Mustafa Misto, un des membres du CNK, s'il ne conteste pas en lui-même le principe du « devoir de défense nationale » rappelle que l'autorité du PYD est « illégitime » et que par conséquent, sont tout aussi illégitimes les lois qu'il promulgue : « Le PYD a

reçu son pouvoir au nord-est de la Syrie des mains du régime syrien et use les armes pour s'imposer, en traitant avec les autres partis kurdes de façon totalitaire ... Le PYD refuse d'inclure les autres dans la vie politique pour garder l'entier bénéfice de la situation actuelle. »

Selon Mustafa Misto, ce recrutement ne vise qu'à servir « l'agenda du PYD et n'a rien à voir avec le problème kurde en Syrie. »

Jusqu'ici, les mouvements de combattants kurdes ont toujours été alimentés par le volontariat, car ils étaient l'expression d'un engagement politique, et ce, dans toutes les parties du Kurdistan. Même le Kurdistan d'Irak, de plus en plus proche du statut d'un État conventionnel, n'a pas recours au service militaire obligatoire et ses Peshmergas sont une armée de métier. Comment un tel recrutement sera-t-il perçu par la population des cantons du Rojava ? Un reportage de Vladimir Van Wilgenbourg pour Middle East Eye montre des réactions assez mitigées. Certains refusent d'être incorporés dans ce qu'ils considèrent être une milice politique :

« Je ne rejoindrai aucune des forces qui existent actuellement, ni les YPG, ni l'ASL, ni Daash (EI), ni Assad, ni Jabhat al Nusra. Je ne rejoindrai pas les YPG parce qu'ils ne vous laissent pas vous battre librement, vous devez vous battre au nom des YPG ou d'Abdullah Öcalan » (Alan Qamishlo, 26 ans, employé dans une boulangerie de Qamishlo).

Rodi Hesén, journaliste pour Wishe, estime « plus juste que

tous participent à la protection et à la défense du pays » au lieu que cela incombe à une seule fraction, mais il craint que cela n'apporte des arguments au CNK dans sa critique du PYD. Un autre effet « pervers », selon lui, serait qu'une telle loi permettrait à beaucoup de jeunes Kurdes syriens de demander l'asile en Europe pour fuir ce recrutement forcé (de même que beaucoup refusent d'être appelés sous les drapeaux syriens).

È

Le PYD fait peu de cas des critiques du CNK, mais un tel dispositif serait-il vraiment applicable et efficace en terme de défense, ou bien les YPG et Asayish vont devoir consacrer une partie de leur énergie à surveiller et discipliner des recrues peut-être peu enclines à leur obéir ? Dans le même temps, c'est aussi un risque de susciter ou d'accroître un mécontentement parmi la population et ce pour un gain d'effectifs qui n'en vaudra peut-être pas la peine.

Quoi qu'il en soit, ce service obligatoire n'est pas encore en place, et l'appel du PKK aux jeunes du Kurdistan de Turquie à rallier les YPG pour défendre Kobanî semble avoir plus de succès. Alors que la relance du processus de paix entre la Turquie et le PKK a été annoncée au début de l'été, et que le retrait de la guérilla doit être relancé, verra-t-on un redéploiement de certains effectifs du PKK dans les cantons du Rojava ? Apparemment, la frontière turco-syrienne, très perméable pour les recrues d'EI et autres djihadistes, comme ne cesse de le faire remarquer le coprésident du PYD, l'est tout autant pour les Kurdes venant gonfler les rangs des YPG.

## MOSSOUL : UNE ÉPURATION RELIGIEUSE ET CULTURELLE AU NOM DU DJIHAD

**L**e 4 juillet, premier jour du Ramadan, le calife auto-proclamé de Mossoul, Ali Al-Baghdadi, a fait sa première apparition publique, dirigeant la prière du Vendredi dans la mosquée Al-Nuriyya de Mossoul, et y prononçant son premier prêche, dans lequel, dans la pure tradition de l'islam politique du temps des califes, il expose aussi son programme politique, en s'adressant à l'ensemble de « l'Oumma », c'est-à-dire de la communauté musulmane dont il requiert l'allégeance.

Après un préambule portant sur le caractère religieux du Ramadan et de ses pratiques pieuses, le « calife » rappelle que ce mois fut aussi celui pendant lequel « le Prophète lança ses armées pour combattre les ennemis d'Allah. Le mois durant lequel il a mené le Djihad contre les polythéistes ! » et citant des versets coraniques appelant au Djihad, disant, entre autres, « Allah aime que nous tuions ses ennemis et menions le Djihad en son nom » ; « Il vous est enjoint de combattre ce qui vous est haïssable » ; « Et combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de fitnah (sédition) et que la religion de tous soit pour Allah » ; ainsi que des versets recommandant l'application de la shari'a et les châtements (hudud) en cas de manquements à cette loi.

Allusion à ses succès militaires, signe, selon lui, qu'Allah « a donné victoires et conquêtes » à ses mudjaïdin, « fermes devant les ennemis d'Allah », qu'il a rendu « puissants dans le pays jusqu'à la proclamation du Califat et le choix d'un imam ». La lutte contre les « ennemis d'Allah » est qualifié de « waad-

jib », le plus haut degré d'obligation concernant les devoirs religieux des croyants, et « concerne toute la terre ».

Ramenant ensuite ses propos à un niveau plus personnel, Ali Al-Baghdadi se présente comme un élu d'Allah, sur le registre de la modestie : « J'ai été éprouvé par Allah dans mon élection en tant que calife. C'est un lourd fardeau. Je ne suis pas meilleur que vous. Conseillez-moi quand j'erre et suivez-moi si je réussis. Et assistez-moi contre l'idolatrie (tawagheet).

S'ensuit une série de citations coraniques promettant la victoire à ses adorateurs et revenant sur l'exaltation du Djihad.

Le sermon a été filmé par les fidèles du « calife » et diffusé très rapidement sur les réseaux Internet, d'abord sur les réseaux pro-EI et puis est devenu viral, tant dans les sites de presse que dans les réseaux des particuliers. Les réactions ont été évidemment radicalement différentes selon qu'elles émanaient des partisans du Djihad ou du reste de la toile, les premiers louant la maîtrise de la langue arabe et la « belle voix » d'Al-Baghdadi quand ils psalmodiaient, les autres se moquant plutôt de certains détails, comme la montre de prix que le « calife » avait gardée à son poignet et qui lui a valu tout le mois le surnom de « calife bling » ou « calife rollex ».

Sur le plan pratique, si les populations sunnites arabes se sont senties un temps soulagées du départ de l'armée irakienne à qui ils reprochaient de se comporter en troupes d'occupation, les minorités religieuses ont senti immédiatement les effets du pro-

gramme religieux de l'État islamique. Contrairement à ce qui a été présenté très souvent dans la presse internationale, les chrétiens n'ont pas été la première cible des djihadistes, les groupes religieux non comptés parmi les « gens du Livre », c'est-à-dire les yézidis et les shabaks, stigmatisés comme polythéistes et apostats, ont été plus tôt et plus radicalement visés par l'épuration du Djihad et ne se voient offerts d'autres choix que la conversion ou la mort. Les shiites (dont beaucoup de Turkmènes dans les régions conquises par l'EI sont chiites) sont enfin vus comme l'ennemi majeur, source de 'fitna' (sédition) ou hérétiques, et ont aussi fait face, dès le mois de juin, à des menaces, enlèvements, tortures et assassinats. C'est ainsi que 83 Shabaks ont été enlevés et 7 d'entre eux ont été retrouvés assassinés (source Human Rights Watch).

Quant aux chrétiens, leur répit relatif n'a été que de courte durée et le 19 juillet, l'État islamique a commencé d'appliquer la loi de la shari'a sur les dhimmi (juifs et chrétiens) devant faire soumission à l'Islam soit en payant une capitation (la dji-ziya), 200 à 250 \$ par mois, soit en se convertissant, soit en quittant le 'dar al Islam' (territoire musulman où ne s'appliquent pas les lois de la guerre).

Geste d'intimidation plus sinistre encore, les maisons des chrétiens de Mossoul ont vu leurs portes marquées de la lettre Nûn en arabe, le 'N' désignant les 'Nasrani' soit 'Nazaréens' en arabe, qui est un terme d'opprobre utilisé par les juifs pour désigner les premières communautés judéo-chrétiennes et qui est ensuite passé dans la langue arabe.

Les effets de ces premières mesures ont été extrêmement rapides, en l'espace de deux jours, entre le 14 et le 21 juillet, des milliers de chrétiens ont fui sur les routes en direction du Kurdistan, venant grossir le flot des autres réfugiés. Actuellement, il ne resterait qu'une vingtaine de chrétiens à Mossoul, certains ayant accepté de payer l'impôt d'infamie, d'autres s'étant peut-être convertis sous la menace. Mais à leur passage, ils se sont vu dépouillés de tout ce qu'ils avaient pu emporter par les milices djihadistes, clamant que ces biens « revenaient à l'Islam » et c'est à pied, sous un soleil torride, que des milliers de familles, exténuées, ont gagné le Kurdistan.

Les shabaks, les Turkmènes chiites de la ville ont aussi vu leurs demeures marquées d'un signe distinctifs et leur sort est encore plus menacé. Des cen-

taines d'entre eux ont fui, après des exécutions sommaires précédées d'enlèvement dans plusieurs villages. Les yézidis sont de même menacés et sommés de se convertir à l'Islam.

L'État islamique a aussi été très actif ce mois-ci dans son programme de destruction des monuments « offensants » pour l'Islam. Non seulement les monastères, les bâtiments patriarcaux des chrétiens ont été saisis, les tombes et les statues vandalisées, mais c'est aussi aux lieux vénérés par les musulmans que les djihadistes s'en sont pris : appliquant la stricte interprétation de la shari'a qui prohibe les tombes des soufis ou des prophètes, et leur culte, l'État islamique a ainsi détruit à l'explosif les tombeaux les plus symboliques des trois monothéismes de la Mésopotamie et ceux de Jonas, de Seth, en plus de mausolées de sheikhs soufis. En ce qui concer-

ne les chiites, même leurs mosquées ont été détruites en plus de mausolées.

Toutes les femmes, quelles que soient leurs confession, sont tenues de sortir entièrement voilées et les vêtements jugés « illicites », que ce soit pour les hommes ou les femmes, comme les jeans ou les tenues trop occidentales, sont également interdits. Les vendeurs de narguileh et de cigarettes sont peu à peu priés de fermer boutique et il s'instaure peu à peu, dans l'État islamique, une société qui est assez proche de ce qu'avaient instauré les Talibans en Afghanistan.

Sur le terrain militaire, EI affronte principalement l'armée irakienne à Tikrit et à Djalwla, ainsi que les Peshmergas kurdes dans cette zone. Des combats sporadiques ont aussi lieu dans la province de Ninive, entre les Peshmergas et les Djihadistes.

## ARCHÉOLOGIE : REDÉCOUVERTE DE L'ANTIQUE CITÉ DE MUSASIR ?

**A**u Kurdistan d'Irak, aux frontières turco-iraniennes, une découverte archéologique majeure a mis au jour les restes d'un temple, des statues et des bases de colonnes qui remonteraient, sur un site qui remonterait au plus tôt à l'Âge du Fer, soit au troisième millénaire avant notre ère : il pourrait s'agir de l'antique cité de Musasir, qui fut la capitale d'une principauté au 1er millénaire avant notre ère. La localisation de cette cité, mentionnée dans les textes assyriens et urartéens a été perdue, textes qui permettaient toutefois de la situer dans la région de Rawanduz.

Les premiers sondages archéologiques – sans fouilles – ont été faits par un doctorant kurde de l'université de Leyde, après que

des villageois aient mis à jour accidentellement des artefacts, dont une base de pilier et une statuette de bronze, représentant un capridé. Dilshad Marf Zamua a alors commencé à travailler dans la zone, en 2005.

Le site a connu une longue occupation humaine puisque des inscriptions en cunéiforme sur une base de pilier identifient un temple voué au dieu Haldi, un dieu vénéré dans la cité de Musasir ou Ardini. Le temple a été pillé par les Assyriens en -714, sous le règne du roi d'Urartu Rusa I, qui, apprenant la nouvelle, « s'est jeté au sol, a déchiré ses vêtements, et ses bras sont restés sans force. Il a arraché son bandeau, s'est jeté face contre terre... », comme le raconte une chronique.

La localisation de ce temple était restée longtemps inconnue et Dilshad Marf Zamua pense maintenant avoir résolu ce mystère.

Un bas-relief assyrien exhumé à Khorsabad au XIXe siècle, représente la cité de Musasir : des maisons à flanc de colline, ouvertes sur trois fenêtres à l'étage, et une porte au rez-de-chaussée, ce qui correspond à l'architecture traditionnelle des demeures de la région, où les étages étaient dévolus à l'habitat et le rez-de-chaussée au stockage des denrées et des biens, ou servaient d'étables ou d'écuries.

Des statues de taille conséquente ont aussi été trouvées (environs 2,3 mètres), en calcaire, basalte ou grès, certaines partiellement brisées. Elles



représentent des hommes barbus, certains tenant une coupe dans la main droite, la main gauche posée sur l'estomac. L'un d'entre eux tient une dague, un autre une hache. Elles pourraient faire partie d'un complexe funéraire et dateraient du VII<sup>e</sup> ou VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère, à l'époque où l'empire assyrien reculait sous l'avancée des Scythes et des Cimmériens.

Une statuette de bronze, haute de 8,4 et longue de 8,3 cm, représente une chèvre sauvage et les chercheurs tentent actuellement de déchiffrer l'inscription cunéiforme qui figure sur l'objet.

Le site, sur trois frontières, n'est pas une zone sûre pour des fouilles, en raison de mines anti-personnelles qui font encore des victimes parmi les bergers. L'armée iranienne se livre encore

à des tirs d'artillerie en raison de la présence d'une guérilla sur la frontière et l'aviation turque a plusieurs fois, dans le passé, bombardé la région.

L'état de ces découvertes ont été présentées récemment par son auteur au Congrès international d'archéologie du Proche Orient antique à Basel, en Suisse. Dilshad Marf Zamua enseigne également à l'université de Salahaddin d'Erbil.

---

# En proclamant son califat, l'« Etat islamique » tente un coup de poker

Abou Bakr Al-Baghdadi, le nouveau « calife Ibrahim », espère susciter les ralliements

L'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) promettait depuis plusieurs jours une « grande nouvelle ». Savamment orchestrée par un plan de communication dont le mouvement djihadiste s'est fait la spécialité, l'annonce est tombée, dimanche 29 juin, au premier jour du ramadan, le mois sacré des musulmans.

Renommé Etat islamique (EI), le mouvement djihadiste a décrété l'instauration d'un califat sur les territoires qu'il contrôle d'Alep, dans le nord de la Syrie, à la province de Diyala, dans l'est de l'Irak, sous l'autorité de son chef, Abou Bakr Al-Baghdadi, proclamé « calife Ibrahim ».

Pour illustrer ses ambitions transnationales, l'EI avait diffusé quelques heures plus tôt la vidéo, symbolique, de la destruction par ses bulldozers d'un poste-frontière entre l'Irak et la Syrie.

## Le « grand soir » de l'Etat islamique

La prise du poste-frontière d'Al-Qaim, côté irakien, le 21 juin, a marqué pour l'EIL une nouvelle étape vers la restauration du califat, abolie par le dirigeant turc Mustafa Kemal en 1924. Dans le numéro de sa revue en anglais, *Islamic Report*, paru le même jour, intitulé « Abattre les frontières des impies », les djihadistes célébraient déjà l'abolition des frontières coloniales tracées par les accords Sykes-Picot en 1916 lors du démantèlement de l'Empire ottoman. La conquête de la ville jumelle de Boukamal, côté syrien, le 25 juin, l'a décidé à sauter le pas.

« A son apogée en Irak, l'EIL veut mettre toutes les cartes sur table, analyse Thomas Pierret, spécialiste de l'islam à l'université

d'Edimbourg. La proclamation du califat peut permettre de créer des troubles internes dans les Etats ennemis, avec des groupes passant à l'action avec l'idée que le "grand soir" est arrivé. » Pour autant, estime-t-il, le califat n'était pas nécessaire pour recruter des combattants étrangers, « car le concept d'Etat islamique était suffisamment attractif pour eux ».

## Al-Baghdadi, calife sectaire

L'avènement du « calife Ibrahim » ne lève pas le voile sur le mystère qui entoure la personnalité d'Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'EIL, un Irakien né en 1971, à Samarra, qui vit caché. Son patronyme complet attesterait de sa filiation à la tribu descendant du prophète Mahomet, lui permettant ainsi de prétendre à sa succession dans l'exercice du pouvoir politique en terre d'islam et au titre d'imam de tous les croyants. Il estime que les musulmans du monde entier lui doivent allégeance, sous peine d'être déclarés apostats et condamnés à mort.

Al-Baghdadi a pris pour modèle le califat abbasside, basé à Bagdad de 750 à 1258, âge d'or de l'islam. Mais, dans les faits, « on ne sait pas comment va s'organiser ce califat et comment vont se faire les allégeances », souligne Romain Caillet, spécialiste de l'islamisme à l'Institut français du Proche-Orient, un centre de recherche.

Le nouveau « calife », qui s'est taillé une réputation de sanguinaire, dispose d'un impressionnant arsenal militaire, d'une armée forte de plusieurs milliers d'hommes, de centaines de millions d'euros de butin de guerre et d'un territoire

asservi à sa vision rigoriste de l'islam. « Son approche de la politique va être plus exclusive et sectaire qu'elle ne l'était déjà contre toute personne qui ne se soumet pas à sa volonté », prédit Thomas Pierret, prenant en exemple le pouvoir sans partage qu'il exerce sur son fief de Rakka, en Syrie.

## Un défi pour Al-Qaida

« L'existence légale de tous les emirats, groupes, Etats et organisations disparaît du fait de l'expansion du califat et de l'arrivée de ses troupes sur leurs territoires », a annoncé, dimanche, le porte-parole de l'EI, Abou Mohammed Al-Adnani. L'ambition de l'EI d'incarner le djihad mondial est un défi à l'autorité d'Al-Qaida. Son chef, Ayman Al-Zawahiri, avait désavoué l'EIL lors de son entrée en force sur le terrain syrien, en avril 2013. Les filiales d'Al-Qaida et les mouvements djihadistes

indépendants doivent désormais décider s'ils soutiennent ou non l'EI. A ceux qui fomenteraient la « division », Al-Adnani a promis « une balle dans la tête ». En Syrie, où les principaux groupes rebelles, dont le Front Al-Nosra, filiale officielle d'Al-Qaida en Syrie, refusent la férule de l'EIL, de féroces combats ont lieu depuis janvier : ils auraient fait déjà 6 000 morts.

La nébuleuse d'Al-Qaida pourrait attendre un signe d'Ayman Al-Zawahiri avant de se prononcer. L'EI pourra certainement compter sur l'allégeance de groupes dissidents, comme Ansar Beit Al-Maqdis, actif dans le Sinaï égyptien, et son pendant dans la bande de Gaza. Le 26 juin, le *qadi* (juge) d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) pour la « zone centrale » (Kabylie), a salué la démarche d'« unification » de l'EIL, concluant son message par : « Rendez-vous dans le califat, Inch'Allah ».

Enfin, les ralliements les plus remarquables émanent de deux responsables d'Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA). La filiale, implantée au Yémen, nourrit le même dessein de renverser la dynastie wahhabite, au pouvoir en Arabie saoudite.

## Un pari risqué

La déclaration unilatérale du califat par l'EI a nourri de nombreuses critiques chez les oulémas radicaux, qui contestent l'ambition du « calife Ibrahim » de s'imposer comme imam de la communauté djihadiste du Maroc jusqu'à l'Indonésie. « D'autres pourraient estimer que c'est aller un peu vite en besogne que de proclamer le califat sur un proto-Etat », ajoute Thomas Pierret.

Ce dernier pointe aussi les risques de scission au sein de l'insurrection sunnite en Irak. « Les anciens baasistes qui se sont alliés à l'EI pour mener l'offensive contre le pouvoir chiite pourraient ne pas supporter d'être à la botte d'un nouveau calife. »

Faute d'allégeances notoires, l'EI risque de mettre en péril les gains, encore fragiles, accumulés sur le terrain. « L'EI n'a, à mon sens, pas beaucoup de marge d'expansion », analyse Thomas Pierret. Conquérir Bagdad, à majorité chiite, est une gageure, d'autant que la contre-offensive de l'armée irakienne s'annonce sans merci.

« En Syrie, la crainte d'un retour de l'EI à Alep est bien réelle, mais rien ne dit que le mouvement ait le souffle pour mener à bien cette opération », poursuit le chercheur. Le transfert de missiles saisis en Irak vers Rakka, en Syrie, pourrait ne pas suffire. Enfin, l'expansion du mouvement vers des pays voisins, comme la Jordanie ou l'Arabie saoudite, s'annonce aussi périlleuse. ■

HÉLÈNE SALLON



Des militants islamistes défilent dans une ville de la province de Rakka, dans le nord de la Syrie, lundi 30 juin, pour célébrer la proclamation d'un « califat » entre l'Irak et la Syrie sous le nom d'« Etat Islamique ». NOTIS

# Les djihadistes instaurent un califat à cheval sur l'Irak et la Syrie

GEORGES MALBRUNOT

**MOYEN-ORIENT** Fini l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). Place au califat de l'État islamique (EI), comme ses partisans réclamaient qu'on l'appelle avant même sa proclamation, dimanche, au premier jour du mois de ramadan : un califat qui s'étend de la province d'Alep,

dans le nord de la Syrie, jusqu'à celle de Diyala, dans l'est de l'Irak, frontalière de l'Iran.

« *Musulmans (...) rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et les autres ordures de l'Occident. Revenez à votre religion* », a lancé son porte-parole, Abou Mohammed al-Adnani, en annonçant la naissance du califat dans un enregistrement vidéo, extrait de dix longues pages emplies de références aux compagnons

du Prophète et à ses récents accomplissements (tribunaux islamiques, impôts que les mécréants doivent payer...). Al-Adnani prévient qu'il est du « *devoir* » de tous les musulmans du monde de prêter allégeance à son chef, Abou Bakr al-Baghdadi, élevé au rang de calife, c'est-à-dire de successeur du prophète Mahomet dans l'exercice du pouvoir politique.

Cette proclamation entérine une situation de fait sur le terrain. Après avoir pris le contrôle de Faloudja et de plusieurs quartiers de Ramadi en janvier, l'EIL avait conquis à partir du 10 juin Mossoul, la deuxième ville d'Irak, de larges portions de sa province, Ninive, ainsi que des secteurs de celles de Salah ad-Dine et Diyala. De l'autre côté de la frontière avec la Syrie, les djihadistes contrôlaient déjà la ville de Raqqa, ainsi qu'une partie des provinces de Deir ez-Zor et d'Alep.

En proclamant un califat, l'État islamique montre qu'il est là pour durer. L'armée irakienne, après la sévère déroute de la mi-juin, s'est lancée dans une reconquête de certains secteurs passés sous le contrôle des djihadistes, notamment la ville de Tikrit, tandis que la raffinerie de Baiji reste entre les mains du gouvernement. « *Rien n'a changé*, souligne un ancien de l'armée de Saddam Hussein, joint au téléphone à Mossoul. *Si ce n'est les quatre ou cinq missiles que l'armée irakienne a tirés près de chez nous.* »

Il s'agit également de montrer à la population des zones sunnites sous son contrôle que la force dominante au sein de la rébellion est l'État islamique. Et aux autres groupes rebelles - anciens de l'armée de Saddam Hussein, baasistes, al-Nosra en Syrie - qu'il ne sert à rien de lutter contre l'EI, alors que des combats pour le pouvoir ont déjà commencé. L'EI a pris les devants alors que le Parlement se réunit ce mardi à Bagdad pour déclencher le processus de formation d'un gouvernement, appelé à rassembler toutes les composantes pour mieux contrer la menace djihadiste. Bref, comme d'habitude, les djihadistes savent manier la communication.

## Menace pour le Moyen-Orient

Mais il n'y a pas que de la « com » derrière cette initiative. Par leur présence qui a débordé au Liban, probablement en Jordanie ainsi qu'en Arabie saoudite, les représentants du califat constituent une menace pour l'ensemble du Moyen-Orient. D'ores et déjà, des appels à attaquer les lieux saints d'Arabie ont été lancés. Une riposte au message de ramadan du roi saoudien Abdallah s'engageant à écraser les terroristes qui menacent son pays. En recevant le week-end dernier le secrétaire d'État, John Kerry, Abdallah

## L'aide militaire américaine arrive au compte-gouttes

MAURIN PICARD  
NEW YORK

L'ARMÉE irakienne a repris l'offensive face aux djihadistes de l'État islamique (EI) et concentre ses efforts sur la ville de Tikrit. Les combats font rage dans l'ancienne cité de Saddam Hussein, mais les stocks d'armes lourdes, de grenades, de munitions sont au plus bas, a prévenu Bagdad. L'aide militaire américaine n'arrive qu'au compte-gouttes. 75 missiles air-surface AGM-114 Hellfire viennent d'être livrés en urgence, s'ajoutant aux 200 déjà acheminés depuis le début du mois et aux 300 arrivés depuis le début de l'année. 600 autres doivent suivre en juillet, promet le vice-amiral John Kirby, officier de presse du Pentagone. Livraisons vitales, mais insuffisantes : 75 Hellfire représentent trois jours de combat autour de Tikrit, selon des officiels irakiens.

Trois jours, c'est aussi la promesse faite par les militaires russes pour assembler et rendre opérationnels les deux premiers des douze chasseurs-bombardiers Sukhoï 25 Frogfoot, rustiques mais fiables, en cours de livraison pour un montant de 500 millions de dollars. Dans la bataille de la communication, Moscou a remporté une victoire, ne manquant pas de fustiger l'attentisme américain et ses conséquences dramatiques. Le parallèle est déroutant : dans le cadre d'un contrat de livraison de 36 chasseurs-bombardiers F16 Falcon d'occasion, Washington a regimbé, avant de finalement promettre de livrer les deux premiers exemplaires... à l'automne prochain, « *aussi vite que possible* », jure le colonel Steve Warren, porte-parole du Pentagone.

Le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, en a profité pour dénoncer la

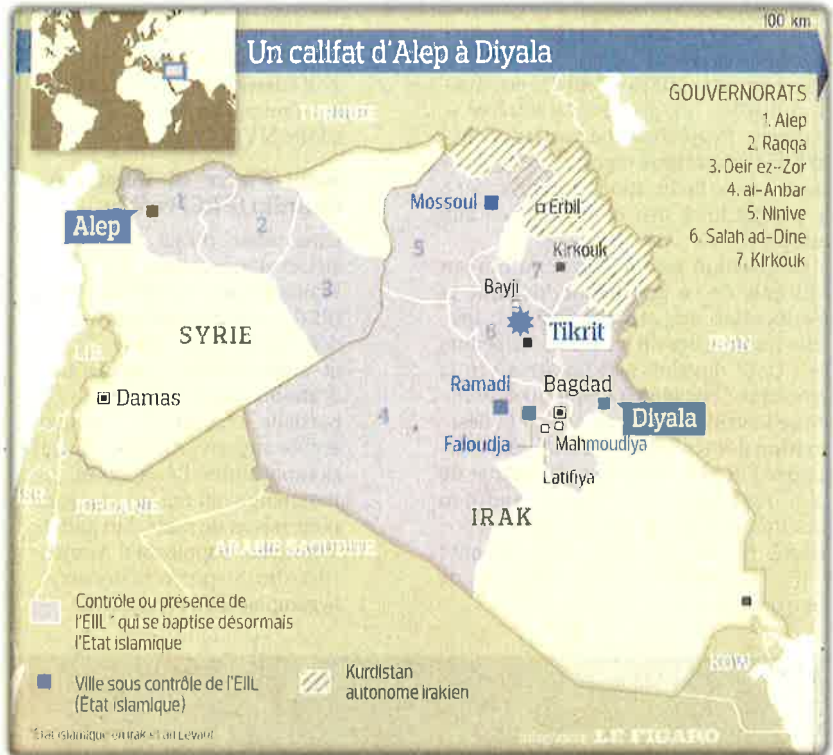
pusillanimité de Washington. « *Les livraisons d'armes américaines sont terriblement lentes*, déclarait-il le 26 juin à la BBC. *Nous aurions mieux fait de nous adresser aux Anglais, aux Français et aux Russes. Avec une couverture aérienne digne de ce nom, rien de tout cela ne serait arrivé.* » La situation ne pouvait être plus désagréable pour Barack Obama, qui avait promis de ne pas renvoyer les « boys » en Irak, après huit ans d'une guerre sanglante (2003-2011), 4500 morts et 32000 blessés graves. Sommé d'agir dans la plus absolue discrétion, il continue de déployer sur le terrain des équipes de conseillers issus des forces spéciales. Sur les 300 promis, 180 seraient déjà sur place. Le Pentagone a annoncé lundi soir que 200 à 300 soldats supplémentaires devraient être déployés pour protéger l'ambassade des États-Unis sur place, ainsi que plusieurs hélicoptères et drones. Ceux déployés au-dessus de l'Irak assurent de 30 à 35 vols quotidiens, s'efforçant de détecter les mouvements djihadistes, mais aussi de fournir une couverture armée à ces conseillers légèrement armés.

Quelque 300 conseillers, une poignée de Hellfire et de F16 peuvent-ils changer la donne, face aux forces centrifuges qui se déchangent, et alors que près de 2000 Irakiens ont encore été tués au mois de juin ? « *L'Administration Obama semble y aller à reculons*, analyse Steve Cook, du Council on Foreign Relations. *Si elle croyait vraiment pouvoir changer le cours des choses, elle aurait envoyé bien plus de soldats, au risque de se retrouver en Irak pour une présence de très longue durée. Il ne faut pas se leurrer : ce ne sont pas 300 conseillers qui vont pouvoir tout à la fois coordonner une contre-offensive, collecter du renseignement et remonter le moral des forces irakiennes.* » ■

**180**  
conseillers  
issus des forces  
spéciales, sur les 300  
promis, seraient  
déjà sur place



avait promis de convaincre les dirigeants sunnites d'Irak de participer à un gouvernement d'union nationale, seule alternative à une implosion du pays. C'était couper l'herbe sous le pied des djihadistes, qui ont eux aussi besoin de ces chefs sunnites. Pour l'instant, ceux-ci préfèrent laisser les djihadistes avancer pour se débarrasser du premier ministre chiite, Nouri al-Maliki, qui n'a cessé de les marginaliser. Reste que cette proclamation renforce encore l'attraction du djihad auprès de tous les candidats à la guerre sainte en Europe ou ailleurs. Nul besoin de visa pour rejoindre la caravane d'Allah, précise le communiqué annonçant la naissance du califat. Même si sa prétention à abattre les frontières du Moyen-Orient reste un vœu pieux. Les États-Unis ont estimé lundi que la proclamation du califat par les djihadistes « ne signifie rien pour les populations en Irak et en Syrie ». ■



Europe 1

1 juillet 2014

## Irak : Sunnites et Kurdes quittent le Parlement

www.europe1.fr

Par Barthélémy Gaillard avec AFP  
le 1 juillet 2014

**IMPLOSION** - Sunnites et Kurdes ne se sont pas présentés à la séance du Parlement. De quoi compliquer encore un peu plus la nomination d'un nouveau Premier ministre.

Débats bloqués au Parlement. Un pas de plus vers la désintégration de l'Irak a été fait mardi. Après une pause lors d'une séance plénière au Parlement mardi, le doyen de l'assemblée a pu constater que seuls 75 des 255 députés étaient retournés à leur sièges. Les députés sunnites et kurdes de l'hémicycle avaient quitté la réunion, bloquant automatiquement les

débats.

Un blocage politique qui s'ajoute aux tensions confessionnelles. En cause, l'hostilité des Sunnites envers Nouri Al Amliki, l'actuel Premier ministre irakien, un chiite. "S'il y a un changement de politique avec un nouveau Premier ministre, nous adopterons une approche positive. Dans le cas contraire, le pays ira de mal en pis", a prévenu Ossama al Noudjaïfi, un responsable sunnite. De leur côté, les Kurdes, chargés en vertu du partage des pouvoirs de désigner le chef de l'Etat, refusent pour l'instant de s'exécuter si Nouri al Maliki venait à enchaîner un troisième mandat. Le Parlement est donc pour l'instant condamné à expédier les seules affaires courantes, délaissant ce point épineux de l'élec-



tion du prochain Premier ministre.

Et aux luttes armées. Politiquement, les Kurdes ont fait un nouveau pas vers une possible indépendance qu'ils revendiquent depuis plusieurs mois. Dans le même temps, les combats avec les insurgés sunnites au nord et à l'ouest de Bagdad ont fait plus de 2.400 morts au mois de juin, mois le plus meurtrier de cette guerre confessionnelle qui déchire le pays depuis 2007.

BFMTV

## Maliki rejette les revendications territoriales kurdes

BAGDAD 02 juillet 2014 (AFP)-

**L**e premier ministre irakien Nouri al-Maliki a rejeté mercredi la volonté du Kurdistan de conserver les territoires dont il a pris le contrôle à la faveur de l'offensive des jihadistes sunnites.

«Personne n'a le droit d'exploiter les événements qui ont eu lieu pour imposer un fait accompli, comme l'a fait la région du Kurdistan», a déclaré M. Maliki lors d'une intervention télévisée, faisant référence notamment au chef-lieu de la

province pétrolière de Kirkouk. «Nous rejetons cela.»

Les forces kurdes ont pris le 12 juin le contrôle de Kirkouk après le retrait de l'armée devant la progression des insurgés sunnites en Irak.

Le premier ministre faisait référence aux déclarations la semaine passée du président de la région autonome, Massoud Barzani, qui a affirmé que le contrôle de Kirkouk, et d'autres villes prises par les forces kurdes, ne saurait être remis



en cause.

M. Barzani a également déclaré dans une interview à la BBC que le Kurdistan organiserait dans les mois à venir un référendum d'indépendance, ajoutant que la période s'y prêtait, l'Irak étant déjà, selon lui, divisé. ■

# Sunnis and Kurds walk out of Parliament

BAGHDAD

## Breakdown after debate imperils efforts to form a new Iraqi government

BY ROD NORDLAND

Sunnis and Kurds walked out of the first session of the Iraqi Parliament on Tuesday, imperiling efforts to form a new government in the face of a bitter offensive by Sunni militants.

After less than an hour of debate, the new Parliament took a short recess, and Sunni and Kurdish lawmakers did not return afterward. There were not enough lawmakers present for a quorum, forcing the session to be adjourned for at least a week.

Spokesmen for the party of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki blamed Kurds and Sunnis for the impasse, provoking countercharges that Shiite leaders were not ready to make a serious deal. The day's events also ended hopes of an early resolution to Iraq's political crisis, even as insurgents have taken control of territory north and west of the capital.

The walkout represented a rejection of calls by Shiite religious leaders who had demanded agreement on the speedy formation of a government that included Sunnis, Kurds and Shiites.

The Iraqi government had declared a national holiday for the convening of Parliament. Many shops and businesses were closed. Large numbers of troops and police officers patrolled the city and established checkpoints at most major intersections, as well as around neighborhoods with large Sunni populations.

Underscoring the threat from the militants, the United Nations announced that June had been the deadliest month in Iraq for many years.

The death toll from violence in Iraq, except Anbar Province, during June was 2,417 people. By far the largest category of fatalities was civilians, with more than 1,500 dead, followed by 886 members of Iraq's beleaguered security forces, according to United Nations statistics.

The fatalities were four times higher than in May, before the Islamic State in Iraq and Syria, known as ISIS, began its offensive to take Mosul and much of northern Iraq on June 10.

The death toll was one of the highest monthly figures for Iraq, reaching a



HADI MUZBAN/ASSOCIATED PRESS

Iraqi lawmakers arguing on Tuesday during the first session of the new Parliament in Baghdad. After a recess, Kurdish and Sunni members did not return.

level of violence not seen there since 2008, according to the United Nations. In May, according to the data, 799 people were killed in Iraq, including 240 members of the security forces.

The figures do not take into account Anbar Province, much of which has been under the control of ISIS-led insurgents and where the United Nations has no presence.

The United Nations cited Health Ministry officials in Anbar as recording 244 civilians killed and 588 injured from June 1 to June 29, bringing the total violent death toll for the country in June to at least 2,661.

In 2008, one of the worst years of sectarian violence, 7,000 people were killed in the entire year.

The top United Nations official in Iraq, Nikolay E. Mladenov, called the civilian casualties in June a "staggering number" and connected the violence to Iraq's stalled political process.

With large parts of the country under the control of ISIS militants and armed groups, Mr. Mladenov said in a statement, "It is imperative that national leaders work together to foil attempts to destroy the social fabric of Iraqi society."

"What can be achieved through a constitutional political process cannot be achieved through an exclusively military response," he added. "Security must be restored but the root causes of violence must be addressed."

Late Monday night, ISIS militants

fired mortars into the Askari shrine in Samarra, killing six people, according to hospital officials. An Iraqi government official said the shrine, where many worshipers had gathered to celebrate the first day of Ramadan, was not hit, but a security official at the scene said two mortar shells struck the dome, causing minor damage.

Such attacks on the shrine by Qaeda-related groups in 2006 set off a wave of sectarian violence in Iraq that lasted for years.

The Iraqi government has heavily reinforced Samarra, about 80 miles north of Baghdad, to prevent ISIS insurgents from carrying out attacks on the shrine.

The group has made no secret of its intention to spark a sectarian war in Iraq, as Al Qaeda did in 2006. It was formed from the remnants of Al Qaeda in Iraq, which was defeated by a Sunni uprising against the extremists, aided by support from the American and Iraqi militaries.

The assault on the shrine aroused fears of a wave of retaliatory attacks in an atmosphere in which Sunnis have already begun to be the target of what appear to be random sectarian killings in Baghdad and elsewhere, as a response to the advances by ISIS in Sunni-dominated parts of the country.

Alan Cowell contributed reporting from London, an Iraqi employee of The New York Times from Samarra and Marwa Salman from Baghdad.



# LYONS: A Kurdish opportunity

As Iraq shatters, a U.S.-friendly Kurdistan could materialize

By James A. Lyons  
 Tuesday, July 1, 2014  
[www.washingtontimes.com](http://www.washingtontimes.com)

There is no question that modern-day Iraq is a fractured state. This should come as no surprise, since its basic historical foundation was always weak.

It was created in 1920 by the British and French after World War I as they carved up the old Ottoman Empire. Secretary of State John F. Kerry's efforts to encourage the various political factions to put aside their sectarian and ethnic grievances, which go back hundreds of years, to prevent Iraq's disintegration has little to no chance of success as Iraq has descended once again into a Sunni-Shiite civil war. Without putting "boots on the ground" (other than special forces), the dynamics of the current mess must be changed in a way that contributes to our long-term strategic interests. One political action that we could take would be to support a long-sought Kurdish objective of a sovereign state that would be a loyal U.S. ally in a sea of turmoil.

We need to face reality. The Nouri al-Maliki Shiite-led government in Baghdad is no friend of the United States. At this point, Prime Minister al-Maliki, a tool of the Iranian government, has squandered the political opportunity that was given him by the United States, which was bought and paid for with the blood and sacrifices of American and coalition military forces. As Massoud Barzani, president of the semi-autonomous Kurdish region, told Mr. Kerry in a clear message, "We are facing a new reality and a new Iraq." For Kurdistan, this could be a long-awaited opportunity.

The Obama administration has put out "feelers" on how we might cooperate with Iran on Iraq's unraveling. This makes absolutely no sense. Iran has been at war with the United States for more than 34 years and has caused the loss of thousands of American lives, including more than one-third of our military killed or permanently injured in the Iraq war. We should never forget Tehran's role in supporting the Sept. 11 hijackers.



Kurdish Soldier Illustration by Greg Groesch/The Washington Times

The fear that the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), the richest terrorist group in history, may annex a central swath of Iraq and Syria, and declare a caliphate, is real. While this should be of concern, the region already has one in Iran. That nation is the recognized world leader of state-sponsored terrorism and is on the cusp of achieving a nuclear-weapon capability.

The ISIS rapid advance in conquering territory in central Iraq and the city of Mosul opened a direct path to the oil-rich Kirkuk province and Kirkuk city. With the Iraqi army units deserting their installations, the Kurdish military Peshmerga once again answered the call and moved quickly to secure deserted Iraqi army facilities and the Kirkuk oil fields. They also provided protection from ISIS terrorists to Kirkuk city and surrounding Kurdish-dominated towns and villages. This move expanded the Kurdish semi-autonomous region by more than a third. Peshmerga forces are now defending a new 620-mile border against the ISIS army. It has also altered the political landscape, which will not be easily reversed. Clearly, the time for an independent, sovereign Kurdistan has never been more necessary.

The bold move by the Peshmerga to prevent ISIS fighters from capturing Kirkuk and the oil fields should be welcomed by the Obama administration. The Kurds are a proven friend in the region. In the run-up to the 1991 war in Kuwait, they cooperated closely with the United States. In the 2003 Iraq war, when Turkey refused to cooperate with the United States, the Kurds once again stepped

up and cooperated with the U.S. After Baghdad was liberated, they backed the American-led effort to establish a constitution, a functioning central government and the rule of law. They have been a reliable partner.

Regrettably, this long and tested partnership has stalled for questionable reasons over the past several years. Ever since Mr. al-Maliki, an Iranian puppet, became prime minister, U.S. administrations have supported the Baghdad central government's increasingly confrontational approach with the Kurdish region over core issues. These involve a fair share of oil revenues, control of new oil discovered in their region, and protection from historic injustices perpetrated by Baghdad. The Obama administration, in the current crisis, should recognize that the Kurdish Peshmerga now stand as the only viable military force confronting the ISIS juggernaut in the northern part of Iraq.

More importantly, the Peshmerga also stands as the only partner in the region whom we can fully trust. While Baghdad is struggling to form a government, the Kurds have just formed a unity government. It is a functioning, secular democracy with those values deeply imbedded in Kurdish society. This is the essential element for creating a democracy, but it was unattainable by Baghdad.

The Obama administration should provide political and material support to the semi-autonomous Kurdish region to ensure that it can continue to deter and, if necessary, fight ISIS. The administration should also rebuild our relationship with the Kurds to ensure we have a long-term ally in the region — one that is increasingly politically sophisticated, economically sound and shares our core values.

Clearly, it is time to support a viable, economically stable, sovereign Kurdish nation. Another strong, reliable democratic ally of the United States in this region would be most welcome, and it makes sense strategically. An independent, sovereign Kurdistan will certainly not be welcomed by Iran. It is thought that Kurdish relations with Turkey over a sovereign Kurdistan can be managed with U.S. assistance, particularly in view of Turkey's significant economic investment there.

□ □ □

*James A. Lyons, U.S. Navy retired admiral, was commander in chief of the U.S. Pacific Fleet and senior U.S. military representative to the United Nations.*



July 1, 2014

# Why Israel is in love with Kurdistan



By **Pepe Escobar**  
<http://rt.com>  
 TV-Novosti  
 July 01, 2014

**The “Middle East” invented by British and French colonial powers almost a century ago is fast dissolving as ISIS carves a vast piece of real estate from the suburbs of Aleppo to Tikrit and from Mosul to the Jordanian/Iraqi border.**

Artificial geography, established in the midst of World War I, via the 1916 Sykes-Picot agreement, is at risk; and it's no accident the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) itself, although dreaming of a Caliphate, is also graphically emphasizing the point. Those states carved out of the fragmented Ottoman Empire are all at risk. In this geopolitical vortex the ultimate free electron is definitely the notion of a Greater Kurdistan.

“Iraq is breaking up before our eyes and it would appear that the creation of an independent Kurdish state is a foregone conclusion.” The analysis might have come straight from ISIS – but in fact came from none other than former bouncer and unreformed Zionist, Israeli Foreign Minister Avigdor Lieberman.

What the invariably truculent Lieberman told US Secretary of State John Kerry this week pertained mostly to the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq, an autonomous region that – quite handily – is also exporting oil to Israel (the KRG angrily denies it.)

By all practical purposes, Kurdish Peshmergas are now also in control of heavily disputed, oil-rich Kirkuk – after the ignominious withdrawal of Baghdad's predominantly Shi'ite army as ISIS was advancing. The wily KRG president Masoud Barzani has been adamant; “We will bring all of our forces to preserve Kirkuk.”

Talk about being handed over The Big Prize on a plate; the KRG has been trying to control Kirkuk by all means necessary since the 2003 Shock and Awe. In any future scenario Kirkuk would be the absolutely fabulous gas station fueling the wealth of a prosperous Kurdish nation. Baghdad is confronted with yet another quagmire.

It's no secret in the “Middle East” that Tel Aviv and the Kurds have had a fruitful working relationship – in military, intel and business terms – since the 1960s. It's a no brainer Israel would instantly recognize a possible new Kurdish nation-state. No wonder Israeli President Shimon Peres, also this week, told US President Barack Obama, “the Kurds have, de facto, created their own state, which is democratic. One of the signs of a democracy is the granting of equality to women.”

## AT LEAST THEY ARE NOT ARABS

So why this sudden interest in the welfare of Kurdish women? Something fishy is afoot. Rupert Murdoch's Wall Street Journal is heavily peddling Kurdish independence. What is Tel Aviv really up to here?

The consensus narrative in Israeli media is that Kurdish independence is “good for Israel” because Kurds, well, they are not Arabs, Persians or Turks. Kurdistan – at least Iraqi Kurdistan – is seen by Tel Aviv as a “non-hostile entity” that, crucially, is not exactly touched by the plight of the Palestinians.

From a strictly Israeli point of view, Kurds are regarded as moderate, secular Muslims who have been victims – and that's the key operative notion – of Arab chauvinism, be it on nationalist or hardcore Islamist terms. At least in theory, Kurds won't antagonize the notion of “Jewish self-determination.”

And even more crucially, projecting ahead, a Greater Kurdistan would be the ideal buffer state acting in tandem with larger Israeli strategic interests; in one go, it would simultaneously amputate Turkey, Iran, Iraq and Syria.

Even an independent Iraqi Kurdistan would be not only the proverbial “friend of Israel” but also a viable, prosperous state; Irbil, for ins-

tance, even though it is not Arab, wants to market itself as the Arab Capital of Tourism. And all this in a region Tel Aviv regards – paranoia included – as a basket case of failed states. What's not to like?

## ANKARA'S DOUBLE GAME

So expect from now on all sorts of made-in-the-shade moves by Israel to advance the Balkanization of Iraq into a Sunni state, a Shiite state and an Iraqi Kurdistan. There's no question the KRG has been for all practical purposes independent since the First Gulf War in 1991 – boasting its own military (the Peshmerga) and now its own (Baghdad-contested) oil exports.

Yet the whole saga is also overloaded with myth – such as the supposedly irreconcilable gulf between Arabs and Kurds in Iraq. For nearly 10 years there has not been a single credible poll stating that the majority of Iraqi Kurds want independence. As much as there's a yearning for independence, Kurds are also part of the government in Baghdad.

True, the KRG has brokered an uneasy truce between the Turkish government and the Kurdistan Workers' Party (PKK). But the Kurdish question in both Syria and Turkey is way more complex. Syrian Kurds have been enjoying a much larger degree of autonomy after a deal with Damascus – although they have refrained, for the moment, from demanding an independent state in Syria. Iraqi Kurds are busy helping them – from experience – in their autonomous ways.

The Kurdish question has become increasingly explosive as the Empire of Chaos preferred Divide and Rule strategy of pitting Sunnis against Shi'ites has metamorphosed into the ISIS blitzkrieg. Disaffected young Kurds in Turkey – incited by Saudi religious rhetoric, weaponizing and cash – have been particularly attracted to the Syrian jihad. Funerals in predominant Kurdish areas across Anatolia for ISIS jihadis always draw large crowds – and are the perfect recruiting opportunity for ISIS operatives.

This is only happening because – as many Kurds insist – the AKP is looking the other way. Picture the scene of a jihadi free flow in the Turkish-Syrian border at a minimum tolerated by Ankara (because it is anti-Assad) – but with the added complicating factor that ISIS in Syria is also fighting Syrian Kurds. And a lot of ISIS weaponizing also comes straight from Turkey.

The Holy Grail for Ankara is to prevent by all means necessary Turkish Kurd demands for autonomy. Their only plan so far has been to blame Syrian Kurds for their links with the PKK.

All this happens within a booming trade scenario; over 70 percent of the annual, \$12 billion trade between Iraq and Turkey circulates via Iraqi Kurdistan, where over 1,500 Turkish firms are in business. It's a contradiction pile up: Ankara in theory supports the KRG, but would never dream of supporting more autonomous Syrian and Turkish Kurds.

What's certain is that wishful thinking – from Tel Aviv to Washington – will keep permeating calculations about the Kurdish question, as in assuming Turkey will be allowed accession to the EU (it won't) and thus Kurdistan will be the EU's de facto eastern border. Bordering what? A Sunnistan across the Levant? Over the Pentagon's collective dead body, of course.

What Big Oil in the US – and also Israel – sees, most of all, is the mirage of a Western-friendly major oil exporter in the long run. That's why Balkanization sounds so juicy. This has nothing to do with the welfare of the historically wronged Kurdish people. It's hardcore business. And yet another Divide and Rule power play. Expect plenty of hardcore moves ahead. □

**Pepe Escobar is the roving correspondent for Asia Times/Hong Kong, an analyst for RT and TomDispatch, and a frequent contributor to websites and radio shows ranging from the US to East Asia.**

*The statements, views and opinions expressed in this column are solely those of the author and do not necessarily represent those of RT.*



# Iraq Kurdistan independence referendum planned

www.bbc.com  
July 1, 2014

**E**RBIL-Hewlêr, Kurdistan region 'Iraq',— The president of Iraq's autonomous Kurdistan Region has told the BBC he intends to hold a referendum on independence within months.

Massoud Barzani said that Iraq was in effect already partitioned.

He said that while the Kurds would play a part in a political solution to the country's crisis, independence was what he described as their natural right.

Iraq's parliament meanwhile meets for the first time since April's elections and in the midst of a major insurgency.

It faces the task of creating a unified government to deal with the escalating political crisis.

Huge swathes of northern Iraq are now in the hands of Sunni insurgents, including Islamic State in Iraq and Syria (ISIS) militants, who have declared an Islamic caliphate in their newly conquered territories.

## TRAGIC SITUATION

In the past month many Iraqi troops have fled northern cities in the face of sweeping advances by Isis rebels, allowing the Kurds to move into previously disputed areas, such as

the oil-rich region of Kirkuk.

"Everything that's happened recently shows that it's the right of Kurdistan to achieve independence," Mr Barzani said.

"From now on, we won't hide that that's our goal. Iraq is effectively partitioned now. Are we supposed to stay in this tragic situation the country's living? It's not me who will decide on independence. It's the people. We'll hold a referendum and it's a matter of months."

The cause of Kurdish independence was supported by Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu over the weekend who said that it was a necessary response to gains made by Isis.

The Kurds have long striven for an independent state but they remain divided between Syria and Turkey, Iran and Iraq.

The international community, including neighbouring Turkey and the US, remains opposed to the break-up of Iraq.

The BBC's Andrew Hosken in Baghdad says the first decision facing the majority Shia government when parliament reconvenes on Tuesday will be whether to replace Prime Minister Nouri Maliki, whom critics blame for stoking sectarian tensions during his eight years in power.

Fresh clashes have meanwhile been reported



Massoud Barzani, leader of the Kurdish region of Iraq: "The goal of Kurdistan is independence"

between jihadist-led Sunni rebels and government forces around the Iraqi city of Tikrit.

Witnesses said there had been a wave of air strikes and that former President Saddam Hussein's palace had been hit.

A local source told the BBC the rebels had meanwhile seized parts of a nearby military base in a counter-attack.

US President Barack Obama has announced he is sending about another 200 troops to protect the US embassy in Baghdad.

This means about 750 US troops are in and around Iraq, but President Obama has ruled out sending combat troops to fight alongside the Iraqi army. ♦

## HRW et Unicef : «Libérer les écoliers kurdes kidnappés en Syrie»

1 juillet 2014 - AFP

● «Prendre en otage, utiliser, recruter et enrôler des enfants dans un conflit armé, constituent des crimes de guerre», rappelle HRW

● «Cela est inconcevable que des enfants doivent subir de tels actes brutaux de violence et soient forcés à participer dans cette guerre», ajoute l'Unicef.

**L**es jihadistes de l'Etat islamique (EI) doivent libérer les quelques 133 collégiens kurdes qu'ils ont kidnappés en Syrie il y a un mois, ont demandé mardi Human Rights Watch et l'Unicef.

Le groupe, initialement connu sous le nom de l'Etat islamique en



Les jihadistes de l'Etat islamique ont bouclé Raqqa, en Syrie, avant de parader en ville avec des véhicules et des armes récupérés en Irak. Ph : lapresse.ca

Irak et au Levant (EIIL), avait kidnappé 153 collégiens le 29 mai, dont 10 filles, qui rentraient de la ville d'Alep (nord) où ils avaient passé les examens de fin d'année.

Les enfants rentraient en bus à Aïn Al-Arab, dans la province d'Alep, quand ils ont été arrêtés à Menbej, ville contrôlée par l'EI.

Depuis, le groupe extrémiste a relâché une quinzaine de collégiens, dont les dix filles, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Cinq autres

ont fui.

«Deux des enfants ayant fui ont raconté que l'EIIL avait forcé les enfants à suivre des leçons de la charia (loi islamique) et de l'idéologie jihadiste. L'un d'eux a révélé que l'EIIL battait les enfants qui se 'conduisaient mal'», a indiqué HRW, organisation de défense des droits de l'Homme basée à New York.

Plusieurs parents recevaient régulièrement des appels téléphoniques de leurs enfants kidnappés.

pés, d'autres ont affirmé n'avoir eu aucun contact, selon HRW. Ils craignaient que l'EI n'entraîne les garçons au combat.

«Prendre en otage, utiliser, recruter et enrôler des enfants dans un conflit armé, constituent des crimes de guerre», rappelle HRW dans son rapport.

De son côté, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a dit dans un communiqué suivre avec «une grande inquiétude» la situation des écoliers kurdes enlevés âgés de 14 à 16 ans, dénonçant de «graves violations des droits de l'enfant» et affirmant que «ceux qui commettent de tels crimes doivent rendre des comptes».

«Cela est inconcevable que des enfants doivent subir de tels actes brutaux de violence et soient forcés à participer dans cette guerre», ajoute l'Unicef.

L'EI, qui vient d'annoncer la création d'un califat sur un territoire s'étendant de la Syrie à l'Irak, combat des factions kurdes dans des régions syriennes.

Il prend régulièrement des civils kurdes en otage, les relâchant parfois en échange de la libération de leurs combattants. □



# Le Kurdistan irakien rêve d'indépendance, mais les vieilles divisions perdurent

Le président de la région autonome, Massoud Barzani, annonce un référendum d'autodétermination



Massoud Barzani (au centre) en compagnie du ministre britannique des affaires étrangères, William Hague, le 27 juin, à Erbil. SAFIN HAMED/AFP

## Erbil (Irak) Envoyé spécial

**A** lors que l'offensive des djihadistes de l'Etat islamique (EI, ex-Etat islamique en Irak et au Levant), qui a proclamé un califat sunnite dans la zone qu'il contrôle, menace l'intégrité de l'Irak, les Kurdes sont tentés par le cavalier seul. Le président de la région autonome du Kurdistan irakien (KRG), Massoud Barzani, a pour la première fois évoqué explicitement une partition du pays et une indépendance, à terme, des Kurdes. L'Irak « est effectivement divisé ». « Devons-nous rester dans cette situation tragique ? », a-t-il fait mine de s'interroger dans une interview à la BBC. « Nous allons organiser un référendum au Kurdistan; nous respecterons et serons tenus par la décision de notre peuple. Nous espérons que d'autres agiront de la sorte », a déclaré M. Barzani, évoquant « une question de mois ».

La menace du chaos et de la guerre civile avait déjà eu raison de la crise institutionnelle au Kurdistan. Après neuf mois de négociations engagées à la suite des élections locales de septembre 2013, les

principaux partis kurdes de la région autonome se sont mis d'accord sur la formation d'un nouveau gouvernement, dont la composition a été annoncée le 25 juin.

Ce cabinet d'union nationale est bâti autour de Neçirvan Barzani, premier ministre sortant et neveu de Massoud Barzani. Tous les partis y sont représentés, y compris le mouvement Goran (Changement), qui obtient le ministère des peshmergas (l'embryon d'armée kurde), et l'Union islamique, pourtant très critique sur la gestion du pouvoir à Erbil. Plus symbolique encore, un vice-premier ministre est nommé. Il s'agit de Qubad Talabani, deuxième fils de Jalal Talabani, le président sortant de l'Irak.

Avec ces deux représentants de la nouvelle génération, les deux grandes familles qui dominent la scène kurde irakienne depuis plus d'un demi-siècle, les Barzani et les Talabani, restent donc aux commandes. Mais les rivalités historiques entre les deux courants, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui se partagent la région, ne sont pas enterrées.

« C'est une première étape, il

nous fallait ce gouvernement pour pouvoir parler d'une seule voix avec Bagdad. Déjà notre entente est meilleure sur des dossiers tels que le pétrole ou les relations avec la Turquie et avec l'Iran », estime Adnan Mufti, membre du bureau politique de l'UPK, le parti de M. Talabani, et ancien président du Parlement kurde. « Cet accord n'était pas facile à obtenir, surtout pour nous qui avons perdu beaucoup de voix aux dernières élections », souligne ce sage de la politique kurde, dans le petit salon feutré de son pavillon, à l'extérieur d'Erbil. « Mais l'UPK, par son histoire et son pouvoir, tient un rôle beaucoup plus important que ses 18 sièges au Parlement régional ne pourraient le laisser penser. »

Pour la première fois, le parti du président Talabani est arrivé troisième lors du scrutin, devancé par le PDK de M. Barzani et Goran. Réfractaire, dans un premier temps, à l'idée de participer à un gouvernement dominé par les barzanistes, l'UPK s'est finalement rallié à la majorité. L'incertitude économique qui s'est installée ces derniers mois et la menace djihadiste en Irak ont accéléré le processus. « Il est très important que nous répon-

dions ensemble à la question de l'EIL. Nous avons besoin d'une réponse forte et d'un réel consensus contre cette organisation terroriste », ajoute M. Mufti.

A la faveur des violences qui déchirent l'Irak depuis trois semaines, les Kurdes ont étendu leur influence. Les « territoires disputés » avec le gouvernement central de Bagdad, dont le sort reste en suspens depuis l'adoption de la Constitution irakienne en 2005, ont été « libérés » par les peshmergas, dès le départ de l'armée irakienne. Erbil a clairement annoncé son intention de défendre ces zones à forte population kurde, situées dans les provinces de Ninive, de Kirkouk et de Diyala.

« D'une certaine manière, l'EIL a concrétisé ce que nous voulions depuis dix ans. Nous étions prêts à sacrifier 50 000 hommes pour récupérer ces territoires. Aujourd'hui, nous les contrôlons quasiment sans avoir tiré une seule balle. C'est le rêve des Kurdes qui se concrétise. Le gouvernement irakien doit accepter cette réalité », déclare M. Mufti.

Au-delà de cette unité de façade, les antagonismes restent forts entre les zones contrôlées par le PDK, les provinces de Dohouk et

d'Erbil, dans l'ouest de la région kurde, et celles sous domination de l'UPK, dans l'est, autour de Souleimaniyé. Si, depuis 2005, les deux anciens rivaux font cause commune aux élections pour l'unité du Kurdistan, en réalité chacun continue de disposer de son propre appareil politique, de ses peshmergas, de ses services de sécurité, etc.

L'unification des deux armées, promise depuis 2009, n'a toujours pas été réalisée. Le budget reversé par Bagdad, 17% du total national selon la Constitution, est divisé entre PDK et UPK, déplore un haut cadre du parti Goran. A Souleima-

## Les deux partis dominants, PDK et UPK, divergent sur les alliances régionales que doivent nouer les Kurdes

niyé, les barzanistes sont accusés de ne pas s'engager suffisamment contre les insurgés de l'EI. A Kirkouk et Khanaqin, les peshmergas de l'UPK, eux, sont en première ligne. Mais d'un autre côté, à Erbil,

on reproche aux partisans de M. Talabani une proximité avec l'Iran et donc avec le premier ministre chiite irakien, Nouri Al-Maliki.

Les deux partis divergent sur les alliances régionales que doivent nouer les Kurdes. « C'est une réalité géographique, toute notre région se trouve le long des frontières iraniennes, note Hamaziad Mawlud, un cadre de l'UPK à Soran. Mais il est vrai qu'il reste beaucoup de différences entre nos deux partis. Nous sommes plus à gauche et engagés sur les droits des femmes et la justice sociale, et pour un gouvernement séculier. Eux sont plus conservateurs. »

Le parti de M. Talabani reproche également au clan Barzani sa trop grande proximité avec la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. « Je ne soutiens pas cela, admet Hamaziad Mawlud. Ankara n'est pas sincère avec les Kurdes. Notre parti défend le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK, kurde de Turquie et indépendantiste]. »

La réconciliation est freinée par « le poids de l'histoire », estime Adnan Mufti. Les traces de la mini-guerre civile qui avait opposé les peshmergas au milieu des années 1990 ne sont pas effacées. ■

GUILLAUME PERRIER

Al-Ahram

2 juillet 2014

# Iraq: S'entendre avec les Kurdes

L'armée iraquienne s'est lancée dans une importante contre-offensive pour récupérer Tikrit. Elle risque de se heurter au refus des Kurdes de livrer cette ville stratégique.

Abir Taleb avec agences  
02 / juillet / 2014  
hebdo.ahram.org.eg

La Russie a livré 5 avions de combat Sukhoi aux forces iraqiennes et les Etats-Unis ont envoyé des experts militaires chargés de conseiller les soldats, et des drones pour survoler Bagdad. Des efforts intensifiés pour aider les forces iraqiennes à reprendre du terrain après leur déroute aux premiers jours de l'offensive djihadiste lancée le 9 juin par l'Etat Islamique en Iraq et au Levant (EIIL).

Bagdad réclame depuis plusieurs semaines des frappes aériennes américaines contre les insurgés, mais les Etats-Unis se sont pour l'instant contentés d'envoyer 300 conseillers militaires et d'annoncer un plan de 500 millions de dollars pour armer et entraîner des rebelles modérés en Syrie voisine, afin qu'ils participent à la lutte en Iraq contre l'EIIL.

En effet, si la communauté internationale se dit aux côtés de Bagdad pour combattre les djihadistes de l'EIIL, elle reste très prudente quant à la démarche à prendre. Soutenir sans s'impliquer directement, tel est le choix que Washington a fait, pour le moment du moins.

Parallèlement, des pressions sont



menées contre le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, pour trouver une issue politique à la crise. Car à l'origine de la montée fulgurante de l'EIIL, se trouvent le conflit sunnites/chiïtes et la marginalisation des sunnites depuis la chute du régime de Saddam Hussein et la montée en puissance des chiïtes. Alors que les appels en Iraq et à l'étranger en faveur d'un gouvernement d'union se sont multipliés, Nouri Al-Maliki a semblé finalement se rallier à cette idée, et le Parlement doit déclencher le processus de réconciliation.

Un processus qui risque de traîner en longueur tant la situation est compliquée en Iraq. En effet, l'avancée de l'EIIL et la guerre confessionnelle qui risque de s'en suivre va de pair avec la montée des Kurdes d'Iraq.

Depuis le lancement le 9 juin d'une offensive menée par les djihadistes de l'EIIL, les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien ont autorisé le déploiement d'un nombre sans précédent de peshmergas, leurs forces de sécurité. Le président de la région, Massoud Barzani, a même appelé les combattants à la retraite à reprendre du service. Le vide laissé par l'armée a permis aux Peshmergas de prendre le contrôle de Kirkouk, une ville longuement revendiquée par les Kurdes, ce que Bagdad refusait catégoriquement. Les autorités kurdes ont dit qu'elles n'ont aucunement l'intention de la rendre un jour. La dispute entre Bagdad et Erbil « maintenant, c'est fini », a ainsi déclaré Massoud Barzani. Outre Kirkouk, les peshmergas se sont déployés sur des territoires qui ne

faisaient pas partie de la région. Mais désormais, affirme Yawar, il n'est pas question de bouger cette ligne, ni pour revenir sur les anciennes frontières, ni pour prendre de nouveaux territoires aux insurgés : « Notre stratégie, pour l'instant, c'est juste de défendre cette ligne pour empêcher tout terroriste d'entrer dans la région. »

La stratégie à long terme, elle, risque d'être différente. Pour les Kurdes, les récents développements en Iraq constituent l'occasion ou jamais de prendre leur indépendance. Selon les analystes, la rupture entre les Kurdes et les chiïtes est bel et bien consommée, et pas question pour les Kurdes de participer à un gouvernement d'union nationale, comme l'a demandé le secrétaire d'Etat américain, John Kerry. Certains experts vont encore plus loin en estimant qu'une éventuelle chute de Bagdad arrangerait le Kurdistan.

Et le gouvernement du dirigeant kurde Massoud Barzani entend tirer son épingle du jeu de cette désintégration de l'Etat dont, officiellement, il dépend. Massoud Barzani a d'ailleurs récemment affirmé sur CNN que « le temps était venu pour le peuple kurde de déterminer son futur ». ♦



# Turkey's Kurdish Buffer

## Why Erdogan Is Ready to Work With the Kurds

By Soner Cagaptay  
July 1, 2014  
[www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com)

If anything good comes out of the turmoil in Iraq, it will be improved ties between Turkey and the region's Kurds.

Until recently, they were bitter enemies. Ankara had never been able to stomach the idea of Kurdish self-government -- in Iraq or Syria or Turkey -- and it had generally refused to give in to Turkish Kurds' demands for cultural rights. Instead, it preferred to crack down. Meanwhile, the region's Kurds had never been able to stomach Iraqi, Syrian, or Turkish rule and, taking issue with Ankara's treatment of Kurds within Turkey's borders, threw their support behind the Kurdistan Workers' Party (PKK), a violent separatist movement in Turkey.

The Syrian civil war and developments in Iraq have started to change all that. These days, from Turkey's perspective, Kurdish autonomy doesn't look half bad. The portions of northern Iraq and Syria that are under Kurdish control are stable and peaceful -- a perfect bulwark against threats such as the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS). And that is why Turkey has been on good behavior with the Iraqi Kurds, is working on its relations with the Syrian Kurds, and might finally be breaking the impasse with the Kurds in its own territory. It is a tall order, but the stars may be aligned in favor of a Turkish-Kurdish axis.

### BACK TO IRAQ

Relations between Turkey and the Iraqi Kurds started improving just after the Iraq War, when Iraqi Kurds pivoted toward Ankara to counter Baghdad's centralizing pull. To the Kurds' dismay, post-Saddam Iraq remained an Arab country to the core; the power only shifted from Sunni Arabs to Shia Arabs. In those days, Iraqi Kurds started offering assistance to Turkey in its fight against the PKK and also opened markets in Iraqi Kurdistan to Turkish exports and companies. Turkey reciprocated, sending merchants, airlines, and consumer goods into the area. More recently, Iraqi Kurds opted to start selling their oil through Turkey, bypassing Baghdad and giving Ankara a huge gift in transit fees and tax revenue, as well as

boosting Turkey's claim to be a regional energy hub.

ISIS' advances in Iraq -- including a June 11 attack on the Turkish consulate in Mosul, during which the group took Turkish diplomats and security officials hostage -- has added urgency to the drive to improve relations between Turkey and Iraqi Kurds. It also made Turkey go back on some clear redlines it had previously set for the Kurds; back in 2005, Turkey had threatened military action should they occupy Kirkuk, an oil-rich city in northern Iraq. Kirkuk's oil reserves would have given the Kurdish regional government independent income (it relies on Baghdad for financial transfers), which would have been a first step toward full sovereignty. But on June 12, when Kurdish forces moved to occupy Kirkuk, Ankara did not utter a word.

It now seems safe to say that if the Iraqi Kurdish regional government declared independence Ankara would be the first capital to recognize it. In today's Middle East, in other words, ISIS is a bigger threat to the Turks than Kurdish independence in Iraq.

### SYRIAN SITUATION

Whereas Turkey's ties with the Iraqi Kurds have improved in recent years, Ankara's relations with the Syrian Kurds have remained rather bitter. This is because, unlike in the KRG where Iraqi Kurdish groups hold more sway than the Turkish PKK, the PKK is very popular among the Syrian Kurds. (Assad's father allowed the PKK to grow inside Syria to use the group as a proxy against Turkey.) When the group's Syrian branch, Party for Democratic Unity (PYD), which is not shy about its ties to the PKK, took control of Kurdish areas in northern Syria in July 2012, Ankara feared that it was witnessing the birth of a PKK-led state on its doorstep. In response, it stopped shipments of aid and supplies into the Kurdish enclaves.

As the war against Syrian President Bashar al-Assad heated up, though, Turkey saw an opportunity. Wishing to take advantage of all opposition factions in Syria, Turkey reached out to the PYD and invited the group's leader to Ankara. The PYD demurred, though. All along, the Kurds' strategy in the Syrian civil war has been simple: take over Kurdish areas and let the others fight among themselves. At times, the PYD has even collaborated with the Assad regime, for instance by allowing supplies to flow into regime-controlled enclaves. In return, Assad has not targeted PYD territory. It didn't make much sense, then, for the PYD to cooperate outright with Turkey.

But with the emergence of ISIS, the Syrian Kurds' calculations might be changing. The PYD and PKK have strong secular tendencies and oppose ISIS and its austere version of Islam. The PYD now controls three Kurdish exclaves in northern Syria, all of which are flanked by Turkey to the north and ISIS to the

south. And unlike the Assad regime, ISIS has shown no inclination to trade favors with the Kurds. In other words, the Syrian Kurds' future could now be in Turkey's hands. It could allow more aid and supplies to flow to the Kurds to support their defensive lines against ISIS and, if the Syrian Kurds play nice, full military and security cooperation could be forthcoming.

Over time, Turkey believes, the Syrian Kurdish exclaves could become forward operating bases against ISIS -- a friendly force that guards over 450 miles of Syria's 540-mile long Turkish border. The idea is appealing: the PYD is the only force, Assad regime included, that has been able to win any battle against ISIS in Syria. For instance, in March 2013, PYD fighters successfully pushed back an ISIS advance to take over Kobani, one of the three Kurdish exclaves in Syria.

### TURKISH TROUBLE

Turkey cannot grow closer to Iraqi and Syrian Kurds without making peace with its own. After decades of battle, the PKK could still easily derail any rapprochement between Turkey and other Kurdish groups, especially the Syrian Kurds, by telling the PYD to reject Turkish offers. What is more, the PKK could launch attacks in Turkey if it feels that it is being left out of a potential deal between Turkey and the Iraqi Kurds.

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has a personal stake in this as well. He is facing a presidential election in August. In local elections in March, his party received 43 percent of the vote. The support of the pro-PKK Peace and Democracy Party, which won about 6.5 percent of the vote in March, could help him clinch the presidency.

Enter ongoing peace talks with the PKK. Through those negotiations, Turkey has granted the Kurds additional rights to use their own language in public, which had long been seen as a threat to Turkish nationalism. Kurdish language is now ubiquitous in universities and city governments in southeastern Turkey, where the Kurds dominate. More recently, on June 26, Erdogan declared a new reform package that promises amnesty for thousands of PKK fighters should negotiations with the PKK conclude successfully.

Erdogan will try to keep Turkish Kurds happy while building deeper security ties with the Iraqi and Syrian Kurds, which Turkey will guarantee de facto autonomy. This turn of events is rather ironic. Soon after Erdogan came to power in 2003, he launched a policy, called "strategic depth," which aimed to make Turkey a major power in the Middle East, with allies and influence across the region. A decade later, Ankara's only allies in the Middle East might just be the Kurds. Likewise, the Kurds' main ally might soon be Ankara. Working together, they will try to escape the old politics of the Middle East and stand alone as peaceful and stable success stories. ♦

International New York Times

JULY 2, 2014

# Iraq must not come apart

Leslie H. Gelb

"For decades, the United States has worshiped at the altar of a unified yet unnatural Iraqi state." I wrote these words in November 2003, six months after President George W. Bush declared "Mission accomplished." I described the outcome of what I saw as the splintering of Iraq into Sunni, Shiite and Kurdish regions as "The Three-State Solution." This thinking — once again inflaming policy debates — seemed to me the only way to avoid the internecine tribal and religious war again underway.

Middle East experts dismissed the idea as a partition policy. My intent was not to advocate a policy, but to describe what I thought was the inevitable breakup of Iraq. I urged the United States to make this as peaceable as possible. It was my hope that these states would eventually form a loose confederation.

It appeared that the experts had strangled my idea in the cradle until a strange thing happened to me on the New York to Washington shuttle in 2006.



MATT CHASE

Senator Joseph R. Biden Jr. took a seat next to me, and while the plane idled on the runway, we talked about Iraq.

Mr. Biden and I agreed on the following principle: We didn't want a breakup or partitioning of Iraq. Such a rupture would ignite terrible slaughter inside the country and unsettle the Middle East as a whole. Alas, my 2003 article lent itself to the partition criticism, even though it saw autonomous regions as a possible solution, and Mr. Biden and I wanted to clarify that point.

At the same time, however, we still had to stress our belief that the fragmenting of Iraq was inevitable unless each religious and tribal group had strong incentives to stay in a unified state. For us, there was only one policy glue: federalism, or the decentralization of power to the regions with a limited role for central government.

Though different in the particulars, the same idea provided the freedom of action for the original 13 colonies to form the United States of America.

In 2006, Mr. Biden and I wrote, also in an Op-Ed for The New York Times, that any stability in a united Iraq would be contingent upon an American troop

presence that should not and could not be indefinitely sustained. Sunni dictatorships had held the country together in the past, but provided no long-term answers to the country's challenges. We proposed instead that Kurdish, Sunni and Shiite regions "each be responsible for their own domestic laws, administration and internal security."

**The only viable political future for the country is federation. But America's first priority is to see ISIS crushed.**

Baghdad would be declared a federal zone, and the central government there would be tasked with controlling defense, foreign affairs and the equitable distribution of oil revenues.

Despite all the criticism at the time, the Iraqis themselves embedded this approach in their Constitution. Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki never implemented it, but rather sought to give his fellow Shiites the absolute power historically wielded by the Sunnis.

The question now is whether federalism is still feasible, or even desirable. Back in 2003, and still in 2006, Washington had the sway in arms and aid to have federalism implemented. Current American influence is limited, and President Obama's clout will depend less on what American force he brings to bear in the current crisis than on what strategy he offers.

Sadly, he doesn't seem to have one.

Let me offer a strategy that prioritizes fighting the jihadis now and pushes for federalism later. The most urgent task is to prevent further conquest by the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS.

Iraqi armed forces, despite their military superiority, can't do this job alone. They just don't have the stomach for such a fight. They must have outside aid, and they are already getting some from Iran, and now Russia.

This is helpful, but not enough. More Iranian aid should be the subject of urgent talks among Tehran, Baghdad and Washington. The risk is that Iran could

get grabby, but I believe it will be restrained by its central objective of easing the United States-led sanctions.

The second step of this strategy is to set President Bashar al-Assad of Syria against the jihadis in Iraq, an offensive he started on his own with airstrikes last week. This would acknowledge the reality of Iraq and Syria as one strategic, anti-jihadi battlefield.

But instead of capitalizing on Mr. Assad's anti-jihadi instincts, the Obama team now proposes to do what it has resisted doing for almost three years — to send hundreds of millions of dollars in arms aid for the Sunni rebels battling the Assad government. This move has American priorities backward. It will turn Mr. Assad away from the jihadis in Iraq, and back to fighting American-backed rebels in Syria.

The greatest threat to American interests in the region is ISIS, not Mr. Assad. To fight this enemy, Mr. Obama needs to call on others similarly threatened: Iran, Russia, Iraqi Shiites and Kurds, Jordan, Turkey — and above all, the political leader with the best-armed forces in the region, Mr. Assad. Part of the deal would need to be that the Syrian regime and the rebels largely leave each other alone.

If the jihadis can be halted, then smashed — and it's critical to try to achieve that — the Iraqis must turn back to politics and the principle of power-sharing that they spurned not so long ago. For some time, Iraq and Syria will be torn apart by religious and tribal strife. These present circumstances provide barren ground for a settlement, but if the Iraqi Humpty Dumpty is to be made whole again, it can be only through a federal power-sharing formula.

The Obama team knows that Iraqis will not trust Mr. Maliki to share power seriously. They are maneuvering to find alternatives. It will be more difficult than ever to persuade Iraqi Sunnis to accept a federal Iraq, given recent history; even the Kurds seem inclined to go their own way.

Words will not bring Iraqis over from the separatist dark side. Only the hell of civil war can bring them back, in time, to political solutions. And only then can Washington help the Iraqis do what they should have done a decade ago.

**LESLIE H. GELB**, a former correspondent and columnist for *The New York Times*, is the president emeritus of the Council on Foreign Relations.



REUTERS

# Iraqi Kurdish president asks parliament to prepare for independence vote

ARBIL Iraq - July 4, 2014 - By Isabel Coles (Reuters)

**THE PRESIDENT** of Iraq's autonomous Kurdish region asked its parliament on Thursday to plan a referendum on Kurdish independence, signaling his impatience with Baghdad, which is fighting to repel Sunni insurgents and struggling to form a new government.

The move came despite U.S. pressure for Kurds to stand with Baghdad as Iraq faces an onslaught by Sunni Muslim militants, led by an al Qaeda offshoot, which has seized large parts of the north and west and is threatening to march on the capital.

Iraq's 5 million Kurds, who have governed themselves in relative peace since the 1990s, have expanded their territory by as much as 40 percent in recent weeks as the sectarian insurgency has threatened to split the country.

Kurdish President Massoud Barzani asked lawmakers to form a committee to organize a referendum on independence and pick a date for the vote.

"The time has come for us to determine our own fate and we must not wait for others to determine it for us," Barzani said in a closed session of the Kurdish parliament that was later broadcast on television.

"For that reason, I consider it necessary ... to create an independent electoral commission as a first step and, second, to make preparations for a referendum."

Barzani's call came days after Kurds and Sunnis walked out of the newly elected Iraqi parliament's first session in Baghdad, complaining that the majority Shi'ites had failed to nominate a prime minister.

Many Kurds have long wanted to declare independence and now sense a golden opportunity, with Baghdad weak and Sunni armed groups in control of northern cities such as Mosul and Tikrit.

Top U.S. defense officials, who have deployed advisers to the region to assess the state of the Iraqi military, said the security forces were able to defend Baghdad but would have difficulty going on the offensive to recapture lost territory, mainly because of logistical weaknesses.

"If you're asking me will the Iraqis at some point be able to go back on the offensive to recapture the part of Iraq that they've lost, I think that's a really broad campaign quality question," General Martin Dempsey, chairman of the U.S. Joint Chiefs of Staff, told reporters at the Pentagon. "Probably not by themselves."

Dempsey said "the future is pretty bleak" for Iraqis unless they can bridge the sectarian differences within their government. The absence of an inclusive government, he said, was a factor in the security forces' failure to stand up to ISIL.

"They didn't collapse in the face of a fight. They collapsed in the face of a future that didn't hold out any hope for them," Dempsey said.

Unless the Iraqi government bridges internal sectarian differences and "gets the message out that it really does intend to allow participation by all groups, everything we're talking about (doing to help) makes no difference," he said.

Many see the Shi'ite prime minister, Nuri al-Maliki, as the main obstacle to resolving the crisis and hope he will step aside.

## "POLITICAL STABILITY NEEDED"

Maliki himself said a political solution went hand-in-hand with the campaign to recapture areas held by insurgents.

"There is no security without complete political stability," he said in a televised address on Wednesday. "We will proceed with our political projects but we will be on high alert and ready for the momentum of the battle."

Security forces are battling fighters led by the Islamic State, which shortened its name from the Islamic State in Iraq and the Levant this week and named its leader "caliph," the historical title of successors of the Prophet Mohammad who ruled the Muslim world.

Rising concern and pressure from the United States, Iran, the United Nations and Iraq's own Shi'ite clerics has done little to end the paralyzing



divisions between Iraq's main ethnic and sectarian blocs.

Mithal al-Alusi, a prominent Sunni politician, said he did not think Maliki was prepared to step aside. "Mr. Maliki wants to continue and he believes ... that without him nothing can be done in Iraq," he said.

In the system put in place after the United States toppled Saddam Hussein in 2003, the premiership is traditionally given to a Shi'ite, while the speaker of the house has been a Sunni and the president, a largely ceremonial role, has been a Kurd.

In his weekly televised address, Maliki said he hoped parliament could get past its "state of weakness" and reach consensus in its next session, planned for Tuesday. But it is far from clear when leaders in Baghdad might do so.

All the main blocs are beset by internal divisions, and none has yet decided who to put forward for its designated position.

Dia al-Asadi, secretary general of the Al-Ahrar bloc, a Shi'ite faction loyal to powerful cleric Moqtada al-Sadr and opposed to Maliki, told Reuters that only Maliki's own State of Law coalition would support his staying on as prime minister.

"There is objection by almost all of the other groups - the Kurds, the Sunnis, and the other Shi'ites," he said.

Each of the blocs has said it wants to know who the others will choose for their posts before naming its own - meaning the nominations will have to be done as a package.

## FIGHTING IN DIYALA

Maliki's government, bolstered by civilian volunteers and Shi'ite militias, has managed to stop the militant advance short of the capital, but has been unable to take back the cities that government forces abandoned.

The army failed last week to take back Tikrit, 160 km (100 miles) north of Baghdad, and remained on the outskirts of the city on Thursday, according to the prime minister's military spokesman Lieutenant General Qassim Atta.

In the northeasterly province of Diyala, 14 militants were killed in fighting with security forces, local police said.

The head of the region's police, Jamil Al-Shimmeri, said security forces had taken back control of the village of Showhani near the town of Muqdadiya, 80 km northeast of Baghdad.

Insurgents have been present in Diyala for the past several weeks, following their rapid seizure of Mosul, one of Iraq's largest cities, to the north.

U.S. Defence Secretary Chuck Hagel said the U.S. military had six assessment teams on the ground evaluating the state of Iraqi forces and had established Iraqi-U.S. joint operations centers in Baghdad and Arbil to coordinate activities.

Saudi-owned al-Arabiya television said Saudi Arabia had deployed 30,000 soldiers to its border with Iraq after Iraqi soldiers withdrew from the area, but Iraq denied the report.

Al-Arabiya broadcast footage of what it said were Iraqi soldiers in the desert area east of the city of Karbala after pulling back from the border. But the army spokesman said the border was still under the full control of Iraqi forces. ○



Ezzat Ibrahim Al-Douri et Saddam Hussein, à Bagdad, en 1999.

# « Ezzat le Rouge », le phénix de Bagdad

Donné pour mort, Ezzat Ibrahim Al-Douri, ex-bras droit de Saddam Hussein et insaisissable « Roi de trèfle » du jeu de cartes des cibles américaines en Irak, mène aujourd'hui, aux côtés des djihadistes de l'EIL, l'insurrection qui ensanglante le pays

CÉCILE HENNION

Quelque part à Mossoul, dans un appartement clandestin, est née une petite fille. Son père l'a brièvement tenue dans ses bras avant de reprendre la fuite. Il l'a prénommée Tahrir, « libération » en arabe. L'heureux événement, rapporté par le quotidien *Al-Hayat*, aurait eu lieu en juin 2005. A cette époque, Mossoul, la « capitale » du nord de l'Irak, est au bord de la guerre civile. Les attaques contre les troupes américaines d'occupation y sont quasi quotidiennes et souvent meurtrières.

Le nom de la fillette n'a pas été choisi pour célébrer l'avènement d'un nouvel Irak, libéré du joug du dictateur. Il incarne, au contraire, la promesse de revanche et les rêves de reconquête de son père. Car la petite Tahrir est la onzième enfant d'Ezzat Ibrahim Al-Douri, le bras droit, le confident, l'ami d'enfance à la loyauté jamais désavouée de Saddam Hussein. En ce début d'été 2005, l'ancien maître de l'Irak a troqué les oripeaux de la gloire pour le pyjama des prisonniers. La télévision l'exhibe, vieillard à la dignité perdue, s'apprêtant à rencontrer ses juges à Bagdad.

Ezzat Ibrahim Al-Douri, lui, est alors le plus haut dignitaire de l'ancien régime encore en cavale, le « Roi de trèfle » du célèbre jeu de cartes des principales cibles

américaines en Irak. Les Etats-Unis le veulent « mort ou vif ». Ils ont promis 10 millions de dollars (7,35 millions d'euros) en échange d'informations qui mèneraient à son arrestation, mais n'ont récolté que des rumeurs. Le fugitif serait atteint d'une leucémie qui l'astreindrait à de régulières transfusions de sang. Les images d'avant sa fuite le montrent aussi pâle et décharné

que le cou d'un poulet. On le dit mort au combat dans la région de Tikrit, ou mourant, puis disparu. On le croit exilé en Syrie, en Turquie, en Arabie saoudite, d'où il financerait et organiserait la rébellion armée contre l'occupant américain.

Aujourd'hui, onze ans après la chute de l'ancien régime grâce aux Américains, son retour sur la scène irakienne est fracassant. Hasard de la destinée, la prise de Mossoul par les troupes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) coïncide, presque jour pour jour, avec la date d'anniversaire de sa fille Tahrir. Ainsi qu'avec celle de la mort de Michel Aflak, l'un des fondateurs du parti Baas, dont Douri n'a jamais cessé d'être un membre zélé. En retrait, mais aux commandes des troupes baasistes surentraînées qui accompagnent l'EIL et « tiennent » les villes prises par les djihadistes, a ressurgi la cible numéro 6 des Américains, le symbole de leur échec en Irak, l'insaisissable « Roi de trèfle ».

Ezzat Ibrahim Al-Douri a grandi dans le giron de Saddam Hussein. De cinq ans son cadet, il est né à l'été 1942 dans un village voisin du sien, à Daour, dans la province de Salaheddine. Elevé au sein d'une famille modeste, la légende prétend qu'il a commencé sa carrière comme marchand de glaces dans le quartier Fadhel, à Bagdad (Saddam Hussein, lui, aurait débuté comme vendeur de cigarettes). Ses partisans assurent que cette activité lui servait en réalité de couverture pour fomenter, à l'abri des soupçons, la révolution contre le général communiste Abdel Karim Kassam, au pouvoir depuis le coup d'Etat de juillet 1958.

A la fin des années 1950, il intègre une cellule clandestine du parti Baas. Il y rencontre Saddam Hussein, un jeune homme bourré d'ambition qu'il va seconder, servir et même aduler jusqu'à la fin tragique

de ce dernier. Ces premières activités politiques lui valent un séjour derrière les barreaux entre 1963 et 1966. Nullement découragé par cet épisode carcéral, il prépare, dès sa libération, un nouveau coup d'Etat. Le 30 juillet 1968, il est aux commandes du deuxième char qui pénètre dans le palais présidentiel. L'opération est un succès, et le parti Baas durablement installé au pouvoir. Sous la présidence d'Ahmed Hassan Al-Bakr, il devient ministre de l'agriculture (1972), puis ministre de l'intérieur (1974). Il est aussi de toutes les intrigues de palais. En 1979, Saddam Hussein s'empare du pouvoir et promeut aussitôt Ezzat Ibrahim Al-Douri au poste de vice-président du Conseil de commandement de la Révolution (CCR), organe situé au sommet de la pyramide baasiste.

Le nouveau maître de l'Irak est un



grand paranoïaque. Beaucoup le découvrent à leurs dépens, écartés du pouvoir sans ménagement, voire exécutés dans les alcôves du palais. Rien de tel avec son fidèle complice, dont les liens avec les rais se consolident au fil des ans par des alliances familiales. Sa fille Hewazin épouse brièvement Oudaï, fils aîné de Saddam Hussein, avant de fuir le lit conjugal et de divorcer. Les comportements abusifs d'Oudaï envers la gent féminine sont de notoriété nationale, si bien que cet incident n'altère en rien la relation entre les deux beaux-pères.

Plusieurs membres du clan des Douri bénéficient d'ascensions spectaculaires au sein de l'élite régnante. Un cousin d'Ezzat, Saber Abdel Aziz Hussein Al-Douri, est ainsi nommé commandant des redoutables services de renseignement militaire (Istikhbarat) durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Gouverneur de Bagdad en 2003, il est arrêté, jugé et condamné à

15 ans de prison. Depuis le départ des Américains, il croupit là où Saddam Hussein a été pendu, à Khadimiya, la forteresse des renseignements militaires de l'ancien régime qui servait alors de centre de torture pour les opposants, notamment chiites.

D'autres cousins du clan Douri ont été nommés par Saddam Hussein ambassadeurs ou officiers des services de renseignement. Tous sont issus de la confrérie soufie Nakshabandi, puissante dans les régions de Kirkouk et de Mossoul. Saddam Hussein a-t-il essayé de s'attacher cette minorité pour mieux la contrôler, selon une stratégie éprouvée ? La tradition du secret, perpétuée dans les cercles nakshabandi, confère des atouts pour les services de renseignement. Outre cette « aura » de mystère émanant de cette appartenance soufie, le physique atypique d'Ezzat Ibrahim Al-Douri attise la superstition populaire. Il a le poil roux, sur son crâne dégarni jusqu'à sa

moustache – une couleur rare, qui porte malheur ou bonheur selon les interprétations locales. Surnommé « Abou Hamra », « le Rouge » par les Irakiens, il arbore en toute saison un teint albinos et des uniformes qui ont toujours l'air de flotter sur lui.

## La cible numéro 6 des Etats-Unis a resurgi, symbole de leur échec en Irak

Cet aspect maladif ne l'empêche pas d'organiser la répression avec une poigne de fer. Nommé à la fin des années 1980 commandant de la région Nord pour mater le soulèvement kurde, « Ezzat le Rouge » lance avec « Ali le Chimique » (surnom d'Ali Hassan Al-Majid) les opérations « Anfal » qui tuent plus de 180 000 Kurdes, dont l'attaque chimique sur la ville d'Halabja qui fait plus de 5 000 victimes le 16 mars 1988. Etiqueté criminel de guerre par plusieurs organisations des droits de l'homme, celles-ci vont réclamer son arrestation, une dizaine d'années plus tard, en 1999, alors que l'homme est hospitalisé à Vienne. Mais les autorités autrichiennes le laissent repartir sans traces.

« Ezzat le Rouge » multiplie également les alliances avec les baasistes de Syrie, dirigés à l'époque par Hafez Al-Assad. Dans les années 1990, la presse lui prête des relations privilégiées avec les rejetons de ce dernier, notamment Bassil (l'aîné, mort en 1996) et Maher, le fils cadet, aujourd'hui chef de la Garde républicaine syrienne et commandant du 4<sup>e</sup> bataillon, à la réputation féroce. De sources américaines, les trois hommes se sont livré, durant des années, à un juteux trafic de pétrole. De cette époque daterait l'immense fortune de Douri, utilisée depuis pour financer l'insurrection en Irak et s'assurer de puis-

sants protecteurs dans la région.

Après l'exécution de Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim Al-Douri devient le patron officiel du Baas irakien. Il regroupe alors la majorité de ses troupes sous la bannière de l'« Armée de la voie du Nakshabandi », un nom paradoxal car cette formation guerrière se revendique d'un courant soufi théoriquement pacifiste. Cet ovni irakien réalise en fait le syncrétisme des deux identités – nakshabandi et baasiste – d'Ezzat Ibrahim Al-Douri, qui n'en est pas à une contradiction près. Les Nakshabandi, dont les fondateurs seraient, selon leurs adeptes, les compagnons du Prophète ainsi que le premier calife, sont considérés comme des apostats par les sunnites radicaux, tels qu'Al-Qaida. Cela ne les a pas empêchés de mener des opérations communes contre les Américains ou, aujourd'hui, de faire le coup de feu avec l'EIIL.

**M**ais, dans ce partenariat d'opportunité, ces paradoxes portent déjà les germes de discordes inévitables. Pour l'instant, Douri a besoin de la force de frappe de l'EIIL. Et après ? Plusieurs vidéos du « Roi de trèfle » dissertent au sujet du parti Baas et de la lutte contre les « Safavides » (les Iraniens) ont fait surface. L'homme n'a pas l'air en si mauvaise santé. Ses appuis dans la région sont puissants, ses hommes armés et organisés. Il peut surtout se revendiquer d'une certaine légitimité historique et politique en Irak.

À l'heure où les événements s'entrechoquent et où s'esquissent des alliances inattendues, la nouvelle donne géopolitique régionale est à l'image d'un jeu de poker géant où les décideurs ont beaucoup à perdre. Dans cette configuration, il se pourrait que, aux yeux de Bagdad et des Américains, Ezzat Ibrahim Al-Douri se mette à incarner une carte inattendue. Celle du joker. ■

AFP

## Irak: les déplacés turkmènes chiites coincés entre les insurgés et le Kurdistan

Al-Khazar (Irak), 2 juillet 2014 (AFP)

**DES DIZAINES DE familles ayant fui une ville turkmène chiite conquise par les jihadistes sunnites dans le nord de l'Irak cherchent à trouver refuge dans le sud du pays mais se retrouvent coincés entre les insurgés et les Kurdes.**

Ces familles de Tal Afar, conquise par des insurgés sunnites tout comme d'importants secteurs du nord et l'ouest du pays, se sont dans un premier temps réfugiées dans la ville proche de Sinjar, avant de gagner des camps aux abords de la région autonome du Kurdistan irakien.

Faute d'être parrainées par un résident de la région, ces familles ne peuvent pas pénétrer au Kurdistan, ni même accéder à l'aéroport d'Erbil.

Et pour gagner les régions à majorité chiites dans le sud du pays, notablement plus stable, il faudrait emprunter des routes contrôlées par les insurgés de l'Etat islamique (EI).

"A notre arrivée dans le camp, ils nous ont fourni de la nourriture, mais nous ne voulons pas vivre dans un camp", explique Mourtada Qassem, qui a fui Tal Afar pour Sinjar, avant de s'installer dans un camp à la lisière du Kurdistan.

"Nous voulons aller dans le sud, pour trouver du travail et un logement meilleur", ajoute ce père de sept enfants. ●

Kadhim Naqi, 64 ans et neuf enfants, veut emener sa famille dans le sud parce qu'"il n'y a pas de guerre ni de conflit (...) C'est plus stable."

Environ 1,2 million de personnes ont été déplacées par les violences en Irak cette année dont plusieurs centaines de milliers depuis le début de l'offensive des insurgés le 9 juin.

De nombreux déplacés se sont installés dans des hôtels du Kurdistan, avec un statut de touristes qui dispense de trouver un garant local.

D'autres n'ont pu accéder à la région et se retrouvent dans des camps proches du poste de contrôle d'Al-Khazar, sur la principale route reliant les zones arabes du nord de l'Irak et Erbil.

Les personnes hébergées dans les camps sont libres de partir, mais en l'absence de routes sûres et d'accès au transport aérien, il n'ont pas d'autre choix que de rester, a reconnu Dindar Zebari, un responsable des relations publiques du Kurdistan.

Amnesty International, qui a prévenu mardi que les jihadistes ultra-radicaux de l'EI visaient spécifiquement les nombreuses minorités de la région (Turkmènes chiites, Shabaks, Yézidis et chrétiens), a appelé mercredi le Kurdistan à ouvrir ses portes.

Les autorités du Kurdistan irakien "ont l'obligation d'autoriser les civils irakiens qui cherchent à échapper aux combats à entrer ou à transiter par leur territoire", a insisté Amnesty.

# «L'Irak est économiquement scindé en trois»

www.lefigaro.fr

Par Adrien Jaulmes

3 juillet 2014

**INTERVIEW - Emmanuel de Dinechin, associé-fondateur d'Altai Consulting, cabinet travaillant depuis 2008 en Irak pour de grands groupes irakiens et internationaux, répond aux questions du Figaro .**

*Les renversements d'alliances en cours aujourd'hui au Moyen-Orient ont d'importantes conséquences économiques. Qu'il s'agisse de la réintégration plus ou moins rapide de l'Iran dans l'économie internationale ou de la fin du partenariat «à la vie, à la mort» entre Riyad et Washington, la donne va changer dans tous les secteurs, et pas uniquement celui du pétrole. Emmanuel de Dinechin, associé-fondateur d'Altai Consulting, cabinet travaillant depuis 2008 en Irak pour de grands groupes irakiens et internationaux, répond aux questions du Figaro.*

## LE FIGARO. - QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES DE LA CRISE IRAKIENNE?

**Emmanuel de Dinechin.** - L'un des aspects les plus frappants du récent blitzkrieg de l'État islamique (ex-EIIL) à la mi-juin, c'est qu'il n'a eu pratiquement aucune conséquence sur le prix du baril de brut, qui n'a augmenté que très légèrement. Il y a dix ou vingt ans, un tel séisme politique aurait fait s'envoler le cours de l'or noir. Aujourd'hui, les marchés sont plus nuancés et plus fins dans leur compréhension de la région: ils savent que les principaux champs pétroliers irakiens se trouvent dans le sud du pays, en zone chiite, et qu'il y a peu de risques qu'ils tombent aux mains de l'EI.

Certes, les djihadistes peuvent saboter les oléoducs, et l'ont déjà fait, puisque celui vers la Turquie ne fonctionne plus depuis début mars, par exemple, mais cela n'a plus aujourd'hui qu'un impact mineur sur les volumes mondiaux. L'absence de réaction brutale des marchés reflète aussi en creux le faible poids économique de l'Irak aujourd'hui, et son faible poids dans la production mondiale de pétrole (environ 4 %).

En fin de compte, les problèmes de capacité et d'engorgement du terminal pétrolier de Bassora sont bien plus préoccupants pour les acteurs pétroliers que ne le sont les actions de l'EI.

## EN EST-IL DE MÊME POUR L'IRAK?

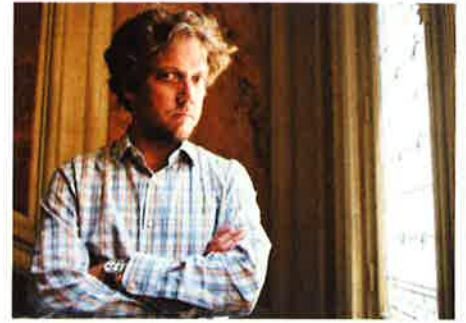
Les conséquences sont beaucoup plus graves pour l'économie irakienne. D'abord, parce que le pays est aujourd'hui partitionné de facto en trois zones quasi étanches d'un point de vue logistique et économique. Je dis «quasi étanches» car il existe encore des chauffeurs de poids lourds suffisamment courageux pour essayer de contourner les lignes de front, essentiellement par le flanc est du pays, et relier le Kurdistan au sud de l'Irak. Cette paralysie des flux asphyxie un grand nombre d'entreprises dont le modèle économique, pour vendre leurs produits finis ou se fournir en matières premières, nécessitait un accès à tout le pays.

Ensuite parce que l'incertitude sur l'avenir de l'Irak est telle que toutes les entreprises ou presque gèlent leurs projets d'investissement dans l'attente d'y voir plus clair: la stratégie n'est pas la même si le «terrain de jeu» est un pays de 30 millions d'habitants ou trois «pays» comptant respectivement 5, 7 et 18 millions de personnes, et qui seraient très probablement en conflit les uns avec les autres.

Enfin, à très court terme, les combats autour de la plus grande raffinerie du pays, celle de Baiji, entraîne une pénurie d'essence dans tout l'Irak. Les stations-service ferment les unes après les autres, et les rares qui restent ouvertes sont prises d'assaut. Au Kurdistan par exemple, les gens font littéralement la queue la journée entière, et ce en dépit de mesures restrictives prises par les autorités kurdes pour éviter les phénomènes de stockage. Dans un pays où une partie de l'électricité est fournie par des générateurs fonctionnant au fuel, cette pénurie d'essence est particulièrement douloureuse, de surcroît en été. Elle contribue à ralentir l'ensemble de l'activité économique.

## UN KURDISTAN INDÉPENDANT SERAIT-IL ÉCONOMIQUEMENT VIABLE?

L'indépendance prochaine du Kurdistan irakien ne fait plus beaucoup de doute pour les Kurdes: c'est même le principal sujet de conversation dans les rues d'Erbil ou de Souleimaniya. Elle ne fait plus beaucoup de doute non plus pour un grand nombre d'observateurs de la région tant les astres semblent parfaitement alignés pour que Massoud Barzani enclenche la mécanique qui aboutira à l'indépendance (référendum,



*Emmanuel de Dinechin travaille comme consultant en Irak depuis 2008.*

résultat écrasant en faveur de l'indépendance, demande de reconnaissance internationale, etc.).

Mais la grande question reste celle de l'avenir économique pour le Kurdistan irakien. Il y a encore cinq ans, cet avenir aurait paru bien sombre, tant un hypothétique Kurdistan indépendant, sans ressources naturelles significatives ni accès à la mer, aurait eu du mal à tirer son épingle du jeu dans l'économie mondiale.

Aujourd'hui la situation est bien différente: des champs d'hydrocarbures de première catégorie ont été trouvés au Kurdistan, comme celui de Tawke, au nord-ouest, et sont déjà exploités activement. Afin de s'affranchir de la dépendance de Bagdad pour l'exportation, les Kurdes ont inauguré à la fin de l'année dernière un oléoduc traversant la Turquie. Le mois dernier, le premier tanker de pétrole «kurde» a quitté le port de Ceyhan, suscitant la colère impuissante du gouvernement Maliki.

Par ailleurs, le gouvernement régional kurde a fait preuve d'une grande intelligence dans sa compréhension des enjeux de l'économie mondialisée: en quelques années, la zone est devenue l'un des endroits les plus dynamiques et les plus attractifs pour les entreprises étrangères. L'environnement y est l'un des plus favorables de tout le Moyen-Orient pour les affaires. Cela a contribué à attirer dans le pays beaucoup de grandes entreprises. Pour ne citer que des sociétés françaises: Orange, Lafarge ou Carrefour ont tous les trois des intérêts importants au Kurdistan. Certes, un hypothétique Kurdistan indépendant restera un petit marché, comptant entre 4 et 6 millions de personnes, selon que l'on inclue ou non Kirkouk. Mais ce petit pays gorgé de ressources, bien ancré au voisin turc, dirigé par un gouvernement moderne, devrait être en mesure de continuer à se développer vigoureusement. ■



# Une terreur aiguillée par les ex-officiers de Saddam

Les anciens cadres sunnites de l'armée irakienne aujourd'hui présents au sein de l'EIIL utilisent les attentats et les exécutions sommaires pour effrayer les forces loyalistes. Une stratégie macabre très efficace.

C'est l'une des clés de leur offensive éclair qui les a conduits aux portes de Bagdad : la capacité de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL ou Daech, selon l'acronyme en arabe) à terroriser littéralement ses adversaires, dont la malheureuse armée irakienne qui a abandonné sans combattre Mossoul, la seconde ville du pays. Une stratégie de l'effroi, combinée avec l'extraordinaire mobilité des groupes motorisés, la foudre des attaques et une analyse des points faibles de ses ennemis. Autant d'éléments qui témoignent que, derrière le pavillon noir des islamistes, se cachent des officiers de carrière rompus au combat.

**«Conduites».** «Il y a une menace sérieuse sur Bagdad, reconnaît Hadji Salem, un responsable de l'Armée du Mahdi, milice chiite qui mobilise actuellement des milliers de volontaires. Les extrémistes essayent d'encercler la ville par l'Est, depuis la province de Diyala, par le Nord, depuis celle de Salaheddine, par l'Ouest, depuis Ramadi et, à présent, par le Sud, depuis la localité sunnite de Jourf al-Sakhar. A chaque fois, ils essayent de couper les communications, les lignes électriques et

même les conduites d'eau.» Chef de la tribu Al-Khazraj et homme d'affaires, Rafic Bandar raconte par téléphone comment une unité de Daech est venue tester, il y a huit jours, les défenses de Doujaïl, petite ville à majorité chiite située à 50 kilomètres de Bagdad, lieu d'un terrible massacre du temps de Saddam Hussein après un attentat raté contre lui : «Ils sont arrivés avec six véhicules, soit une trentaine d'hommes. Les combats ont duré de 15 heures à la tombée de la nuit. L'armée les a repoussés avec l'aide des tribus. Pas de victimes de notre côté mais les traces de sang relevées

sur le sol laissent penser qu'ils ont eu des blessés.» Quatre jeunes gens ont cependant été kidnappés par les assaillants. «Sans doute les ont-ils tués ensuite.» **Panique.** Principale faiblesse de l'armée : elle est affectée essentiellement à des opérations de police. Il lui revient de tenir les centaines de barrages qui maillent la capitale et les faubourgs (environ 7 millions d'habitants), tous les 500 mètres dans certaines avenues, ce qui aggrave les exténuants embouteillages. Pareil dans les autres villes et sur les routes. Crédité de 600 000 hommes, l'armée doit donc les disperser

en d'innombrables petites unités d'une dizaine d'hommes, mal ravitaillés, fatigués et qui ne disposent souvent d'aucune commodité, comme de simples toilettes.

Quand Daech passe à l'attaque, c'est la panique. Et cela, bien que l'armée irakienne ait été formée à renfort de milliards de dollars par les Etats-Unis. En reculant, elle laisse à disposition des rebelles son matériel : à Mossoul, elle a ainsi abandonné sur le terrain pour 4 à 5 millions de dollars d'armes et de munitions.

«En général, les insurgés font exploser une voiture piégée à proximité de leur attaque ce qui a pour effet de disperser les soldats, explique un diplomate occidental. Puis, les fous furieux arrivent dans leurs 4 x 4 en mitraillant tout sur leur passage. C'est la débâcle.» «Les soldats étant surtout chiites, ils ne sont pas prêts non plus à mourir pour défendre un pouce de territoire sunnite», ajoute-t-il. Pour Mahmoud, responsable d'une société de sécurité, la tactique des insurgés est de «harasser les militaires par des opérations menées par des petits groupes qui préparent ainsi la grande attaque». Quant à l'armée, «son moral est en dessous de zéro. Un exemple ? Comme j'ai des relations dans l'armée à cause de mon boulot, je reçois de temps à autre des appels d'officiers basés au Sud, à Bassora ou Nassiriya, qui me demandent d'intervenir quand ils sont mutés au Nord. Pour ne pas aller se battre».

Aucun doute pour lui, les opérations de l'Etat islamique en Irak et au Levant sont préparées par d'anciens officiers de Saddam Hussein. Hosham Davood, un anthropologue basé à Erbil, au Kurdistan irakien, est plus précis : «Elles sont organi-

sées par la garde républicaine spéciale», les forces d'élite de l'ancien raïs, les seules à s'être battues un peu lors de l'invasion américaine. Après 2003, certains de ces officiers avaient déjà rejoint la rébellion sunnite d'alors.

**Crainte.** La force des insurgés, c'est aussi leur arsenal terroriste : voitures piégées, opérations kamikazes, assassinats... D'où la crainte que l'attaque de Bagdad soit précédée de dizaines d'attentats, commis en même temps pour affoler les forces de sécurité. «Possible, mais cette stratégie de la terreur n'est pas évidente à mettre en place, nuance le même diplomate. Cela dit, Daech est déjà dans la ville.» Comme le montrent en effet des attentats quasi quotidiens. «La ceinture de Bagdad comprend ces quartiers à forte proportion sunnite qui peuvent soutenir l'avancée des extrémistes, couper les ponts, détruire le réseau électrique», s'alarme Hadji Salem.

Cette stratégie de l'effroi, EIIL l'assume comme une arme de destruction massive avec laquelle il cible aussi bien les forces de sécurité que les chiites des régions à majorité sunnites. Non seulement il reconnaît procéder à des exécutions massives mais il les exagère à dessein, comme en témoignent les nombreuses vidéos qui exaltent sa barbarie.

A cette terreur répond celle des milices chiites - Al-Badr, l'Armée du Mahdi, Asaïb Ahl al-Haq -, plus cachée et niée par les autorités alors qu'elle est accablante. Cette fois, elle vise les sunnites. «Nous n'en pouvons plus des exactions de ces milices chiites, quiconque nous en débarrassera, que ce soit Daech ou un autre groupe, sera le bienvenu», lance un chauffeur de taxi de la ville sunnite d'Abou Ghraïb, près de Bagdad. L'Irak est bien saisi dans l'étau d'une double terreur.

JEAN-PIERRE PERRIN  
(à Bagdad)

# The Kurdish moment is now

Many Kurds who have longed dreamt of independence are eager to vote. Others worry a referendum could further destabilize the region.

globalpost.com  
Tracey Shelton  
July 5, 2014

**KIRKUK, Iraq** — As Iraqi Kurdish president Massoud Barzani asked legislators to prepare for an independence referendum Thursday, dozens of Kurds in the region's capital Erbil rallied in support, waving flags and chanting slogans of freedom and independence.

The reaction internationally has not been so welcoming.

The US urged the Kurds to remain with the central government. Maliki was highly unimpressed, accusing them of "exploiting" Iraq's precarious position as government forces battle with the extremist militant group, the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL).

"This is rejected," he said in a press conference on the semi-autonomous region's push for independence.

## The case for Kurdish independence

Sunni militants seized control of large areas of Iraq last month. The Kurds moved in in the wake of fleeing Iraqi forces, gaining control — for the first time — of the full area they claim as Kurdish land in Iraq. So in effect, not only is Barzani calling for independence, but he plans to take a large chunk of previously government-controlled and oil-rich territory with him.

In an interview with the BBC, president Barzani reinforced his belief in the right to Kurdish independence.

"Iraq is effectively partitioned now," he said. "Are we supposed to stay in this tragic situation the country's living in? It's not me who will decide on independence. It's the people. We'll hold a referendum and it's a matter of months."

If the referendum goes through, most Kurds say the answer will be an overwhelming "yes."

More from GlobalPost: Maybe the world should just let Iraq split apart

"Independence will be a great thing for Kurdistan, but it should have been done a long time ago," said Hawer Ismael, a university student studying business mana-

gement.

Taylor Reaz Abdul Wahid agreed. "The sooner the better, but I think it will take some time. We have been trying for many years, so it won't happen overnight," he said.

Independence has been the ultimate dream for the majority of Kurds since their region was split between Iraq, Iran, Syria and Turkey in the wake of World War I.

With numbers surpassing 25 million, the Kurds are the largest ethnic group without a country of their own. In Turkey, the battle for independence has been long and bloody with few gains. The recent conflict in Syria gave Syrian Kurds their first chance to seize control of their own lands and today, they too stand on the brink of full independence.

In Iraq, Kurds gained semi-autonomy with the support of the US in 1991. Talk of full independence has been frequent, but this is the first official move towards a complete split from Iraq. But are they capable of the unity such a move would require?

Much of the country remains split between the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan who fought a three-year civil war in the 1990s before settling on a power-sharing agreement. Both still operate somewhat independently and hold their own security forces.

But most Kurds believe their leaders are capable of uniting under a Kurdish State flag.

"It won't be easy as there are different groups and different parties, but if we unite we will be stronger and an example to other Kurdish regions," said Ismael, the university student.

## The consequences for Iraq

The central Iraqi government is already dealing with the declaration of an Islamic State along its northern and western borders. Many say a Kurdish break from the already weakened Maliki government will further destabilize the country.

"I do not like this call for independence. I reject it!" said Dr. Bassil, a plastic surgeon and Arab resident of Kirkuk, which is now under



Kurdish protesters deploy a giant flag of their autonomous Kurdistan region during a demonstration to claim for its independence on July 3. AFP Photo

Kurdish control. "I think it will make even more problems for our country."

Ismael agreed that independence could further destabilize the central government and may even lead to further clashes, but he remains adamant that the time is right.

"This may be our only chance for this, so we must take it," he said.

The most significant land gain for the Kurds in this recent crisis is the long disputed city of Kirkuk, whose population is split between Kurds, Arabs, Turkmen and Christians, all of whom claim historical ties to the oil rich city.

This new push for independence has been met with mixed reactions in this divided city.

Among the Kurds, everyone interviewed for this article welcomed Kurdish rule. Arabs and Turkmen were split with some hopeful Kirkuk could stabilize and progress if united with the prosperous Kurdish region. Others, like Ahmed Mohammed, an Arab store owner, were adamantly opposed.

"The Kurds don't have the right to decide our fate," he said.

Reaz Abdul Wahid, who lives in the Kurdish region of Kirkuk, said while he hoped for a peaceful transfer to Kurdish rule, there is a possibility of violent resistance.

"In my opinion, the majority will oppose this. But making Kirkuk a Kurdish area is necessary because the Kurds have suffered so much for so many years from the Saddam region and the policies of

the new government," Wahid said, adding he himself was one of thousands of Kurds arrested and tortured during the reign of Saddam.

Harem Sazan, a Kirkuk landowner, said he believed Kurdish rule would bring stability and an economic boom to the city.

"Within five years I think Kirkuk could be like Erbil," he said, referring to the rapid economic expansion of the Kurdish capital which stands in stark contrast to the instability and economic stagnation that plagues much of Iraq.

"If no one opposes this take over it will be a great thing for all of us — Kurd, Turkmen, Christian and Arab," he said.

But as always, conspiracy theories abound.

"Clearly the USA and Israel are behind this," said an engineer who gave his name as Qutaiba. "How could Bazani make this decision without their support? We know the peshmerga have their deals with Israel."

Dr Bassil says the Kurds will never pull off such a bold move, with or without international support. "It's all just talk," he said.

As for the Kurdish claim over Kirkuk he added: "They themselves know they are wrong in making this claim. This city does not belong to any one people. It must be shared between all the people who have a heritage here."

◆◆◆



REUTERS

# Kurdish diplomat cool to independence advocacy by Israel

JERUSALEM / July 4, 2014 / By Dan Williams (Reuters)

**A KURDISH DIPLOMAT has played down the significance of Israeli advocacy of independence for her people, saying this was not coordinated with the autonomous Kurdish government in Iraq and may be intended to serve Israel's interests.**

While acknowledging that Israel had sway in Washington, which wants to prevent a break-up of sectarian war-torn Iraq, Kurdish Regional Government (KRG) envoy Bayan Sami Abdul Rahman suggested this was potentially counter-balanced by the hostility that perceived Israeli allies risked drawing in the Middle East.

"Israel has its friends and its enemies, so it can work both ways," she told Reuters in a telephone interview from London, where she is based. "We are not coordinating with Israel. We are not responsible for statements made by other governments."

Since last week, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu has called for formalizing Kurdish sovereignty and two other senior Israeli officials, in meetings with U.S. President Barack Obama and Secretary of State John Kerry, described a Kurdish state in northern Iraq as a welcome fait accompli.

Israeli experts saw in the Netanyahu government's advocacy an attempt to build on discreet military and business ties with Kurds dating back to the 1960s in the face of shared Arab foes.

However, Abdul Rahman said such cooperation was in the past.

"There was a period – a short period – decades ago when there were relations. But it stopped," she said. "In terms of any covert relationship – that does not exist. In terms of a formal relationship with Israel – that does not exist."

Abdul Rahman said the KRG's foreign policy was that of Iraq, which remains technically at war with Israel.

"Since the Iraqi government does not have relations with Israel, neither do we," she said, adding this did not preclude the tens of thousands of Israelis of Kurdish descent from pursuing private commercial and other

contacts in Kurdistan.

## NO MAGIC SOLUTION

Yuval Steinitz, Israel's strategic affairs and intelligence minister, said on Friday he knew of no communication between his government and the KRG about prospective Kurdish independence.

Speaking to Reuters after returning from talks in Washington this week, Steinitz said Israel had no intention of challenging U.S. policy in Iraq – though he doubted that it would succeed.

"We very much appreciate the American efforts, but the Iraqi situation is incomparably difficult and complex, even for the global power. Not every problem has a magic solution," he said.

Abdul Rahman would not be drawn on why Israel might be publicly differing with the United States about Iraq's Kurds.

"Generally speaking, governments and political leaders put the interests of their own country first. These are statements that Israeli leaders are making without any input from us," Abdul Rahman said.

The Obama administration has not directly addressed Israel's statements about Kurdish independence. A U.S. diplomat in the region, speaking to Reuters on condition of anonymity, said Israel's position on the Kurds seemed to stem from it seeing them as a rare "pocket of stability" among menacing neighbors.

The KRG has seized on the Iraqi chaos to expand into oil-rich new territory but remains wary of declaring independence, fearful about possible backlash for fellow Kurds in Iran, Turkey and Syria among other concerns.

"Ultimately it is not even up to the Kurdish leadership if we go independent. It is up to the Kurdish people," Abdul Rahman said, noting the call for a referendum on the matter by Masoud Barzani, president of Iraqi Kurdistan.

"Of course we would want the world to welcome an independent Kurdistan, but we are realistic and know that for some it will be difficult to accept at first. However, there are many who are sympathetic to the idea of independence." ○

INTERNATIONAL BUSINESS TIMES

July 6, 2014

# Al-Sisi Says Independent Kurdish State Would Be Catastrophic For Iraq

By Marcy Kreiterm  
July 6, 2014  
www.ibtimes.com

Egyptian President Abdel Fattah al-Sisi said Sunday an independent Kurdish region would be "catastrophic" for Iraq.

"The referendum that the Kurds are asking for now is in reality no more than the start of a catastrophic division of Iraq into smaller rival states," Egypt's MENA news agency quoted Sisi as saying.

Iraqi Kurds, who number some 5 million, have been in an autonomous region since the 1990s. As Sunni militants have moved across northern Iraq and declared a caliphate including parts of Syria, Kurds have been consolidating their territory, expanding it by as much

as 40 percent in recent weeks, Reuters reported. Kurdish leader Massoud Barzani asked the regional parliament for a referendum on independence Thursday.

The Associated Press reported Sunday Iraq has yet to determine whether a video released by Sunni militants is of Abu Bakr Al-Baghdadi, who has been declared caliph of the Islamic State. The video purports to depict Al-Baghdadi, who has a \$10 million U.S. bounty on his head, delivering remarks at the Great Mosque in Mosul.

AFP reported photographs from the area around Mosul indicate the militants are destroying Shiite mosques and other buildings, as well as Chaldean and Syrian Orthodox cathedrals. Some of the destroyed sites date back to the 18th century. □



Islamic State militants say they have destroyed 10 Shiite sites, including AlQubba Husseinia mosque in Mosul. (via Twitter)

# For Kurds, statehood remains just out of reach

ERBIL, IRAQ

## Iraq fighting encourages independence movement but blocks export of oil

BY TIM ARANGO  
AND CLIFFORD KRAUSS

Gasoline stocks in the Kurdish region are running low, requiring rationing and waiting for hours for a fill-up. Hundreds of thousands of civil servants have gone months without a paycheck, since Baghdad cut payments to the regional government in retaliation for its exporting oil without permission.

At the same time, a tanker filled with Kurdish oil has been stranded for more than a month off the coast of Morocco, prevented from unloading its lucrative cargo because of pressure from United States diplomats and threats by officials in Baghdad that any buyer would face legal challenges.

On the surface, these would seem to be heady days for the Kurds, who appear closer than ever to attaining their centuries-old dream of statehood. With Iraq's Shiite-dominated government reeling before an assault by Islamic militants, the autonomous Kurdish region has seized control of the oil-rich city of Kirkuk and begun preparations for a referendum on independence.

But that drive for statehood is presenting a new set of problems. Unable either to sell its abundant oil supplies abroad or refine them for its own use, the region has seen its once-thriving economy hit the skids. In an uncertain security environment, Kurdish soldiers are fighting, and dying, to protect its new borders.

With a population that sprawls across four nations — Turkey, Syria, Iraq and Iran — the Kurds have historically been stymied in their quest for statehood by the conflicting needs and desires of these parent states, and before them the Ottoman Empire.

The only country in the Middle East that has rallied to the Kurdish cause has been Israel, which historically has had close, albeit covert, ties to the Kurds, seeing them as rare friends in a hostile region. Yet in a part of the world that is deeply antagonistic to Israel, that association is problematic.



SAFIN HAMED/AGENCE FRANCE-PRESSE

Masoud Barzani's call for a referendum on independence has drawn little support.

Powerful forces, and not just in Baghdad, are lining up against Kurdish statehood. The United States, seeing a national unity government as the starting point for dealing with the current crisis, is pressuring the Kurds to remain a part of Iraq. Even Turkey, an important economic partner that has helped the Kurds export some of their oil, is against outright independence, fearing that it would inflame separatist sentiments among a substantial Kurdish population within its own borders.

In the end, though, even as the rise of the Sunni extremist group the Islamic State of Iraq and Syria has accelerated the drive for Kurdish independence, the Kurds' surest route to economic independence and statehood is to export their own oil. But to achieve that they will have to overcome a number of diplomatic and legal roadblocks.

Sitting on a sea of oil, the Kurds have already attracted major investments from energy giants like Exxon Mobil and Chevron. Regional oil experts say Kurdistan can now move 60,000 to 100,000 barrels a day of their own oil through a new pipeline to Turkey. Before that, oil had been trucked from the

Kurdish region to Turkey, which has signed long-term energy agreements — deemed illegal by Baghdad and the United States — worth billions of dollars.

Additional drilling and the repair of a major northern Iraqi pipeline that has been repeatedly sabotaged could enable Kurdistan to export a million barrels a day, making it a world-class producer.

But so far, the Kurds have been unable to sell much of the oil that they have managed to transport to the Turkish port of Ceyhan, on the Mediterranean coast, as buyers have been scared off by potential legal challenges.

At least four tankers, including the one lingering off the coast of Morocco, have been loaded with Kurdish oil at a port in Turkey, but only one, oil industry executives say, has found a buyer — an unidentified Israeli entity.

Even before the current crisis, the United States opposed the Kurds' exporting their own oil, fearing that it could lead to the breakup of Iraq.

"U.S. policy has not changed," said David Goldwyn, who was the State Department's special envoy and coordinator for international energy affairs in the first Obama administration. Referring to the Kurdistan Regional Government, he added, "U.S. policy remains: preserve the territorial integrity of Iraq, promote a political unity among the three major factions, and oppose the K.R.G. flouting that unity by marketing its oil over Baghdad's objections."

The call by Masoud Barzani, the region's president, for a referendum on independence has also found little support, backed only by Israel's leaders, Prime Minister Benjamin Netanyahu and President Shimon Peres.

"As soon as Barzani made that threat and Netanyahu and Shimon Peres echoed that, you heard Turkey say they



MARWAN IIRAHIM/AGENCE FRANCE-PRESSE

Cars lining up for fuel in Kirkuk on Tuesday. So far, the Kurds have been unable to sell much of the oil that they have managed to transport because of buyers' legal worries.



do not want an independent state in Kurdistan, and the United States saying that as well," Mr. Goldwyn said. "So I think the K.R.G.'s future lies in a strong economic relationship with Turkey, and if Turkey is opposed to independence, then independence will not produce the outcome they seek."

There are signs, however, that the referendum on independence may have been a bargaining ploy. On Thursday, top Kurdish officials visited Washington, suggesting that they are still willing to consider a political settlement that would keep the region within a unified Iraq in exchange for more autonomy and more concessions on oil.

They also came hat in hand, acknowledging the budget crisis they are facing, not to mention the severe fuel shortages. "We need support and help," Fuad Hussein, Mr. Barzani's chief of staff, said recently at an event in Washington hosted by the Washington Insti-

tute for Near East Policy. "We're not receiving money from Baghdad anymore, so we need financial resources."

He added that he thought the Obama administration was reconsidering its policy toward Kurdistan's increasing demands for more autonomy, if not outright sovereignty. "We feel they are ready to listen," he said.

So far, though, the administration has been steadfast about preventing Iraq from breaking up, though analysts say it might be open to increased autonomy.

With Kurdish oil flowing through the new pipeline to Turkey, though, some analysts fear that the debate over independence is in danger of being decided by facts on the ground.

Months ago, American diplomats felt they had put together a deal in which the revenues would be held by the Iraqi central bank in an account in New York. But that fell through because the Turks insisted the money be put in an escrow account in Halkbank, a Turkish state-

run bank that has been at the center of a corruption scandal.

Whatever the eventual outcome, the Kurdish region seems to be facing hard times, at least until the immediate crisis has passed, because few energy majors are willing to invest heavily in the area until they are convinced they will have a trouble-free way to market the oil.

"Oil companies are very wary about touching what is considered a hot commodity," said Denise Natali, an expert on Kurdish affairs at the National Defense University in Washington. "These kinds of small-scale exports can't add up to meet their financial needs. The Kurds don't have the pipeline, the storage capacity, the political support or the legal recognition to assure large-scale, consistent, risk-free exports."

*Tim Arango reported from Erbil and Istanbul, and Clifford Krauss from Houston.*

International **New York Times** THURSDAY, JULY 3, 2014

## Fighting ISIS is priority for Baghdad, premier says

BAGHDAD

### Maliki offers amnesty as critics urge him to reach political settlement

BY ROD NORDLAND

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, in what appeared to be a rebuff to his international critics, said Wednesday that finding a political settlement to the differences between the country's factions was not as important or urgent as fighting extremist Sunni insurgents.

But in a conciliatory gesture, Mr. Maliki also offered amnesty to anyone who fought with or supported the insurgents.

In a speech broadcast on Iraqiya, the state television channel, Mr. Maliki also acknowledged the embarrassment a day earlier surrounding the efforts to form a new government, which collapsed after the new Parliament adjourned within half an hour of convening.

"It was good to see people united and showing up, despite the weaknesses we saw and did not hope to see," Mr. Maliki said. Kurdish and Shiite legislators exchanged insults, and the session adjourned for a week. "We hope the next session we will overcome this by cooperating together and being realistic," he said.

International supporters of Iraq, including the United States, have criticized Mr. Maliki, a Shiite, for failing to form an inclusive government that brings Sunni Arabs and Kurds onto its side in the fight against the extremists. The Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, and a range of Sunni-based allies enjoy wide support in many Sunni areas, and Kurdish leaders have taken advantage of the Iraqi Army's disarray to consolidate their hold over the autonomous Kurdistan region and seize control of the disputed city of Kirkuk.

"Politicians in Iraq need to realize that it is no longer business as usual," the top United Nations representative here, Nickolay Mladenov, said on Tuesday, criticizing the political impasse. And American officials have said that major military support for Iraq will be dependent on a new, inclusive government being formed.

But Mr. Maliki appeared to reject that reasoning.

"The battle today is the security battle for the unity of Iraq," he said. "I don't believe there is anything more important than mobilizing people to support the security situation. Other things are important, but this is the priority."

He said the political process would not be able to proceed without a strong military.

"We will move on in the political process," he said, "but we have to focus on the battle, which is on behalf of the people."

Iraq's Sunni and Kurdish politicians have refused to accept Mr. Maliki as a candidate for a third term, and the majority Shiite coalition was maneuvering to determine his replacement. Both the powerful Shiite marja, or council of ayatollahs, and the American government have shown little enthusiasm for Mr. Maliki to remain in power, although his party won the most votes in the April 30 elections.

"The Americans are putting the cart before the horse," said Haider al-Abadi, a prominent member of Mr. Maliki's State of Law party. "Things on the

### "The Americans are putting the cart before the horse."

ground are much more important. Solving them will help solve the political problem for us. This is life or death."

He also said the United States government had told Mr. Maliki that it would be happy to work with him if he remained in power.

"President Obama was upset about leaks that his administration was not happy with Mr. Maliki," Mr. Abadi said. "That's the message we're getting from the Americans."

Mr. Maliki's critics said his speech was another indication of why he needed to be replaced.

"The political process has to be first, and above all other issues, because it is the only way to find a solution to all our problems and defuse the whole crisis," said Talal al-Zubaie, a Sunni member of Parliament from Anbar Province. "This is one of the prime minister's attempts to consolidate his power and extend his stay in office."

Mr. Maliki's announcement of an amnesty, while broad-based, was directed particularly at Sunni tribal leaders. Their support against Qaeda militants in 2008 was decisive in defeating them.

"I'm announcing an amnesty to all tribes and all people involved in this. There are no exceptions — for everyone," he said. "I'm welcoming them to join other tribes to fight ISIS. This is in their interests, the interests of their tribes and their sons."

But Mr. Maliki said those who had blood on their hands would have to first be forgiven by the families of their victims.



# La fédération, seule issue au conflit

Par **KENDAL NEZAN**  
Président de l'Institut kurde de Paris

Le processus de désintégration de l'Irak, à l'œuvre depuis la guerre du Golfe de 1991, vient de franchir une étape critique avec l'émergence d'une entité arabe sunnite : Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). Inscrite depuis longtemps dans les esprits, la partition de l'Irak entre ses trois communautés constitutives (sunnites, chiïtes et kurdes) se concrétise dans les faits. Les Kurdes ont déjà leur propre gouvernement, leur Parlement, leurs forces armées (Peshmerga) et leur police. Les événements récents ont conduit les autorités kurdes à étendre leur contrôle à l'ensemble des territoires peuplés de Kurdes, y compris l'emblématique province pétrolière de Kirkouk et des villes chrétiennes de la plaine de Mossoul. Le Kurdistan est donc devenu un Etat quasi indépendant, économiquement viable, politiquement stable et pro-occidental. L'arabe y est devenu une langue étrangère moins pratiquée que l'anglais !

**Les chiïtes auraient pu faire un usage modéré de leur victoire et partager le pouvoir avec les sunnites et les Kurdes. Partage d'ailleurs prévu dans la Constitution irakienne.**

Les Arabes chiïtes, marginalisés et persécutés sous la dictature de Saddam Hussein, ont pu, pour la première fois, accéder au pouvoir grâce à la démocratie instaurée après l'intervention américaine de 2003. Majoritaires dans la population irakienne, ils gèrent leurs affaires dans les provinces du sud, riches en pétrole et pacifiées, et contrôlent aussi le gouvernement central de Bagdad. Vainqueurs après des siècles de domination, ils auraient pu faire un usage modéré de leur victoire et partager le pouvoir avec les représentants des communautés sunnite et kurde. Partage d'ailleurs prévu et codifié dans la Constitution irakienne approuvée en 2005 par référendum par plus de 80% des électeurs. Mais engagé dans une politique de revanche, le Premier ministre chiïte, Nouri Maliki, dès le retrait des troupes américaines

en 2011, a refusé aux sunnites les postes ministériels qui leur revenaient conformément au pacte de gouvernement négocié en 2010. Il est contesté aussi dans le camp chiïte au point où l'autorité religieuse suprême, le grand ayatollah Sistani refuse, depuis deux ans, de le recevoir. Cependant, avec 92 sièges sur 328 remportés aux élections parlementaires du 30 avril, son parti reste une force politique surtout à Bagdad.

Les Arabes sunnites, qui représentent environ 17% de la population, et qui ont dirigé l'Irak depuis sa création, avaient fini par se résoudre à un partage de pouvoir. Après la répression sanglante de leurs manifestations pacifiques en faveur d'une région autonome sunnite, la mise à l'écart de leurs dirigeants, y compris des chefs de milices Sahwa, mises en place par les Américains pour combattre les jihadistes d'Al-Qaeda,

leur dissidence s'est radicalisée. C'est dans ce contexte d'exaspération et de marginalisation que l'offensive d'EIL a rencontré un succès si fulgurant.

Derrière l'EIL, qui contrôle de part et d'autre de la frontière syrienne un territoire vaste comme la Jordanie mais largement désertique et dépourvu de ressources, peuplé de 6 millions d'Arabes sunnites, il y a aussi de puissants protecteurs et financiers comme l'Arabie Saoudite, le Koweït et quelques autres Etats régionaux mécontents du minimalisme de la doctrine Obama, qui a laissé champ libre aux menées de l'Irak chiïte dans l'ensemble du Proche-Orient. Ils reprochent à Washington d'avoir retiré ses troupes sans laisser sur place une force résiduelle qui, entre autres missions, aurait pu assurer la protection de l'espace aérien irakien et

empêcher l'Irak de l'utiliser à sa guise pour ravitailler en armes et en combattants son allié de Damas.

Le pourrissement de la situation en Syrie rend très difficile d'éradiquer militairement l'EIL, qui y dispose de vastes territoires et de ressources. Les jihadistes et leurs alliés baasistes sont des nationalistes panarabes, qui méprisent la démocratie qu'ils considèrent comme un moyen de diviser et d'affaiblir l'oumma arabe. Ils ne se contenteront pas de leur actuel «Sunnistan» dont Mossoul pourrait être la capitale. Ils reven-

diquent la totalité de l'Irak arabe allant parfois jusqu'à prôner l'élimination des chiïtes «hérétiques et traîtres au service de l'Iran».

Cependant, les chiïtes sont suffisamment nombreux et riches pour défendre, avec le soutien multiforme de l'Iran, leur «Chiïstan» [une région autonome chiïte, ndlr] ainsi que Bagdad où ils sont majoritaires.

Les Kurdes, qui ont jusqu'ici déployé beaucoup d'efforts pour trouver un compromis de partage de pouvoir entre ces communautés en conflit et préserver l'unité de l'Irak, ont affirmé, à maintes reprises, qu'ils proclameraient leur indépendance en cas de guerre civile entre Arabes sunnites et chiïtes. Une guerre qui pourrait être bien plus dévastatrice et bien plus déstabilisatrice que l'actuelle guerre civile syrienne. A ceci près que l'Irak est l'un des principaux producteurs pétroliers du monde que la communauté internationale ne pourra pas laisser à son sort comme une Somalie ou une Syrie. Les chancelleries sont en alerte.

On peut aussi espérer que se trouvant au bord du gouffre, les dirigeants politiques irakiens, dans un ultime sursaut «patriotique», finiront par trouver un compromis reconnaissant une large autonomie aux provinces arabes sunnites prévue par la Constitution, réglant les litiges avec les Kurdes et mettant en place un gouvernement de salut national, sans le triste monsieur Maliki, le fossoyeur de l'Irak. Une telle solution politique permettrait aux sunnites modérés de combattre les extrémistes jihadistes, de réinsérer une bonne partie des anciens baasistes et de pacifier progressivement leur région. L'Irak éclaté en trois régions fédérées pourrait garder son unité politique et ses frontières.



# L'Irak et la déflagration jihadiste

Par **HOSHAM DAWOD**  
Anthropologue au CNRS basé en Irak et responsable du programme scientifique Crises des sociétés, crises d'Etats à la Fondation Maison des sciences de l'homme

Une situation explosive de l'Irak s'aggrave très vite. La ligne de front demeure mobile, même du côté des Kurdes, qui contrôlent de vastes territoires qui étaient, hier encore, qualifiés des «zones disputées». Mais les Kurdes se trompent s'ils pensent pouvoir rester en dehors d'un conflit qui déborde peu à peu même le cadre irakien. Si l'essentiel des causes de la crise se trouve à l'intérieur de l'Irak, les acteurs locaux se montrent de plus en plus incapables d'y faire face. Les Etats-Unis font face à un dilemme : la politique d'Obama (s'il y en a une) est contre-productive ; en quittant prématurément l'Irak en 2011, en laissant la Syrie devenir une niche de jihadistes, en misant uniquement sur les islamistes post-printemps arabes, ils ont favorisé soit une situation chaotique, soit un retour vers des régimes autoritaires. Les Turcs ont joué les apprentis sorciers en s'entendant de facto avec les jihadistes en Syrie et en s'accommodant, d'après plusieurs observateurs, sur le terrain, du pétrole produit par l'EIIL (Etat islamique en Irak et au Levant). Le gouvernement d'Erdogan croyait pouvoir jouer comme les Qataris, qui avaient passé un marché implicite avec Ben Laden en lui accordant aide médiatique et visibilité contre l'assurance que leur pays ne serait pas attaqué. Or, ce qui a marché pour Doha trouve ses limites pour Ankara.

Une intervention éventuelle des Américains, avec ou sans l'aide des Iraniens, conduira probablement à un changement souhaitable de gouvernement (surtout de Premier ministre) à Bagdad. Les sunnites irakiens désespérés, qui ont pactisé avec le diable, doivent être ramenés sur le chemin de la réconciliation. Et Al-Maliki, le Premier ministre chiite, n'aide pas à ce retour.

Rien n'est exclu dès lors que tous les protagonistes, régionaux et internationaux, s'accordent sur le fait que l'EIIL constitue un danger pour l'Irak mais aussi pour toute la région.

Si une intervention américaine a lieu, elle exigerait non seulement des frappes en Irak, mais encore contre la base de l'EIIL en Syrie, ainsi qu'une fermeté au niveau régional et vis-à-vis du gouvernement de Bagdad. Washington devrait surtout convaincre qu'une intervention contre les extrémistes jihadistes irakiens de l'EIIL ne signifie pas une hosti-

lité au monde sunnite, et moins encore un rééquilibrage stratégique avec Téhéran contre celui-là.

Sans doute l'EIIL joue-t-il un rôle essentiel dans l'avancée fulgurante des insurgés sunnites, mais il est loin d'être seul. Nous sommes face à une coordination efficace sur le terrain, qui s'appuie sur une adhésion passive, voire active, de la population sunnite, et reçoit certainement une aide logistique venant de certains pays de la région.

Depuis 2009, la direction de l'EIIL s'est irakisée. La plupart des chefs militaires, après Abou Bakr al-Baghdadi (qui s'est autoproclamé calife), sont des Arabes sunnites irakiens aguerris issus de l'ancienne Garde républicaine de Saddam Hussein. Des groupes d'anciens militaires plus ou moins indépendants se sont mobilisés au sein de ce qu'ils appellent désormais la «grande révolution sunnite irakienne». La région de Ninive a conscience d'avoir grandement contribué à la formation de l'Etat moderne irakien et à la construction de son armée. Dans cette seule région, 100 000 militaires, dont 7 000 officiers, faisaient partie de l'ancienne armée de Saddam Hussein. Seule une partie de ces hommes a été recrutée par le gouvernement de Nouri al-Maliki. Le reste a été marginalisé, voire humilié. Même ceux qui se trouvaient au sein de l'armée irakienne ont

**Le conflit irakien, après celui de la Syrie, risque de pousser toute la région vers une guerre de religions chiite-sunnite.**

rapidement déserté le champ de bataille, en contribuant pour beaucoup à la grande débandade.

L'Armée de la Naqshbandiyya, entretenue et mobilisée par l'ancien vice-président de Saddam Hussein, Izzat al-Douri, est l'autre corps subversif important du mouvement insurrectionnel. Historiquement, la Naqshbandiyya est une confrérie soufie en mauvais termes avec les salafistes purs et durs ; seulement, dans le cas irakien, ni l'Armée des Naqshbandis ne sont de grands soufis ni l'EIIL ne rassemble que des salafistes convaincus. Dernier grand groupe, les hommes des tribus qui travaillaient jadis avec les Américains, et qui ont été abandonnés, voire chassés, par le gouvernement fédéral de Bagdad.

Bien entendu une multitude de petits groupes ont rejoint l'insurrection, comme cela s'était produit entre 2003 et 2005, pour des raisons multiples, allant d'un rejet de leur marginalisation à l'affirmation de leur dignité bafouée. L'explosion sunnite, que connaît tout l'ouest de l'Irak jusqu'à la porte de Bagdad, est la conséquence d'une série d'erreurs politiques, voire d'une maladie congénitale de l'Etat et de l'armée, fondés depuis 2003 sur une base confessionnelle et sectaire.

Le danger est qu'après une irakisation de la Syrie, nous soyons à la veille d'une syrianisation de l'Irak, autrement dit : segmentation du pays et du sol, confrontations à l'arme lourde (armes qui se trouvent à la fois entre les mains du pouvoir légitime et des jihadistes), etc. Les divergences entre les insurgés pourraient s'accroître, car tous ces opposants au pouvoir fédéral, qualifié de «chiite», ne partagent pas les mêmes objectifs ni stratégies.

Si l'on considère la profonde aliénation des sunnites à l'égard du pouvoir chiite à Bagdad, on peut comprendre, passé le choc des premiers jours, les raisons de leur alignement sunnite sur l'EIIL et sur les autres insurgés. Seulement cette adhésion sectaire ne risque pas de transcender la frontière confessionnelle - nous ne verrons certainement pas les chiites s'aligner sur les positions des

jihadistes, ni l'inverse. Sans un retour rapide de l'autorité d'un pouvoir fédéral réel, nous assisterons à la création de nombreux foyers

reflétant les divisions religieuses, ethniques et sectaires de l'Irak. Cela aboutira probablement à l'établissement d'un Jihadistan enjambant les frontières, riche en ressources et en combattants, faisant de la région une zone d'attraction pour un nombre illimité de jihadistes venus de partout (c'est déjà le cas).

A partir de cette base, le conflit irakien, après celui de la Syrie, risque de pousser définitivement la région vers une guerre de religions chiite-sunnite. Cela n'épargnera pas certains pays fragiles de la région, comme ceux du Golfe.

Le Kurdistan irakien, en cas de pérennisation de l'avancée jihadiste, ne restera pas à l'abri. Ce qu'on appelait les zones disputées, entre les Kurdes et le pouvoir fédéral sous domination chiite, deviendront vite des zones de conflit,

voire de guerre. Ceux-là, en prenant le contrôle de toute la partie abandonnée par l'armée régulière, ont satisfait une demande nationaliste mais, de l'autre côté, se sont exposés à un danger potentiel: comment contrôler autant de territoires lourds de conflits virtuels? Les zones disputées sont kurdes, mais que faire des 40% à 45% d'Arabes, Turkmènes, chrétiens et autres de Kirkouk, ou encore des Arabes et des minorités de la plaine de Ninive ou du nord de Diyala?

Sur toutes ces questions, les Kurdes, quoiqu'unis face aux jihadistes, sont divisés vis-à-vis de Bagdad. Jusqu'où cette déflagration risque-t-elle de se propager? Sans un coup d'arrêt franc et la reprise des initiatives, l'occupation de Fallouja, Ninive, Tikrit, etc. continuera pour embrasser toute la zone sunnite, jusqu'aux portes de Bagdad. D'ores et déjà, l'armée irakienne est appelée à se restructurer sérieusement. La fidélité de ses chefs est ébranlée, et,

dans la foulée, la crédibilité même de leur commandement. Les partis traditionnels sunnites ne sortiront pas indemnes. Sans une initiative internationale avec une participation effective des pays voisins de l'Irak, le pays restera dans l'œil du cyclone, particulièrement si l'espace parcouru par les combattants jihadistes est maintenu dans son étendue, de la Syrie à l'Irak.

**Dernières publications (sous la direction):** «la Constante "tribu", variations arabomusulmanes», Demopolis, Paris 2013.



4 JUILLET 2014

# Irak: les Kurdes tentés par l'indépendance

**CONFLIT** Profitant de l'avancée de l'EIL, la région autonome annonce l'organisation d'un référendum.

Après les gains territoriaux, l'offensive politique. Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a demandé jeudi à son Parlement d'organiser un référendum d'indépendance. «Cela renforcera notre position et sera une arme puissante», a-t-il assuré, selon un enregistrement produit par l'AFP. Barzani n'avait pas caché, lors d'une interview donnée en début de semaine, qu'il comptait profiter de l'offensive des jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), lancée début juin, pour réactiver le processus d'une indépendance réclamée depuis des décennies.

**Colonnes.** Le 12 juin, les Kurdes irakiens ont récupéré la ville de Kirkouk – riche en réserves pétrolières – qu'ils revendiquent comme capitale. Ils n'ont pas eu à se battre, profitant simplement de la fuite de l'armée, effrayée par l'avancée des colonnes de combattants de l'EIL. Les *peshmergas* assurent depuis le contrôle de la ville. Barzani a affirmé qu'il n'était pas question de revenir sur cet état de fait. Ses propos ont été condamnés par le Premier ministre irakien chiite, Nouri al-Maliki, qui a rétorqué que personne n'avait «le droit d'exploiter les

événements qui ont lieu pour imposer un fait accompli». Mais Al-Maliki n'a pas les moyens de forcer les Kurdes à se retirer de Kirkouk, ni même de modérer leurs revendications d'autodétermination. Les pays occidentaux estiment que c'est sa politique sectaire et son refus de prendre en compte les revendications des sunnites qui ont permis aux jihadistes de s'allier avec des tribus et des anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein,

**«Personne n'a le droit d'exploiter les événements qui ont lieu pour imposer un fait accompli.»**

**Nouri al-Maliki** Premier ministre irakien

rendant possible leur offensive dans le Nord irakien. Les Etats-Unis le pressent désormais d'accepter de former un gouvernement d'union nationale, dans lequel Kurdes et sunnites récupéreraient des postes clés. Mais mercredi, la première séance du Parlement issu du scrutin du 30 avril, a tourné au pugilat entre députés qui s'insultaient tandis que d'autres quittaient la salle. Cette paralysie politique inquiète les Etats-Unis, qui ont appelé les députés à former «avec toute l'urgence que la

situation actuelle nécessite» un nouveau gouvernement, prévenant que «le temps jouait contre eux». «Les hommes politiques en Irak doivent réaliser que [le pays] n'est plus dans une situation normale», a ajouté l'envoyé de l'ONU Nickolay Mladenov.

**Tractations.** Al-Maliki, à qui l'on reproche également la déroute de l'armée face aux avancées des jihadistes, pourrait être contraint de renoncer à briguer un troisième mandat. Les noms de Hussein al-Chahristani, numéro 2 du gouvernement sortant, Adel Abdel-Mehdi, ancien vice-président, et Ahmed Chalabi, an-

cien vice-Premier ministre, circulent pour le remplacer. Ces tractations font le jeu de l'Etat islamique et de ses alliés sunnites, qui contrôlent toujours Mossoul, la deuxième ville d'Irak, et Tikrit, malgré la tentative de contre-offensive des forces irakiennes. Le chef du groupe jihadiste, Abou Bakr al-Baghdadi, vient d'appeler les musulmans «compétents», qu'ils soient médecins ou militaires, à rejoindre le «califat» qu'il a instauré à cheval sur la Syrie et l'Irak.

LUC MATHIEU



# IRAK Les Kurdes prêts à un référendum sur l'indépendance

Le 3 juillet, le président de la région autonome du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, a officiellement demandé au Parlement de trouver une date pour le référendum sur l'indépendance. Une initiative qui ne plaît pas aux Américains et aux Britanniques, qui souhaitent préserver l'unité de l'Irak.

Courrier international  
Hamdam Mostafavi  
4 juillet 2014

Les Kurdes irakiens, dont la région est déjà autonome, avancent vers la voie d'un référendum et d'une séparation de l'Irak. Dans ce but, le gouvernement d'Erbil s'est lancé dans une vaste campagne diplomatique pour défendre l'indépendance kurde", écrit le journal kurde irakien Rudaw, au lendemain de l'annonce par le président de la région autonome, Massoud Barzani, de l'organisation prochaine d'une consultation de la population. "Cela fait dix ans que nous attendons et la situation [de l'Irak] ne fait qu'empirer. Nous devons penser à nous-mêmes et à notre avenir", a-t-il déclaré devant les députés. "Nous devons décider pour nous-mêmes et ne pas laisser les autres le faire à notre place."

Le Kurdistan d'Irak est autonome depuis les années 1990, un statut qui s'est renforcé dans l'Etat irakien fédéral mis en place après la chute de Saddam Hussein, en 2003. La région possède son propre gouvernement et ses propres institutions. Environ 5 millions de Kurdes vivent dans cette région, sur les 28 millions de Kurdes disséminés sur quatre pays (Irak, Iran, Turquie et Syrie). L'offensive de l'EEIL [Etat islamique en Irak et au Levant] sur le centre de l'Irak donne à cette région prospère l'occasion de se séparer du gouvernement de Bagdad, avec lequel les



◆ Massoud Barzani arrive au Parlement régional kurde, le 3 juillet 2014.

relations sont houleuses depuis dix ans, notamment avec le Premier ministre chiite Nouri Al-Maliki. La zone pétrolière de Kirkouk, très disputée, a été récupérée par les peshmergas (milices kurdes) après la déroute de l'armée irakienne.

Pour le journal Rudaw, le contexte est donc favorable à l'indépendance, surtout que la région reste relativement protégée d'une offensive militaire. En effet, "il est peu probable que les djihadistes de l'EEIL s'attaquent prochainement à la puissante armée kurde. Les sunnites de l'EEIL ont des différends essentiellement avec le gouvernement de Bagdad. Quand aux Kurdes, ils ne vont pas se mettre à attaquer l'EEIL en dehors de leur territoire kurde, sauf en cas de concessions majeures de Al-Maliki. Et le gouvernement

de Bagdad, avec son armée disloquée et l'offensive djihadiste, n'est absolument pas en mesure de reprendre aux Kurdes Kirkouk et les autres territoires disputés."

De son côté, l'hebdomadaire Kurdish Globe s'interroge sur "la volonté américaine et britannique de préserver un Irak uni et faible dirigé par le pire des dirigeants. Pourquoi ne préfèrent-ils pas que les Kurdes, les chiïtes et les sunnites vivent en paix et indépendamment chacun dans leur Etat ? Le secrétaire d'Etat américain John Kerry et le représentant britannique William Hague, tous les deux venus en visite au Kurdistan, n'avaient pas d'autres visions pour l'avenir que de préserver un Etat irakien uni mais faible."

Aux Etats-Unis, le Christian Science Monitor tente d'expliquer les réticences de Washington. "Le désir d'indépendance des Kurdes, tout à fait compréhensible, révèle néanmoins un dysfonctionnement majeur du système politique irakien. Les Kurdes ont 19 % des sièges au Parlement d'un pays dont ils ne souhaitent plus faire partie. Or la présence des Kurdes est indispensable à Nouri Al-Maliki pour garder son gouvernement, car, sans cette alliance, il ne possède pas la majorité. Si les Kurdes continuent dans leur quête d'indépendance, cela signifie que les modes de gouvernance mis en place par les Etats-Unis, y compris la constitution irakienne, vont s'effondrer." ◆

REUTERS

## Un Kurdistan irakien indépendant serait "catastrophique"-Sissi

06 juillet 2014 / Yasmine Saleh / REUTERS

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a déclaré dimanche que la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien conduirait à un éclatement "catastrophique" du pays.

Les déclarations du président du pays le plus peuplé du monde arabe reflètent la montée des craintes de voir les divisions actuelles aboutir à un renforcement des islamistes qui ont proclamé un "califat" sur les territoires qu'ils contrôlent en Irak et en Syrie.

"Le référendum que réclament aujourd'hui les Kurdes n'est en réalité rien d'autre que le début d'une division catastrophique de l'Irak en petits Etats rivaux", a dit le président égyptien lors d'une rencontre avec des journalistes, selon des propos rapportés par l'agence de presse Mena.

Le président de la région autonome kurde d'Irak, Massoud Barzani, a demandé jeudi au parlement régional d'entamer les préparatifs d'un référendum d'indépendance.

Les quelque cinq millions de Kurdes d'Irak, qui jouissent d'une large autonomie de fait depuis le début des années 1990, ont étendu le territoire sous leur contrôle de près de 40% ces dernières semaines, en profitant du repli de l'armée irakienne face aux combattants islamistes sunnites de l'Etat islamique (ex-Etat islamique en Irak et au Levant).

Abdel Fattah al Sissi a déclaré dimanche avoir mis en garde l'Europe et les Etats-Unis contre les ambitions de l'ex-EIIL, qui concernent selon lui aussi son pays.

"L'EIIL a un projet de prise de contrôle de l'Egypte", a-t-il dit. "J'ai mis en garde les Etats-Unis et l'Europe contre toute fourniture d'aide et je leur ai dit qu'ils sortiraient de Syrie pour viser l'Irak, puis la Jordanie, puis l'Arabie saoudite."

Le président égyptien, ancien chef d'état-major de l'armée, a orchestré l'an dernier la destitution de son prédécesseur, Mohamed Morsi, issu de la confrérie islamiste des Frères musulmans. Cette dernière a depuis été interdite, les autorités la considérant comme une organisation terroriste. ○

Los Angeles Times July 7, 2014

## Op-Ed

# The Kurdish option: An independent state for the Kurds, an ally for the U.S. in Iraq

By Timothy William Waters  
<http://www.latimes.com>  
July 7, 2014

¶¶ This moment requires statesmanship." That was Secretary of State John F. Kerry — a man not known for irony — in a meeting in late June with Massoud Barzani, president of Iraq's autonomous Kurdish region. Appealing to Barzani's nonexistent Iraqi patriotism, Kerry asked for the Kurdistan leadership's help in fighting Islamic militants overrunning northern Iraq, and pleaded for Kurds to help form a new government in Baghdad rather than seek independence.

But what Kerry seems to have meant is, "This moment requires provincialism," because that is what the United States is asking the Kurds to remain: a province of Iraq. The Kurds aren't likely to listen — Barzani announced a referendum on independence — and the question now is: How should the U.S. respond? Washington has long insisted on Iraq's unity — "worship[ing] at the altar of a unified yet unnatural Iraqi state," as foreign policy analyst Leslie Gelb has written. But recognizing Kurdish independence would advance American interests and better reflect American values.

The Kurds have powerful moral claims to statehood, claims denied after World War I, when a Kurdish state first proposed under Woodrow Wilson's principle of self-determination was instead divided among Turkey, Syria and Iraq. Iraqi Kurds' decades of suffering under Baghdad — including Saddam Hussein's genocidal gassing campaign — give them grounds for exit now.

Still, despite calls over the years to recognize Kurdish claims, there have long been hard-nosed, geopolitical objections. But those concerns always rested on a brittle reading of realism and have now vanished.

First, there was fear of what Kurdish self-determination might do to regional stability. But with the neighborhood in meltdown, the neighbors are having second thoughts. Turkey long opposed independence, fearing radicalization of its large Kurdish population. Officially, Turkey still opposes independence, but its response has been complex and muted because Turkey has close ties with Kurdistan and sees it as a stabilizing hedge against Islamic militancy and Iraqi chaos.

The original promise of a Kurdish state, nearly a century ago, was an expression of America's commitment to self-determination



*Soldiers with the Kurdish peshmerga relax in a room at an outpost on the edges of the contested city of Kirkuk in Iraq. (Spencer Platt / Getty Images)*

for peoples longing to be free. -

Iran has its own Kurds but also an ambiguous attitude: It is likely to have considerable influence in an independent Kurdistan and is equally eager to stop the Sunni militants of the Islamic State, formerly known as the Islamic State of Iraq and Syria, who are threatening the Shiite-dominated government in Baghdad.

Then there was fear that independence would destabilize Iraq. Reading the news, that hardly seems like a compelling argument anymore. Of course, things could get worse. Some argue that partition would provoke even more bloodshed — quite a claim, since unified Iraq has set the bar pretty high. But while partitioning Arab Iraq might provoke a maelstrom, Kurdistan in effect has already separated from Baghdad.

Independence carries risks, but there are no options that don't. Objecting to recognition because of the risk utterly ignores the very real and rising tide of bloodshed that our present policy of a unified Iraq entails. It is like objecting to the dangerous qualities of the only exit before one hurtles off a cliff.

But the most compelling argument is the realist one: Kurdish independence is happening and we don't have good alternatives, so we might as well harness it to our interests. The U.S. wants the Islamic State defeated. But neither 300 military advisors nor drones nor bombing are going to turn the tide or hold the ground. The Kurdish militia, the peshmerga, is the only fighting force in Iraq able to resist and roll back the militants.

But the Kurds don't have any incentive to carry the fight to the Islamic State — they have been beneficiaries of its success in Iraq, which has allowed them to consolidate their autonomy and seize oil-rich Kirkuk. If the U.S. wants the Kurds' aid, we will need to give them something.

So what kind of deal is Washington offering? Help defeat the Islamic State and, in exchange, please forgo independence and join a new government for the dysfunctional country you want to escape. Not a particularly attractive offer.

Kurds see their moment for exit, and they are unwilling to commit lives and treasure to maintain an Iraqi state to which they feel only the heavy bonds of painful, past entanglements. Americans should understand that. And we have something the Kurds do very much want: recognition. So America should be telling the Kurds: If you help defeat the militants in the rest of Iraq, we will recognize your independence.

We shouldn't take countries apart for pleasure, but neither should we insist on unity when states stop working for the people living in them. The Kurds have long since lost faith in Iraq and are rapidly consolidating their independence. We can resist that — scrambling to cobble together yet another dysfunctional coalition, concocting ever-more fragile federalisms — or accept the Kurds' desire and align it with our interests and our values. The original promise of a Kurdish state, nearly a century ago, was an expression of America's commitment to self-determination for peoples longing to be free.

Kerry asked the Kurds to be statesmen. Statesmanship is a quality we associate with states. The Kurds have long wanted one; perhaps now is the time. For that to happen requires statesmanship — from us. ♦

*Timothy William Waters is a professor of law and associate director of the Center for Constitutional Democracy at the Indiana University Maurer School of Law, and editor of "The Milosevic Trial — An Autopsy."*



REUTERS

# Iraqi Kurds say will sue Baghdad if it blocks oil sales

LONDON, Thu July 3, 2014

By Julia Payne and David Sheppard (Reuters)

- Letter threatens suit if Baghdad continues to hamper KRG exports
- Iraq's Supreme Federal Court blocks injunction attempt
- KRG, Baghdad disagree over meaning of court ruling

**IRAQ'S AUTONOMOUS KURDISH region has hit back at Baghdad over independent oil exports, a letter from the Kurdistan Regional Government (KRG) showed, threatening to counter sue the central government for trying to block its sales.**

The strongly worded letter shows growing confidence from the Kurdish capital Arbil in the long-running oil sales dispute, as Baghdad struggles to regain control of swathes of territory lost to a Sunni Islamic militant insurgency.

The letter, addressed to Iraqi Oil Minister Abdul Karim Luaibi from KRG Natural Resource Minister Ashti Hawrami, said the Kurds would pursue legal action by the middle of this month if Baghdad does not stop its "interference".

"(The) KRG will bring civil, and where necessary, criminal proceedings against your Ministry and any person, foreign advisor, or any entity conspiring with your Ministry in any form," Hawrami wrote, in the letter dated June 29 and carried on a KRG website. He did not specify a court for the action.

The autonomous Kurdish region has been trying to establish greater financial independence from Baghdad by selling its own oil production directly on international markets. It has largely been spared the violence affecting much of Iraq.

Baghdad has cut the KRG's budget since January over the dispute, arguing the sales are illegal, and has repeatedly threatened to sue any firm that buys oil from the autonomous region.

But since the KRG took control of the northern oil hub of Kirkuk amid the

retreat of the Iraqi military from the Islamic State-led insurgency, the autonomous region has been emboldened.

On Thursday, the president of Iraq's Kurdish north asked the region's parliament to prepare the way for a referendum on its long-sought goal of independence.

In the letter, Hawrami said Baghdad has treated the 2005 Iraqi constitution with "contempt", arguing it was designed to allow the autonomous Kurdish region to export its own oil.

"These actions of your Ministry are clearly politically motivated, hostile, illegitimate, and without constitutional basis, and contrary to the fundamental interests of the people of Iraq," the letter said.

## BAGHDAD SUPREME COURT

The KRG has also been buoyed by a ruling by Iraq's Federal Supreme Court, which denied Iraq's Oil Ministry request for a preliminary injunction against the KRG's exports.

Hawrami said this is evidence they are permitted to export their own oil under the country's 2005 constitution, though Baghdad has dismissed their interpretation of the Supreme Court ruling.

"This Court decision requires you to ensure that your Ministry immediately desists from any further actions to directly or indirectly interfere with the KRG's export of crude oil," Hawrami said in the letter.

Iraq's oil ministry called the KRG's stance on the ruling "false and misleading" saying in a statement the court made "no ruling on the substance of the case".

Tensions between the Kurdish regional capital Arbil and Baghdad have increased since the start-up of a new KRG-controlled pipeline to the Turkish port of Ceyhan in May.

The autonomous region has been exporting around 125,000 barrels per day to Ceyhan on the line, with plans to shortly double that number, but so far it has struggled to sell some of the tankers as potential buyers come under pressure from Baghdad.

Of the four tankers that have loaded the KRG's pipeline oil since May, only one has successfully delivered into an Israeli port after executing a ship-to-ship transfer in the Mediterranean. The buyer has not yet been revealed.

The KRG has denied selling oil to Israel. ○



July 6, 2014



## U.S. Should Support an Independent Kurdish State

A strategy to deal with the rapidly deteriorating situation in Iraq before we lose our influence in the region.

by Jim Hanson and Brad Patty  
pjmedia.com  
July 6, 2014

**A**merica desperately needs a strategy to deal with the rapidly deteriorating situation in Iraq before we lose our influence in the region. This strategy should be based on creating more stable political structures and should also require limited U.S. military involvement.

A powerful first step would be to encourage, then endorse, a free and independent Kurdish state. It can serve as an example of good governance that serves its people and also become an ally we can rely on in an extremely volatile region.

It is reasonable to question whether such a state is politically possible. But amidst all the concern over the resurgence of violence in Iraq between Sunni extremists and the largely Shia government, the Kurds have created a new reality on the ground. Kurdish Peshmerga forces now occupy the oil center of Kirkuk after Iraqi military forces abandoned the city. That completes their control of the northern oil fields and the pipeline shipping oil to Turkey. Although irregulars, the Peshmerga are the most competent fighting forces in Iraq and they have a good chance of holding their gains.

Another factor pointing to the potential viability of this new state is the delivery of a million barrels of Kurdish oil to Israel by way of Turkey. The Kurds recently signed a 50-year agreement to sell oil to the Turks, but were involved in a bitter dispute with the Iraqi government, which →

⇒ claims sole authority to sell oil. Baghdad's loss of sovereign control of the regions outside the Shi'a heartlands leaves it unable to stop the shipments, and the Kurds have proven they can deliver on their deal with Turkey.

The arrangement with Turkey includes a major policy shift for the government in Ankara, which had long opposed the idea of an independent Kurdistan. Huseyin Celik, a spokesman for the Turkish Justice and Development Party, told a Kurdish newspaper this month, "The Kurds of Iraq can decide for themselves the name and type of the entity they are living in." The Turkish government has previously opposed a partitioning of Iraq so this change, along with the oil deal, offers an unprecedented opportunity for the Kurds to make the move they have always wanted and declare a free state.

The more difficult question is whether the new Kurdish state should encompass all of what is commonly known as Kurdistan. That includes not just the portions of Iraq they currently govern, but parts of Turkey, Iran and Syria. It seems possible that Turkey has already resigned itself to the idea and sees the Kurds as a reliable trading partner

and a buffer from the chaos in Iraq. It is much less likely that Iran and Syria would be so sanguine regarding the situation. But that is not a reason to shy away from the greater Kurdistan solution. Neither of those countries is acting in good faith with us on any number of issues and a reminder that we can still act as the strong horse could actually help that.

The United States should encourage and back this declaration fully. We should recognize the state and establish an embassy once it is made. The truth is that the U.S. has few legitimate allies in the region, but a Kurdish free state would create one. We developed a large amount of good will with them by enforcing no-fly zones that stopped Saddam Hussein's genocidal attacks on their population. The Kurds welcomed American forces during the Iraq war and provided some of the most reliable forces that fought alongside us during that long conflict. U.S. support for a Kurdish state could cement that relationship and provide us with an actual partner and friend in the most volatile region in the world. It would also provide a secure base from which we could operate Special Forces or drone-strike missions to constrain the fighting in the other parts of Iraq. ♦

THE JERUSALEM POST July 8, 2014

## Disavowing Kurdish independence, Turkey prepares for Kurdish energy future

By MICHA'EL TANCHUM  
July 8, 2014  
www.jpost.com

**T**urkey seems to have officially disavowed any support for the independence of the Kurdistan Regional Government in Iraq.

Turkey seems to have officially disavowed any support for the independence of the Kurdistan Regional Government in Iraq, despite AK Party deputy chairman Hüseyin Çelik's June 28 comments to The Financial Times to the contrary. However, the KRG's recent export of oil to Turkey's Mediterranean oil port of Ceyhan, which after transshipment arrived in Israel's Ashkelon port, highlighted the economic benefit to Turkey of a Kurdish political entity in Iraq with sufficient autonomy to market its energy independent of the constraints of the Iraqi central government in Baghdad.

Indeed, Ankara's far-sighted effort to become a leading energy transportation hub includes a new oil refinery on Turkey's Aegean coast and the Trans-Anatolian Natural Gas Pipeline that respectively can accommodate oil and natural gas from the autonomous Kurdish region of Iraq.

The new \$5.6 billion STAR oil

refinery is being built at the Petkim Petrochemical Complex about 50 km north of the Turkish coastal city of Izmir. Petkim is the largest petrochemicals manufacturer in Turkey and currently accounts for approximately 30 percent of Turkey's market share for refined petroleum products.

Petkim is aggressively seeking to increase its market share by replacing imported products with its own products produced in Turkey. The STAR refinery will provide Petkim's plants with feedstock fuel that will enable Petkim to manufacture high value petroleum products at a considerable cost reduction with the effect of cutting down Turkey's dependence on imported refined petroleum products, particularly in critical sectors such as diesel fuel and jet fuel.

In addition to Azeri Light grade and Russian Urals grade oil, the STAR refinery is being constructed with the capability of refining Kirkuk grade crude oil allowing Petkim to manufacture high value petroleum products from crude oil imported from the KRG. Test production of the refinery will start in early 2017 and it is expected to become operational by 2018.

The Trans-Anatolian Natural Gas Pipeline (TANAP) also carries the potential for an independent

Kurdish political entity to market its natural gas resources to Turkey and the EU.

The \$10.5b. TANAP is being constructed by Azerbaijan's state oil company SOCAR and its junior partner the Turkish state-owned oil and natural gas pipeline company BOTAS, which owns a 30% stake in the project.

With an initial capacity of 16 billion cubic meters (bcm), TANAP will initially receive gas from Azerbaijan's Caspian Sea Shah Deniz field and then transport the gas across Turkey to the Turkish-Greek border where it will link with the Trans-Adriatic pipeline (TAP) for delivery to the European Union. Expected to be fully operational by 2018, Turkey will receive approximately 6 bcm with the remaining 10 bcm intended for the EU.

Once operational, the volume of natural gas transported via TANAP is expected to increase by one billion cubic meters per year. Since Turkey's domestic natural gas consumption has more than tripled, jumping from 15 bcm in 2000 to 46 bcm in 2010, the gas delivered via TANAP is of considerable importance to the continued functioning of the Turkish economy.

Additionally, the Turkish economy stands to benefit substantially

from the lucrative transit revenues received for gas transported to the EU across its territory. Aside from natural gas from Azerbaijan, TANAP also will be able to transport natural gas from the KRG should it be sufficiently independent to sell its gas. Experts estimate that the KRG could export 10 bcm of natural gas to Turkey as early as 2020.

With the countries of the Arab Middle East embroiled in unprecedented political turmoil that is straining their relations with Turkey, the AKP government's deepening relationship with the KRG constitutes a foreign policy achievement with significance for Turkey's long-term geo-strategic position. Turkey's ambition to become a global energy hub would benefit from a Kurdish political entity sufficiently independent to market its hydrocarbon energy resources via Turkey.

While the exact political relationship between Turkey and an independent Kurdish government is yet to be determined, the infrastructure of the economic relationship is being established. ♦

*The author is a Fellow at Shalem College, Jerusalem, and at the Middle East and Asia Units of the Hebrew University's Truman Research Institute for the Advancement of Peace. He also teaches in Tel Aviv University's Department of Middle Eastern and African History.*

# Pour les Kurdes de Turquie, ce sera Erdogan

**Pour le chroniqueur Sahin Alpay, on peut séparer l'électorat kurde en deux groupes : les conservateurs pro-AKP et les nationalistes pro-HDP. Mais si un second tour des présidentielles devait mettre face à face Erdogan et Ihsanoglu, les Kurdes choisiraient le candidat qui leur apparaît comme un moindre mal : Erdogan.**

Par Redaction | 08 / juillet / 2014  
SAHIN ALPAY  
s.alpay@todayzaman.com

Aux présidentielles du mois d'août, je voterai pour Ekmeleddin Ihsanoglu, candidat commun des partis kémalistes CHP et MHP, tout simplement parce que, contrairement à Selahattin Demirtas, candidat du HDP, parti pro-kurde, il peut recueillir plus de votes contre le Premier ministre turc actuel, Erdogan, candidat de l'AKP.

Ihsanoglu est bien entendu un universitaire et diplomate respectable, mais il est très improbable qu'il recueille assez de votes pour qu'Erdogan ne soit pas élu. La candidature d'Ihsanoglu pourrait, en effet, pousser certains électeurs du CHP à s'abstenir de voter, car pour eux, le profil idéologique de ce candidat n'est pas adapté à leur ligne laïque. Même dans ce cas, Erdogan pourrait ne pas être élu au premier tour le 10 août, mais il semble prêt à remporter le second tour qui aura lieu deux semaines plus tard.

**Deux groupes de Kurdes : conservateurs pro-AKP et nationalistes pro-HDP**  
J'ai passé le dernier week-end de juin à



Diyarbakir, principale ville du Kurdistan turc que les Kurdes nomment Amed, et ai parlé avec des représentants politiques et de la société civile qui couvrent quasiment tout le spectre politique de la région. Ce que je voulais leur demander, ce n'est pas s'ils allaient ou non voter pour Erdogan mais plutôt pour quelle raison ils allaient le faire ?

Il existe, chez les Kurdes de Turquie, tout un éventail de préférences politiques. D'un côté, il y a ceux qui disent «Je ne suis pas Turc, mais citoyen de Turquie», et de l'autre, ceux qui disent «Ce n'est pas le problème kurde, mais le problème du Kurdistan qui doit être réglé».

Il y a ceux qui considèrent que le PKK est seul garant de la libération des Kurdes de Turquie, alors que d'autres le voient comme le principal obstacle. Malgré cela, on peut toujours les séparer en deux groupes de même taille, plus ou moins : d'un côté, les conservateurs qui votent pour l'AKP et de l'autre, les nationalistes qui votent pour le HDP, parti pro-PKK.

**«Le vote des Kurdes sera très certainement favorable à Erdogan»**

Il est hors de question pour les Kurdes conservateurs de voter pour un autre candidat

qu'Erdogan. Ils sont plutôt satisfaits que le déni de l'identité kurde n'existe plus, que la paix domine dans la région depuis maintenant un an et que les conditions de vie se soient améliorées sous le gouvernement de l'AKP. Ils voient clairement l'autoritarisme d'Erdogan et les allégations de corruption dans lesquelles est impliqué son gouvernement et des membres de sa famille comme des questions secondaires.

Les Kurdes conservateurs de la région et d'ailleurs en Turquie choisiront donc Erdogan. Si le HDP soutient que la course aux élections se fera entre Erdogan et Selahattin Demirtas, son leader et candidat à la présidentielle, cela reste très peu probable. Des études indiquent que si Erdogan ne gagne pas au premier tour, la compétition au second tour se fera entre lui et Ihsanoglu.

Que va donc conseiller le HDP à ses électeurs ? Il ne leur conseillera certainement pas de voter pour Erdogan, à qui il ne fait pas confiance, mais laissera ses électeurs décider seuls, auquel cas leur vote sera certainement favorable à Erdogan dont le gouvernement est engagé dans des négociations de paix avec le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan.

En gros, si Erdogan ne remporte pas les élections au premier tour, il est sûr de gagner au second tour grâce aux votes des Kurdes de Turquie.

**Pour les Kurdes, Erdogan apparaît comme un moindre mal**

On ne peut pas blâmer les Kurdes pour cela. Pourquoi ceux-ci, dont l'identité a été supprimée et qui ont été sujets à une assimilation forcée pendant des décennies par les gouvernements kémalistes, devraient-ils voter pour le candidat des partis kémalistes ?

L'amère réalité, c'est que la République de Turquie a si mal traité les Kurdes qu'ils préféreraient aujourd'hui élire un Erdogan susceptible de mener le pays dans la tourmente, simplement parce qu'il apparaît comme le moindre mal. Erdogan va donc très certainement être élu prochain président de la Turquie, si ce n'est au premier tour, au second tour.

□ □ □

AFP

## Irak: appel du HCR à aider le Kurdistan, hôte de milliers de déplacés

Camp de réfugiés Al-Khazar (Irak), 17 juillet 2014 (AFP)

**LE HAUT COMMISSAIRE aux réfugiés de l'ONU (HCR) a pressé jeudi la communauté internationale de venir en aide au Kurdistan irakien, dont il a salué la "générosité" pour avoir accueilli des milliers de personnes ayant fui l'offensive d'insurgés sunnites.**

Antonio Guterres a déclaré à la presse lors d'une visite dans le camp de déplacés d'Al-Khazar qu'il était "touché par la générosité et la solidarité du gouvernement et du peuple au Kurdistan en ces moments difficiles".

Le Haut commissaire, qui avait rencontré mercredi les dirigeants irakiens à Bagdad, a pressé la communauté internationale d'apporter "une aide massive" pour les déplacés irakiens et pour "aider le gouvernement et le peuple du Kurdistan".

Environ 2 millions de personnes ont été déplacées par les violences en Irak cette année, dont plusieurs centaines de milliers depuis le début de l'offensive, le 9 juin, des

insurgés sunnites conduits par les jihadistes de l'Etat islamique, qui se sont emparés de larges pans de territoires en Irak.

Une bonne partie des déplacés de l'offensive qui ont fui la province de Ninive (nord) se sont installés dans des camps proches du poste de contrôle d'Al-Khazar, sur la principale route reliant les zones arabes du nord de l'Irak à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan.

M. Guterres a rappelé que le Kurdistan, en grande partie épargné par les violences qui touchent le reste de l'Irak, avait déjà accueilli les réfugiés du conflit en Syrie, rendant la situation d'autant plus difficile que le gouvernement central à Bagdad a stoppé l'envoi à Erbil de sa part dans les revenus pétroliers de l'Etat.

"Même sans ces ressources, le gouvernement et le peuple au Kurdistan ont pu recevoir tous ces déplacés et partagé avec eux tout ce qu'ils ont", a ajouté le chef du HCR.

Profitant du retrait de l'armée irakienne face à l'avancée des insurgés sunnites, les forces kurdes ont pris le 12 juin le contrôle de Kirkouk, un territoire disputé avec Bagdad.

Massoud Barzani, le président du Kurdistan, avait lancé début juillet un projet de référendum d'indépendance, ajoutant que le moment était venu d'organiser une telle consultation, puisque l'Irak est déjà de facto divisé, en raison de l'offensive des insurgés. ●



# Dans Kirkouk, la Jérusalem kurde

**Les premiers bénéficiaires du chaos irakien pourraient être les Kurdes : ils ont profité des combats pour s'emparer de Kirkouk, qu'ils considèrent comme leur capitale historique. Mais le rêve d'un Etat unifié est encore lointain, car ils ne peuvent se maintenir à l'écart des soubresauts qui agitent la région. Et, en Irak comme dans les pays avoisinants, ils restent profondément divisés.**

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
ALLAN KAVAL \*

**S**UR la route qui mène de Kirkouk, ville tout juste passée sous le contrôle des forces du gouvernement régional du Kurdistan, à Haouidja, localité sunnite où flotte depuis quelques jours la bannière de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), les Jeep du convoi militaire kurde font brutalement demi-tour. Le chauffeur du véhicule de tête a dépassé sans s'en rendre compte le dernier point de contrôle kurde, roulant vers les positions adverses situées à moins d'un kilomètre, avant de réaliser son erreur.

C'est que la frontière est toute récente : les bâtiments de béton de l'ancien poste des forces de sécurité irakiennes viennent de changer d'occupants. Ternies par le soleil et la poussière, les couleurs de l'Irak fédéral sont encore visibles sur un de leurs murs, mais les jeunes peshmergas (1) y ont déjà planté leur drapeau : celui du Kurdistan. A quelques centaines de mètres, la route passe sous un pont qui marque la limite à ne pas franchir : les hommes de l'EIL attendent de l'autre côté. Après deux jours sans accrochage, nulle raison de tenter le diable. L'armement est léger. Les hommes. au repos. On ne se battra pas aujourd'hui.

« Nous sommes ici pour sécuriser les territoires kurdes désertés par l'armée irakienne, pas pour nous impliquer dans une guerre civile », déclare le général Sherko Fatih, qui dirige les forces kurdes stationnées dans la région. Echappant de fait à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe (1990-1991), et ayant obtenu la reconnaissance constitutionnelle de son autonomie après la chute de Saddam Hussein, le Kurdistan irakien voit se réaliser ses aspirations territoriales historiques avec l'effondrement, dans le nord du pays, d'un Etat central dominé par des partis arabes chiïtes.

Les forces armées irakiennes ont été dispersées par l'offensive lancée sur Mossoul et sur les zones de peuplement sunnite par l'alliance hétéroclite d'Islamistes, de nationalistes et de baasistes qui avance dans le sillage de l'EIL. Elles ont laissé derrière elles leurs bases, leurs armes, et un vide sécuritaire que les peshmergas se sont empressés

de combler dans les « territoires disputés ». Depuis 2003, les principales formations politiques kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), concurrençaient l'Etat central sur cette bande de terre intermédiaire.

Le véritable front de la nouvelle guerre d'Irak est ailleurs : dans les villes conquises par la mouvance sunnite de l'EIL. Ses combattants font face aux miliciens et aux volontaires qui répondent en masse à l'appel au djihad lancé par l'ayatollah Ali Al-Sistani, la plus haute autorité chiïte d'Irak. Dans les marges de cette guerre confessionnelle, les Kurdes consolident leurs acquis. Une nouvelle frontière de mille cinquante kilomètres s'étend de la ville de Khanakin, proche des frontières de l'Iran, aux zones kurdes de Syrie, menacées par l'EIL et passées depuis juillet 2012 sous le contrôle de la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, le Parti de l'union démocratique (PYD).

Sur une diagonale qui fend l'Irak en deux de nord-ouest en sud-est, s'agrandissent maintenant un chapelet de points de contrôle qui marquent la nouvelle limite entre le Kurdistan et les zones insurgées. Si des escarmouches se produisent ponctuellement, on est loin d'une guerre totale. Pour un ancien notable baasiste de Kirkouk qui a l'oreille des groupes armés en présence, « leur adversaire commun, l'Etat central chiïte, n'existe plus dans le nord de l'Irak : Kurdes et Arabes sunnites ont tout intérêt à conserver des relations de bon voisinage ».

## EXPORTER DU PÉTROLE EN PASSANT PAR LA TURQUIE

La professionnalisation à outrance de la scène irakienne conduit ainsi à un comble : des nationalistes arabes sunnites, qui forment une part importante des groupes ralliés à l'EIL, affirment la nécessité d'une certaine entente avec les Kurdes. « Des affrontements peuvent avoir lieu et faire des morts, mais c'est parce que le mouvement sunnite n'est ni unifié ni suffisamment contrôlé par ses chefs.

Au plus haut niveau, on évite les dégâts », explique un militant proche des insurgés. Cette situation paradoxale a permis la satisfaction de la revendication essentielle du mouvement kurde en Irak : le contrôle de la ville et de la province de Kirkouk, « Jérusalem des Kurdes » dans le discours nationaliste. Y vivent d'importantes minorités turkmènes et arabes. Depuis 2005, leur sort était suspendu à l'article 140 – jamais appliqué – de la Constitution irakienne, qui prévoyait un recensement et la tenue d'un référendum sur un éventuel rattachement au Kurdistan autonome.

A Kirkouk, le retrait des forces irakiennes n'a fait que confirmer la suprématie des Kurdes. Dominant le conseil provincial depuis l'invasion américaine de 2003, ils se sont approprié les équipements militaires disponibles. Ils exercent dorénavant le monopole de la force et ne sont pas prêts à le céder si on devait assister à une tentative de retour de l'Etat central.

Ainsi se dissipent les fictions juridiques et institutionnelles censées organiser le partage du pouvoir entre Bagdad et Erbil, la capitale du gouvernement régional du Kurdistan, dans l'Irak post-Husseïn (2). Les Kurdes, qui s'étaient emparés par la force en 2008 d'une partie de l'immense champ pétrolier de Kirkouk, pourraient maintenant en jouir dans sa totalité. M. Ashti Hawrami, leur ministre des ressources naturelles, a annoncé, dans les jours qui ont suivi le retrait irakien, la construction d'infrastructures permettant de pomper le pétrole toujours officiellement sous contrôle fédéral et de le mélanger à celui produit sur le territoire du gouvernement régional. L'exportation vers les marchés internationaux se ferait ensuite de manière autonome, en passant par la Turquie. Le 21 juin 2014 a eu lieu la première livraison de brut produit au Kurdistan irakien : il a été expédié depuis le port turc de Ceyhan vers celui d'Ashkelon, en Israël. En position de force, les Kurdes pourraient arracher à Bagdad, dont la souveraineté sur l'ensemble du territoire irakien est toujours reconnue sur le plan international, un accord favorable.

Par la voix de son premier ministre, M. Nechirvan Barzani, le gouvernement régional s'est prononcé en faveur de la formation d'une zone arabe sunnite autonome autour de Mossoul. Pour autant, on aurait tort d'en déduire que son renforcement en tant qu'entité autonome exclut sa participation au jeu irakien. Il intègre un ensemble de dynamiques politiques dont Bagdad reste l'un des pôles, au même titre qu'Ankara et Téhéran – en raison de l'influence iranienne sur la classe politique chiïte en Irak. Les élites kurdes ont encore intérêt à jouer de leur influence au sein de l'Etat irakien, même dans un environnement où les frontières se brouillent et où les acteurs – étatiques et non étatiques – qui entrent dans l'équation se multiplient.

## TIRAILLÉS ENTRE ANKARA ET TÉHÉРАН

En outre, les Kurdes irakiens ne forment pas une entité cohérente dont l'action serait déterminée par un programme commun bien compris. Le PDK et l'UPK restent dans une certaine mesure des partis-Etats dotés de leurs territoires, de leurs forces armées ; ils poursuivent leurs intérêts propres et entretiennent des alliances parfois divergentes. Ainsi, le PDK domine le secteur des hydrocarbures, ce qui détermine son

\* Journaliste.

alignement sur les positions diplomatiques d'Ankara, du fait des ambitions de la Turquie dans le domaine énergétique. L'UPK, elle-même parcourue par de puissantes divisions internes, entretient de meilleures relations avec l'Iran et, par ricochet, avec le PKK. Celui-ci s'oppose à l'influence du PDK au Kurdistan turc et surtout au Kurdistan syrien, qu'il tient à voir rester sous la coupe de ses alliés locaux.

Bien que les responsables des deux bords s'attachent à minimiser ces divergences, le chaos dans lequel est plongé l'Irak tend à les alimenter. D'après le général Jabbar Yawar, secrétaire général du ministère des peshmergas du gouvernement régional dans le sud-est du Kurdistan irakien, l'UPK domine et collabore en bonne intelligence avec l'armée fédérale, encore positionnée sur quelques dizaines de kilomètres avant la frontière iranienne. Hégémonique dans le nord-ouest, le PDK, lui, est plus enclin à trouver un langage commun avec certaines composantes de la mouvance sunnite. Par ailleurs, si Kirkouk, avec ses bases militaires et ses ressources, se situe à la frontière de l'Irak arabe et du Kurdistan, elle se trouve également sur la ligne de contact entre les zones d'influence respectives de l'UPK et du PDK. Dominée par l'UPK depuis la chute de l'ancien régime, elle redevient, après le départ des troupes irakiennes, un objet de rivalité entre les deux principales formations kurdes.

### LA NOUVELLE FRONTIÈRE N'EST PAS UNE LIGNE CLAIRE

Cette tendance au morcellement se trouve encore renforcée, dans les territoires anciennement disputés à Bagdad, par la pluralité des populations. Au clivage entre Kurdes, Turkmènes et Arabes s'ajoutent des différences confessionnelles, ces

trois communautés étant traversées par la ligne de partage entre chiite et sunnites. Dans les interstices du contrôle sécuritaire exercé – conjointement ou séparément – par l'UPK et le PDK bourgeonnent ainsi des milices fondées sur ces multiples manières d'être « l'autre » de quelqu'un. Elles agrègent, en fonction de leurs affiliations, les membres des anciennes forces de sécurité fédérales. Chacun de ces groupes armés trouve des alliés lointains contre ses ennemis proches.

La nouvelle frontière du Kurdistan n'est donc pas une ligne claire, mais une zone composite et dévastée, faite de points de contrôle, d'enclaves, de poches où diverses autorités fondées en premier lieu sur la force coopèrent, s'ignorent, se concurrencent, se combattent. A une dizaine de kilomètres du centre de Kirkouk, où la vie suit son cours ordinaire dans le voisinage de la guerre, la localité de Taza, peuplée de Turkmènes chiites, donne un aperçu de cette réalité. Bechir, un village voisin, également turkmène et chiite, a été pris il y a peu par les membres de tribus sunnites installés par le régime de Hussein en 1986, puis chassés en 2003 par les habitants originels. Grâce à l'EIL, ils ont trouvé l'occasion de reprendre possession des terres et des biens de leurs voisins. Dans les rues silencieuses de Taza circulent des jeunes gens armés qui se rendent à la mosquée. Là, en uniforme militaire, coiffé de son turban religieux, le représentant local de l'ayatollah Al-Sistani appelle les hommes au martyre pour la reconquête de Bechir.

Dans la cour, des membres grisonnants du parti chiite Al-Daawa, anciennement exilés en Iran, dont ils sont revenus avec la coiffure et la barbe des gardiens de la révolution. Ils se préparent à rejoindre une réunion présidée par des comman-

dants de la milice Badr, qui coordonnent leur action avec des milices chiites mises en place il y a six mois par le gouvernement central. A quelques kilomètres, un char soviétique et quelques blindés récupérés en 2003 par les peshmergas de l'UPK dans les casernes de Hussein, ainsi qu'une centaine de combattants kurdes, se sont positionnés sur le canal qui sépare Taza des forces sunnites. Ils contrôlent le pont qui mène de l'autre côté. Une délégation du PKK de passage y a accroché un drapeau à l'effigie de son chef, M. Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie.

Plus loin, au bord de cette voie d'eau d'une dizaine de mètres de large, une tente du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés abrite du soleil une dizaine d'adolescents en armes, sous un drapeau à la gloire d'Ali (3). Un jeune homme qui n'avait pas 10 ans en 2003 porte en bandoulière un kalachnikov modifié pour ressembler à un fusil d'assaut américain. Vêtu d'un treillis militaire et d'un maillot de contrefaçon de l'Olympique lyonnais, il se fait prendre en photo avec un policier déserteur qui a répondu à l'appel aux armes de l'ayatollah Al-Sistani, tandis qu'au loin quelques coups de feu fusent vers une cible inconnue.

ALLAN KAVAL.

(1) Littéralement « ceux qui vont au-devant de la mort » : nom des membres des forces armées du Kurdistan irakien hérité des années de guérilla contre l'Etat central.

(2) Lire Vicken Cheterian, « Chance historique pour les Kurdes », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(3) Genre du prophète Mohammed, vénéré par les chiites.



LE NOUVEL OBSERVATEUR 3 JUILLET 2014

SYRIE

## LE BOOMERANG DES ARMES AMÉRICAINES

L'offensive victorieuse des djihadistes de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL) en Irak bouleverse aussi l'équilibre des forces en Syrie. Il était combattu jusque-là par les autres groupes armés insurgés contre le régime de Bachar al-Assad, y compris par le Front Al-Nosra, branche locale d'Al-Qaïda. Or, l'EIL, fort du trésor de guerre et des armements nouveaux récupérés en Irak, a entrepris de diviser le Front Al-Nosra et d'attirer à lui une bonne partie de ses combattants. Après avoir réduit l'intensité de ses opérations militaires contre ses rivaux syriens, pour concentrer ses forces sur l'Irak et mener des négociations, l'EIL a remporté la semaine dernière un premier succès : à Boukamal, une localité frontalière de l'Irak, les combattants du Front



Militants de l'Etat islamique, à Mossoul le 23 juin

Al-Nosra ont décidé de faire allégeance à l'EIL qui venait de piller les banques, le trésor public, les postes de police, les casernes et les arsenaux de la 2<sup>e</sup> division irakienne à Mossoul. Plusieurs hélicoptères, de fabrication russe et américaine, avec leur armement et leurs systèmes de communication seraient même tombés aux mains des assaillants, qui ne semblent pas, pour le moment, être en mesure de les utiliser. A la consternation des responsables américains, une partie du matériel militaire moderne – véhicules de combat Humvee, transports de troupes blindés, camions, artillerie, missiles antichar et même quelques chars – livré hier sur l'Irak par le Pentagone va se retrouver en Syrie aux mains des djihadistes les plus fanatiques, que Washington ne voulait à aucun prix armer... **RENÉ BACKMANN**

# Ankara tempère son opposition à un Etat pour les Kurdes irakiens

06 juillet 2014  
letemps.ch

**L**a Turquie, après avoir engagé un processus de paix avec les Kurdes sur son propre territoire, se résigne désormais à la création d'un Etat kurde indépendant chez son voisin irakien ravagé par la guerre. La menace croissante des jihadistes à ses portes a modifié la donne.

L'idée d'un Etat kurde indépendant était auparavant dénoncée par Ankara qui craignait qu'elle ne débouche sur un Kurdistan élargi englobant ses propres régions dont la population est en majorité kurde. Mais la Turquie a progressivement changé de position pour nouer une nouvelle alliance avec les Kurdes irakiens.

Rompant avec ses prédécesseurs qui s'en remettaient à l'armée alors toute puissante, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a engagé un processus de paix avec les rebelles kurdes de Turquie et a promu des réformes afin d'atténuer les discriminations contre les Kurdes.

M. Erdogan espère aussi rallier des soutiens au sein de la minorité kurde forte de près de quinze millions d'habitants, dont la plupart viennent des régions pauvres et déshéritées du sud-est.

«Soutenir l'intégrité territoriale de l'Irak ne sert plus les intérêts de la Turquie. La Turquie sait que l'Irak ne peut plus rester uni», a souligné Bilgay Duman, un expert de l'Irak au centre d'études stratégiques sur le Moyen-Orient dont le siège est à Ankara.

## MEILLEUR ALLIÉ

«Elle n'a pas de meilleur allié dans la région que les Kurdes... Un Etat kurde indépendant constituerait une zone tampon pour contrer la menace islamiste», a-t-il déclaré à l'AFP.

Les craintes d'Ankara se sont fortement accrues lorsque les jihadistes sunnites se sont emparés de larges pans de territoire dans le nord de l'Irak et ont proclamé un «califat» chevauchant l'Irak et la Syrie, deux pays voisins de la Turquie.

Profitant de l'offensive des jihadistes, le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani a demandé au parlement de la région autonome d'organiser un référendum d'indépendance, ouvrant ainsi la voie à un éclatement de l'Irak.

Selon Bilgay Duman, la Turquie ne craint plus que les velléités d'indépendance des Kurdes irakiens débouchent sur la création d'un grand Kurdistan, «parce qu'il n'y a pas d'unité entre les Kurdes de la région».

Des déclarations récentes d'Huseyin Celik, porte-parole du parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir, au quotidien «Financial Times», laissent penser qu'Ankara tolérerait un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak.

## 35 MILLIONS

De souche indo-européenne, les Kurdes du Moyen-Orient sont en majorité des musulmans sunnites et leur nombre est évalué entre 25 et 35 millions. Leur langue et leur culture les différencient des Turcs, des Persans et des Arabes. Ils sont, de ce fait, ressentis comme une menace par les quatre principaux pays où ils habitent, l'Iran, la Syrie, l'Irak et la Turquie.

Mais les Kurdes turcs ont commencé à se voir accorder des droits démocratiques depuis l'arrivée au pouvoir de M. Erdogan il y a onze ans. L'homme fort de la Turquie a en outre invité le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à engager des pourparlers pour mettre fin à un conflit qui a fait quelque 45'000 morts.

Le gouvernement a proposé la semaine dernière des réformes pour remettre sur les

rails les pourparlers bloqués avec le PKK. Ce dernier avait pris les armes en 1984 dans le but de créer un Etat kurde indépendant, mais a depuis revu à la baisse ses ambitions en réclamant une plus grande autonomie pour les Kurdes.

«La Turquie est aussi très différente de l'Irak, ne serait-ce que parce que l'AKP au pouvoir contrôle près de la moitié des voix des représentants kurdes, y compris dans le sud-est à majorité kurde, et parce que près de la moitié des Kurdes de Turquie probablement vit dans l'ouest du pays», a estimé Hugh Pope de l'organisation de prévention des conflits International Crisis Group.

## COMMERCE

«Il y a toutes les chances pour qu'un programme démocratique judicieux accordant une certaine décentralisation ordonnée à l'ensemble du pays permette de maintenir l'intégrité et la prospérité de la Turquie», ajoute-t-il.

La Turquie a également établi de solides relations commerciales avec le Kurdistan irakien depuis quelques années, une raison supplémentaire pour laquelle Ankara ne peut se permettre d'être aussi hostile que par le passé à la création d'un Etat kurde indépendant en Irak, selon les experts.

En mai, la Turquie a commencé à exporter du pétrole du Kurdistan irakien vers les marchés internationaux, s'attirant les foudres du gouvernement central à Bagdad.

M. «Erdogan ne peut pas se permettre de se mettre à dos les Kurdes dans le nord de l'Irak, parce qu'il a besoin d'eux pour leur pétrole et les biens qu'il leur vend», estime M. Duman. L'Irak est également devenu le deuxième marché d'exportation pour la Turquie, et représente 8% des ventes totales turques. (AFP) □



## Le point de vue turc sur la désagrégation éventuelle de l'Irak

<http://french.ruvr.ru>  
La Voix de la Russie / 8 juillet, 22:32

**T**éhéran a réagi assez durement aux déclarations du leader du Kurdistan irakien Massoud Barzani sur l'inévitable désintégration de l'Irak à la suite de « la politique incorrecte » du gouvernement irakien. Le vice-ministre des Affaires étrangères de l'Iran Hussein Amir Abdullahian a qualifié les plans de la scission de l'Irak de « manœuvre sioniste ». Il a déclaré que l'Iran ne

tolérerait pas la désagrégation de la république arabe. Il a noté que l'avis de Téhéran et d'Ankara à ce sujet coïncidaient.

Mais que pense-t-on à Ankara au sujet des déclarations du diplomate iranien haut placé ?

Le vice-directeur de l'Institut des recherches stratégiques internationales, le docteur ès sciences politiques Kamer Kasim déclare :

« Face à la grande probabilité de scission de l'Irak, les parties qui pourraient en sortir cherchent à se procurer le soutien des →



⇒ puissances régionales. Nous avons tous vu un certain groupement prendre sous son contrôle la moitié de l'Irak. C'est pourquoi, la position des pays voisins au sujet de l'apparition potentielle des nouveaux quasi-Etats a une grande importance. Si l'Iran déclare qu'il ne tolérera pas la scission en Irak, il est fort probable qu'en cas de réalisation du scénario négatif, il y enverra ses forces armées. On sait en plus que l'Iran accorde une aide active au gouvernement irakien.

Parlant de «manœuvre sioniste», à mon avis, les dirigeants de l'Iran voulaient dire que l'Irak est un pays arabe, et Israël est un Etat qui cherche à affaiblir les Arabes. L'Iran déclare qu'il se prononce pour l'intégrité de la république arabe. Et c'est pour cela que Téhéran soutient Bagdad, au dire des autorités iraniennes.

Pour sa part, la Turquie soutient le principe de l'intégrité territoriale de tous les pays. C'est un principe de base de la politique étrangère turque. »

Et voilà ce que pense au sujet de la situation actuelle le consultant du parti Saadet, chargé des affaires étrangères, ex-député du parlement turc, et chef de la chaire des relations internationales de l'université Ufuk à Ankara, le docteur ès sciences politiques Oya Akgönenç Muhsuddin.

« Le sort ultérieur de l'Irak est un problème grave pour tous les pays voisins. Une scission subite de la république arabe créera des problèmes pour tous les Etats de la région, augmentant le risque de prolifération du scénario irakien. Dans la région, il y aura une réaction en chaîne, car les Kurdes habitent aussi en Turquie, en Iran, en Syrie, en Azerbaïdjan. Et si les Kurdes de ces pays veulent un jour organiser des référendums chez eux ? La réponse est bien claire : dans tout le Proche-Orient, l'ordre sera perturbé.

Aujourd'hui, dans la république arabe, la situation est différente. Il y a une menace réelle de désintégration du pays. L'Occident et les Etats-Unis essaient de briser la région en petits morceaux. Pour ce qui est de la Turquie, à la différence de ses partenaires occidentaux, elle se prononce pour le maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak. Donc, en ce sens, sa position coïncide avec celle de l'Iran. Ankara et Téhéran croient que les questions de la répartition politique et de l'organisation administrative d l'Irak, c'est l'affaire des Irakiens uniquement. Mais, de toute façon, l'intégrité territoriale doit être maintenue. »

Tels sont les commentaires de deux experts turcs au sujet de la désintégration éventuelle de l'Irak, de la probabilité de l'apparition d'un Kurdistan indépendant et de la réaction de Téhéran à ces événements. ♦



10 July 2014

## Iran Wants Return to Kurdish-Shiite Alliance, Says KRG's Tehran Envoy

By Nawzad Mahmoud  
10 July 2014  
rudaw.net

**SULAIMANI**, Kurdistan Region – Tehran would like to see Iraq's Kurds and Sunnis return to their alliance with the ruling Shiite majority, the Kurdistan Region representative in Iran said, adding that Erbil should "not be in a rush to declare independence."

Iranian authorities "prefer that Kurds strike a political balance in Iraq and to participate in the next Iraqi government," said Nazim Dabagh, who represents the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iran and is a member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), a major Kurdish party backed by Tehran.

He said the Iranians "support a Kurdish-Shiite alliance and back Sunnis who supports the Iraqi government."

Iran has been one of the main backers of the embattled Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, a Shiite whose neglect of the country's large Sunni and Kurdish minorities is largely blamed for Iraq's current turmoil.

A third of the country has been taken over by jihadi-led insurgents who have ignited a Sunni rebellion against Baghdad, while the autonomous Kurds have announced plans for a referendum to decide on independence from Iraq.

Iran is opposed to Kurdish

independence in Iraq, as are the United States and other countries.

Kurdish officials have reported pressure by Iran to have the Kurds step into the fight against the militants, who include the Islamic State (IS).

"Until now the Iranians insist on having Peshmerga forces fight the ISIS and coordinate with the Iraqi army," said a senior source from one of the main Kurdish political parties. "Several times Iranian delegations have visited the Kurdistan Region for the same purpose of convincing the Kurdish leadership," he said.

One such delegation is reportedly in Kurdistan now, meeting with officials and party members to try and get the Kurds to step up the fight against militants who have vowed to march on Baghdad and overthrow the Shiite government.

The Kurdistan Regional Government (KRG), which has deployed forces in Kurdish-populated areas outside its official borders, has said it will only defend against IS attacks, but is not going on the defensive against militants who have captured about a third of Iraq.

Kurdistan President Massoud Barzani has asked the Kurds' own parliament to set a date for an independence vote. Dabagh warned that Erbil should not rush into declaring statehood.

"Maybe the time is not right to



Nazim Dabagh has been the KRG representative in Iran since 1999.

declare independence, because the issue needs preparation and we should not rush it," he said, echoing what is the Iranian stance.

Dabagh added that Iran had not declared a position on independence because Erbil had not made a formal announcement. But he noted that both of Kurdistan's neighbors, Iran and Turkey, were opposed to a break-up of Iraq.

"Iranian authorities believe that there should not be any external interference in the internal affairs of Iraq," Dabagh said. "Therefore, they are not supporting any side and say it is Iraq's internal affair."

Despite Dabagh's comments, Iran is widely reported to be supplying arms, troops and intelligence to Maliki's government, together with Syria and Russia.

While other countries, including the United States, have soured on the idea of the premier remain-

ing for a third term in office, Dabagh said Iran believed that choosing the next prime minister was an internal Iraqi affair.

"Iran reiterates that the issue of selecting the next prime minister is an Iraqi affair. Iran believes that the Shiite coalition should finalize the issue of selecting the prime Minister. Iran has not made its decision yet."

The Kurdistan Region shares a 470-kilometer border with Iran, which exercises immense influence across Iraq.

Dabagh said that, despite the turmoil in Iraq and the Kurdish stance which is opposed by Iran, Tehran-Erbil relations remain "normal."

"I have not been informed by the KRG department of foreign relations of any dissatisfaction with Iran's position towards the Kurdistan Region," Dabagh said. □

International New York Times

MONDAY, JULY 7, 2014

# Video shows militant leader emerging at sermon in Iraq

BAGHDAD

BY ALISSA J. RUBIN

Wearing a black turban and black robes, the leader of the self-proclaimed Islamic state that stretches across eastern Syria and much of northern and western Iraq has made a startling public appearance, his first in many years, at a well-known mosque in the Iraqi city of Mosul, according to a video whose contents were confirmed by experts and witnesses.

There have been very few publicly available images of the insurgent known as Abu Bakr al-Baghdadi, the leader of the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS. But at Friday Prayer he delivered a public sermon in a city once under American control with an audacity that even Osama bin Laden never tried.

Previously he had been all but invisible, seemingly reluctant to risk a public appearance as his group grew in strength and he became the United States' second-most sought-after terrorist, after Ayman al-Zawahri, the leader of Al Qaeda. The United States government has offered a \$10 million reward for information leading to his capture.

In a 21-minute video released by ISIS, Mr. Baghdadi appeared confident, calm and measured at the pulpit of the Great Mosque of Mosul as he urged the faithful to fast during Ramadan and to undertake jihad. He also asserted his position as caliph, or civil and spiritual ruler and successor to the Prophet Muhammad, calling himself Caliph Abraham. Mr. Baghdadi's militant group declared its territory in Iraq and Syria a caliphate on June 29.

"Do jihad in the cause of God, incite the believers and be patient in the face of this hardship," he admonished the congregation. "If you knew about the reward and dignity in this world and the hereafter through jihad, then none of you would delay in doing it."

ISIS militants took over Mosul, Iraq's second-largest city, on June 10, after the Iraqi Army fled. On Sunday, a government airstrike hit Mosul, The Associated Press reported, citing residents of Rashidiya, the neighborhood targeted. A medical official in the city said seven people were killed and 30 wounded in the attack. Both the residents and the official spoke on the condition of anonymity over fears for their safety. It was not clear what the target of the air raid was, and the Iraqi military could not immediately be reached for comment.

ISIS fighters patrol the streets of Mosul, although far fewer than in the first days after the takeover, and while some people have gone back to work, the city is far from normal. The congregation at the mosque in the video had been



ASSOCIATED PRESS

An image of Abu Bakr al-Baghdadi, the head of ISIS, taken from a video of a sermon he gave on Friday in Mosul, Iraq. The video showed him as confident, calm and measured.

ordered to attend Friday Prayer, said a man who was there but who asked not to be identified for fear of retribution.

When worshipers arrived at the mosque, they were searched thoroughly by armed ISIS fighters, and the congregants were told where and how to sit, the man said. No one was allowed to leave until 10 minutes after the end of Mr. Baghdadi's sermon, he said.

The sermon was no extemporaneous cameo, but a carefully crafted speech in which he asked for the congregation's support and struck an almost humble and pious tone that was difficult to square with the group's tactics on the ground, which include kidnapping for ransom, summary executions and beheadings.

"I was placed as your caretaker, and I am not better than you," he said, according to a translation by SITE Intelligence Group, which monitors extremism online. "So if you found me to be right, then help me, and if you found me to be wrong, then advise me and make me right."

He added: "I do not promise you, as the kings and rulers promise their followers and congregation, luxury, security and relaxation; instead, I promise you what Allah promised his faithful worshipers."

Mr. Baghdadi's address appeared to be aimed at several audiences, analysts said. He seemed to be appealing to followers of other militant groups in Syria and Iraq to join ISIS, and also to Iraqi Sunnis to look to him as a leader rather than the Iraqi government.

Daniel Benjamin, a senior counterterrorism official in the State Department from 2009 to 2012, said that if the video was authentic, Mr. Baghdadi's appearance would be a "remarkable event."

"If Baghdadi has emerged from hiding, it suggests that he is adopting a pos-

ture as a different kind of leader from Osama bin Laden, Ayman al-Zawahri and the like, and by implication a greater one," said Mr. Benjamin, now a scholar at Dartmouth College. "He is demonstrating that ISIS has what they didn't — territory that is secure — and he is its ruler."

"As a public demonstration of leadership, you'd have to go back to April 1996, when Mullah Omar appeared on top of a building in Kandahar in a cloak that was said to belong to the Prophet and was declared commander of the faithful," Mr. Benjamin added.

Peter Neumann, a professor of security studies at King's College London, said the appearance was "a sign of confidence" and a "message to all these other jihadists, this is really happening, it's not going to go away anytime soon."

The video was being authenticated over the weekend by the Central Intelligence Agency. An American official who spent extensive time in Iraq said the man in the video appeared to be Mr. Baghdadi.

An Iraqi military spokesman, Lt. Gen. Qassim al-Moussawi, told reporters Sunday that the security services were still analyzing the video to verify whether the speaker was indeed Mr. Baghdadi and that the government would "announce the details once they are available."

Mr. Neumann said he had little doubt that it was authentic, in part because ISIS would have little to gain from a falsified video.

Also on Saturday, official Iranian news agencies reported that an Iranian pilot had been killed in fighting in Iraq, which appeared to be the first confirmation of the deployment of Iranian forces there. There have been unconfirmed reports that Iran had sent military advisers and jets to Iraq.



# The promise of Aleppo's radicals

Matthieu Aikins

**ALEPPO, SYRIA** As a rebel fighter shined his flashlight onto a clump of blankets and clothes scattered around the concrete basement floor, I wondered if this was where my friend Sultan had spent the last moments of his life. A goofy, gap-toothed 22-year-old who worked for a local fixer, he was part of a group of Syrian activists, journalists and rebel fighters who had been arrested by the Islamic State of Iraq and Syria and taken to this makeshift prison in the basement of a former hospital.

The building had served as the Sunni extremist group's headquarters in Aleppo, Syria's largest city, but now the pitch-dark corridors were deserted. By the stairs, we found a long cable of copper wires taped together. One of the rebels picked it up and mimicked a whipping gesture — former prisoners who were held here reported being tortured. Farther down was a room that served as a cafeteria, with signs in English attesting to the presence of foreign jihadists among ISIS's ranks. "Fear Allah! Remember that he is watching you so please do not waste food and clean up after you have eaten," read one. Another advised "brothers who want to receive their families from outside Syria" to coordinate with the "Mujahedeen Services Office."

ISIS began as the Iraqi affiliate of Al Qaeda but split off at the beginning of this year over its ambitions to expand into Syria and establish itself as a new caliphate. After its stunning takeover of much of western Iraq last month, it now

calls itself simply the Islamic State.

**The West's best allies against ISIS are other Sunni Islamists.**

But ISIS is gone from Aleppo, having been forced out by local Syrian rebels in January. This military reversal, one of the group's few, highlights the di-

lemma facing the West: Its best potential allies against ISIS are other Sunni Islamists.

The fighters who accompanied me during a weeklong visit to Aleppo in mid-June were members of the Islamic Front, a rebel coalition dominant in the city and much of northern Syria. The Islamic Front is a fierce and effective opponent of ISIS but also, in its Islamist platform and indirect connections with Al Qaeda, a far cry from the "appropriately vetted elements of the moderate Syrian armed opposition" for whom the Obama administration recently ques-

ted \$500 million in military training and funding.

ISIS's abandoned headquarters in Aleppo are just across from another large building that serves as the base for Tawhid Brigade, one of the largest of the seven rebel groups that joined together in November to form the Islamic Front. ISIS had been present in opposition-held Aleppo since the beginning of 2013, but by the end of the year tensions with rebel groups had reached a crisis. Considering itself a sovereign state, ISIS was refusing to accept mediation for any dispute, and it had taken to kidnapping those it considered to be critics or enemies, including people who worked with foreign journalists, like Sultan.

On Jan. 7, ISIS carried out a surprise attack on Tawhid Brigade's headquarters. It was held off. The next day, Tawhid Brigade forces from around the city counterattacked and surrounded the hospital. "We cut them off and prevented them from bringing any support," said the commander who led the offensive and who goes by the nom de guerre of Abu Assad.

Around 3 a.m., the ISIS fighters trapped inside the hospital asked to be allowed to leave the city, and Abu Assad, not wanting further bloodshed, agreed. When he and his men searched the hospital at first light, they discovered that ISIS had massacred its

captives. "We found a group of bodies every ten meters," said Abu Assad. Most of them had been shot in the head while bound. "They were real revolutionaries, journalists, doctors. If we had known what ISIS had done, we wouldn't have let them escape alive."

Not long after the battle, half a globe away, I watched footage of its aftermath that rebels had recorded and uploaded to YouTube, and recognized Sultan among the corpses.

The battle against ISIS in Aleppo is part of a larger conflict that started at the beginning of this year, as rebel groups across the northern provinces of Idlib and Aleppo — including the powerful Syrian Al Qaeda affiliate, Jabhat al-Nusra — fought a pitched battle to expel ISIS. The face-off left the Islamic Front pre-eminent. It controls the key border crossing with Turkey at Azaz and, with its estimated 50,000 to 60,000 fighters, is thought to be the largest and most militarily potent rebel alliance in Syria.

The Islamic Front is entirely Syrian in leadership, and its central goal is overthrowing President Bashar al-Assad — good credentials in the eyes of Western governments hoping to roll back ISIS without strengthening the Syrian regime. Many of the group's most power-

ful members — including Tawhid Brigade and one of the largest factions fighting in the Damascus suburbs, Jaish al-Islam — are not particularly ideological, and were once allied with the Western-backed Free Syrian Army.

But they are far from secular. The Islamic Front draws on support from prewar Islamist resistance networks, including wealthy, religious donors across the Muslim world and the Syrian Muslim Brotherhood, an exiled Islamist group. More problematic from a Western perspective, one of the coalition's key members, Ahrar al-Sham, has links to Al Qaeda's core leadership, and the Islamic Front as a whole closely coordinates operations with Jabhat al-Nusra.

The commanders I spoke to in Aleppo said the Islamic Front has not, as a result, directly received any military aid from Washington or other Western governments. But can the West meaningfully influence the military situation in Syria while continuing to eschew Islamist groups, now that they are dominant among the rebels? "The Free Syrian Army has been weak and divided," said Richard Barrett, a former British intelligence official. "And so the Islamic Front is really the only game in town if you want to attack ISIS in Syria."

Rebel commanders in Aleppo were dismissive of the supposedly "secular" Free Syrian Army groups linked to the government in exile, which the West has been backing. "They're like NGOs. They know how to say what the donor wants to hear," said Abu Bilal, Tawhid Brigade's chief of operations. "In reality, they're diesel smugglers who control a little of the border. They don't do any serious fighting."

If Washington and its partners want to push back against both Assad and ISIS at once, they will have to be less squeamish about picking allies in Syria. Otherwise, they may not find any left at all.

MATTHIEU AIKINS is a magazine writer living in Kabul.



# Many Displaced as ISIS Attacks Syrian Kurdish Villages with Heavy Artillery

rudaw.net  
6 July 2014

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), buoyed by its recent capture of a large swathe of Iraq, has renewed an offensive across the border in Syria against territory held by Kurdish forces.

Kurdish officials in Syrian Kurdistan (Rojava) reported fresh fighting in recent days as ISIS sought to advance on the city of Kobane using advanced weapons that its fighters captured from the Iraqi army in the fall of Mosul last month.

ISIS on June 30 declared the establishment of an Islamic state, spanning the border of the two countries, and proclaimed its leader Abu Bakr Al-Baghdadi to be the new caliph.

So far in the Syrian civil war, Kurdish forces linked to the Democratic Union Party (PYD) have fought hard to hold off the advance of ISIS and other jihadist groups. They have succeeded in keeping the militants out of Rojava and have secured relative stability within the region. It has thus been spared the devastation inflicted on much of the rest of Syria.

Amid the renewed fighting, the head of the autonomous Kobane canton, Mahmud Bashar, called on all Kurds to come to the aid of the PYD's armed wing - the People's Protection Units (YPG) - to prevent the territory falling to the Islamists.

"The fighting is going on and we cannot say that the YPG or the ISIS have taken or lost this or that area," Bashar told Rudaw by telephone. "The fighting isn't over yet.

Shelling had forced many villagers west of the Euphrates river to flee their homes and seek shelter in Kobane.

"The villagers have sent their women and children to Kobane and the men themselves have taken up arms to fight the ISIS," Bashar said.

Neither side has revealed casualties in the latest fighting.

The PYD last year announced Kurdish autonomy in three cantons of Rojava, including Kobane. The party, which has close links with Abdullah Ocalan's Kurdistan Workers' Party, says it has established an administration that represents all communities in the region. There have been tensions, however, with other Kurdish groups over the dominant role of the PYD.

The autonomous cantons have not been recognised either abroad or



"The fighting is going on and we cannot say that the YPG or the ISIS have taken or lost this or that area," Bashar told Rudaw by telephone. "The fighting isn't over yet." Photo: YPG/Facebook

by the moderate mainstream Syrian opposition which sees their establishment as a move that could lead to the break up of Syria.

With Rojava once again under pressure from a resurgent ISIS, local military leaders have appealed for international support to see off the threat.

YPG leaders have said that they need outside help to fight the Islamists, pointing out that the U.S. government is considering millions of dollars of support to what it regards as moderate opposition

forces in Syria.

YPG commander Sipan Hemo complained recently that Washington had yet to make clear where it stood on the role of the Kurds in Syria. He told Rudaw: "If the goal truly is for democracy to come to the Middle East, and if the moderate forces in Syria are going to be supported, the Kurds are prepared for this and are the ones who deserve it the most." ■

REUTERS

# Too early to call Kurdistan an oil El Dorado -Total CEO

PARIS, July 8, 2014 (Reuters)

**FRENCH OIL major Total, which rattled Baghdad two years ago by signing a deal with Kurdistan, says it is too early to predict whether the semi-autonomous Iraqi region may turn into an important oil player.**

As violence threatens the unity of Iraq, there are predictions that Kurdistan will seek independence and quickly aim to become a major oil producer.

The regional government hopes output could jump five-fold in the next few years to 1 million barrels per day and is seeking greater autonomy from Baghdad, which insists only the central government has the right to sell Kurdish oil.

Arbil is betting multiple deals with Western companies to explore its reserves will put it firmly on the map among the fastest growing producers, but majors such as Total are more cautious.

"If Kurdistan were a huge petroleum region, we wouldn't have waited until 2010," Total chief executive Christophe de Margerie told Reuters in an interview.



French energy giant Total CEO Christophe de Margerie. Photo: Reuters

"It is too early to make a judgement. You can't yet see what we call a production curve... You have to avoid underestimating or overestimating the potential."

Total bought stakes in two exploration blocks in Kurdistan in 2012 from U.S. peer Marathon Oil, drawing an angry response from the Iraqi →

➤ government which has tried to bar companies from dealing directly with Arbil.

Elsewhere in Iraq, Total has a relatively modest exposure as partner at the south-eastern Halfaya field. France's opposition to the U.S.-led 2003 invasion of Iraq did not endear French companies to the new authorities.

Most oil majors cite unattractive terms of Iraqi contracts as being behind their decisions to explore more lucrative Kurdish deals.

"Why hasn't Kurdistan got the right to develop its reserves? I've defended that and it has cost me a couple of problems with Baghdad," said De

Margerie.

But he also suggested Kurdistan was unlikely to eclipse Iraq on the global oil map: "Kurdistan isn't Baghdad - one shouldn't make this mistake."

He also said companies could not remain indifferent to security risks such as violence in Syria even if Kurdistan looked stable compared to some other regions of Iraq.

"There is escalation in Syria. Every time you want to simplify things because it suits you, those things refuse to be simplified," De Margerie said. ○



July 8, 2014

# Extremists in Iraq need a history lesson

David L. Phillips

Tuesday, 8 July, 2014  
www.cnbc.com



The Islamic State in Iraq and Syria (ISIS) is determined to redraw borders created by colonial powers in the early 20th Century. Its heinous terror tactics are reprehensible. Yet it has a legitimate grievance against Western countries that carved up the Middle East, with blatant disregard for tribal and sectarian affiliations of the local population.

Iraqi security forces pull down a flag belonging to Sunni militant group Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) during a patrol in the town of Dalli Abbas in Diyala province, June 30, 2014.

ISIS released a promotional video entitled "The End of Sykes-Picot." The 1916 Sykes-Picot Agreement is a flash-point for Arab resentment. It divided Ottoman Asia into British and French zones of influence. Britain was assigned the Baghdad and Basra districts — Iraq, Transjordan, and Palestine. Modern day Syria and Lebanon were given to France.

Then-U.S. President Woodrow Wilson objected to the politics of partition by great powers. "Peoples and provinces are not to be bartered about from sovereignty to sovereignty as mere chattels and pawns in a game," warned Wilson. "Every territorial settlement involved in this war must be made in the interest and for the benefit of the populations concerned."

Lawrence of Arabia and other petitioners were invited to make their case for statehood at the Paris Peace Conference, which marked the end of World War I. The Treaty of Versailles was signed on June 28, 1919. It established nine new countries out of the Austro-Hungarian Empire and drew lines on a map to create the modern Middle East.

Versailles did not, however, address the "Kurdish question." The Kurdish delegation to



*Iraqi security forces pull down a flag belonging to Sunni militant group Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) during a patrol in the town of Dalli Abbas in Diyala province, June 30, 2014. Reuters*

the Paris Peace Conference rejected being a part of Turkey. They also rejected the division of Kurdistan into British and French zones of influence. Either way, Kurds faced partition. After four long years of war, Britain lacked the troops, resources, and political will to establish Kurdistan as a unified protectorate under its control.

The 1920 Treaty of Sèvres officially abolished the Ottoman Empire. It required Turkey to renounce all claims in Arab Asia and North Africa. Turkey was reduced to a third of its size before World War I. Kurds were promised a referendum within six months to decide on independence.

Mustafa Kemal Atatürk, who succeeded Ottoman rulers, rejected Sèvres and launched the Turkish War of Independence. His attack against French forces in Syria was a direct challenge to the post-war order orchestrated by the Allies. Britain mobilized Arab tribes in Mesopotamia to stop Atatürk's advance.

Meanwhile, France initiated secret negotiations with Atatürk that culminated in the 1923 Treaty of Lausanne.

Turkey surrendered its claims to former Arab provinces, but was awarded a large part of northern Syria including Kurdish lands in Cilicia, Nusaybin, and Jazira bin Umar. With support from the League of Nations, Britain

kept the oil-rich regions of Mesopotamia including Mosul and the oil fields of Kirkuk. Lausanne conspicuously omitted references to "Kurds" or "Kurdistan." From Lausanne onward, the Kurdish issue became an issue of a minority rights in Turkey, Iran, Iraq, and Syria.

The Sykes-Picot Agreement set the stage for today's violent conflict in Iraq and the Levant. Syria and Lebanon were established, with their volatile mix of ethnicities and religious groups. Sunnis were enshrined as a minority in Iraq. Kurdistan was partitioned, making the Kurds, who number 40 million today, the largest stateless people in the world.

ISIS is determined to right the historical injustice perpetrated by great powers. It wants to rectify a century of humiliation arising from foreign occupation. Dialogue is typically a tool for conflict resolution, but ISIS is beyond dialogue. It wants to slaughter opponents, not talk to them.

ISIS is presently marching on Baghdad, but its sights are set on Jordan and the liberation of Palestinian territories. ISIS also targets the Kurds for being pro-Western, pro-American, and pro-democracy. The invasion of Iraq by ISIS is resulting in a new map for the Middle East. Today ISIS controls territory that includes parts of Syria and all of Western Iraq. Its leader, Abu Bakr Al-Baghdadi, is so confident in his control of the new caliphate that he appeared at the Grand Mosque in Mosul to deliver a sermon at Friday Prayers.

ISIS is rightly aggrieved by the arbitrary division of Arab tribes during the early 20th century. But redrawing boundaries should occur through negotiations — not force. Extremism takes root when there is no political process to address grievances.

Iraq's problem was always too much power for Baghdad. Decentralization to address local concerns would reduce the appeal of ISIS. Iraqis also need to get together for historical dialogue about state-formation in Iraq, which pitted Shiites against Sunnis, and rendered Kurds a captive nation. □

*Commentary by David L. Phillips, director of the Program on Peace-building and Human Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He is a former senior adviser and foreign affairs expert to the U.S. Department of State during the administrations of Presidents Clinton, Bush and Obama. He is also author of the forthcoming book, "The Kurdish Spring: A New Map for the Middle East" (Transaction Publishers).*



# Al-Baghdadi, le nouveau visage de la terreur

CHRISTOPHE AYAD

**A** ce jour, il n'existait que deux photos de lui. L'une en couleur, l'autre en noir et blanc, toutes deux floues et de mauvaise qualité. La première, diffusée par le FBI américain, le montre joufflu et mal rasé, la lippe boudée et les sourcils fournis. Sur la seconde, provenant du ministère irakien de l'intérieur, Abou Bakr Al-Baghdadi est déjà plus mince, plus chauve, le regard plus acéré, les ailes du nez comme gonflées de colère; la barbe est plus affirmée, la moustache déjà fournie. Pour l'homme à la tête de l'Etat islamique (EI), la plus grande, la plus riche et la plus violente des organisations terroristes mondiales ayant jamais existé, c'était peu.

Désormais, il y a une vidéo, mise en ligne samedi 5 juillet par la Fondation Al-Farqan, la « maison de production » officielle de l'Etat islamique, longue de 21 minutes. Elle a été tournée le 4 juillet, 6<sup>e</sup> jour du mois de ramadan 1435 (dans le calendrier de l'hégire) et premier vendredi du mois sacré, à la grande mosquée de Mossoul. L'homme qui délivre le prêche de la grande prière hebdomadaire est présenté comme Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'Etat islamique et désormais autoproclamé « calife Ibrahim ».

On le disait, au contraire d'Oussama Ben Laden, discret et fuyant les caméras, soucieux de préserver son quasi-anonymat, par désir de protéger sa sécurité mais aussi d'entretenir la terreur aveugle et muette qu'il inspire. Ben Laden mettait une certaine coquetterie dans ses apparitions, soignant ses tenues, choisissant avec soin sa kalachnikov et multipliant les références aux premiers temps de l'islam. Abou Bakr Al-Baghdadi n'avait jusque-là presque pas de visage, il se contentait d'être une voix, annonçant la fin des temps et le retour des premiers temps de l'islam.

Peut-être Al-Baghdadi attendait-il seulement d'avoir assis son pouvoir et proclamé son Etat pour se révéler au grand jour. La vidéo mise en ligne samedi révèle une qualité d'image digne des péplums hollywoodiens : chaque détail est pensé, chaque plan soigneusement choisi. On y voit Al-Baghdadi gravir lentement les marches du minbar, la chaire depuis laquelle le sermon du vendredi est délivré aux fidèles. La foule de fidèles est parsemée de gardes du corps. Pendant le chant de la prière précédant son prêche, le chef djihadiste se perd en prières remuant les lèvres de manière imperceptible. Il est grave et recueilli, comme il sied aux hommes de religion.

Le décor, mélange de tradition (les vieilles pierres de la mosquée, bâtie par

La terreur a un nouveau visage :  
Abou Bakr Al-Baghdadi, chef de l'Etat islamique. Depuis Mossoul, en Irak, vendredi 4 juillet, il a demandé à tous les musulmans de lui obéir



■ Le « calife » autoproclamé de l'Etat islamique, présent en Irak et en Syrie, demande désormais à tous les musulmans de lui obéir

l'émir Nouredine Zangi en 1172, au temps des croisades) et de modernité (un micro et un ventilateur), résume le projet de l'Etat islamique : le retour à un âge d'or fantasmagique à l'aide de la kalachnikov et d'Internet. Abou Bakr Al-Baghdadi est apparu tout de noir vêtu (une *abaya* traditionnelle) et la tête ceinte d'un turban de la même couleur, comme en portent volontiers les descendants du prophète Mahomet (qui se parent du titre de *sayyed*) dans l'islam chiite, qu'il abhorre tant. Le prêche, prononcé d'une voix ferme et dans un bon arabe classique, dénote une formation religieuse. Après avoir célébré la sainteté du ramadan et les vertus du djihad, il a essentiellement consisté en une affirmation d'autorité : « *Je suis le wali [gouverneur] désigné pour vous diriger, mais je ne suis pas meilleur que vous, affirme l'orateur. Si vous pensez que j'ai raison, aidez-moi et si vous pensez que j'ai tort, conseillez-moi et mettez-moi sur le droit chemin. Obéissez-moi tant que vous obéissez à Dieu en vous.* »

Est-on sûr que l'homme qui parle est bel est bien Abou Bakr Al-Baghdadi ? Il présente une ressemblance physique certaine avec les clichés diffusés, malgré la barbe longue et noire, parsemée de fils blancs et non taillée, à la manière salafite. Les sourcils sont les mêmes, noirs et fournis. Seules « nouveautés » : l'embonpoint et une légère claudication. Les autorités irakiennes affirment pourtant qu'il s'agit d'un faux, un leurre, un usurpateur. Qui croire dans ce contexte de guerre psychologique ?

Tout ce qu'on sait, jusqu'à présent, d'Abou Bakr Al-Baghdadi, tient en quelques lignes. Né en 1971 dans la province de

Diyala, la plus mélangée et la plus disputée d'Irak, il appartient à une famille de Samarra, comme l'indiquerait son patronyme, même si l'on ne connaît pas sa véritable

identité : Abou Bakr Al-Baghdadi n'est qu'un nom de guerre. La ville, aujourd'hui assiégée par l'Etat islamique, est à majorité sunnite mais abrite une importante communauté chiite. On y trouve le plus ancien minaret utilisé (847 ap. J.-C.), bâti en colimaçon à la manière de la tour de Babel, mais aussi la Mosquée d'or, qui abrite les tombes de deux imams chiites. Cette cohabitation explosive fit de la ville le point de départ de la terrible guerre civile irakienne en 2006, après un attentat ayant détruit le dôme de la Mosquée d'or.

On sait aussi qu'Al-Baghdadi a étudié à l'Université islamique de Bagdad dans les années 1990, à l'époque où Saddam Hussein, affaibli par la défaite de février 1991 face à la coalition internationale qui l'avait chassé du Koweït envahi sept mois plus tôt, laissa libre cours à la religion pour restaurer son autorité sur la société. Contrairement à ce que son appellation de « nouveau Ben Laden » peut laisser à penser, le véritable mentor de Baghdadi n'est pas Oussama le Saoudien, ni son successeur, Ayman Al-Zawahiri l'Égyptien, mais Abou Moussab Al-Zarkaoui le Jordanien. Cet ancien malftrat, né à Zarka, n'était, au moment des attentats du 11-Septembre qu'un cadre marginal du djihad mondial, un second couteau. Ou plutôt le chef d'un petit groupe de la nébuleuse Al-Qaida,



Al-Tawid wal Jihad (« l'unité et la guerre sainte »). Après un bref passage par l'Afghanistan, il s'installe dans le nord de l'Irak en 2002, où il assiste à l'invasion américaine l'année suivante.

Très vite, Zarkaoui prend la tête du djihad anti-américain, frappant les esprits en décapitant de sa main l'infortuné entrepreneur juif américain Nicholas Berg en mai 2004. Sa marque de fabrique, ce sont les massacres de chiïtes, qui lui valent un écho certain en Arabie saoudite, où l'autre branche de l'islam est traitée comme une hérésie. Mais l'état-major central d'Al-Qaïda, en particulier Zawahiri, désapprouve cette stratégie qui risque de transformer le djihad global en *fitna* (« discordance ») inter-musulmane. En 2005, Zawahiri écrit, sans succès, à Zarkaoui pour lui ordonner de rentrer dans le rang. Finalement, le renégat est tué par l'aviation américaine en juin 2006 dans la région de Diyala, justement celle dont Baghdadi est originaire.

Al-Qaïda en Mésopotamie, la branche irakienne du réseau, est reprise en main par un « commissaire politique » égyptien envoyé depuis le Pakistan par Zawahiri : il s'agit d'Abou Hamza Al-Muhajer (Youssef Al-Dardiri de son vrai nom), qui exerce un comagistère avec Abou Omar Al-Baghdadi, le codirigeant irakien du groupe. L'organisation, qui a fusionné avec plusieurs autres groupuscules djihadistes, dont celui d'Abou Bakr Al-Baghdadi, est rebaptisée « Etat islamique en Irak ». L'objectif affiché est d'autant plus ambitieux que le projet djihadiste en Irak est presque réduit à néant grâce au recrutement, par l'armée

## Abou Bakr Al-Baghdadi fait partie de cette génération qui n'a connu que la guerre, ou presque

américaine, de milices arabes sunnites lasses des excès d'Al-Qaïda. En avril 2010, Abou Hamza et Abou Omar sont tués, Abou Bakr Al-Baghdadi reprend les rênes d'une organisation très affaiblie mais soudée par la guerre contre les Américains et contre leurs alliés chiïtes irakiens.

Abou Bakr Al-Baghdadi fait partie de cette génération qui n'a connu que la guerre, ou presque. Celle contre l'Irak a été déclenchée quand il avait 9 ans. Elle dura jusqu'en 1988 et fit 300 000 morts, côté irakien. En 1990, l'invasion du Koweït entraîna la guerre du Golfe de janvier-février 1991, suivie de douze années d'un embargo draconien. En 2003, l'invasion américaine délivra le pays de la dictature de Saddam pour le plonger dans un chaos pire encore : la guerre civile a causé plus de 100 000 morts. A peine le retrait américain achevé, en 2011, les violences, en nette décrue, reprennent.

**B**aghdadi appartient à la deuxième génération du djihad irakien : il a appris des erreurs de Zarkaoui, laisse les populations des territoires conquis se gérer, tisse des alliances avec les tribus et fait abattre tous les ennemis potentiels avant qu'ils ne passent à l'action. Il a amas-

sé un trésor de guerre considérable en pillant les banques, en revendant du pétrole de contrebande, en rackettant et en monnayant au prix fort les journalistes occidentaux kidnappés en Syrie.

Comme l'Afghanistan, l'Irak est un pays en état de guerre permanent, qui a produit une société violente et habituée à vivre dans l'économie de la guerre. Abou Bakr Al-Baghdadi, nourri dans son enfance par la propagande contre l'Irak chiïte du régime de Saddam et issu d'une communauté sunnite qui a tout perdu après l'invasion américaine de 2003 au profit des chiïtes irakiens, en est le parfait produit. La politique sectaire et revancharde du premier ministre chiïte irakien, Nouri Al-Maliki, et la guerre civile dans la Syrie voisine, qui oppose la majorité sunnite au régime tenue par le clan alaouite (une branche dissidente du chiïsme) des Assad, ont fait le reste.

Surfant sur le ressentiment des sunnites d'Irak et usant du djihad en Syrie comme d'un tremplin, Abou Bakr Al-Baghdadi a élargi sa zone d'influence à un vaste territoire qui va des portes de Bagdad à celles d'Alep, avec Mossoul (en Irak) et Rakka (en Syrie), pour places fortes : un « Sunnistan » acquis au djihad et planté en plein cœur du monde arabe. Les extrémistes du monde entier affluent, attirés par son aura. Son « califat », en passe de faire exploser les frontières de l'Irak et de la Syrie, est installé aux portes de l'Arabie saoudite, qui concentre les premières réserves pétrolières de la planète. Oussama Ben Laden n'en aurait même pas rêvé. ■

**Le Canard enchaîné**

- mercredi 9 juillet 2014 -

# Une liste de 3 000 Irakiens à flinguer

*Les services américains l'ont découverte dans un bureau secret de l'état-major, à Bagdad.*

**A**U sein du haut commandement irakien, un bureau très particulier a longtemps échappé à la vigilance des conseillers américains qui prolifèrent toujours à Bagdad. Constitué à la demande du chiïte Nouri al-Maliki, qui cumule trois responsabilités – Premier ministre, ministre de la Défense et de l'Intérieur –, ce service disposait d'une liste de 3 000 Irakiens que des officiers de toute confiance allaient être chargés d'éliminer. Mais les Américains, qui mettent leur nez partout, ont découvert ce charmant projet. Et y ont peut-être mis le holà – enfin, on l'espère.

A Paris, un haut responsable des services américains de renseignement a confié à l'un de ses homologues français que 95 % de

ces « objectifs humains » étaient sunnites, les autres, kurdes, et que cette « liste politique » mentionnait leur pedigree familial ainsi que toutes les informations nécessaires pour pouvoir les traquer. Il y ajoutait ce commentaire sur le comportement de l'équipe de Nouri al-Maliki : « Plus ils veulent tuer des opposants sunnites et kurdes, et plus ils fabriquent des terroristes. » Exact.

### Obama désobéi

Voilà qui explique, du moins en partie, pourquoi les Américains ne se pressent pas pour livrer au gouvernement irakien les armements que celui-ci leur réclame à cor et à cri. A savoir 36 avions F-16, une cinquantaine d'hélicoptères Apache, 1 130 missiles Hellfire, etc. Une autre raison est avancée au Quai d'Or-

say, où l'on ignore encore l'existence de cette liste d'opposants à flinguer. « Obama a exigé, affirme un collaborateur de Laurent Fabius, que Maliki forme un gouvernement d'union nationale, avec des ministres chiïtes, sunnites et kurdes, afin d'aller vers une réconciliation entre communautés. Mais il n'est pas obéi, alors il limite ses livraisons d'armes et son aide. »

En attendant mieux, l'aviation US est naturellement prête, si Obama lui en donne l'ordre, à bombarder les colonnes djihadistes de l'Etat islamique. Un mouvement qui représente « un défi pour de nombreuses années », si l'on en croit les propos tenus, le 3 juillet, au Pentagone, par le général Dempsey, chef d'état-major des armées. Des propos peu encourageants que les attachés militaires français, en poste à l'ambassade de Washington,

ont aussitôt transmis à Paris.

Des diplomates et des militaires expliquent encore les réticences de Barack Obama par la crainte de devoir s'engager à nouveau en Irak. Un officier de haut rang estime, lui, que la leçon subie est sévère. « Les Américains, dit-il, sont plus que désabusés. Ils ont dépensé des milliards de dollars à former et à équiper une armée, une police et une gendarmerie qui se sont révélées incapables de s'opposer à l'offensive des djihadistes de l'Etat islamique. » Alors que ces diverses forces, toutes placées sous la direction de Nouri al-Maliki, représentaient ensemble près de 900 000 hommes.

Si leur parrain US en éprouve aujourd'hui quelque amertume, et le nouveau « calife » de Mossoul et des territoires conquis quelque fierté, cela se comprend.

**Claude Angeli**

# En Irak, des obstacles face aux rêves kurdes d'indépendance

Par Isabel Coles | Reuters – lun. 7 juillet 2014

**KELE BI Irak (Reuters)** - "Il n'y a pas de sacrifice trop grand quand on lutte pour un Kurdistan indépendant."

Mehdi Fathi regarde la tombe encore fraîche de son fils Hogir, tué à 24 ans dans un bombardement le mois dernier sur la ligne de front séparant les peshmergas kurdes des combattants djihadistes sunnites dans le nord de l'Irak.

"Je suis fier que mon fils soit mort en martyr", insiste Mehdi, lui-même un peshmerga ayant combattu contre l'armée de Saddam Hussein.

Près d'un siècle après avoir tout perdu au change lors du démembrement de l'empire ottoman, privés d'Etat souverain, éparpillés entre quatre pays, les Kurdes voient leur rêve d'indépendance se rapprocher subitement alors que les combats entre sunnites et chiïtes menacent l'Irak d'implosion.

Les Kurdes d'Irak, qui gèrent leur propre gouvernement depuis la fin de la première guerre du Golfe en 1991, ont déjà profité de la débâcle de forces gouvernementales face à l'offensive sunnite en juin pour étendre leur territoire de près de 40%, s'emparant notamment des champs de pétrole et de la ville de Kirkouk, qu'ils revendiquent comme capitale nationale.

Leur président, Massoud Barzani, a demandé jeudi au parlement régional de fixer les modalités d'un référendum sur l'indépendance. Et il ne fait guère de doute que les Kurdes voteront pour à une écrasante majorité, comme ils l'ont fait lors d'un vote à valeur consultative en 2005.

Mais le contexte économique et les pressions extérieures, qu'elles viennent de Bagdad, Ankara, Téhéran ou Washington, pourraient bien persuader les dirigeants kurdes de ne pas risquer dès maintenant un tel pari.

"Le peuple kurde est pour, mais la direction doit se demander si le moment est bienvenu", résume le vice-président du Kurdistan Kosrat Rasul Ali, ancien commandant des peshmergas.

"Si le climat politique n'est pas mûr, il vaut mieux attendre quelques années. Sinon, ce sera une mésaventure", dit-il, faisant écho à la prudence affichée par d'autres responsables rencontrés par Reuters.

## MARCHANDAGE À BAGDAD

Comme depuis maintenant une décennie, la seule menace d'une sécession peut offrir plus d'avantages aux Kurdes dans le système de marchandage politique instauré à Bagdad avec les chiïtes et les sunnites après la chute de Saddam en 2003.

Les cinq millions de Kurdes irakiens, qui sont majoritairement musulmans sunnites par la religion, mais se définissent par leur langue et leur culture, jouissent déjà d'une large autonomie. Ils disposent de leurs propres forces armées et commencent, malgré les mises en garde de Bagdad, à exporter leur propre pétrole.

L'hostilité de la Turquie, qui combat sa propre insurrection depuis des décennies, pourrait ne plus constituer l'obstacle qu'il fut à leurs rêves d'indépendance.

Bien que conscient de l'impact que pourrait avoir une sécession sur sa propre minorité kurde, et officiellement favorable à l'unité de l'Irak, le gouvernement turc coopère avec les autorités du Kurdistan irakien pour préserver son territoire du chaos qui règne plus au sud et achète du pétrole kurde. De nombreux dirigeants du Kurdistan sont persuadés aujourd'hui qu'Ankara ne s'opposera pas à leur marche vers la souveraineté.

L'attitude de l'Iran pourrait être plus problématique car Téhéran soutient les chiïtes au pouvoir à Bagdad qui considèrent qu'une sécession des Kurdes masque leur volonté de s'emparer illégalement d'une partie des richesses de l'Irak.

Téhéran et Ankara appuient les deux grands partis rivaux du Kurdistan, qui se sont livrés une guerre civile peu après avoir été libérés du joug de Saddam Hussein en 1991, et les intérêts divergents de la Turquie et l'Iran alimentent des tensions sur la scène politique kurde qui affectent les positions des uns et des autres sur l'indépendance.

## LE POIDS DE TÉHÉRAN ET ANKARA

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui penche du côté de la Turquie, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), plus proche de l'Iran, contrôlent chacun leurs propres unités de peshmergas et territoires au sein



*Forces de sécurité kurdes près de Kirkouk. Près d'un siècle après avoir tout perdu au change lors du démembrement de l'empire ottoman, privés d'Etat souverain, éparpillés entre quatre pays, les Kurdes voient leur rêve d'indépendance se rapprocher subitement alors que les combats entre sunnites et chiïtes menacent l'Irak d'implosion. /Photo prise le 12 juin 2014/REUTERS/Ako Rasheed*

du Kurdistan autonome.

"Si vous ne prenez pas garde à équilibrer la relation entre l'Iran et la Turquie, Téhéran et Ankara peuvent tout gâcher", prévient un haut responsable de l'UPK, parti qui compte dans ses rangs le président de l'Irak, Djalal Talabani, et Kosrat Rasul Ali.

Signe de ces rivalités, l'imam chiïte iranien d'origine irakienne Mahmoud Hachemi Chahroudi, a accusé récemment le PDK de soutenir, avec la Turquie, les djihadistes de l'Etat islamique dont les conquêtes dans le nord et l'ouest de l'Irak le mois dernier ont bouleversé la donne géopolitique régionale.

Quant aux Etats-Unis, qui ont permis la création d'un Kurdistan autonome en instaurant une zone de non-survol aérien après la guerre du Golfe de 1991, ils appellent les Kurdes à rejoindre une nouvelle coalition gouvernementale à Bagdad.

Beaucoup de Kurdes en veulent à Washington de soutenir un Irak unifié qu'ils n'ont guère envie d'aller secourir ni rejoindre. Mais peu se risqueraient à se mettre à dos un allié aussi puissant.

## L'EQUATION PÉTROLIÈRE

En accompagnant les efforts en cours pour éviter le démembrement de l'Irak, les Kurdes espèrent obtenir de nouvelles concessions, notamment sur la vente de pétrole sans le contrôle du pouvoir central.

"Si nous voulons rester ensemble, ce doit être à partir d'une nouvelle réalité", déclarait la semaine dernière le chef de cabinet de Massoud Barzani, Fouad Hussein, lors d'une visite à Washington. "Une nouvelle réalité doit intégrer le fait que le Kurdistan est désormais indépendant."

En représailles à la vente unilatérale de pétrole par les Kurdes, Bagdad a réduit drastiquement la part du Kurdistan dans les dépenses du budget fédéral, déclenchant une crise financière au Kurdistan qui expose les limites économiques de la région.

Les experts pétroliers estiment qu'il faudra plusieurs années aux Kurdes pour exporter suffisamment de brut pour pouvoir se passer de la part des recettes pétrolières bien plus importantes engendrées par les gisements du sud du pays. La prise de Kirkouk pourrait modifier à terme cette équation mais sans doute pas assez vite.

Mehdi, le père d'Hogir Fathi, explique que tous les Kurdes sont prêts au sacrifice, mais ses dirigeants préfèrent attendre de voir quelle sera l'attitude des autres composantes de l'Irak et de leurs puissances alliées face à l'offensive islamiste.

"Ils sont en bonne posture pour l'instant", déclare un diplomate occidental qui suit de près la politique irakienne. "Aller à marche forcée vers l'indépendance pourrait leur faire plus de mal que de bien." ○



# Le Kurdistan proche de l'indépendance ?

Par Julia Dumont  
le 09/ juillet /2014  
geopolis.francetvinfo.fr

**Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien, a lancé le 3 juillet 2014 un projet de référendum sur l'indépendance de la région autonome. A Bagdad, le gouvernement central d'al-Maliki et les Etats-Unis s'opposent à cette décision jugeant que l'unité nationale doit être protégée à tout prix face à l'avancée des djihadistes de l'EIIL.**

La reprise de la ville de Kirkouk le 26 juin 2014 aux mains des combattants islamistes par les peshmergas – soldats kurdes – a retenti dans toute la région autonome comme le signal que l'indépendance approchait. Ainsi, dès le 3 juillet, Massoud Barzani demandait au Parlement du Kurdistan de «préparer l'organisation d'un référendum sur le droit à l'autodétermination».

La population kurde qui partage depuis près d'un siècle le rêve d'un Etat indépendant (le traité de Sèvres de 1920 prévoyait, dans le cadre de la division de l'Empire ottoman, l'autonomie des provinces kurdes et, à terme, la création d'un Etat indépendant. Trois ans plus tard, ce projet d'indépendance était annulé par le Traité de Lausanne) espère pouvoir tirer son épingle du sinistre jeu qui se déroule en Irak.

## Persécutés sous Saddam Hussein

Dès 1979, le régime de Saddam Hussein applique aux Kurdes d'Irak une politique de persécution. Accusés de trahison par le gouvernement irakien lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), ils subissent des attaques chimiques. Comme le 16 mars 1988 quand près de 5000 personnes succombent dans le village kurde d'Halabja.

En tout, ce sont près de 200.000 Kurdes qui trouvent la mort en 1988 lors de l'opération al-Anfal (butin de guerre). Le procès du dictateur irakien et d'«Ali le chimique», l'un de ses cousins et bras droit, s'ouvre en 2005. Les deux hommes sont inculpés de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

## Privilégier l'unité ?

Lorsque les Etats-Unis envahissent l'Irak et chassent Saddam Hussein du pouvoir en 2003, les Kurdes s'allient à la coalition armée. Alors que le pays se divise entre chiites et sunnites, ils apparaissent comme le seul groupe uni derrière un même but : obtenir un Etat indépendant. Dès



Le 3 juillet 2014, des Kurdes irakiens manifestent devant le Parlement à Erbil pour réclamer un Etat indépendant. © AFP PHOTO / SAFIN HAMED



Le pipeline Irak-Turquie relie Kirkouk à Ceyhan. © Emrah Yorulmaz - Anadolu Agency

lors, la région apparaît comme relativement stable dans un pays en proie à la guerre civile.

En juillet 2014, alors que les troupes de l'EIIL ont déclaré l'installation d'un califat à cheval sur l'Irak et la Syrie, Washington appelle à l'unité du pays et exhorte Kurdes, Arabes sunnites et chiites et Turkmènes à s'entendre afin de former un gouvernement d'union nationale.

Dès lors, la décision de Massoud Barzani de demander au Parlement kurde l'organisation d'un référendum est fortement condamnée par la Maison Blanche. «Nous continuons de croire que l'Irak est plus fort s'il est uni», a déclaré Josh Earnest, porte-parole de la présidence américaine.

Si les intentions américaines en Irak sont difficiles à déchiffrer, une certitude peut tout de même être avancée : les Etats-Unis ne veulent plus s'engager sur un terrain proche ou moyen-oriental. Barack Obama l'a martelé lors de son allocution devant la presse le 19 juin.

Quant à convoiter le pétrole irakien, selon Hamit Bozarslan, docteur en histoire et sciences politiques ainsi que directeur d'études à l'EHESS, il n'en est pas question : «Les Etats-Unis veulent vraiment obtenir leur indépendance vis-à-vis du pétrole moyen-oriental d'ici trois ou quatre ans. Il y a un recentrage sur le pétrole américain, y compris du Venezuela, et l'exploitation du gaz de schiste.»

## Indépendance financière ?

Les Kurdes d'Irak ont connu un début d'indépendance financière grâce à la construction du pipeline Irak-Turquie qui relie Kirkouk à Ceyhan. Le pouvoir central irakien et Erbil étaient déjà en conflit depuis des années au sujet du partage des revenus pétroliers issus de la région autonome du Kurdistan. Considérant que le pétrole et le gaz produits dans cette région lui appartiennent, le gouvernement kurde a commencé à traiter directement avec les compagnies pétrolières. Au début de l'année 2014, les autorités d'Erbil ont même exporté leurs premiers barils de brut vers la Turquie.

L'initiative n'a pas plu au gouvernement de Bagdad qui estime que les matières premières de toutes les régions d'Irak appartiennent au

pays entier. La Croix rappelle que «la Constitution irakienne de 2005 prévoyait qu'une loi fixe les règles du partage des revenus pétroliers entre les différentes régions de l'Irak (83% pour Bagdad et 17% pour les Kurdes) et le statut juridique des compagnies pétrolières qui opèrent sur le sol irakien.»

Mais dans l'état actuel des choses, Bagdad aurait-il encore longtemps une prise sur les exportations kurdes ? Hamit Bozarslan estime qu'Erbil devrait vendre cinq fois plus de pétrole, à l'Europe notamment via la Turquie, pour parvenir à une situation financière viable. «Ce qui est tout à fait réalisable», selon le chercheur.

L'accélération des exportations de brut kurde pourrait être un signe que le pays est bien en voie de division. L'essentiel du pétrole irakien se trouve dans le sud du pays, majoritairement chiite, et pour l'instant à l'abri de l'EIIL. La crise actuelle pourrait en effet déboucher de facto sur une partition du pays : au nord-ouest, une zone sunnite dominée par l'EIIL, au nord-est, le Kurdistan irakien, indépendant financièrement grâce à son pétrole, et au sud une zone chiite.

## Désintégration de l'Etat

La situation s'explique par l'avancée fulgurante du groupe djihadiste de l'EIIL mais, pour Hamit Bozarslan, c'est avant tout l'incapacité d'agir du gouvernement de Nouri al-Maliki qui l'a amenée.

«Ce n'est pas nous qui avons quitté l'Irak, c'est l'Irak qui nous a quittés», a martelé plusieurs fois Massoud Barzani dans ses discours. Un désengagement dont Maliki serait le principal responsable. «Les institutions irakiennes ne fonctionnent plus depuis 6 ou 7 ans (...). Maliki a opté pour une politique de professionnalisation à outrance sans même savoir qu'il n'avait pas les moyens de se défendre», souligne le chercheur.

Dans une situation que l'on a laissée se dégrader, les Kurdes ont simplement trouvé leur avantage. Hamit Bozarslan rappelle qu'après la prise de Fallouja le 4 janvier 2014, ils ont alerté l'Etat irakien et les Américains sur place sur une possible avancée djihadiste. «Le pouvoir aussi peut être autiste», lâche-t-il désabusé.





# Iraq — or Sunnistan, Shiitestan and Kurdistan

By **JAKE FLANAGIN**  
[op-talk.blogs.nytimes.com](http://op-talk.blogs.nytimes.com)  
 July 8, 2014

When the Islamic State of Iraq and Syria launched its 2014 assault on Iraq, the ensuing chaos ignited familiar discussions about the future of the country and the possibility of a “three-state solution.”

In 2013, Robin Wright analyzed a redrawn map of the Middle East in The New York Times, pointing out how 5 countries could “become 14” in the future. These hypotheses appear more prescient than ever.

To begin, the prospect of Kurdish independence is one of the “worst-kept secrets” in the Middle East, writes Simon Tisdall for The Guardian. “Saddam Hussein’s fall in 2003 brought the Kurdish region in northern Iraq a significant measure of self-rule, building on its precarious post-1991 autonomy,” Mr. Tisdall says. “The Kurdish regional government (KRG) has steadily expanded its political and economic clout over the past decade. Now the apparent collapse of central authority in Iraq has given the biggest boost yet to the independence movement.”

It’s a push that President Abdel Fattah el-Sisi of Egypt calls potentially “catastrophic.” According to Reuters, the Middle East News Agency quoted Mr. Sisi as describing the possibility as “no more than the start of a catastrophic division of Iraq into smaller rival states,” which will ultimately add fuel to the blaze of extremist insurgency gripping the region.

**B**ashdar Pusho Ismaeel, a columnist for The Kurdish Globe, an English-language newspaper based in the northern Iraqi city of Erbil, disagrees: “From a Kurdish perspective, it is a question of how can you break something that wasn’t whole to start with?”

“Who can blame the Kurds, who never wanted to be a part of the Iraqi state in the first place, to push for separation when the country is yet again in sectarian flames?” he asks. “Even Turkey, traditionally a staunch opponent of Kurdish nationalism, has come to realise that not only is

Kurdish independence a natural path that ultimately cannot be stopped, but they can gain tremendous benefit from a secular, oil rich, strategic partner in the tumultuous new age of the Middle East.”

In an Op-Ed for The New York Times, Leslie H. Gelb, president emeritus of the Council on Foreign Relations, explained that a disintegrated Iraq could be a disaster: “Such a rupture would ignite terrible slaughter inside the country and unsettle the Middle East as a whole.” Mr. Gelb recognizes the political impossibility of a wholly united Iraq and instead advocates increased federalization as a solution for national and regional peace: “If the Iraqi Humpty Dumpty is to be made whole again, it can be only through a federal power-sharing formula.”

**M**r. Gelb recalled an article written for The Times in 2006, which he wrote with Vice President Joseph R. Biden Jr., then a Delaware senator. It was one of the first major appeals for a federalized Iraq. “Establish three largely autonomous regions with a viable central government in Baghdad,” Mr. Biden and Mr. Gelb wrote. “The Kurdish, Sunni and Shiite regions would each be responsible for their own domestic laws, administration and internal security. The central government would control border defense, foreign affairs and oil revenues. Baghdad would become a federal zone, while densely populated areas of mixed populations would receive both multisectarian and international police protection.”

Those designs were dismissed. Speaking with The Washington Post’s Adam Taylor, Mr. Gelb described the current situation in Iraq as “the worst of all possible worlds — anarchy!”

“Gelb has long maintained that he and Biden never said they supported partitioning Iraq, as their critics suggested,” Mr. Taylor writes. A partition “destroys the economic viability of the territories,” Mr. Gelb told him. “It creates a permanent warfare among the sections.”

**P**erhaps there is a way to accomplish both partition and peace, Michael O’Hanlon and Edward P. Joseph suggest at Reuters. “The fundamental U.S. and European goal in Iraq now is neither an

intact Iraq nor a partitioned one. We can live with either outcome,” they explain. “The important objective is the defeat of the Islamic State of Iraq and the Levant (or ISIL), the terrorist group that now controls large swaths of both Syria and Iraq with its extreme brutality, its strong allegiances to an Al Qaeda-like ideology and its ambitions to do even more damage in the region and beyond.”

“To defeat this group, the West needs the moderate Sunni leaders of Iraq to turn against the Sunni militants and take the lead in the fight, working with the United States through whatever military means we ultimately decide to provide,” they write. But this is not especially feasible if moderate Sunni leaders “wind up living in a rump state of ‘Sunnistan,’ created by battlefield realities, not political accord, lacking natural resources, unfunded by the central state of Iraq and with significant numbers of their fellow Sunnis still living in diverse cities like Baghdad, where they could be vulnerable to possible Shiite pogroms.”

“To be effective, partition needs to be carefully managed and fair,” Mr. O’Hanlon and Mr. Joseph clarify. “A Sunni-majority region, to parallel the Kurdish autonomous zone (or a new Kurdish independent state), could perhaps begin slightly north and west of Baghdad and extend up to Mosul in the north and include towns like Fallujah and Ramadi on the way to the Syrian border in the west.” Regardless of whether Sunnistan, Shiitestan and Kurdistan operate autonomously or as sovereign states, the essential political asset for the region is inter-ethnic and sectarian cooperation.

“In the end, what is needed is a joint campaign plan for defeating the Islamist militants that is developed and supported by the United States and the region, but led by Iraqi Shiite and Sunni and Kurds,” Mr. O’Hanlon and Mr. Joseph write. “That remains the ultimate and nonnegotiable objective.” ■

Los Angeles Times July 10, 2014

# Kurdish officials lash out at 'hysterical' Iraqi premier Maliki



Massoud Barzani  
The president of Iraq's semi-autonomous Kurdish region, Massoud Barzani, arrives for a session of the regional parliament in Irbil on July 3. Barzani's office issued a statement July 10 denouncing Iraqi Prime Minister Nouri Maliki and calling on him to resign. (Safin Hamed / AFP/ Getty Images)

By Patrick J. McDonnell, Nabih Bulos  
July 10, 2014  
www.latimes.com

Officials in Iraq's semiautonomous Kurdish region lashed out Thursday at a "hysterical" Prime Minister Nouri Maliki, calling for him to resign as Iraq's shaky governing structure seemed to plunge further into political disarray.

The escalating war of words between the cen-



Iraqi Prime Minister Nouri Maliki is called "hysterical" by Kurdish officials.

**You must apologize to the Iraqi people and step down. You have destroyed the country and someone who has destroyed the country cannot save the country from crises.**

- From a statement issued by the office of Massoud Barzani, president of the Kurdistan region, addressing Iraqi Prime Minister

tral administration in Baghdad and the Kurdish leadership in the north would appear to diminish prospects of a unified response to a Sunni Muslim-led insurgency that has seen large swaths of Iraq fall out of government control.

As both sides ratcheted up the rhetoric, long-simmering tensions between Kurds and Baghdad seemed headed for a showdown. On Thursday, the office of Massoud Barzani,

president of Iraq's Kurdistan region, issued a statement in which he charged that the two-term prime minister "has become hysterical and has lost his balance."

"He is doing everything he can to justify his failures and put the blame on others for these failures," read the statement, which demanded that Maliki seek contrition and leave office.

Addressing the prime minister directly, the declaration continued: "You must apologize to the Iraqi people and step down. You have destroyed the country and someone who has destroyed the country cannot save the country from crises."

Meantime, the Kurdish political bloc in Baghdad announced that it would boycott Cabinet meetings. That move would appear to exacerbate the nation's political paralysis. The harsh words from the Kurdish leadership came a day after Maliki delivered a polemical broadside in his weekly address, accusing the Kurds of allowing their capital, Irbil, to become a "headquarters" for "terrorists" bent on destroying the Iraqi state.

He was referring to an Al Qaeda breakaway

group, the Islamic State, which has allied with Sunni Muslim separatists in a military offensive that has seen much of northern and central Iraq fall into insurgent hands. Baghdad, the capital, remains under government control, as does southern Iraq, source of most of the nation's oil exports.

Maliki is part of the political bloc representing Shiite Muslims, Iraq's majority population, concentrated in Baghdad and the south.

The Kurdish zone in the north has remained under the aegis of the Kurdish government and its military forces, known as the peshmerga. But much of Kurdish-controlled territory now shares a border with terrain occupied by Sunni Arab rebels.

In their response to Maliki, Kurdish officials rejected the allegation that their region hosted terrorists and said that Kurdistan had always "served as a refuge for oppressed people," including Maliki himself. Maliki lived in exile, mostly in Iran and Syria but with forays into Kurdistan, for more than two decades during the rule of Saddam Hussein, the late former strongman ousted in a U.S.-backed invasion in 2003.

The Iraqi prime minister has also accused the Kurdish leadership of using the crisis to grab territory—including the oil-rich region near the city of Kirkuk—and to bolster the Kurds' bid to split from Iraq.

Last week, Barzani asked Kurdish lawmakers to proceed with preparations for a referendum on Kurdish independence, enraging Maliki. Whether the Kurdish independence drive will move forward remains unclear.

Outside powers, including the United States, Iran and Turkey, are generally cool to the idea of a Kurdish state and have stressed the importance of Iraq remaining intact.

Following elections in April, Iraq's major political groupings—Shiites, Sunnis and Kurds—have failed to agree on the nation's leadership. Maliki, the most prominent member of the dominant Shiite bloc, has resisted efforts from critics to refrain from seeking a third term.

Detractors have accused Maliki of marginalizing Iraq's Kurdish and Sunni Arab minorities. His supporters say he remains the top vote-getter and that switching the prime minister during a national security crisis would be a sign of weakness to forces threatening the Iraqi state. □

Bulos is a special correspondent.

# Kurdish Independence: Harder Than It Looks

Joost Hiltermann  
www.nybooks.com  
July 10, 2014

The jihadist blitz through northwestern Iraq has ended the fragile peace that was established after the 2007-2008 US surge. It has cast grave doubt on the basic capacity of the Iraqi army—reconstituted, trained and equipped at great expense by Washington—to control the country, and it could bring down the government of Prime Minister Nouri al-Maliki, whose eight-year reign has been marred by mismanagement and sectarian polarization. But for Iraqi Kurds, the offensive by the Islamic State of Iraq and Greater Syria (ISIS) and other groups has offered a dramatic opportunity: a chance to expand their own influence beyond Iraqi Kurdistan and take possession of other parts of northern Iraq they've long claimed as theirs.

At the heart of these "disputed areas" is the strategic city of Kirkuk, which the disciplined and highly motivated Kurdish Peshmerga took over in mid-June, after Iraqi soldiers stationed there fled in fear of advancing jihadists. A charmless city of slightly less than one million people, Kirkuk betrays little of its past as an important Ottoman garrison town. The desolate ruin of an ancient citadel, sitting on a mound overlooking the dried-out Khasa River, is one of the few hints of the city's earlier glory. Yet Kirkuk lies on top of one of Iraq's largest oil fields, and with its crucial location directly adjacent to the Kurdish region, the city is the prize in the Kurds' long journey to independence, a town they call their Jerusalem. When their Peshmerga fighters easily took over a few weeks ago, there was loud rejoicing throughout the Kurdish land.

But while the Kurds believe Kirkuk's riches give them crucial economic foundations for a sustainable independent state, the city's ethnic heterogeneity raises serious questions about their claims to it. Not only is Kirkuk's population—as with that of many other Iraqi cities, including Baghdad itself—deeply intermixed. The disputed status of its vast oil field also stands as a major obstacle to any attempt to divide the country's oil revenues equitably. To anyone who advocates dividing Iraq into neat ethnic and sectarian groups, Kirkuk shows just how challenging that would be in practice.

The definitive loss of Kirkuk and the giant oil field surrounding it could precipitate the breakup of Iraq, and while the present government in Baghdad is in no position to resist Kurdish control, a restrengthened leadership might, in the future, seek to retake the city by



Ako Rasheed/Reuters/Corbis  
Kurdish security forces on the outskirts  
of Kirkuk on the day the Kurds seized  
control of the city, June 12, 2014

force. For the Kurds, the sudden territorial gains may also not be the panacea they seem to think they are. The Kurdish oil industry is still much in development, and if the Kurdish region loses access to Baghdad's annual budget allocations without a ready alternative, it is likely to face a severe economic crisis. Moreover, the same jihadist insurgency that has enabled Kurdish advances in the disputed territories is also a potent new threat to the Kurds themselves. So the taking of Kirkuk poses an urgent question: how important is Iraq's stability to the Kurds' own security and long-term aims?

I first visited Kirkuk some twenty-three years ago, driving from Baghdad and entering from the west. Coming up from the capital in those days one had little doubt that one was in Arab areas all the way to the outskirts of Kirkuk, while the city itself, like many urban conglomerations in the wider region, was home to many different ethnic and religious groups, none of them dominant. There were Shia mixed in with Sunnis, and along with three major ethnicities—Arab, Kurdish, and Turkic—the city contained a smaller population of Chaldo-Assyrian Christians, who claimed to be original inhabitants of what was known in ancient times as Arrapha. In fact, despite the Kurds' strong presence in Kirkuk today, many of them were relatively late arrivals, having settled mostly in the years since the oil industry first took hold in the 1930s.

Kurdish nationalists had long made it a quest to incorporate Kirkuk into the Kurdish region. But in 1991, with Saddam Hussein still in power after the Gulf War ended, Iraqi forces reasserted control over the north, brutally crushing the Kurdish uprising. I was one of the first Western visitors to

the town after these tragic events, traveling for Physicians for Human Rights. The detritus of recent conflict was everywhere: earthmovers systematically flattening a Kurdish neighborhood; dead bodies and overturned tractor carts strewn along the road to Erbil; maimed victims of landmines in a Suleimaniya hospital; a grimacing Kurdish fighter bound to something that looked like a telephone pole being carried, face down, into a Chamchamal police station.

To behold such agony, one could only feel sympathy for the Kurds. In seven decades of being Iraqis, they had never had control of their own destiny. Instead, their villages had been destroyed and their population subjected to gas attacks and mass killings amounting to genocide. In Kirkuk, successive Iraqi regimes had uprooted many Kurds and resettled Arabs from the south to supplement indigenous tribes.

Following the Gulf War, when the US enforced a no-fly zone and Baghdad withdrew its troops, the Kurdish autonomous region to the north of Kirkuk gained de facto independence (while being economically suffocated by its neighbors); after the 2003 US invasion it became a region in a federal Iraq. But Kirkuk was not part of this region, its status being left to a referendum to be carried out before the end of 2007; the inability of the federal government in Baghdad and the Kurdish regional government in Erbil to resolve their differences ensured that such a referendum never took place.

The Kurds have tried to play down the importance of Kirkuk's oil revenues, but the city's overriding economic value is clear. Until recently, revenue from the Kirkuk oil field (which in 2013 came to about \$6 billion from the export of 180,000 barrels per day, far below the field's potential) was the only wealth to be derived in Iraq's north, and it landed in Baghdad's coffers. Since 2003, foreign companies have also been busy prospecting for oil in the Kurdish region, registering major finds and thereby in theory diminishing the singular value of Kirkuk to the Kurdish government. This year, the completion of a new pipeline from Iraqi Kurdistan to Turkey has allowed the Kurds to begin shipping Kurdish oil from its own fields directly to Turkey without seeking Baghdad's approval.

Yet it remains unclear how readily this Kurdish oil can be sold in the international market, as buyers fear litigation by the national government in Baghdad. The stranded oil tanker carrying the first shipment of Kurdish crude—it has been stuck off the coast of Morocco, prevented from discharging its load—is emblematic of the difficulty a non-state entity faces in finding buyers in defiance of a sovereign state's export policy. In the meantime, the Kurdish region's economic boom has been financed far less by its own oil revenue than by its share in Iraq's national budget, which derives instead from the sale of oil from the country's vast oil fields in the south. As part of an ongoing political dispute between the central government and the Kurds, Baghdad has withheld Erbil's budget since the beginning of this year, a situation that, if it continues, could



make Kurdish authorities all the more desperate to establish their own independent revenue stream.

Until recently, the Baghdad-controlled North Oil Company piped Kirkuk's oil westward to Baiji, then northward to the Turkish border and on to the Mediterranean. Now, with the Kirkuk oil field in the hands of Kurdish Peshmerga, the Kurds have a historic opportunity to send the city's oil through the new pipeline to Turkey instead, thus bypassing Arab territory and therefore any sort of Arab control, whether from Baghdad or jihadist insurgents. Moreover, having seized the city, they will try to accelerate its accession to the Kurdish region by council vote and local referendum. As Falah Mustafa Bakir, the Kurds' de facto foreign minister, declared in an interview, "the border has changed. The political reality has changed. The power balance has changed. And...Baghdad is far away."

If the Kurds manage to find buyers for their oil and the Iraqi government remains paralyzed by sectarian war, the Kurds will be taking one giant step toward independence, with Kirkuk included in their new state. Abandoning all his customary reluctance to be called out on the statehood question, the regional president, Masoud Barzani, has now said he would like to see a referendum on Kurdish independence within months. But there are many obstacles to such a plan.

The first is the Obama administration, which does not want to see Iraq break up and could

try to block further sales of Kurdish oil. The US is seeking to contain the conflict between the country's competing ethnic and religious groups within the national borders established almost a hundred years ago. Thus Washington is now pushing for a truly inclusive power-sharing government in Baghdad that could be supported by Iran. (For this, the next prime minister would have to be a Shia Islamist, like Maliki.) If such a national compact can be reached and upheld—that holy grail of the post-2003 US enterprise in Iraq—the Kurds will have to play an essential part in it.

It is therefore more likely that, rather than making a beeline for an independence that neither the US nor Turkey seems to support, the Kurds will find themselves negotiating again in Baghdad, but this time with a significantly stronger card in their hands: their control of Kirkuk oil. As long as they are hitched to Iraq, the Kurds will demand guarantees for the timely and full delivery of the region's annual budget allocation, the right to export and sell Kurdish oil, and Baghdad's acquiescence to their permanent stewardship of Kirkuk and its resources. Of course, these are conditions that in and of themselves would advance their march toward independence, with their own oil-produced income gradually replacing the budget allocations derived from southern oil, and any would-be Iraqi leader who agrees to them could be committing political suicide. Negotiations toward a new government will therefore be hard and difficult.

Another obstacle to the Kurds' quest for Kirkuk is

the unresolved matter of the location of the future independent entity's boundary. This is where oil deposits become pivotal, especially in an economy where a single commodity accounts for over 90 percent of national income (in both Iraq and the Kurdish region).

Finally, having taken over Mosul and other cities in northern Iraq, Islamist militants are facing off with the Kurds along a line the length of the Kurdish region. In Kirkuk, the jihadists are virtually at the city gates. For now, their attention is trained on the Shias in Baghdad, but this could change. Already, there have been deadly clashes near Khanaqin, in the far eastern sector of the disputed territories on the Iranian border. Other areas with a mix of population groups, such as Tuz Khurmatu, will be equally susceptible to lethal confrontations. The threat posed by these groups suggests that, for the moment, Baghdad and the Kurds need each other.

What is required—now more than ever—is an inclusive national pact, hammered out by all major Iraqi parties, including the Kurds, that would bring Sunnis back into the government, allow for Kirkuk to be shared and to retain its multicultural character, and to settle the paramount question how Iraqi hydrocarbons are to be managed and revenues distributed. The alternative could be unending conflict, however strong the Kurds may seem today.

■ ■ ■



## Iraq's Maliki ousts Kurdish foreign minister Zebari, installs Shiite replacement

**Tensions between Iraq's central government and the semi-autonomous Kurdish region intensified Friday after Prime Minister Nouri al-Maliki replaced Foreign Minister Hoshiyar Zebari, a Kurd, with a member of his own Shiite bloc, Hussain Shahrستاني.**

By JC Finley | July 11, 2014 (UPI)

**BAGHDAD**, --Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki confirmed Friday he has replaced Foreign Minister Hoshiyar Zebari, a Kurd, with a member of his own Shiite bloc, Hussain Shahrستاني.

Maliki's decision to replace Zebari further escalates tensions between the Iraqi central government and the the semi-autonomous Kurdish region in Iraq's north.

On Wednesday, the prime minister alleged in a televised address that Erbil, the capital of the semi-autonomous Kurdistan Regional Government, was "becoming a base for the operations of the Islamic State and Baathists and al-Qaida and the terrorists."

Infuriated, the Kurds announced on Thursday the Kurdish bloc in Iraq's central government would boycott Cabinet meetings.

One Kurdish regional government official said that Maliki's decision to remove Zebari from his position in the central government suggests the end of inclusive governing.

"With this step, the prime minister doesn't leave any room for power sharing," said Kurdistan Regional Government Foreign Affairs Minister Faleh Mustapha. "Had our ministers resigned from the government or if we had withdrawn entirely from the government, it would be different, but we are still participating in the political process."



*Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki (R) and Iraqi Foreign Affairs Minister Hoshiyar Zebari address reporters at the Elysee Palace after meeting with French President Nicolas Sarkozy in Paris on May 4, 2009. (UPI Photo/ David Silpa)*

At dawn on Friday, Kurdish Peshmerga forces seized control of two key oil facilities in the north previously run by the Iraqi government.

As Iraq battles Sunni insurgents, it continues to grapple with government formation. Iraq's parliament has not yet been able to agree on candidates to fill the senior positions of parliamentary speaker (typically a Sunni), president (typically a Kurd), and prime minister (typically a Shia). ♦

Le Monde  
Mercredi 9 juillet 2014

# Les milices chiïtes mobilisent pour défendre Bagdad

L'avancée des djihadistes et la débandade de l'armée régulière irakienne ont provoqué un afflux de volontaires

## Reportage

Bagdad  
Envoyé spécial

La supplique s'élève dans une petite pièce surchauffée, saturée de larmes et de sueur, au rez-de-chaussée d'une bicoque de Sadr City, le chaudron chiïte de l'est de Bagdad. « Reçois-le auprès de toi ô Ali, reçois-le toi auprès de toi ! » Ce jeudi 3 juillet, une vingtaine d'hommes en treillis implorant la figure tutélaire de l'islam chiïte, devant le cercueil d'un de leurs camarades, tué dans les combats contre des insurgés sunnites.

Ils appartiennent à l'Armée du Mokhtar, une milice à la réputation sulfureuse rattachée au Hezbollah irakien, une officine de Téhéran sans lien organique avec le mouvement chiïte libanais dont elle porte le nom. Après avoir embrassé le catafalque, les miliciens sortent en sanglotant, avec de grands gestes démonstratifs, dans une ruelle écrasée de soleil, au milieu des voisins et des parents du « martyr ».

Nommé Mohamed Moshen, âgé de 21 ans, celui-ci venait de rejoindre les rangs de l'Armée du Mokhtar, en réponse à la fatwa (« décret ») de l'ayatollah Ali Al-Sistani. Le 13 juin, après la prise de Mossoul par les djihadistes de l'Etat islamique (EI), le guide spirituel des

**« Après les funérailles de mon frère, je m'engagerai (...). Nous recherchons tous le martyr »**

### Un Jeune chiïte de Sadr City

chiïtes irakiens avait appelé ses fidèles à prendre les armes. « Il est mort sur le front est, dans la province de Diyala, bredouille son frère, Ala'a. Après les funérailles, je m'engagerai à mon tour, ainsi que mes deux autres frères. Nous recherchons tous le martyr. »

Comme Mohamed Moshen, des dizaines de milliers de chiïtes irakiens, galvanisés par la menace dji-

hadiste, ont décidé de monter au front. L'ampleur de cet afflux est impossible à mesurer précisément. On peut dire qu'il a dopé la force de frappe des milices déjà bien établies comme Asa'ib Ahl Al-Haq (« la ligue des vertueux »), en charge des basses œuvres de Nouri Al-Maliki, l'Armée du Mehdi, affiliée au mouvement sadriste, ou la brigade Badr, rattachée au ministre des transports, Hadi Al-Ameri. Et qu'il a contribué à l'essor de formations paramilitaires plus confidentielles,

telles l'Armée du Moukhtar, fondée début 2013, ou les brigades du Hezbollah, une autre création des gardiens de la révolution iraniens. « Les milices ont saisi l'occasion de la fatwa d'Al-Sistani pour faire étalage de leur force », explique Hamed Al-Sayed, journaliste à Mada, un quotidien irakien indépendant.

Beaucoup de ces volontaires ont l'habitude des armes. Ce sont d'anciens soldats de l'armée régulière, des vétérans de l'insurrection anti-américaine des années 2000 ou des miliciens rappelés de Syrie, où ils combattent les opposants au régime de Bachar Al-Assad.

Hussein Abou Aytan, un trentenaire de Sadr City, est l'un d'eux. Commandant d'une unité d'Asa'ib Ahl Al-Haq, affecté en 2013 à la défense du mausolée chiïte de Sayeda Zeinab, dans la banlieue de Damas, il opère aujourd'hui sur le front nord, en lisière de Samarra et de Tikrit : « Nous sommes un peu comme une unité d'élite, notre mission consiste à préparer le terrain pour l'avancée des tanks. »

### Le Parlement irakien suspend ses travaux

Miné par les divisions, le Parlement irakien élu en avril a reporté au 12 août la session cruciale qui devait nommer un gouvernement. Cette décision, prise lundi 7 juillet en raison de l'incapacité des partis politiques à s'entendre sur les trois principaux postes du nouvel exécutif, risque d'entretenir la paralysie politique alors que les djihadistes de l'Etat islamique, qui contrôlent le nord du pays, menacent Bagdad.



A Sadr City, ville de la banlieue de Bagdad, revue de troupes du Hezbollah irakien dirigé par Wathiq Al-Battat (au centre, en noir), le 5 juillet.

LAURENT VAN DER STOCK/GETTY REPORTAGES POUR « LE MONDE »

Après la débandade de l'armée à Mossoul, imputée à l'incurie du commandement et au manque de motivation des troupiers, les miliciens se présentent volontiers comme des soldats modèles, guidés par la foi, donc infaillibles. « Si Bagdad a été sécurisé, ce n'est pas grâce à l'Etat, c'est grâce aux milliers d'hommes et de femmes, parfois armés d'un simple bâton, qui ont répondu à l'appel d'Al-Sistani », assure Mehdi Al-Batât, un cadre du Hezbollah irakien.

Officiellement, cette mobilisation se fait sous l'égide du ministère de la défense. Accusé de souffler sur les braises de la guerre confessionnelle qui a ravagé l'Irak entre 2006 et 2008, le dignitaire chiïte a revu et corrigé sa fatwa initiale, en soulignant la nécessité d'intégrer les miliciens dans l'armée. Du côté des sadristes, on insiste sur le fait que la vocation des Sarayat Al-Salam (« brigades de la paix »), la nouvelle dénomination de l'Armée du Mehdi, est exclusivement défensive. « Leur mission consiste à protéger tous les lieux saints, chiïtes, sunnites ou chrétiens », professe Sayyed Ibrahim Al-Jabri, responsable du mouve-

ment pour l'est de Bagdad.

Une maisonnette poussiéreuse sur les rives du Tigre, dans le quartier de Kerada. C'est le siège des brigades du Hezbollah. Trois canapés fatigués et une table avec une imprimante débranchée font office de réception. Le leader des brigades, un chef de tribu nommé Abbas Al-Mohamedawi, étant indisponible, il se fait représenter par son « secrétaire personnel », Seïf Al-Mohamedawi. Cheveu gominé, lunettes d'aviateur, un double holster sanglé à la poitrine avec pistolet Glock d'un côté et chargeurs de rechange de l'autre : le trentenaire ne passe pas inaperçu.

Sous le regard de ses adjoints, il explique avoir recruté dix mille volontaires, payés le même salaire que dans l'armée, soit environ 1 000 dollars par mois (735 euros). Une coquette somme dans l'Irak d'aujourd'hui, susceptible de rivaliser avec la foi et l'amour de la nation au registre des motivations. « Nous ne sommes pas une milice, nous sommes là pour défendre l'Irak, tous les ordres viennent de l'état-major », insiste le jeune « pistolero ». Tous, sauf les promo-



tions. Le mécanisme de distribution des grades est généralement laissé à l'appréciation du chef de milice. « C'est comme ça qu'on voit sur les checkpoints des colonels de 30 ans », remarque le journaliste Hamed Al-Sayed.

Dimanche 6 juillet, trois jours après ses funérailles, l'Armée du Moukhtar organise une parade en l'honneur de Mohamed Mohsen, le martyr de Sadr City. Une cinquantaine de miliciens aux uniformes dépareillés, défilent d'un pas

## « Les milices chiites portent tout autant préjudice à l'Irak que les combattants de l'Etat islamique »

**Hamed Al-Sayed**  
du quotidien indépendant  
« Mada »

maladroit devant Wathiq Al-Bat, le chef du Hezbollah irakien. Familier des déclarations incendiaires, ce fanatique enturbanné promet de marcher sur l'Arabie saoudite, après avoir libéré Mossoul et l'Anbar, la région de l'ouest de l'Irak tombée, elle aussi, aux mains de l'Etat islamique.

Bien qu'elles se prétendent en voie d'intégration à l'armée, les milices conservent leur affiliation politique. Pro-Maliki pour Asa'ib Ahl Al-Haq, anti-Maliki pour l'Armée du Mehdi. Entre les deux formations qui n'en faisaient qu'une jusqu'en 2008, la haine est viscérale et les affrontements quasi routiniers. Au début du mois, d'autres combats internes au camp chiite se sont déroulés à Kerbala, entre Jund Al-Sama (« les soldats du ciel »), l'aile militaire du mouvement messianique Al-Sarkhi, et les services de sécurité irakiens, épaulés par Asa'ib, faisant plusieurs dizaines de morts.

« Les milices chiites portent tout autant préjudice à l'Etat et au territoire irakien que les djihadistes de l'Etat islamique, prévient Hamed Al-Sayed. En les absorbant dans l'armée, on prend le risque que celle-ci se transforme en une grande milice constituée sur une base exclusivement sectaire. Maliki devrait se méfier : un jour, les paramilitaires se retourneront contre lui. » ■

**BENJAMIN BARTHE**

# « Les sunnites ont plus peur des milices chiites que des djihadistes »

## Reportage

**Bagdad**  
Envoyé spécial

Il y a dix ans, c'était un parc pour enfants. Les jeunes d'Adhameya, quartier sunnite de Bagdad, venaient y jouer au football. Aujourd'hui, ce terrain pelé, en bordure du Tigre, est un cimetière. Une forêt de pierres tombales y a poussé durant les années noires de la guerre civile (2006-2008), à l'époque où les habitants, entourés de zones d'habitation chiites, n'osaient plus faire un pas en dehors du quartier. « Toutes les personnes enterrées ici sont des martyrs, des victimes des milices, soupire un employé du cimetière. Il y en a environ huit mille. »

Abdel Rassoul Mansour patiente à l'ombre d'un eucalyptus. Vêtu d'une chemise à carreaux bleu ciel sur un pantalon de flanelle, cet entrepreneur attend la dépouille de son cousin, que les

femmes de la famille sont en train de laver. Le chauffeur de taxi de 50 ans a été abattu la veille au soir, dimanche 6 juillet, à la sortie de sa mosquée, à Dora, un quartier sunnite du sud de Bagdad.

Implanté dans le « triangle de la mort », haut lieu des affrontements entre soldats américains et militants d'Al-Qaida durant les années 2000, l'endroit est quadrillé par les services de sécurité et les milices chiites, qui le pensent infesté de cellules dormantes de l'Etat islamique (EI). Quand on l'interroge sur l'assassin de son cousin, Abdel Rassoul esquise un sourire entendu : « Vous savez mieux que moi. »

Bagdad n'est pas Benghazi. Les miliciens n'y dévalent pas les rues à tombeau ouvert, dans des pickup bourrés d'armes. Ils savent opérer discrètement, dans des voitures banalisées et des tenues passe-partout ou bien des uniformes, qui ne les distinguent pas vraiment des forces de sécurité. Diffi-

cile d'identifier dans la rue un membre d'Asa'ib Ahl Al-Haq (« la ligue des vertueux »), l'armée privée du premier ministre irakien Nouri Al-Maliki.

## Terreur silencieuse

Ce groupe, qui bénéficie d'une liberté d'action quasi totale, est pourtant omniprésent : aux portes de la Zone verte, cette forteresse dans la forteresse, qui abrite les principales institutions du pays ; sur les points de contrôle, les plus sensibles de la ville, bardés de mur en béton ; dans les quartiers comme Dora, Hamadiya ou Saadiya, ces anciens bastions de l'insurrection anti-américaine, en proie à des violences récurrentes.

Ses membres, de jeunes chiites fanatisés, affranchis de tout contrôle, à part celui du premier ministre, sont la hantise des sunnites. « On a plus peur des milices chiites que des djihadistes de l'EI », confie un jeune employé d'une ambassade occidentale, qui préfère rester anonyme.

Le calvaire de Liqaa Salman, petite dame coiffée d'un chignon, en dit long sur cette terreur silencieuse. Elle reçoit dans la cuisine de sa maison, où flotte un parfum d'aubergines frites, à Sayhoua, un quartier prisé par les hauts gradés de l'armée. Depuis que des hommes encagoulés sont venus arrêter son frère Nabil, le 2 mai, en pleine nuit, elle n'a plus eu de nouvelles de lui. Aucun signe de vie. Tous les services de police et de renseignements où elle est allée plaider sa cause lui ont déclaré n'avoir pas eu connaissance de son cas. Patron d'un petit supermarché, il avait déjà été embarqué par la police deux semaines avant les législatives du 30 avril, comme beaucoup d'habitants du quartier. Puis il avait été relâché au lendemain du scrutin, qui s'était déroulé dans un calme inattendu. « Qui peut avoir intérêt à l'arrêter à nouveau, dix heures après sa libération ? », interroge Liqaa, tenaillée par l'angoisse. Je prie pour qu'il ne

soit pas entre les mains d'Asa'ib. »

À la fin de 2013, la marja'iyah (les plus hautes autorités de l'islam chiite) avait enjoint M. Al-Maliki de mettre sous les verrous tous les chefs de milices coupables d'abus. Seul Wathiq Al-Battat, le chef de l'Armée du Moukhtar, provocateur anti-sunnite bien connu, avait été arrêté, avant que la procédure ne soit annulée quelques jours plus tard, en raison, officiellement, d'un manque d'éléments à charge.

À la même époque, le gouvernorat de Bagdad planchait sur un projet visant à quadriller la capitale par des caméras de sécurité.

« Des consultations avaient commencé avec diverses sociétés, dont la française Thalès, raconte un familier du dossier. Quand le premier ministre en a eu vent, il a ordonné le retrait de toutes les forces de sécurité protégeant le gouvernorat. Le lendemain, le projet était suspendu. » On ne touche pas aux milices de M. Maliki. ■

**B. B.**



# A haute voix pour l'indépendance

Eparpillés entre quatre pays, les Kurdes se demandent si le chaos actuel en Syrie et en Irak ne devrait pas les inciter à proclamer leur Etat.

—Al-Hayat Londres

Beaucoup de Kurdes disent qu'il faut "saisir l'occasion pour déclarer l'indépendance du Kurdistan". C'est-à-dire profiter des événements qui se précipitent en Syrie et en Irak, avec l'extension de l'influence des radicaux islamistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). Les Kurdes sont depuis longtemps tiraillés entre leurs identités au sein des différentes nations et leur propre rêve national, après que les accords Sykes-Picot [accord franco-britannique de 1916 sur le partage du Moyen-Orient] les ont dispersés dans quatre pays [Turquie, Irak, Iran et Syrie] sans leur accorder un Etat. En Iran, l'activisme kurde a été contenu par l'idéologie de la révolution islamique d'une part, la répression généralisée de l'autre. En Syrie, ils sont beaucoup moins nombreux et vivent dans des zones géographiquement discontinues. C'est probablement ce qui explique qu'ils n'aient pas misé sur le nationalisme ethnique mais sur la revendication de leurs droits en Syrie et l'établissement d'un Etat démocratique garantissant l'égalité citoyenne.

En Turquie et en Irak, en revanche, les Kurdes ont longtemps mené la lutte armée contre le pouvoir central. En Turquie, le PKK [le mouvement de guérilla kurde] a ensuite fait le choix stratégique de renoncer à la

violence et de reconnaître l'Etat turc, pour se contenter de revendiquer l'autonomie. En Irak, ce n'est qu'après la guerre de libération du Koweït, en 1991, qu'ils ont bénéficié de [l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne] pour développer une large autonomie de facto. Toutefois, malgré les souffrances subies [de la part du régime de Saddam Hussein], ils ont penché en faveur de leur maintien au sein de l'Etat irakien.

Leur volonté de rester irakiens était encore plus claire après la chute de Saddam Hussein, en 2003, suivie de la fédéralisation du pays, de la reconnaissance de leurs institutions, de l'adoption du kurde comme seconde langue officielle du pays et de la désignation du [leader kurde] Jalal Talabani comme président de l'Irak.

Leur nouveau statut n'a pas empêché la question nationale de rester l'obsession de certains, que ce soit en raison du système irakien de quotas, qui défigure la démocratie et contredit l'égalité citoyenne, ou en raison de la succession de gouvernements corrompus à Bagdad, qui cherchent à accaparer le pouvoir au lieu de construire un Etat garant de l'égalité des chances. Aujourd'hui, c'est donc le nationalisme kurde qui a le vent en poupe. Ce n'est pas seulement parce que les Kurdes perçoivent de plus en plus le cadre national irakien comme une contrainte. C'est également à cause des espoirs déçus du "printemps

arabe". Au lieu d'apporter le changement démocratique, celui-ci s'est traduit par des violences et l'avancée de forces islamistes qui n'ont rien à voir avec les idées de liberté et de droits de l'homme.

Mais ce regain de nationalisme kurde s'explique aussi par l'attitude des forces adverses, c'est-à-dire des nationalistes arabes, qui n'ont rompu ni avec les illusions du passé, ni avec le chauvinisme qui conduit à piétiner les minorités, ni avec la conviction que le pluralisme est le produit de la colonisation.

Ces nationalistes arabes se sont évidemment précipités pour dénoncer les nouvelles velléités indépendantistes kurdes, mettant en garde contre la démocratie et les valeurs de pluralisme, arguant qu'on ne peut se fier aux Kurdes, qui cacheraient bien leur jeu mais qui, le moment venu, n'hésiteraient pas à réaliser leur projet national au détriment de leurs compatriotes irakiens. Toutefois, d'autres voix kurdes s'inscrivent en faux contre la tentation indépendantiste. D'un point de vue pragmatique, ils sont conscients du refus que la communauté internationale et les quatre pays où vivent les Kurdes directement concernés opposeront à toute tentative de changer la carte de la région. Ils prédisent qu'une telle aventure

## Ce regain de nationalisme kurde s'explique aussi par l'attitude des nationalistes arabes

non seulement demandera des sacrifices inutiles, mais risquera également de les priver de leurs acquis actuels. De même estiment-ils que la relative autonomie dont ils jouissent au sein des Etats existants permet un développement économique qu'il serait difficile de maintenir dans le cadre d'une entité purement kurde face aux luttes qui opposent les grands blocs politiques et économiques.

Ces voix kurdes craignent aussi qu'un projet ethnique ne suscite le même esprit chauvin et les mêmes excès tyranniques que ceux que les nationalistes arabes. Par conséquent, ils appellent plutôt leurs compatriotes à s'impliquer dans chacun des quatre pays qui se partagent le Kurdistan historique afin de faire triompher la construction d'un Etat démocratique fondé sur l'égalité citoyenne, respectueux des droits de l'homme et protégeant toutes les composantes ethniques.

—Akram Al-Bunni  
Publié le 2 juillet



↳ "C'est le moment de proclamer l'indépendance..."  
Dessin de Stephff, Thaïlande.

# LE DEVOIR

LE DEVOIR, LE LUNDI 7 JUILLET 2014

VOL. CV N° 149

POINT CHAUD

## « L'indépendance du Kurdistan irakien de plus en plus probable »

CLAUDE LÉVESQUE

L'Histoire a donné un bon coup d'accélérateur au Moyen-Orient, comme ça lui arrive à l'occasion. L'Irak est en train de se désintéresser. Déjà autonome depuis des lustres, le Kurdistan irakien a toutes les chances de devenir bientôt le prochain État indépendant sur la mappemonde.

Les Kurdes d'Irak ont annoncé la tenue prochaine du référendum sur l'indépendance qu'ils ont reporté pendant onze ans pour donner sa chance à l'Irak post-Saddam Hussein, qu'on aurait voulu stable, démocratique, inclusif et fédéral.



Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris

« L'indépendance devient de plus en plus probable, d'abord parce que les Kurdes, pour remplir le vide laissé derrière elle par l'armée irakienne, ont envoyé leurs forces de sécurité contrôler l'ensemble des territoires peuplés d'une majorité de Kurdes », estime le Dr Kendal Nezan, le président fondateur de l'Institut kurde de Paris,

dans un entretien téléphonique.

Ainsi, le Kurdistan irakien a maintenant plus d'un millier de kilomètres de frontière avec le nouvel État islamique proclamé par les djihadistes sunnites en Irak, et seulement quinze avec le gouvernement de Bagdad, « qui est devenu un gouvernement régional ». « Dans cette situation où un conflit entre Arabes sunnites et chiites risque non seulement de se développer, mais de s'aggraver, les Kurdes, comme ils l'avaient déjà dit, ne prendront pas parti, ils suivront leur propre chemin », ajoute le Dr Nezan.

Ce dernier croit qu'ils « n'ont plus guère d'autre choix » que de se doter d'un pays indépendant. Depuis le départ des militaires américains en décembre 2011, Bagdad ne s'est pas acquittée de ses obligations constitutionnelles, selon lui. Le gouvernement central n'a versé au gouvernement régional kurde qu'une partie de l'allocation budgétaire prévue, cessant même tout paiement



SAFIN HAMED AGENCE FRANCE-PRESSE

Manifestation dans le nord de l'Irak le 3 juillet dernier pour réclamer l'indépendance du Kurdistan.

en janvier. Les Kurdes se sont vus obligés de prendre les choses en main et d'exporter eux-mêmes leur propre pétrole, soutient M. Nezan.

« Les choses se feront conformément aux règles du droit international, ajoute le président de l'Institut kurde, conscient que, depuis un siècle, l'indépendance kurde, pourtant promise après la chute de l'Empire ottoman, est restée entourée d'une espèce de tabou. Vu les circonstances et compte tenu du contexte régional, je pense qu'aucun État ne peut s'opposer au libre choix de la population kurde si elle choisit l'indépendance. »

« Le gouvernement de Bagdad est devenu un gouvernement chiite qui fonctionne d'une manière clanique et qui monopolise le pouvoir, poursuit le Dr Nezan. Les Kurdes disent « on ne va pas leur faire la guerre, mais on est pour un divorce civilisé, à l'amiable ». »

### Le facteur turc

Dotés de leur propre armée, les puissants « peshmergas », les Kurdes d'Irak, sont plutôt bien placés pour endiguer toute progression des djihadistes sunnites vers la Turquie et le reste du Proche-Orient. Cette donnée fait réfléchir dans les chancelleries.

Alors qu'elle s'apprêtait à intervenir militairement contre eux il y a tout juste quelques années, la Turquie est peut-être devenue leur meilleure amie.

« Il y a beaucoup de pétrole et de gaz au Kurdistan, et la Turquie en a besoin pour son développement, fait par ailleurs remarquer Kendal Nezan. Elle est très dépendante de la Russie et de l'Iran, qui ont été deux puissances rivales, historiquement. Le Kurdistan irakien est devenu l'un des principaux partenaires commerciaux de la Turquie. On peut dire que c'est l'économie qui a adouci les mœurs politiques turques. »

Ankara a déjà fait, ces dernières années, des gestes en faveur de sa propre minorité kurde et engagé un dialogue avec ses représentants. Ainsi, l'enseignement de la langue, qui était bannie de l'espace public il y a peu, est aujourd'hui permis à l'université et dans le secteur privé. Cette ouverture au fait kurde ne fait pas l'unanimité au sein de l'appareil du pouvoir turc, comme est venu le rappeler l'assassinat en janvier 2013 de quatre militantes à Paris. Crime



dans lequel on a vu la main de membres des services secrets turcs.

### Le point d'interrogation iranien

La Turquie compte 14 millions de Kurdes, environ deux fois plus que l'Irak. En Syrie, où ils totalisent environ deux millions d'âmes, ils contrôlent aujourd'hui les trois cantons où ils sont majoritaires.

L'Iran, avec ses dix millions de Kurdes, demeure «la grande inconnue». «Il y a un couvercle sur une marmite en ébullition. Ils sont doublement discriminés: en tant que sunnites et en tant que Kurdes. Leur taux de participation à la der-

nière élection présidentielle était inférieur à 10%, fait remarquer le président de l'Institut kurde de Paris. L'attitude de l'Iran est pour l'instant opaque. Tout dépendra si le gouvernement kurde autorise les Américains à établir une base dans la région, ce que les Iraniens percevraient comme un acte hostile. Un Kurdistan indépendant pourrait avoir besoin d'accords de sécurité avec des pays occidentaux, mais il pourrait aussi choisir de devenir une zone tampon neutre, comme la Suisse ou la Suède.»

Le Devoir

International New York Times JULY 12-13, 2014

## Iraq plans to oust minister as Kurds seize 2 oil fields

BAGHDAD

### Taking of Kirkuk facilities condemned by official as violation of sovereignty

BY ALISSA J. RUBIN

The dangerous struggle between the leadership of Iraq and the country's Kurdish minority intensified Friday, as the Kurds seized two oil production facilities in Kirkuk Province and the prime minister announced that he was appointing a temporary replacement for the foreign minister.

The prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, a Shiite, moved to replace the current foreign minister, Hoshyar Zebari, a Kurd, with Hussain Shahrستاني, a Shiite from Mr. Maliki's bloc. Mr. Maliki was responding to a decision by Mr. Zebari and other Kurdish cabinet members to boycott cabinet meetings in protest of Mr. Maliki's searing criticism of the Kurds earlier this past week.

In a televised address on Wednesday, Mr. Maliki charged that the Kurds were harboring Sunni militant opponents of the central government and were even allowing members of the group known as the Islamic State in Iraq and Syria, which swept through northern Iraq in June, to organize operations from Kurdistan.

The replacement of Mr. Zebari infuriated the Kurds, but it also appeared to solidify their resolve to move ahead with the constitutional procedure to select a new government, including a president, prime minister and Parliament speaker.

"With this step, the prime minister doesn't leave any room for power sharing," said Faleh Mustapha, who serves as the foreign affairs minister for the Kurdish regional government — a separate position from that of Iraqi foreign minister. "Had our ministers resigned from the government or if we had withdrawn entirely from the government, it

would be different, but we are still participating in the political process," he said.

The oil production facilities in Kirkuk Province, on the border of the Kurds' semiautonomous region in the north, were previously run by the Iraqi government and had a primarily Arab staff. The fields were taken over at dawn by the Kurdish pesh merga soldiers, and the Arab employees were asked to leave, according to Iraq's Oil Ministry and eyewitnesses in Kirkuk.

"These two are among the main wells producing oil in Iraq," said Assam Jihad, an Oil Ministry spokesman. "They are the spine of Iraq's oil wealth and produce 400,000 barrels a day."

"Half of this production goes to the local market and the other half goes for export," he said. "We condemn this constitutional breach and the violation of Iraq's sovereignty."

Iraq currently has a caretaker government, but lawmakers have been unable to agree on candidates to fill the top positions. Although it is not stated in the Constitution, the speakership typically goes to a Sunni, the presidency to a Kurd and the prime minister slot to a Shiite. Each group has a number of factions that first must agree on a candidate, and then ensure that the candidate has at least the tacit approval of the majority of the members of other groups.

Mr. Maliki's appointment of Mr. Shahrستاني, a former oil minister, as foreign minister was made public by Kurdish media and then confirmed by members of Parliament from Mr. Maliki's bloc. By replacing the current foreign minister so quickly after the protest gesture of Kurdish cabinet members, Mr. Maliki was sending a clear message that he would not tolerate dissent from partners in the government.

Omar Al-Jawoshy contributed reporting from Baghdad, and an employee of The New York Times from Kirkuk.



BY HEIGO IN LIANHE ZAOBAO (SINGAPORE). CWS/CARTOONISTS INTERNATIONAL





www.ekurd.net

## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### KIRKUK GOVERNOR: US POSITION IN IRAQ UNREALISTIC

July 5, 2014

**Kirkuk:** Kirkuk governor Najmaddin Karim blamed the US policies in Iraq and stated White House stance in reiterating on Iraq's integrity and unity is unrealistic. "The US should be realistic about Iraq," Karim, also a member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) told Washington Post, stating that the remarks about "sovereignty, Iraq borders and unity are old stories." Meanwhile the daily quoted two Kurdish parliament deputies that Kurdistan Region President Massoud Barzani has told the local parliament two days ago that he will follow the Kurdish region's independence only after the disputed regions are annexed to the Kurdish enclave. "No one wants a war with Baghdad and the Kirkuk's annex to Kurdistan Region should be followed with outmost care," a Kurdish official told the daily; he asked to be remained anonymous. Meanwhile an expert of Iraq affairs in Atlantic Center, Ramzardini, said the Kurds try to use Kirkuk sources for their own benefits, they do not want to carry the responsibility of establishing an independent state. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

### ISIS ISLAMIC-JIHADISTS EXECUTE 10 IN IRAQI KURDISH VILLAGE

July 6, 2014

**A**l-Qaeda linked Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), have executed at least 10 people in a village in Iraq's semi-autonomous Kurdistan region. According to independent Kurdish sources, the executions took place in the village of Zur Maghar, in western Kurdistan region, following the ISIS' capture of three Kurdish villages in the area on Friday. The sources further noted that the victims - local tribal chiefs and the elderly - were either killed by hanging or shooting. The Takfiri militants left three of the bodies hanging from posts at a crossroad for hours, with the aim of intimidating local residents. On Saturday, ISIS gunmen demolished several holy shrines and mosques belonging to Shi'a and Sunni Muslims in the militancy-riddled regions of Iraq's northern province of Nineveh. Latest reports say the militants have razed at least four shrines belonging to revered Sunni or Sufi figures. The extremists also leveled six Shi'a mosques to the ground. Local residents and witnesses say the militants have occupied two Orthodox cathedrals and replaced crosses with their black flags. They had previously demolished several churches...[presstv.ir](http://presstv.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### KDP DENIES PKK ACCUSATION THAT BARZANI PARTICIPATED IN A MEETING IN JORDAN AGAINST AL-MALIKI

July 6, 2014

**Erbil:** Kurdistan Democratic Party (KDP) denied the story that it said was "fabricated" by the Turkish PKK talking about its participation in a meeting in Jordan that included Iraqi Sunni, Baathists and ISIS parties to develop a plan to attack Mosul, noting that it "made us laugh for simplicity and concoctions in it." A statement by the party led by Kurdistan Region President, Massoud Barzani, that (PKK) said in his story that Barzani went to Jordan to organize a meeting with the Jordanian authorities and Sunni bodies against Nuri al-Maliki, pointing out that (the leader in the Democrat) Azad Barwari participated later in the meeting which was attended by Sunnis representatives, Baathists and ISIS terrorist organization and other terrorist organizations. The statement said the party denies this story altogether. The statement added that the KDP and KRG has not and will not be an ally of any "terrorist" undemocratic strength, so how is the case with a "terrorist" group like ISIS which threatened it always before controlling Mosul and after having confrontations in the areas that fall under the authority of Party and protected by Peshmarga, as "not a day goes by without citizens of the party fall martyrs or wounded in these confrontations."...[shafaq.com](http://shafaq.com)

### BARZANI'S KDP WELCOMES ISRAEL SUPPORT

### FROM POSSIBLE KURDISH STATE

July 6, 2014

**Erbil:** Kurdistan Region's ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) welcomed Israel support from the independence of the self-autonomous Kurdistan Region from Iraq. Former Kurdistan Parliament speaker and KDP political office member Kamal Kirkuki said "We are happy and hopeful to see Israel's support from Kurdistan's independence." He further told Shar Press that some Arabic states have announced their support to the region's independence and have sent their support messages to Kurdish officials of Kurdistan Region. Kirkuki went on to say that some regional, Asian, American and European states have also sent their supporting messages to the region, adding that due to the sensitivity of the issue the region will not reveal the name of the states. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### KURDISTAN NEEDS SIX MILLION LITERS OF GASOLINE PER DAY AND OUR PRODUCTION 3.2 MILLION LITERS: HAWRAMI

July 8, 2014

**Erbil:** Kurdistan Energy Minister, Ashti Hawrami said on Monday, that the Kurdistan region needs more than six million of gasoline to secure enough fuel for more than 600,000 car that worth getting the card fuel, indicating that the total production of the region's refineries of gasoline does not exceed 3.2 million liters only. Hawrami said at a hosting meeting called by Kurdistan Parliament Monday to discuss the fuel crisis in the cities of the region that the price of gasoline in Kurdistan is cheaper than some of the neighboring countries, noting that part of the production goes to the black market". Hawrami added that because of the lack of the possibility of KRG for the construction of oil refineries, the ministry entrusted the construction mission to the private sector companies and is now in the process of completion of construction. He said of the total local production is distributed about 2.5 million liters at the stations, while the rest is sent to the Ministry of Peshmerge and other government departments. On the mechanism adopted for the distribution of fuel to cars from filling stations by fuel card system "coupons", the private car receives 25 liters of gasoline per week while taxis 50 liters are receiving for the same period...[shafaq.com](http://shafaq.com) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

### F-16 DELIVERY TO IRAQ AT RISK OF CANCEL- LATION AFTER U.S. PUTS HOLD ON ORDER

July 8, 2014

**Washington:** The Iraqi government is reportedly threatening to cancel an agreement with the U.S. over a delay in the supply of 36 F-16 fighter jets, according to Air Force Technology. The plan to deliver the F-16s is on hold until the security situation in Iraq improves, a U.S. official said. In June, U.S. contractors for the F-16 had to be relocated after militants attacked an air base there. Now, unnamed sources close to Iraq Prime Minister Nouri al-Maliki say he is planning to cancel the strategic framework agreement signed with the U.S. in 2008. The fighters were expected to be delivered between September and the fall of 2017. The U.S. has also delayed its delivery of 24 Apache helicopters to Iraq. [Washington Business Journal](http://Washington Business Journal) | [bizjournals.com](http://bizjournals.com)

### ISIS JIHADISTS ATTACK KOBANÊ FROM NORTHERN BORDER

July 12, 2014

**Kobane:** After the Turkish state opened the border with Kobanê - West (Syrian) Kurdistan for ISIS militants, the jihadists carried out an attack on border villages. The attack met with an immediate response from Kurdish YPG forces and after clashes in which a tank was damaged, lots of ISIS members were killed or wounded. According to information coming through, with the support of the Turkish state, ISIS militants carried out an attack on villages to the west of Kobanê with artillery and tanks Friday night. YPG forces immediately responded to the attacks after the Turkish army opened the border in Ziyaret village for the ISIS militants. Whereupon, clashes occurred in the villages of Zormixar, Ziyaret and Xirab Eto to the west of the canton. Meanwhile, YPG forces have launched an attack against ISIS militants in the town of Şiyox, where it is reported 7 ISIS members were killed. ISIS gangs have been carrying out attacks on the canton of Kobanê with heavy weapons, which they seized in Iraq, since 2 July.

Thus, heavy clashes are occurring between the defence force of the canton and the ISIS gangs. While over 300 ISIS gang members have been killed by YPG forces during the clashes, also at least 20 YPG members have lost their lives...[firatnews.com](http://firatnews.com)

## KURDISTAN REGION STARTS DIGGING DITCH ON BORDERS WITH IRAQ.

July 12, 2014

**K**urdistan Region's ministry of Peshmerga stated Kurdistan region has started digging trenches on its borders to stop militants' attacks onto the region. Addressing a press conference, the ministry's Secretary General Jabar Yawar said the Kurdish region is digging trenches on Erbil and Mosul borders and around Duhok and Kirkuk to ban on terroristic attacks on the region and boost its security. According to Yawar the trenches are two to three meters deep with barbed wire on its two sides, adding that the ditches stretch from Rabia' a border in Ninawa province to borders with Iran. He further denied the trenches are to make a buffer zone around the region, reiterating that Kurdistan Region welcomes refugees that flee violence from Sunni regions and "the trenches will make no hurdle for them. Ground connection between Erbil and central government has almost cut and the militants of the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS) control a border with the region that is more than 1050 kilometers. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

## KURDS IN TURKEY FLOWING TO SYRIAN KURDISTAN'S KOBANE BORDER

July 14, 2014

**U**rfa, Turkey: The vigil action, organised in solidarity with Kobane at the border has entered in its 5th day. The vigil tent was visited and supported by hundreds of people at the evening hours of Sunday. The vigil action that has been organised to take attention to the attacks on the Kobane Canton of Rojava in the village of Ziyaret of Birecik district of Urfa continues in its 5th day.

The tent was visited by hundreds of citizens and representatives of non-governmental organizations coming from various cities and districts of the region. As the number of visitors increased, the youngs set a checkpoint at the entrance of field. The flags of Kurdistan Workers' Party (PKK), Patriotic Democratic Youth Movement (YDG-H) and Kurdistan Communities Union (KCK) were erected around the field and checkpoint. The campaign of Presidential elections was initiated in the field of action. The MPs of Peoples' Democratic Party (HDP) and Party of Democratic Regions (DBP) co-mayors evaluated the resistance of Kobane and gave the start of studies to be held in Urfa concerning Presidential elections. One of the visitors was the Kurdistan Barristers Union. The union co-chairs and its 20 members supported the act. Kurdistan Barristers Union Co-chairs Gülşen Özbek and Serhat Eren told DIHA: "We will be in struggle for Rojava. We are with Kobane and Rojava." [diclehaber.com](http://diclehaber.com)

## AL-SISTANI GIVES MALIKI A WEEK TO STEP DOWN

July 14, 2014

**B**aghdad: The top Shi'ite cleric in Iraq, Ali al-Sistani has delivered a verbal message to the outgoing Prime Minister, Nuri al-Maliki, telling him that he should step down from his post during a week to make room for to choose an alternative and end the crisis in the formation of the government. The religious Marjaa waved that he will announce his frank position against al-Maliki if the week ended and the latter did not respond to the message, according to Elaph Website that said briefed about this information from a source close to the Marjaa. Maliki seek to fill the office for the third time in a row, especially after State of law coalition come the first in the elections that took place at the end of April with 95 seats, ahead of about 60 seats for its nearest rival. But he faces stiff opposition from Sunnis and Kurds he parties in the National Shia coalition as those parties blame it on the massive offensive of the Islamic State of Iraq and Levant "ISIL" organization on the north and west of the country. According to the close source to the religious Marjaa, an envoy has brought a verbal message from the highest religious Marjaa, Al-Sistani to Prime Minister, Nuri al-Maliki on the need to solve the problem of the Shi'ite National coalition's candidate to head the new government to choose the alternative to him within one week, otherwise they will announce a position publicly against his third term...[shafaq.com](http://shafaq.com)

## KIRKUK OIL FIELDS

July 14, 2014

**E**rbil: A member of Patriotic Union of Kurdistan (PUK) blamed rival Kurdistan Democratic Party (KDP) for controlling oilfields in Iraqi Northern Province of Kirkuk. Speaking with Radio Nawa, Salar Muhammad said Kurdistan Region should discuss with Kirkuk governorate and governor every decision it makes in the city. No unilateral attempt without Peshmerga, political parties and Kirkuk governor's knowledge leads to nothing. "Our problems are not oil and natural resources but retaining the soil and its nation and parties should accept the outcome of their injudicious decisions," he added. The PUK official further asked Kurdistan Region President and KDP Leader Massoud Barzani to deal with Iraq developments more rationally and carefully. It is worth mentioning that Peshmerga forces affiliated with the KDP took control of two oilfields of Kirkuk and Bai Hassan wells in Kirkuk province on Friday. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

## OIL FIELDS' TAKEOVER BARZANI'S DECLARATION OF WAR: BAGHDAD OFFICIAL

July 14, 2014

**B**aghdad: A leader of Iraqi ruling State of Law Coalition said the Kurdish forces' takeover of oil fields in city of Kirkuk is a declaration of war by Kurdistan Region President Massoud Barzani. "Massoud Barzani's militia takeover of Kirkuk oilfields is a kind of occupation within a Zionism plot to rob Iraqi people's property and a declaration of war against Iraq army," Muhammad al-Sayhoud told al-Musalama daily, adding that central government will not remain silent in face of the takeover. He further said Kurdistan Region president's cooperation is despotic and even the region's parties are against the behavior. Meanwhile another member of the ruling coalition Alya Nusaiif lashed out at Barzani and said he should resign as he is a non-elected president who is trying to make crisis in Iraq...[kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

## ISIS CONTROLLING 81 OIL WELLS, SMUGGLES OIL

July 15, 2014

**K**irkuk: The Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) has taken over the control of 81 oil wells in northern city of Hamrin, in northern Kurdish province of Kirkuk. According to Hawlati all of Kirkuk oilfields are under the control of Kurdish Peshmerga forces except Hamrin oil field that is controlled by the militants who smuggles oil from the field's wells. The militants smuggles oil to make money in order to achieve their goals. According to the report the militants use oil as a weapon to expand their control on more regions in Iraq and other countries. Kurdistan's Peshmerga forces seized the control of Bai Hassan and Kirkuk oil fields on Friday after a fight with the militants. Bai Hassan is capable of producing 100 to 150000 barrels of oil per day. The Kurdish region said it will use the fields' oil for domestic purposes. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## ARRESTS OF KURDS IN IRANIAN KURDISTAN CONTINUES

July 18, 2014

**S**ne: Four Kurds, Khaled Malaki, Abdol Karim Karimi, Ali and Abdol Hadi, were arrested by security forces in the Kurdish city of Sne (Sanandaj) in Iranian Kurdistan region (Rojhelat) last week. According to the report of Human Rights Activists News Agency (HRANA), the families of the men were reportedly not informed that they had been arrested until they visited the Ministry of Intelligence in Sanandaj after growing increasingly concerned about the men's whereabouts. The Ministry of Intelligence finally admitted that it had arrested the men, but refused to give the families any information about why the men had been detained. One of the men, Khaled Malaki, is the brother of Taleb Malaki, a Sunni prisoner awaiting execution in Karaj's notorious Rajai Shahr Prison. Khaled Malaki had reportedly been previously threatened by the Ministry of Intelligence in Sanandaj after travelling to Tehran with several family members to investigate the current status of the prisoners' cases.

The Ministry of Intelligence told the families that the consequence would be 'very bad for both you and your children', if they did not stop their work in relation to the prisoners. Khaled Malaki had again visited the Supreme Court in Tehran last week before being arrested after noon prayers the day after he returned to Sanandaj. [hra-news.org](http://hra-news.org) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## PUK BLAMES KDP FOR CONTROLLING

# Push for Kurdish independence divides Iraqi Kurds

Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani's call for independence from Iraq has drawn criticism from Iraqi Kurdish politicians who fear a Kurdish state would become a Turkish vassal state.



Author Kamal Chomani  
July 9, 2014  
www.al-monitor.com

**A**lthough the current chaos in Iraq has brought the Kurds there closer to their long-held dream of independence, it has not brought them unity. While Massoud Barzani, president of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Kurdistan Regional Government (KRG), campaigns for Kurdish independence, other Kurdish political groups have taken a different position. In particular the KDP's main rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani's call for independence from Iraq has drawn criticism from Iraqi Kurdish politicians who fear a Kurdish state would become a Turkish vassal state.

On July 3, Barzani addressed the KRG parliament in a closed-door session, during which, according to a source who attended, he discussed his latest diplomatic efforts to gain international support for independence. The source, who requested anonymity, said that Barzani was not clear regarding a referendum on Kurdistan's independence, as opposed to what is being reported in the media.

Part of the backdrop to the Kurdish independence question involves the competition between Turkey and Iran for greater influence in Iraqi Kurdistan. Some Iraqi politicians are concerned that Ankara's subtle support for Kurdish independence stems from the aspiration that the KRG will eventually become a vassal of Turkey. Ankara and the KDP have developed strong, particularly economic, ties, while relations between Iran and the PUK are strengthening.

An Iranian delegation led by Hassan Danaeifar, Tehran's ambassador to Baghdad, visited Sulaimaniyah July 6 to talk with representatives of the Gorran movement, which came in second in KRG elections last year, and PUK officials about recent developments. Some interpret the meetings as a sign that Iran wants to bring the two parties closer. In the meeting, Danaeifar reportedly asked Gorran and the PUK to support Nouri al-Maliki's efforts to remain Iraqi prime minister.

**A**del Murad, a PUK co-founder and secretary of the party's Central Committee, expressed his differences with Barzani regarding possible independence and warning that the current support from Turkey and Israel for the Kurds would not last. Murad supports Iraq's division into three federal entities whereby Arab Sunnis would also enjoy a degree of autonomy. Najmaddin Karim, Kirkuk's governor and a leading figure within the PUK, has also opposed Barzani's approach to independence. In a July 8 interview with Kurdistan New, Karim underscored that the PUK has been working for self-determination, but still wants to do everything legally, through Baghdad, including holding a referendum on Kirkuk.

In the first session of the new Iraqi legislature, on July 1, Kurdish parliamentarians walked out after a war of words erupted between some of them and members of Maliki's State of Law Party. Karim and Alla Talabani, another PUK member and outspoken critic of Barzani, remained in the chamber.

All the Kurdish political parties have agreed to form a committee to negotiate with the other Iraqi parties to discuss forming the new cabinet, but the PUK leaders Karim, Murad and Lateef Rasheed met as a group with Maliki and Ibrahim Jaafari, head of the National Reform Trend, outside the framework agreed to by the other Kurds.

The KDP is concerned about the PUK's moves while discussions are ongoing about possible independence. Hemin Hawramy, chief of KDP foreign relations, told Awene News that the PUK should not allow

anyone within the party to create a fissure in Kurdish unity. He also said, "There are some people within the PUK who are against an independent state of Kurdistan if it is announced at the hands of Barzani."

Kirkuk and its oil have become another point of contention between the KDP and PUK. The city is currently a PUK stronghold, with the party holding six of its 12 seats in the Iraqi parliament to the KDP's two. The peshmerga forces that took over and currently hold Kirkuk are PUK-affiliated and claim that they, not the KDP, is fighting the Islamic State (formerly the Islamic State of Iraq and al-Sham, or ISIS).

**B**arzani held a press conference in Kirkuk June 26, a statement on which was posted on his Facebook page, asserting, "We deem it unnecessary to discuss Article 140 of the constitution or raise any questions relating to it." Article 140 concerns the holding of a referendum to determine whether Kirkuk will remain under Baghdad's direct control or be incorporated into the KRG. His remarks, however, were dismissed by Murad and Karim, both of whom reiterated that Article 140, as a constitutional provision, needs to be decided in Baghdad.

The calls for Kurdish independence have also exposed differences within the PUK. Some PUK leaders find the independence drive a tool to serve Turkey's interests in the region, while other PUK leaders are for independence if Iraq fails to become a fully democratic state.

Indirectly responding to the opposition of some PUK leaders to Barzani's position on independence, Qadir Hamajan Aziz, a PUK political bureau member, wrote in the party's daily, Kurdistan New, that he supports Barzani's bid for Kurdish independence. PUK political members Barham Salih, Azad Jundyani, Omer Fatah and Adnan Mufti hold that if Iraqi governance does not go according to their wishes, independence remains a Kurdish right.

**T**he Gorran movement, led by Nawshirwan Mustafa, takes the position that the Kurds have a right to independence, but that the institutions of an independent state should be constructed prior to the state's declaration. KNN, a TV network close to Gorran, reported on July 6 that Mustafa believes Kurdish claims of independence should not only be based in rhetoric, but also on democratic, accountable and transparent rule. Gorran is unlikely to go against the KDP after agreeing to form a KRG cabinet with Barzani's party on April 17. In addition, competition between Gorran and PUK for the governor's seat in Sulaimaniyah has pushed Gorran closer to the KDP.

The Islamic Union of Kurdistan and the Islamic Group of Kurdistan, which have a combined 16 seats in the KRG parliament, support independence of Iraqi Kurdistan, but not at the expense of democracy and reforms. Marwan Galali, head of the Islamic Group, told Barzani in the July 3 meeting that Kurdish unity should be reflected in local politics, pointing out that the KDP had formed the Dahuk and Erbil local governments alone. The Kurdish political parties had agreed on a broad-based government, and all of them are part of the current KRG. There is concern, however, that with the KDP's exclusion of the PUK and others in Erbil and Dahuk, the PUK might decide to exclude others from the government in Kirkuk, where it holds the majority, which would potentially negatively impact Kurdish unity.

Despite the hopeful aspirations for independence, divisions among the Iraqi Kurdish parties and figures, as well as increased meddling by foreign powers, might undermine the push for a sovereign Kurdish state. ♦

*Kamal Chomani is a Kurdish journalist writing on the political affairs of the Kurdistan Regional Government and covering Kurdish politics in Iraq, Iran, Syria and Turkey for leading impartial Kurdish media outlets. Chomani has had a regular column for The Kurdistan Tribune since 2010. On Twitter: @KamalChomani*



# Irak : Maliki s'en prend aux Kurdes

10 juillet 2014

Agence France-Presse à Bagdad

www.ledevoir.com

Le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a accentué les divisions minant son pays en accusant mercredi les Kurdes d'abriter des djihadistes, ignorant les appels pressants à l'unité pour faire face à l'offensive des insurgés qui a précipité l'Irak au bord du gouffre.

M. Maliki, un chiite au pouvoir 2006, prête ainsi le flanc aux critiques pointant sa politique confessionnelle et court le risque de compromettre le troisième mandat auquel il tient. Si le soutien kurde n'est pas nécessaire pour former un gouvernement, il n'en est pas moins essentiel pour former un front uni face aux djihadistes de l'État islamique (EI) qui se sont emparés de larges pans du territoire à la faveur d'une vaste offensive lancée le 9 juin.

«Nous ne pouvons pas rester silencieux devant le fait qu'Erbil [la capitale du Kurdistan] est devenue un quartier général pour l'EI, pour le parti Baas [de l'ancien président sunnite Saddam Hussein], pour al-Qaïda et pour des opérations terror-

istes», a dit M. Maliki dans son allocution télévisée hebdomadaire. Les insurgés «vont être défaits, de même que leurs hôtes parce qu'ils ont échoué à fournir un exemple de partenariat démocratique», a mis en garde M. Maliki dont les forces peinent à reprendre du terrain face aux insurgés après leur débandade initiale.

M. Maliki a fustigé dans ce contexte l'initiative du président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, qui envisage un référendum sur l'indépendance de sa région, augmentant le risque de partition du pays.

Un mois jour pour jour après le début de l'offensive djihadiste qui a fait des centaines de morts, poussé des centaines de milliers d'Irakiens à fuir et permis à l'EI de proclamer un califat sur une zone à cheval entre la Syrie et l'Irak, les politiciens restent dans l'incapacité de faire front commun.

Bien avant l'attaque djihadiste, l'Irak était plongé dans une crise politique cumulée à une escalade des violences meurtrières depuis plus d'un an, M. Maliki étant accusé par ses détracteurs d'accaparer le pouvoir, de corruption et de marginaliser la minorité sunnite.

Gouvernement et Parlement

étaient paralysés par cette crise, et en raison des profondes divisions, le nouveau Parlement issu des législatives du 30 avril ne parvient toujours pas à enclencher le processus de formation d'un gouvernement appelé par la communauté internationale et les dirigeants religieux irakiens à rassembler toutes les forces politiques.

Les déclarations de M. Maliki ne faciliteront pas la tâche du Parlement, qui doit se réunir dimanche après une première séance stérile levée dans le désordre et les insultes le 1er juillet. Le bloc de M. Maliki est sorti en tête des législatives du 30 avril et ce dernier a affirmé qu'il ne renoncerait jamais à un 3e mandat. Le poste de premier ministre, le plus important des institutions, revient selon une règle non écrite à un chiite, tandis que les sunnites ont la présidence du Parlement et les Kurdes celle de la République.

Les divisions confessionnelles font craindre un retour aux atrocités du conflit de 2006-2007 entre chiites et sunnites qui a fait des dizaines de milliers de morts.

## DES MORTS

Mercredi, les corps de 53 hommes, ligotés et exécutés ont

été découverts dans des vergers au sud de Hilla (centre). Selon un employé de la morgue, les corps portaient des impacts de balles dans la tête ou dans la poitrine et les décès remontent à au moins une semaine.

Même si la province de Babylone, dont Hilla est le chef-lieu, a été le théâtre de combats entre jihadistes et forces irakiennes, la zone où les cadavres ont été retrouvés n'avait pas connu de violences ces derniers temps.

Malgré l'aide des Etats-Unis, de la Russie et des milices chiites, l'armée tente toujours sans grand succès de reconquérir les régions prises par les jihadistes, notamment celle de Tikrit, fief de Saddam Hussein.

Alors que l'EI s'approche de Bagdad, neuf soldats ont péri dans des combats avec des jihadistes au nord de Baqouba (60 kilomètres au nord de la capitale).

Plus au nord, aux environs de Kirkouk, ville pétrolière contrôlée par les forces kurdes, des insurgés ont orchestré une démonstration de force en paradant dans des dizaines de véhicules, dont certains pris à l'armée, arborant armes et drapeaux aux couleurs de l'EI, selon des témoins. ♦



10 juillet 2014

## Les Kurdes en Irak boycottent le cabinet

La tension monte en Irak entre les Kurdes et le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki.

fr.euronews.com

10 juillet 2014

Les ministres kurdes ont annoncé qu'ils suspendaient leur participation aux pourparlers pour la formation d'un nouveau gouvernement.

Ils n'ont pas supporté que Nouri al-Maliki parle d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, comme d'une base arrière pour les opérations terroristes.

Pour le journaliste irakien, Subhi al-Badri, "les

accusations portées par le Premier ministre Nouri al-Maliki contre la province autonome ne s'appuie sur aucune preuve tangible et personne ne peut étayer ces allégations sans témoignages ni preuves évidentes".

Monsieur Maliki "est devenu hystérique" a de son côté réagi la présidence kurde. Elle a appelé le Premier ministre à s'excuser auprès du peuple irakien et à démissionner.

"Le peuple kurde a mal quand il entend ça, car le Kurdistan a protégé Monsieur Maliki quand celui-ci s'opposait à l'ancien Régime et mainte-



nant, il accuse ses anciens protecteurs", explique Safeen Dizayee, le porte-parole du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK).

Parallèlement, à l'Université de Mossoul, des insurgés sunnites se seraient emparés de 40kg de matériel nucléaire, selon les autorités irakiennes.

Informée, l'AIEA a estimé que le matériel en question était "de faible qualité" et qu'il ne présentait pas de risque. □

## Les jihadistes attaquent les Kurdes en Syrie

10 juillet 2014

Par Bassem Mroué  
The Associated Press  
<http://journalmetro.com>

**B**EYROUTH – Des extrémistes islamistes munis d'armes récemment saisies dans le nord de l'Irak ont intensifié leur offensive contre les zones kurdes dans le nord de la Syrie, dans leur tentative d'élargir le vaste territoire transfrontalier qu'ils contrôlent déjà, ont indiqué jeudi des militants de l'opposition.

Ces nouveaux affrontements sont survenus alors qu'une organisation de la société civile a annoncé que le bilan du conflit qui fait rage depuis trois ans en

Syrie avait grimpé à 171 000 morts, comparativement à 160 000 morts à la mi-mai. Près de la moitié de ces victimes étaient des civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Des membres de l'État islamique — un groupe jihadiste — et des combattants kurdes s'affrontent depuis un an, mais les Kurdes étaient généralement les instigateurs des combats jusqu'au début du mois de juillet, quand l'équilibre du pouvoir a semblé changer de camp en faveur des extrémistes sunnites, en partie grâce aux nombreuses armes irakiennes qu'ils ont transportées en Syrie.

Les jihadistes de l'État islamique

ont pris le contrôle de plusieurs villages kurdes et tué des dizaines de combattants dans la région cette semaine, d'après des militants de l'opposition.

Les combats se sont produits après que l'État islamique eut pris le contrôle de vastes territoires en Syrie et en Irak et proclamé un califat islamique dans la région transfrontalière que le groupe contrôle.

Un responsable kurde, Nawaf Khalil, a déclaré que des membres de l'État islamique tentaient de s'emparer d'une zone située près de la frontière turque, qui leur permettrait de relier leurs différentes positions dans l'est de la Syrie. Selon ce

responsable et d'autres militants de l'opposition syrienne, les combats se concentrent dans la région de Kobani, aussi connue sous le nom d'Ayn Arab.

Mustafa Osso, un militant kurde établi en Turquie qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le nord de la Syrie, a indiqué que les Kurdes du monde entier avaient été appelés à se joindre à la lutte. Il a précisé que les jihadistes étaient armés d'obus de mortier et d'artillerie saisis en Irak au cours des dernières semaines.

Les Kurdes représentent la plus grande minorité ethnique de Syrie, où ils comptent pour plus de 10 pour cent de la population de 23 millions d'habitants. Ils vivent principalement dans la province d'Hassakeh, dans le nord-est du pays, entre les frontières de la Turquie et de l'Irak. □

Al-Ahram

9 juillet 2014

## Le Kurdistan, un rêve à portée de main

L'offensive sunnite a relancé la quête d'indépendance du Kurdistan iraquien. Elle a aussi et surtout permis aux Kurdes de reprendre leur politique de marchandage avec Bagdad.

[hebdo.ahram.org.eg](http://hebdo.ahram.org.eg)

Abir Taleb

9 juillet 2014

**P**endant que le premier ministre iraquien, Nouri Al-Maliki, s'évertue à se maintenir à son poste, que le chef de l'Etat Islamique (EI) — qui a proclamé un califat à cheval sur la Syrie et l'Irak — réclame l'allégeance de tous les musulmans, et que les politiques à Bagdad restent incapables de faire front commun pour sortir le pays du chaos, les Kurdes, eux, oeuvrent à concrétiser leur rêve d'indépendance.

Près d'un siècle après avoir tout perdu lors du démembrement de l'Empire ottoman, privés d'Etat souverain, éparpillés entre quatre pays, les Kurdes voient leur rêve d'indépendance se rapprocher subitement alors que les combats entre sunnites et chiïtes menacent l'Irak d'implosion.

En effet, la situation en Irak est d'autant plus critique que le président du Kurdistan iraquien, Massoud Barzani, a décidé d'organiser un référendum



Kurdistan (Photo : Reuters)

en vue de l'indépendance de cette région autonome, un mouvement vivement dénoncé par M. Maliki.

**F**ort de ses nouvelles « conquêtes » et profitant de l'affaiblissement de Bagdad, M. Barzani a en effet demandé au Parlement régional de fixer les modalités d'un référendum sur l'indépendance. Et il ne fait guère de doute que les Kurdes voteront l'indépendance à une écrasante majorité, comme ils l'ont fait lors

d'un vote à valeur consultative en 2005.

Les cinq millions de Kurdes d'Irak, qui jouissent d'une large autonomie de fait depuis le début des années 1990, ont accru de près de 40% la superficie de leur territoire, ces dernières semaines, à la faveur du repli des troupes irakiennes face à l'offensive des djihadistes sunnites dans l'ouest et certains secteurs du nord de l'Irak. Ils se sont notamment

emparés de champs de pétrole et de la ville de Kirkouk, qu'ils revendiquent comme capitale nationale.

La donne change même si les appels à un référendum sur l'indépendance du Kurdistan iraquien ne sont pas nouveaux.

Selon les analystes, la démarche de M. Barzani vise plutôt à obtenir davantage de gains, un premier pas en vue de l'indépendance. En effet, la menace d'un référendum d'indépendance dans un pays en plein chaos pourrait contraindre le gouvernement fédéral de Bagdad à accorder des concessions à la région autonome. Selon des experts, il s'agit surtout d'un moyen de pression sur Bagdad dans la perspective d'une indépendance à plus long terme.

**C**ar une indépendance rapide fait face à un certain nombre d'obstacles, notamment économiques. « La situation financière actuelle du gouvernement régional kurde est très fragile », souligne ainsi Ayham Kamel, directeur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de ➤

► L'Eurasia Group, cité par l'AFP. Pour l'instant, « pour les Kurdes il n'y a pas d'alternative à court terme aux aides dont ils bénéficient de la part de Bagdad », ajoute-t-il.

D'autant qu'Erbil doit faire face à d'importantes dépenses militaires pour maintenir à distance les insurgés sunnites menés par l'EI.

#### PRESSIONS

Outre les difficultés économiques, les pressions venant de l'étranger ne sont pas négligeables. L'annonce d'un référendum d'indépendance a suscité des critiques américaines au moment

où la communauté internationale pousse les dirigeants irakiens à s'unir. L'Iran, lui, soutient les chiites au pouvoir à Bagdad qui considèrent qu'une sécession des Kurdes masque leur volonté de s'emparer illégalement d'une partie des richesses de l'Iraq

En revanche, l'hostilité de la Turquie, qui combat sa propre insurrection kurde depuis des décennies, pourrait ne plus constituer l'obstacle qu'il fut à leurs rêves d'indépendance. Cela dit, il est difficile de savoir si le Kurdistan irakien, autonome depuis 1991, serait prêt à troquer la domination

de Bagdad contre l'influence d'Ankara.

Autant de facteurs qui pourraient abien persuader les dirigeants kurdes de ne pas risquer dès maintenant un tel pari. « Le peuple kurde est pour, mais la direction doit se demander si le moment est bienvenu », résume le vice-président du Kurdistan, Kosrat Rasul Ali, ancien commandant des peshmergas, cité par Reuters. « Si le climat politique n'est pas mûr, il vaut mieux attendre quelques années. Sinon, ce sera une mésaventure », dit-il, faisant écho à la prudence affichée par d'autres

responsables.

Soutiens limités et finances insuffisantes obligent, l'avenir pourrait bien confirmer que les annonces de M. Barzani sur l'indépendance n'étaient guère plus qu'un moyen de pression sur Bagdad. Et, comme depuis maintenant une décennie, la seule menace d'une sécession peut offrir plus d'avantages aux Kurdes dans le système de marchandage politique instauré à Bagdad avec les chiites et les sunnites après la chute de Saddam en 2003. ♦

The New York Times July 13, 2014

Op-Ed Contributor

# Get Ready for Kurdish Independence

By ZALMAY KHALILZAD  
JULY 13, 2014  
www.nytimes.com

WASHINGTON — In the coming weeks, Iraq's leaders must make existential decisions. If they cannot form a unity government led by a new prime minister and motivate Sunni moderates and tribes to fight the Islamic State of Iraq and Syria, Iraq is likely to disintegrate.

If the central government fails to grant satisfactory concessions to Sunnis and Kurds, the Kurds will push for sovereignty and independence. The Kurds are serious, and the international community must adapt to this emerging reality. While all Iraqi leaders bear responsibility for resolving the current crisis, the greatest share lies with the country's Shiite politicians, who dominate the central government. Shiite parties must select a candidate for prime minister who can share power, decentralize the government and depoliticize the security forces.

As a prerequisite for working with the central government, Kurdistan seeks the right to export its own oil; integrate Kirkuk and other recently acquired areas; settle past budget issues and keep its own autonomous finances; and maintain control of the region's Peshmerga security forces, including acquiring weapons to defend itself against ISIS.

The Kurds aren't confident that Baghdad will accept these demands and have initiated parallel preparations for independence. Massoud Barzani, the Kurdish president, has asked the region's parliament to establish an electoral commission and set a date to conduct a referendum.

Kurdistan's arguments for sovereignty are

reasonable. It is different than Arab Iraq: it is more stable, more prosperous and more tolerant. Baghdad is unable to protect its people, and won't be able to do so for the foreseeable future. Close to one million Iraqis, including many Christians, have taken refuge there.

In the wake of ISIS advances, Kurdistan now shares a 600-mile border with a terrorist entity that proclaims itself the new Islamic Caliphate. In order to defend itself, the Kurds must be able to acquire their own arms and maintain security relations with other nations. Baghdad has suspended budget payments to Kurdistan. To pay its bills, Kurdistan must therefore sell its oil.

For years, Iraq's Shiite-led government has failed to treat Sunnis or Kurds as equal partners. Many Sunnis now so profoundly oppose the government that they have aligned themselves with a terrorist organization that even Al Qaeda considers extremist. The Sunnis demand federalization and autonomy for their provinces, an end to de-Ba'athification, and the delegation of local security to local forces.

For their part, the Kurds were incorporated into Iraq against their will, and endured much of the 20th century under repressive, often murderous, rule. In recent weeks, Kurdish leaders have launched a major diplomatic initiative, both regionally and internationally, to promote their dual-track approach to independence.

As Washington adapts to the new reality on the ground, it would do well to adopt a similar two-pronged strategy: continue to help Iraq's leaders forge a unity government, but prepare for the failure of those efforts.

Continue reading the main story Continue reading the main story

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, whose parliamentary bloc emerged victorious in the April 30 election, has no intention of

giving up power. The major obstacle to the formation of a unity government is the vehement opposition of Sunni Arabs, Kurds, and some Shiite parties to prolonging Mr. Maliki's rule. Iraq's senior Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, has also signaled his preference for change.

As the American ambassador to Iraq, I worked directly with Mr. Maliki, and I know that he will stubbornly resist attempts to replace him. If he ultimately agrees to step down, he will likely demand a guarantee that his successor be chosen from among a small, trusted circle; he may also insist on a position elsewhere in the government.

Absent the formation of a unity government, Iraq's civil war will continue unabated. Sectarian conflict, and chaos in the Sunnis areas, will grow — and so will ISIS. Shiites will become more reliant on sectarian militias, and on Iran.

This trajectory threatens America's security. The United States must continue to work for a unity government in Iraq, and extend limited assistance in the fight against ISIS. But it should also step up relations with Kurdistan by deploying a team to assess Kurdistan's needs and coordinate security strategies to protect the region against ISIS. To help Kurdistan pay its bills, Washington should soften its opposition to direct Kurdish oil sales while increasing humanitarian assistance for refugees and displaced persons there.

The coming weeks will be decisive. The best-case scenario would be the establishment of a decentralized Iraq with a federal system in the Arab-majority areas, operating in confederation with Kurdistan. The alternative is civil war between Shiites and Sunnis, and the emergence of an independent Kurdistan.

Although Washington shouldn't abandon its efforts to help Iraq form a unity government yet, it must think seriously about realistic alternatives if Iraq falls apart.

Whatever happens, strengthening ties with Kurdistan now will serve American interests down the road. ■

Zalmay Khalilzad, the president of Gryphon Partners, was the United States ambassador to Iraq from 2005 to 2007.





10 juillet 2014

## Irak: les autorités kurdes qualifient Nouri al-Maliki d'hystérique

<http://www.rfi.fr>  
10 juillet 2014

**L**a tension monte encore d'un cran entre les Kurdes et le Premier ministre irakien. Les autorités kurdes ont demandé à Nouri al-Maliki de quitter le pouvoir, et l'ont qualifié d'hystérique. Une réponse cinglante au chef du gouvernement, qui considère que la région kurde autonome est devenue le quartier général des jihadistes.

Tout a commencé mercredi, lorsque Nouri al-Maliki a accusé la région autonome kurde, dans le nord de l'Irak, d'être le centre des opérations de l'Etat islamique et de leurs alliés sunnites - qui se sont emparés de grandes zones dans le nord du pays. Réaction des Kurdes le lendemain : Maliki est « hystérique ».

Selon eux, l'avancée des jihadistes dans le nord s'est faite non pas grâce à eux mais à cause de la débâcle de l'armée irakienne. De leur point de vue, Nouri al-Maliki cherche seulement à masquer ses échecs militaires et politiques. Ils demandent donc à nouveau son



media Nouri al-Maliki, à gauche, aux côtés de son ministre de la Défense, lors d'une cérémonie de funérailles militaires à Bagdad, le 7 juillet 2014. REUTERS/Stringer

retrait du pouvoir.

L'Irak cherche depuis avril à former un gouvernement, mais les discussions qui doivent reprendre ce week-end sont dans l'impasse. Car plusieurs groupes, dont les Kurdes et les sunnites, ne veulent plus de ce chef de gouvernement. Les ministres kurdes, qui qualifient les propos de Maliki de provocation, se sont retirés



Combattants kurdes ("peshmerga") dans la province irakienne de Saladin le mois dernier. Les ministres kurdes en Irak ont décidé de suspendre leur participation aux réunions du gouvernement intérimaire, après que le Premier ministre Nouri al Malik a présenté Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, comme un centre terroriste. /Photo prise le 26 juin 2014/REUTERS/Ahmed Jadallah

des réunions du gouvernement.

Les tensions ne sont pas nouvelles entre les Kurdes et Bagdad, mais elles sont plus fortes depuis quelques semaines. Avec l'avancée des insurgés, les Kurdes ont pris le contrôle de zones disputées avec l'Etat central, notamment la région pétrolière de Kirkouk. Ils envisagent un référendum d'indépendance suscitant les foudres de Bagdad ! ♦

**LA PRESSE** 13 juillet 2014

## Syrie: les djihadistes resserrent l'étau autour de la 3e ville kurde

[www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca)  
Agence France-Presse  
13 juillet 2014 / Beyrouth

**Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, l'État islamique contrôle désormais près de 250 des 700 km de frontière entre la Syrie et la Turquie.**

**L**es djihadistes de l'État islamique (EI) resserrent l'étau autour d'Aïn al-Arab, troisième ville kurde de Syrie, dans le but de renforcer leur contrôle sur les zones septentrionales frontalières de la Turquie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le groupe extrémiste, qui avait annoncé un «califat» islamique fin juin à l'issue d'une offensive éclair en Irak, tente de relier ses bastions dans l'est et le nord syriens à ses fiefs dans le nord et ouest irakiens.

«L'EI assiége totalement les environs d'Aïn

al-Arab (Kobani en kurde)», selon Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

Aïn el-Arab, située dans la province septentrionale d'Alep et frontalière de la Turquie, est la troisième ville kurde de Syrie après Qamishli (province de Hassaka, nord-ouest) et Afrine (province d'Alep).

Les combats aux alentours d'Aïn al-Arab, qui durent depuis deux semaines, font rage depuis samedi soir, les Kurdes défendant farouchement leur bastion.

«Un commandant de l'EI a été capturé et au moins 11 de ses membres ont été tués», a indiqué M. Abdel Rahmane.

Selon l'OSDH, l'EI contrôle désormais près de 250 des 700 km de frontière entre la Syrie et la Turquie.

Cette zone s'étend de Jarablous, une ville arabo-turkmène, jusqu'aux abords de Ras-al-Aïn (kurde), plus à l'est.

«Si l'EI prend Aïn el-Arab, il aura une continuité territoriale», estime Romain Caillet, expert des mouvements djihadistes. «C'est stratégique parce que c'est la frontière avec la Turquie», ajoute-t-il.

Depuis l'apparition de l'EI --autrefois



connu sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant-, les combats font rage entre kurdes et djihadistes, les premiers défendant à tout prix leurs zones où ils avaient instauré une sorte d'autonomie depuis le début de la guerre en Syrie.

Ce conflit avait commencé comme une révolte pacifique avant de se transformer, sous la répression, en une insurrection armée. Mais celle-ci a dégénéré en guerre civile et la montée de djihadistes bien armés et gagnant du terrain face aux rebelles a changé le visage du conflit.

♦♦♦

# Iraqi rebels seize nuclear material

But it's 'low-grade,' says U.N. agency, and doesn't present high security risk

BY ALAN COWELL, ALISSA J. RUBIN AND SUADAD AL-SALHY

Iraq has notified the United Nations that Sunni militants seized nuclear material from a university in the northern city of Mosul last month as they advanced toward Baghdad, the nuclear regulatory body of the United Nations said on Thursday.

Also on Thursday, the Kurdish regional government responded to harsh criticism from Iraq's prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, announcing that its ministers would boycott cabinet meetings, demanding an apology to the Iraqi people and calling on Mr. Maliki to step down.

In Vienna, Gill Tudor, a spokeswoman for the International Atomic Energy Agency, said in a statement that its experts believed that the material seized by militants in Mosul — which is thought to be uranium — was "low-grade and would not present a significant safety, security or nuclear proliferation risk."

Word of the seizure first emerged in a letter to the United Nations dated July 8 and seen by reporters from Reuters, which quoted it as saying that "terrorists" from the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, had taken control of the materials. The letter said that almost 90 pounds of uranium compounds had been kept at the university and that the materials "can be used in manufacturing weapons of mass destruction," Reuters said.

The mention of such weapons has a resonance in Iraq where the American-led invasion of 2003 was justified in Washington and London by assertions that President Saddam Hussein had acquired weapons of mass destruction. None were ever found by the invading forces.

The atomic energy agency "is aware of the notification from Iraq and is in contact to seek further details," Ms. Tudor said in her statement. She said experts did not believe that the material could be fashioned into a weapon. "Nevertheless," the statement said, "any loss of regulatory control over nuclear and other radioactive materials is a cause for concern."

In a letter to the United Nations secretary general, Ban Ki-moon, on July 8, Reuters reported, Iraq's ambassador to the United Nations wrote that "terrorist groups have seized control of nuclear material at the sites that came out of the control of the state" when the militants captured Mosul.

By Iraq's account, the uranium had been used for scientific research.

By calling it "low grade," the atomic energy agency seemed to rule out any suggestion that the material was of the highly enriched kind needed to create a nuclear weapon. The uranium is unsuitable for use in a so-called dirty bomb, in which using conventional explosives are used to spread radiation, Olli Heinonen, a former chief inspector for the agency, told Reuters.

In Kurdistan, the criticism of Mr. Maliki came in response to a televised address on Wednesday, during which he accused the Kurds of turning their regional capital into the headquarters of

the Islamic State in Iraq and Syria, as well as harboring members of the Baath Party and other opponents of the Iraqi government.

The Iraqi government halted all cargo flights to Kurdistan on Thursday, said Capt. Nasser al-Bandar, the head of civil aviation in the Iraqi government. Kurdistan responded by halting its cargo flights to Baghdad, he said.

Mr. Maliki had asked the Kurds to "stop the operations room for ISIS" and had implied that the Kurds had assisted the Sunni militants who swept into northern Iraq and seized territory in June. He said the government had "diagnosed the internal and external parties who supported the conspiracy that took place in Iraq."

Kurdistan is a semiautonomous region encompassing three provinces in northern Iraq. The Kurds are represented in the Iraqi Parliament and hold offices in the Shiite-led national government, including president, foreign minister, trade minister and health minister. They also have their own Parliament and regional government, as well as foreign missions in several countries.

"He has become hysterical and has lost his balance," the Kurdish president, Massoud Barzani, said in a statement Thursday, referring to Mr. Maliki. "He is doing everything he can to justify his

failures and put the blame on others."

Many Iraqis believe that the Kurds used the push by ISIS — and the ensuing security vacuum after many Iraqi government troops fled the fighting — to seize control of the Kirkuk region, as well as towns in Diyala Province and a number of border villages where there are substantial Kurdish-speaking populations. The Kurds believe that these areas are part of their domain.

The back and forth is also part of a risky political calculation by Mr. Maliki and Mr. Barzani that each will garner

**The uranium is unsuitable for use in a "dirty bomb," a former chief nuclear inspector for the United Nations said.**

points with his own loyalists by criticizing the other. Many Shiites feel betrayed by the Kurds after their seizure of Kirkuk and other border areas, and support Mr. Maliki's accusations. For their part, the Kurds believe that they are part of a movement to remove Mr. Maliki and that the tough talk will rally his opponents as well as reinforce the Kurdish position on Kirkuk.

"Escalation of the situation now with Kurdistan could be in the prime minister's favor," said Yassin al-Bakri, a political science professor at Al Nahrain University, in Baghdad, "and will satisfy his supporters by presenting him as the hero and the defender of Iraqi unity."

"But if we are talking on the level of how to run the crisis, this is seen as a failure because he is the prime minister of the federal government," Professor Bakri said. "Any escalation does not serve the general interest, because the current situation does not allow him to open more than one front at a time."

*Alan Cowell reported from London, and Alissa J. Rubin and Suadad al-Salhy from Baghdad. Omar Al-Jawoshy contributed reporting from Baghdad.*



The Washington Post JULY 14, 2014

# In Iraq's disputed territory, minorities are embracing Kurdish control

By Jason Motlagh

July 14, 2014

www.washingtonpost.com

**T**OPZAWA, Iraq — Up until a month ago, Baraq Taqan Ali split his time between two homes and two wives in what was a unified Iraq. Now, when the 55-year-old used-car dealer makes his weekly trip, he traverses the turf of two warring factions, neither of them loyal to Baghdad.

His village is occupied by Sunni militants of the al-Qaeda-inspired Islamic State; his other home is in the oil-rich city of Kirkuk, under the control of Kurdish soldiers known as pesh merga. Ali swears that both are preferable to the Shiite-dominated central government that has excluded and persecuted Sunni Arabs like him.

If Nouri al-Maliki stays, "Iraq will break into 1,000 pieces," he said, referring to the embattled prime minister of Iraq, a Shiite Muslim.

"The pesh merga is better than the Islamic State, and the Islamic State is better than the government. There is no going back."

Ali is not alone. Most residents interviewed across this ethnically and religiously diverse region say they are far better off since Kurdish forces moved into Kirkuk and nearby towns after the Iraqi army abandoned its posts last month during an Islamic State onslaught. The groundswell of support extends from the Kurdish majority to minority Sunni Arabs and ethnic Turkmen, who have previously resisted Kurdish efforts to absorb the area.

In recent weeks, the Iraqi Kurds have made bold strides toward their long-held goal of independence. Kurdish officials have called for a referendum on converting the semiautonomous region into a separate country. Meanwhile, their pesh merga fighters reinforce their hold along the new 620-mile fault line, taking care to secure oil resources for a future state.

On Friday, the Kurds seized two major oil fields and said they would use some of the production for domestic purposes. The move has intensified a bitter dispute with Baghdad and raised concerns in Western countries determined not to see Iraq fall apart.

But the central government's weak hand — coupled with the pesh merga's consolidation of gains and the apparent popular support for the Kurds' enlargement of their territory — will make it hard to roll back the changes.

"It will be difficult to negotiate Kirkuk away from the Kurds," said Denise Natali, an expert on Kurdish affairs at the Washington-based National Defense University. The "real issue now is the oil fields," she added. "Much depends on how the Kurds will manage [revenue] and respond to minorities."

The broadening acceptance of Kurdish authority is evident in Topzawa, a small, ethnically mixed town about 10 miles northeast of the line that divides territory held by Kurdish forces from areas controlled by Islamic State militants.

Last month, fearful residents of Topzawa



*A pesh merga soldier stands watch in the main bazaar in Topzawa, Iraq, on June 11. Kurdish forces filled the security vacuum when Iraqi army left, much to the relief of this ethnically diverse town, which lies in disputed territory. (Jason Motlagh/For The Washington Post)*

holed up or fled in expectation of an attack. But since the pesh merga's arrival, the return of residents and an influx of hundreds of families from territory controlled by the Islamic State has doubled the population to about 5,000 people.

On a recent afternoon, two Kurdish soldiers patrolled the main bazaar under a scorching sun. Although most of the stalls remain shuttered, struggling merchants were generally upbeat about the prospect of living in a Kurdish state.

Mofaq Abdallah Ahmed, 53, an ethnic Turkmen farmer who brings his rice to the market, blamed the Maliki government for "creating the Islamic State" by "playing Shiites against Sunnis."

"The Kurds don't care if you are Sunni or Shiite or Christian; they are practical," he said. "If they stay here, things will be better for everyone."

At one stall, Hassan Omar, 18, was servicing the car of a Sunni family who had left their insurgent-held village. The vehicle's owner, who spoke on the condition of anonymity for fear of reprisals, said he decided to move his family because of the chance to live under a government that offered protection without favoring Sunnis or Shiites.

Although business has slowed to a trickle, Omar, a Sunni Arab, hoped that short-term losses caused by the nearby fighting would ultimately be offset by the kind of booming economic growth experienced in recent years by Kurdish cities in the north.

"We are waiting for this," he said.

Further down the road, pesh merga units guard the region from Islamic State fighters. Ali, the merchant whose family spans both sides, says they allow him through a checkpoint and across the river that doubles as a front line.

He said that armed men regularly walk by his home in the village but that Islamic State militants have done little to alter life there. The insurgents have warned that they will punish thieves by amputating their limbs, he said, but no one has yet suffered such a fate.

"The fighters don't really bother us," he said.

But there is a brutal division between Islamic State fighters and Kurds. Gen. Mariwan Mohammad, a top Kurdish commander in

Kirkuk province, said his forces have exchanged steady artillery and rocket fire with militants dug into a pair of villages south of the city.

So far, he said, 54 Kurdish fighters have been killed and 350 wounded along the 110-mile stretch that his forces help defend.

Mohammad said his soldiers have been welcomed in the area. But, he added, the militants are "very good fighters, and they are trying every day to break through" to access the vast oil fields around Kirkuk.

As part of its push to establish an Islamic caliphate across Syria and Iraq, the Islamic State has seized key refineries and begun selling oil on the black market to fill its war chest.

On Friday, a suicide car bombing and a roadside explosion near Kirkuk's southern entrance killed 28 people and wounded 25. A day earlier, a bomb injured eight people.

Some residents — expecting the conflict involving the Iraqi military, the Kurds and the Islamic State to heat up — are buying guns to protect themselves.

"We are ready to fight to the death. If it is the Islamic State or the Iraqi army, we don't care," said a 31-year-old Kurd who identified himself only as Ahmed, showing off a Russian-made assault rifle that cost him \$1,200 at a sidewalk market packed with hundreds of men.

However, many residents agree that regular patrols by security forces and a greater pesh merga presence outside the city are helping to restore confidence.

The most pressing concern is fuel. A severe shortage in northern Iraq has caused gas prices to quadruple from about 40 cents a liter to \$1.70 (or nearly \$6.50 for a gallon). In Kirkuk, those unable to afford black-market rates wait up to two days to fill their tanks at city stations.

"It's impossible to earn a living right now," said Marwan Ahmad, 30, a Sunni Arab taxi driver at the rear of a line of parked vehicles that stretched for more than a mile.

Asked whether he would vote to become part of an independent Kurdistan if given the chance, Ahmad mustered a smile. "If that happens," he said, "there will be a big party here." ♦



# U.S. sees risk in assisting infiltrated Iraqi forces

WASHINGTON

## Iranian-backed Shiites and Sunni extremists could threaten advisers

BY ERIC SCHMITT  
AND MICHAEL R. GORDON

A classified military assessment of Iraq's security forces concludes that many units are so deeply infiltrated by either Sunni extremist informants or Shiite personnel backed by Iran that any Americans assigned to advise Baghdad's forces could face risks to their safety, according to United States officials.

The report concludes that only about half of Iraq's operational units are capable enough for American commandos to advise them if the White House decides to help roll back the advances made by Sunni militants in northern and western Iraq over the past month.

Adding to the administration's dilemma is the assessment's conclusion that Iraqi forces loyal to Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki are now heavily dependent on Shiite militias — many of which were trained in Iran — as well as on advisers from the Quds Force, Iran's paramilitary unit.

Shiite militias fought American troops after the United States invaded Iraq and might again present a danger to American advisers. But without an American-led effort to rebuild Iraq's security forces, there may be no hope of reducing the Iraqi government's dependence on those Iranian-backed militias, officials caution.

The findings underscore the challenges ahead for the Obama administration as it seeks to confront militants with the Islamic State in Iraq and Syria, which has seized major cities in Iraq, all but erased the Syrian-Iraqi border and, on Sunday, staged a raid less than an hour's drive from Baghdad.

At the center of the administration debate is whether to send more military advisers, weaponry and surveillance systems — and, if so, in what numbers, at what cost and at what levels of risk — to a country that American combat troops left in 2011, but that now teeters on the brink of collapse.

While sending American advisers to Iraq would expose them to risks and could embroil them again in conflict, waiting to act may also limit the administration's ability to counter ISIS and



Shiite volunteers in the Iraqi Army being trained in Baghdad last week. An American assessment has found that Iraqi government forces are heavily dependent on Shiite militias.

encourage the formation of a more inclusive government in Baghdad.

"There's risks to allowing things just to try to resolve themselves, particularly when there are interests that could affect our country," Lt. Gen. Joseph L. Votel, who heads the Joint Special Operations Command, told the Senate Armed Services Committee last week when asked why the Americans should not let the warring factions in Iraq fight one another.

The Pentagon's decision this month to rush 200 troops, plus six Apache helicopter gunships and Shadow surveillance drones, to the Baghdad airport was prompted by a classified intelligence assessment that the sprawling complex, the main hub for sending and withdrawing American troops and diplomats, was vulnerable to attack by ISIS fighters, American officials have now disclosed.

"It's a mess," said one senior Obama administration official who has been briefed on the draft assessment and who, like two other American officials briefed, spoke on the condition of anonymity because of the continuing review and the delicate nature of the assessment.

The draft, about 120 pages, is now being reviewed by Gen. Lloyd J. Austin III, who heads the United States Central Command, which oversees American military operations in the Middle East. General Austin could make changes or request additional information from the assessment teams in Iraq, but a final version is expected to be sent to Defense Secretary Chuck Hagel and other top Pentagon officials this week, officials said.

Rear Adm. John F. Kirby, the Pentagon press secretary, declined to comment on Sunday on the draft assessment, saying in a statement, "Though the initial work of the assessment teams is largely complete, senior leaders have yet to formally receive or review it."

The assessment does not contain specific recommendations. Those will be developed separately by the Central Command and the Joint Staff once the final report is forwarded to the Pentagon and shared with President Obama and his top national security aides.

As ISIS advanced across northern

and western Iraq, six teams of American Special Operations forces were rushed in to assess an Iraqi Army that was trained and equipped by the United States at a cost of more than \$25 billion, but which experienced a drop-off in training after the American withdrawal and has been greatly handicapped by Mr. Maliki's push to appoint commanders based more on political loyalty than military skill.

The assessment, which took two weeks to prepare under the guidance of Maj. Gen. Dana J.H. Pittard, an Army officer, graded the strengths and weaknesses of units down to the brigade level, examining their equipment, ammunition, sectarian makeup, morale, leadership and other indicators. Each unit's overall capability was rendered in a blunt color-coded chart: green if capable; red if not.

One of the assessment's conclusions was that Iraqi forces had the ability to defend Baghdad, but not necessary hold

**"The advisory mission has inherent risks, but they can be mitigated. You can put security with them."**

all of it, especially against a major attack. Already, the capital has been targeted by ISIS car bombs.

Several retired Army generals who oversaw the effort to build the Iraqi Army before the United States withdrawal said American advisers could still make an important contribution.

"We must not only commit the right number of advisers, but they must go to the right places — in the field with Iraqi security forces," said Michael D. Barbero, a retired lieutenant general who was in charge of training the Iraqi forces from 2009 to 2011.

"The advisory mission has inherent risks, but they can be mitigated," he added. "You can put security with them. You can be selective about where you put the advisers. We can apply the lessons learned from dealing with the insider threat in Afghanistan."

The new report's findings not only reinforce the initial confidential military

assessments of the Iraqi forces' but also align with public comments in recent days by senior Pentagon officials, notably Gen. Martin E. Dempsey, the chairman of the Joint Chiefs of Staff. At a Pentagon news conference on July 3, General Dempsey noted that while Iraqi security forces had stiffened and were capable of defending Baghdad, they

were not capable on their own of launching a counteroffensive and reversing the ISIS gains.

Mr. Obama has ruled out sending combat troops back to Iraq. And General Dempsey also emphasized any American military involvement in Iraq would be different from in the past. General Dempsey has signaled, however, that

airstrikes are still an option.

In an interview with National Public Radio on June 27, General Dempsey ticked off three potential aims: targeting "high-value individuals who are the leadership" of ISIS; protecting critical infrastructure, like dams; and "blunting attacks by massed" ISIS forces — a possible assault on Baghdad, for instance.

International New York Times TUESDAY, JULY 15, 2014

# Diplomacy can still save Iraq

**Vali R. Nasr**

Contributing Writer

**WASHINGTON** Contrary to what pessimists are saying, the Islamic State in Iraq and Syria's sudden sweep across northern Iraq does not have to end with the Middle East's borders redrawn. That would be a calamity; the United States should do all it can to avoid it. And we can — if American diplomacy, rather than military intervention, is the main tool.

Yes, America may have to resort to surgical airstrikes to help Iraq check the advance of this extremist group, known as ISIS. But in the end, Iraq can be pulled back fully from the brink only if its quarreling sects agree to share power under a new constitution. And that will not happen unless American diplomats re-engage as mediators among the sectarian leaders.

The Shiite-Sunni divide has grown too wide for Iraqis to reconcile their differences by themselves, and Iraq's neighboring powers are in no position to be honest brokers. Iran stands firmly behind Iraq's Shiites, while Saudi Arabia and Turkey sympathize with its Sunnis.

So Americans alone have the ability to bring together all the stakeholders to end the fighting. Once we take on that role, the cooperation of the three regional powers would be not only useful, but essential.

And it would be in all of our interests. ISIS has carved out a vast Sunni region, from Aleppo on Syria's border with Turkey to Samarra deep in central Iraq, that threatens to redraw the maps of both countries by creating a landlocked and impoverished Sunni realm that would covet its neighbors' riches and be a breeding ground for extremism. That realm could expand further to include parts of Jordan and Saudi Arabia, and then project influence across the Sunni world, from Africa to Southeast Asia.

In Syria and Iraq, the rebellion began with protests against anti-Sunni harshness by sectarian governments. Now it may be peaking; ISIS is unlikely to seize Damascus or Baghdad, and its extreme sectarian tone and record of heinous violence are provoking a reac-

tion in kind among Alawites, Christians, Shiites and even among Sunnis, who once admired its fight against the Syrian dictator Bashar al-Assad. Still, there is no predicting the ultimate reach of ISIS. That is why it is critical for Iraq and Syria to remain intact and keep hold of their Sunni regions.

Consider the intersecting challenges: two failed states, populated by warring sects and ethnic groups, and ruled by ineffective and predatory governments; they are now besieged by brutal extremists backed by menacing neighbors with regional allies. That is a problem far too large and deeply rooted for a military solution alone.

In the long run, the key to stability and peace is rule from Damascus and

**The country can be pulled back from the brink only if the U.S. can mediate a bargain among the warring sects.**

Baghdad that is less centralized and that provides more justice and equality for Sunnis than in the past. And that, in turn, is achievable only if Iraqis and Syrians agree to power-sharing deals.

However estranged the quarreling parties are right now, they might respond to our diplomacy, with the buy-in of Turkey, Saudi Arabia and Iran.

The effort should steer clear of war-making, nation-building and goals as quixotic as ending the Middle East's sectarian and ethnic divisions. Rather, its guideposts should be three achievable goals: don't let the extremists control territory; protect the territorial integrity of the region's states; and promote governance by bargaining, to allow each sectarian community a fair chance to live in peace.

The task for American mediators would be formidable. While many Iraqis cling tenaciously to the idea of a unified country, the dysfunctional wrangling among Baghdad's politicians pales when compared with the deep sectarian distrust left in the population by a decade of violence and displacement. In addition, the Kurdish region in the north has already left Iraq for all intents and purposes. And America has far less leverage than in 2006, when it had troops in Iraq to quell sectarian

violence, and more financial and political levers with which to influence Iraqi politics.

Iraq's Shiites, an overwhelming majority of its Arabs, will resist talk of sharing power with rebellious Sunni extremists. Most Shiites want instead to vanquish ISIS, then embrace Sunnis only as junior partners in a Shiite-dominated state. Many Sunnis, by contrast, feel the wind in their sails and think they can again rule Iraq; they are unlikely to settle for less than an equal partnership.

Breaking those attitudes may require a new government in Baghdad. But even with one, keeping Iraq intact will also require a new constitution to define how power is shared. A workable formula would have Shiites, Sunnis and Kurds governing their own domains, while sharing national power in a weaker center. A similar formula ended the ethnic war in Bosnia in the 1990s.

One factor in favor of this plan is the fear already sown by ISIS. Even leading Sunni Arabs who criticize Iraq's Shiite prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, and who have supported ISIS in Syria, worry that an ISIS triumph in Iraq would threaten their own interests; in particular, an emergent "Sunnistan" could strengthen other Islamists like the Muslim Brotherhood, which they have opposed in Egypt as too populist. As angry as these Arabs are with Mr. Maliki, they have little appetite for breaking up Iraq.

As for Iran, its ties are with the current rulers in Baghdad and Damascus, so it wants them to keep their borders. And with a Sunni minority of its own, Iran fears that even it may not be immune from efforts to redraw the map of the Middle East.

America can build a diplomatic plan on the common interest in keeping Iraq intact. It can rally the region and nations around it. It needs to start the effort now.

*VALI R. NASR, the dean of the Johns Hopkins School of Advanced International Studies, is the author of "The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat."*

#### SHARE YOUR THOUGHTS

Send a letter, with your phone number and email address, to [nyletters@nytimes.com](mailto:nyletters@nytimes.com).



# Iranian commanders on front line of Iraq's fight

By QASSIM ABDUL-ZAHRA and HAMZA HENDAWI  
July 17, 2014

**B**AGHDAD (AP) — A powerful Iranian general has emerged as the chief tactician in Iraq's fight against Sunni militants, working on the front lines alongside 120 advisers from his country's Revolutionary Guard to direct Shiite militiamen and government forces in the smallest details of battle, militia commanders and government officials say.

The startlingly hands-on role of Iranian Gen. Ghasem Soleimani points to the extent of the Shiite-led Iraqi government's reliance on its ally Tehran. It also strikes a strong contrast with the more methodical, cautious approach of the United States, Iran's rival for influence in Iraq. Shiite fighters have come to idolize the Iranians who have moved into the heat of battle alongside them — with two Iranian advisers killed in fighting — while government officials grumble the United States has failed to come to their aid.

The Iranian role, however, risks further sharpening the sectarian rifts in the conflict. At a time when the U.S. and others are pressing Iraq's government to reach out to Sunnis to reduce support for the insurgency, the effective Iranian command of Iraq's defense is likely to further alienate Sunnis, who have long accused Shiite-led Iran of trying to dominate Iraq through its allies here.

**S**oleimani, commander of the elite Revolutionary Guard's Quds Force, is a frequent visitor to multiple battlezones in Iraq, most particularly in Samarra, a city north of Baghdad under siege by Sunni extremists in their march toward the capital. The city is vital to Baghdad's Shiite-led government because it is the location of a revered Shiite shrine that Sunni insurgents have destroyed in the past and are targeting again now.

In his frequent stays in Samarra, Soleimani bases himself in the al-Askari shrine, even sleeping in its basement as he coordinates the city's defense, said two Shiite militia commanders who saw him there. On one recent visit, he joined militiamen in group prayers in the shrine, said one of the commanders, who like the other spoke on condition of anonymity because the government has sought to keep the Iranian role behind the scenes.

The Revolutionary Guard military advisers with Soleimani have provided guidance for Shiite militiamen in shelling positions of the Sunni insurgents and have directed them in a strategy of carving out a large enough margin of territory around the city that Sunni mortars can't reach the shrine, the commanders said. "Without them (the Iranians) and the militias, we would have lost Samarra," one militia com-



*In this Saturday, July 12, 2014 file photo, Iraqi Shiite fighters with the "Peace Brigades" patrol during a sand storm in Samarra, Iraq. Gen. Ghasem Soleimani, a powerful Iranian general, has emerged as the chief tactician in Iraq's fight against Sunni militants, working on the front lines alongside 120 advisers from his country's Revolutionary Guard to direct Shiite militiamen and government forces in the smallest details of battle, militia commanders and government officials say. (AP Photo/File)*

mander said.

**A** handful of advisers from Lebanon's Shiite Hezbollah guerrilla group are also offering front-line guidance to Iraqi militias fighting north of Baghdad,

"We sorely need these advisers," said Wahab al-Taei, a senior commander of Asaib Ahl al-Haq, one of several Iranian-backed Shiite militias in Iraq. "They have the expertise we lack in urban guerrilla warfare."

The United States has a team of around 210 troops in Iraq. Their main mission has been to assess the readiness of the Iraqi military to fight the Sunni insurgency, led by a radical al-Qaida breakaway group called the Islamic State, which over the past month has overrun most Sunni-majority parts of the country. The Pentagon this week confirmed it had received the team's assessment, but that it will take some time to review it and come up with recommendations on how the U.S. should help Iraq in the fight.

Iraqi requests for U.S. airstrikes against the Sunni militants have so far gone unanswered, though President Barack Obama has not ruled them out. Pentagon officials have said there are questions whether strikes would be effective if the Iraqi military is not capable of recapturing lost ground and that strikes could further turn Sunnis against the government.

Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki "feels he has been let down by the Americans and that's why he sought Iranian help," said Watheq al-Hashemi, an Iraqi analyst known to be close to

the prime minister.

A senior Iraqi military official said of the Americans, "We have not seen any real help from them so far," saying the U.S. team had not ventured out to the battlefields. He spoke on condition of anonymity to discuss the team's activities.

**T**he American emphasis has been on building an inclusive government that can win the support of the minority Sunni community, widely alienated by al-Maliki. Sunni support is seen as vital to regaining the Sunni-dominated regions captured by the insurgency after the military collapsed. In contrast, the Shiite militias being organized by Iran have been able to stem the insurgents advance — but if they play a prominent role in trying to retake Sunni areas, it will likely only fuel sectarian hatreds and bloodshed.

Iraq's state-run media has made no mention of Iranian involvement, apparently to avoid fueling the sectarian rift. But evidence of its presence surfaced July 6 when Iran's state news agency said an Iranian was killed while defending Shiite holy sites in Samarra. A second Iranian military adviser was killed several days later by a roadside bomb in the Samarra area.

Soleimani's Quds Force, the external-operations arm of the Revolutionary Guard, has been involved for years in training and financing Iraqi Shiite militias. It has also long worked with Hezbollah in Lebanon and has been helping Syrian President Bashar Assad in the fight against mainly Sunni rebels in that country's civil war.

"Soleimani wants to protect Baghdad and Samarra just as he kept Damascus safe for Assad," said one Iraqi government official, also speaking on condition of anonymity to discuss the Iranians' role. "He is constantly shuttling between Iraq and Iran and when he is here he goes everywhere."

**B**esides the adviser team, Iranian drones are flying near daily reconnaissance flights and Iranian weapons have been pouring into Iraq in large quantities, mostly to Shiite militias.

Iran also allowed Iraqi pilots to bring back to Iraq five Soviet-era Sukhoi-25 fighter-bombers that Saddam Hussein ordered flown to Iran rather than risk their destruction before the 1991 Gulf War. The aircraft join about a half dozen Sukhoi-25s that al-Maliki bought second-hand from Russia to give an edge to his fledgling air force of two Cessna planes firing U.S.-made Hellfire missiles.

The Shiite militia commanders said Soleimani was also directing militias, volunteers and government forces at other front-line zones around Baghdad. His willingness — and that of his advisers — to go right into the battle has created a near cult of personality for Soleimani among some militiamen.

"They are so much braver than Iraqi army commanders," a senior militia commander deployed in Samarra said of the Iranians. "Soleimani is the world's best military commander." ♦



# Bagdad s'enfonce dans la crise politique, attentat à Kirkouk

Le Monde.fr avec  
AFP, AP et Reuters  
11 juillet .2014

Les Kurdes irakiens ont affirmé, vendredi 11 juillet, s'être emparés de champs de pétrole dans la région disputée de Kirkouk, dans le nord de l'Irak. Le ministère du pétrole irakien avait plus tôt accusé les forces de sécurité kurdes, les peshmergas, de s'être emparées de deux champs pétroliers, situés dans les zones de Makhmour et Bey Hassan. Le rendement de ces deux champs s'élèverait à environ 400 000 barils de pétrole par jour, selon le ministère.

Le même jour, vingt-huit personnes ont aussi été tuées dans la ville de Kirkouk, dans un double attentat à la voiture piégée et à la bombe. D'après Sabah Mohammad Amin, responsable médical à Kirkouk, parmi les morts figuraient de nombreuses personnes, dont des femmes et des enfants, ayant fui devant un assaut donné par des djihadistes dans des provinces voisines pour tenter de se rendre dans des zones plus sûres du sud de l'Irak.

## PROTESTATION DES MINISTRES KURDES

Ces actes de défiance des Kurdes à l'égard de Bagdad intervi-

ent peu après que les ministres kurdes ont « suspendu » leur participation au gouvernement fédéral de Bagdad, alors que le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, est accusé d'exacerber les tensions entre les communautés.

Vendredi, le ministre kurde des affaires étrangères, Hoshiyar Zebari, a annoncé qu'il suspendait ses activités avec ses collègues chargés du commerce, des migrations et de la santé, ainsi qu'un vice-premier ministre. Ils entendent protester contre les déclarations du premier ministre, Nouri Al-Maliki, qui avait accusé la région autonome du Kurdistan d'être le quartier général des insurgés.

## LES MINISTRES KURDES SUSPENDENT LEUR PARTICIPATION AUX RÉUNIONS DU GOUVERNEMENT INTÉRIMAIRE

La tension monte en Irak entre les Kurdes et le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki. Les ministres kurdes ont annoncé qu'ils suspendaient leur participation aux pourparlers pour la formation d'un nouveau gouvernement. Ils n'ont pas supporté que Nouri al-Maliki parle d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, comme d'une base arrière pour les opérations terroristes. Pour le journaliste irakien, Subhi al-Badri, 'les accusations portées par le Premier ministre Nouri al-



Des forces de sécurité kurdes près de Kirkouk, en juin 2014.

Maliki contre la province autonome ne s'appuie sur aucune preuve tangible et personne ne peut étayer ces allégations sans témoignages ni preuves évidentes'. Monsieur Maliki 'est devenu hystérique' a de son côté réagi la présidence kurde. Elle a appelé le Premier ministre à s'excuser auprès du peuple irakien et à démissionner. 'Le peuple kurde a mal quand il entend ça, car le Kurdistan a protégé Monsieur Maliki quand celui-ci s'opposait à l'ancien Régime et maintenant, il accuse ses anciens protecteurs', explique Safeen Dizayee, le porte-parole du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Parallèlement, à l'Université de Mossoul, des insurgés sunnites se seraient emparés de 40kg de matériau nucléaire, selon les autorités irakiennes. Informée, l'AIEA a estimé que le matériau en question était 'de faible qualité' et qu'il ne présentait pas de risque.

## AL-MALIKI « HYSTERIQUE »

Ces tensions ont contribué au retard pris dans la formation d'un gouvernement d'unité nationale face à l'offensive d'insurgés sunnites lancée le 9 juin. Le Parlement irakien doit se réunir dimanche pour tenter de relancer ce processus. Les autorités du Kurdistan avaient déjà demandé jeudi au premier ministre de quitter le pouvoir, le qualifiant d'« hystérique ».

Profitant du retrait de l'armée irakienne face à l'avancée des insurgés, les forces kurdes ont pris le contrôle de territoires disputés avec Bagdad, que la région autonome du Kurdistan a déclaré ne jamais vouloir rendre, annonçant également la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan. ■

RTL

## Irak : double attentat à Kirkouk, au moins 28 morts

Par RTL, Avec AFP  
11 JUILLET 2014  
www.rtl.fr

Selon un responsable médical, 28 personnes ont été tuées dans le double attentat de vendredi à Kirkouk (nord).

Un premier attentat à la voiture piégée avait touché un poste de contrôle dans le sud de la ville, suivi par l'explosion d'une bombe. Selon ce responsable médical, des femmes et des enfants figurent parmi les victimes. Un précédent bilan avait fait état de 13 morts dans ce village désormais tenue par les forces kurdes. Profitant du retrait de l'armée irakienne face

à l'avancée des insurgés sunnites, les forces kurdes ont pris le 12 juin le contrôle de Kirkouk, un territoire disputé avec Bagdad. Le Kurdistan, qui a parallèlement annoncé la tenue d'un référendum d'indépendance dans les prochains mois, s'est aussi emparé vendredi de deux grands champs pétroliers près de Kirkouk.

Kirkouk est une ville multiethnique située à 240 km au nord de Bagdad. Avant sa prise par les Kurdes, la sécurité y était assurée par une force de police conjointe formée d'éléments arabes, kurdes et turcomans.

# En Irak, la longue errance des chiites de Tall Afar, rescapés de l'attaque djihadiste

Une partie de la population turkmène de cette ville voisine de Mossoul a trouvé refuge à Bagdad

## Reportage

Bagdad  
Envoyé spécial

L'Irak de la famille Jassem a explosé le 15 juin. Ce jour-là, ce clan turkmène de confession chiite a fui Tall Afar, sa ville natale, sous les tirs de mortier de l'Etat islamique. En quelques heures, la seule localité mixte de la province de Ninive, dans le nord-ouest du pays, s'est vidée de toute sa population chiite. Entassés à quarante dans des microbus, les Jassem ont erré de ville en ville pendant deux semaines, avant de trouver refuge à Kadhimiya, un quartier du nord de Bagdad.

Logés dans un petit hôtel pour pèlerins face au mausolée de l'imam Kadhim, haut lieu de l'islam chiite, les naufragés de Tall Afar ont fait une croix sur leur vie d'avant. « C'est fini, nous ne reviendrons pas là-bas, nous ne pourrions plus jamais vivre avec les sunnites », tranche Mohamed, 34 ans, assis sur une banquette métallique au premier étage de la pension. Accroupis sur le linoléum, à côté de plantes artificielles, ses frères et ses cousins opinent en silence.

La nécessité de fuir s'est imposée quand l'armée irakienne, débordée par les djihadistes, s'est repliée sur l'aéroport de la ville. Les photos des exécutions de masse, diffusées sur Twitter par les insurgés sunnites, après la prise de Mossoul cinq jours plus tôt, ont balayé toute hésitation. « Si nous étions restés, nous aurions tous été pendus », résume Jassem Jassem, 48 ans, un travailleur journalistique vêtu d'une djelaba marron.

La première étape de l'exode est Sinjar, un gros bourg sous le contrôle des peshmergas kurdes, où les troupes gouvernementales, à court de munitions, finiront par échouer une semaine plus tard. L'endroit étant déjà saturé de réfugiés, la famille Jassem repart vers l'est. Une aide d'urgence leur parvient, envoyée par la marja'iya, le haut clergé chiite. Mais la reprise

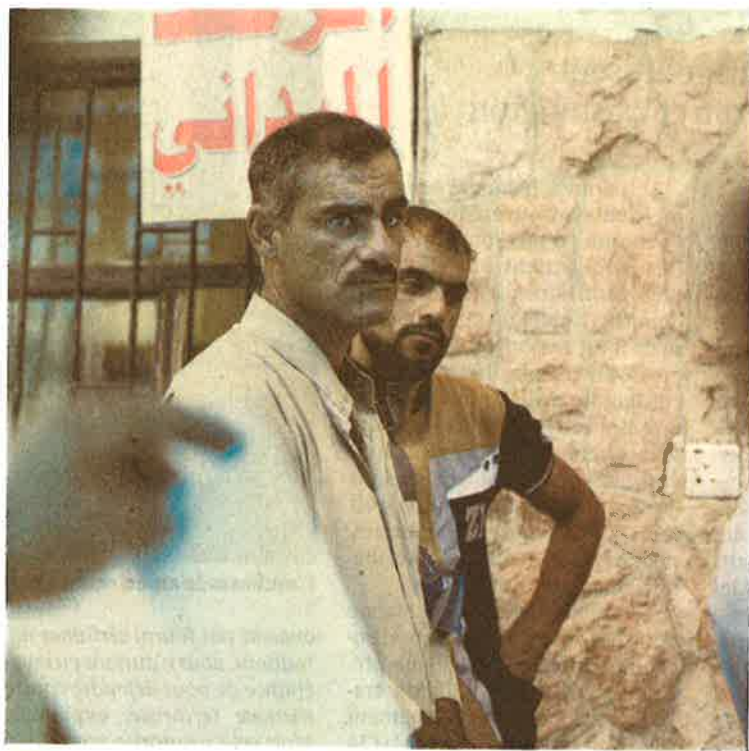
des tirs de mortier les oblige à lever leur camp de fortune au bout d'une semaine.

Direction alors Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan où affluent des dizaines de milliers d'Irakiens chassés par les hordes de l'Etat islamique. Là, ce n'est pas leur statut confessionnel qui pose problème, mais leur appartenance ethnique. Dans l'Histoire, Kurdes et Turkmènes irakiens n'ont jamais fait bon ménage.

Moyennant une journée d'attente en pleine fournaise et quelques bastonnades par la police, la petite troupe parvient à l'aéroport d'Erbil. La promesse du salut. Mais tous les vols pour Najaf et Kerbala, les deux sanctuaires chiites du sud de l'Irak, sont pleins. « Notre permis de séjour ne durait que vingt-quatre heures, raconte Jassem. Nous avons dû prendre des taxis. » Après huit heures de route, à vingt dans deux fourgonnettes avec femmes, enfants et nourrissons, les proscrits de Tall Afar ont débarqué dans l'enclave chiite de Kadhimiya.

Une arrivée pleine de sentiments mêlés. D'un côté, le soulagement d'être passé à travers les griffes de l'Etat islamique, de disposer d'un toit et d'un lit – payés par un dignitaire religieux de la ville –, à deux pas du pas du bulbe doré de la mosquée de l'imam Kadhim. De l'autre côté, le désarroi du déracinement, qu'ils devinent définitif, la colère et la culpabilité face au nettoyage confessionnel qu'ils n'ont pas pu empêcher. « Tout cela était planifié, résume Mohamed. Leur objectif est d'éliminer les chiites des zones à majorité sunnite. »

En 2004 et 2005 déjà, une série d'attentats visant la communauté chiite, accusée de collaborer avec l'occupant américain, avait forcé Mohamed à partir avec une partie des siens. Ils avaient pu réintégrer leurs pénates au bout de quelques mois, après que les forces américaines et irakiennes eurent repris le contrôle de la ville. « Cette fois-ci, il n'y aura pas de retour, la troisième tentative des terroristes sunnites est la bonne », lâche Mohamed, les yeux rougis sous sa casquette.



Mohamed Jassem, Turkmène chiite de Tall Afar, réfugié à Bagdad avec sa famille, le 9 juillet. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

« Tout ça était planifié, résume Mohamed. L'objectif est d'éliminer les chiites des zones à majorité sunnite »

Terrible retournement de l'Histoire. Car, en 2006, les plaies de Tel Afar semblaient se refermer. A force d'y construire écoles et routes, d'y injecter troupes et consultants, l'armée américaine avait peu à peu pris le dessus sur les gangs d'Al-Qaïda et du Baas, l'ancien parti au pouvoir du temps de Saddam Hussein. Dans un discours prononcé cette année-là, le président George Bush avait même érigé la ville en exemple à suivre en matière de contre-insurrection. Une stratégie baptisée « clear, hold, build » (« nettoyer, tenir, construire »), qui allait être systématisée avec un certain succès à partir de 2007 par le général américain Petraeus.

Mais, à Tall Afar, les explosions et les assassinats reprirent très vite. Principales cibles de la vindicte des sunnites, mis au ban du pouvoir à partir de 2011, les chiites locaux virent leur sécurité se dégrader continuellement. Impossible par exemple d'aller à Mossoul, la capitale provinciale: « Pour la moindre formalité administrative, il nous fallait solliciter un intermédiaire sunnite », raconte Jassem.

La résurgence d'Al-Qaïda à la faveur de l'embrasement de la Syrie, puis son retour en Irak sous le label de l'Etat islamique, ont fait le reste. Pour ces militants, adeptes d'un djihad transnational, la saisie de Tall Afar, à 50 km de la frontière syrienne, était une priorité. La famille Jassem a appris par Internet le pillage de ses maisons et le transfert de ses biens en Syrie. Fin d'une époque. Leur dernier espoir consiste à obtenir un dédommagement de la part de l'Etat. ■

BENJAMIN BARTHE





# Les minorités prises pour cible en Irak

## 11 ans après l'intervention des Etats-Unis et de l'OTAN

15 juillet 2014

<http://www.irinnews.org>

**En Irak, la guerre civile a des effets dévastateurs sur des minorités, sommées de choisir leur camp. Une analyse de IRIN.**

**ERBIL, 14 juillet 2014 (IRIN)** - « Le bruit des tirs d'artillerie était terrifiant. Il n'y avait plus personne dans ma rue. Notre famille a été la dernière à partir », a expliqué Janda, qui appartient à la communauté chrétienne assyrienne d'Irak.

Elle et les cinq membres de sa famille ont fui la ville de Qaraqosh (également connue sous le nom de Bakhda et Al-Hamdaniya), située à 30 km à l'est de Mossoul, au nord de l'Irak, en pleine nuit.

La famille a rejoint Erbil - capitale de la région semi-autonome du Kurdistan - en voiture et trouvé refuge dans une salle de sport d'Ankawa, un faubourg à majorité chrétienne de la ville.

Janda fait partie des quelque 10 000 chrétiens qui ont fui la plaine de Ninive - province située au nord-est de Mossoul - en l'espace de quelques jours, à la fin du mois de juin, et se sont réfugiés à Erbil pour échapper aux militants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et aux combats qui opposent ces derniers aux forces armées kurdes (Peshmerga). La campagne de bombardements aériens des forces de sécurité irakiennes contre l'EIL a ajouté à l'inquiétude ambiante.

« Nous avons peur car nous avons entendu des rumeurs selon lesquelles l'EIL décapite des gens », a dit Ammar, lui aussi chrétien, qui a quitté Qaraqosh avec sa femme, Iman, et leurs deux enfants. Ils ont trouvé refuge dans une salle exigüe. « Ce qui est arrivé aux chrétiens de Syrie - nous nous attendons à subir le même sort », a-t-il ajouté.

Selon des rapports sur la situation en Syrie, des églises ont été brûlées et des chrétiens ont été attaqués et contraints de se convertir à l'islam au cours de ces derniers mois. Ces informations, même si elles ne sont pas avérées, ont renforcé les craintes de la communauté chrétienne d'Irak.

Les églises de la ville de Mossoul n'ont jusqu'à présent subi aucun dommage important - une statue de la vierge Marie a été détruite et des croix ont été remplacées par des drapeaux noirs de l'EIL - mais deux nonnes et trois orphelins ont disparu la semaine dernière et il est à craindre qu'ils aient été enlevés.

L'EIL a lancé son offensive militaire dans le nord de l'Irak au début du mois de juin et s'est emparé d'une grande partie des provinces de Ninive, Salaheddin et Kirkuk. L'organisation contrôle également plusieurs localités de la province d'Anbar depuis le début de l'année. Le 29 juillet, l'organisation a proclamé l'établissement d'un califat islamique.

Si l'on recense des personnes issues de toute religion et de toute ethnie parmi les 1,2 millions de personnes déplacées depuis janvier, les groupes de défense des droits de l'homme indiquent que les chrétiens - comme les autres minorités irakiennes, notamment les shabaks, les turkmènes et les yézidis - sont particulièrement vulnérables à l'EIL et à tout autre fracture politique et géographique qui pourrait se faire jour dans le pays.

« Il apparaît clairement que l'EIL utilise un mode d'action qui consiste à cibler délibérément les minorités irakiennes et d'autres personnes qu'il soupçonne de s'opposer à lui, et d'en enlever et séquestrer les membres », a expliqué Donatella Rovera, conseillère d'Amnesty International pour les situations de crise, actuellement présente dans le nord de l'Irak.

« Tous les jours, je rencontre des familles qui veulent à tout prix retrouver un fils, un mari ou un frère qui ont été capturés par des groupes de l'EIL et dont elles ne savent ni où ils se trouvent ni ce qu'ils sont devenus. La plupart ne veulent pas que l'on cite les noms de leurs proches disparus car elles craignent pour leur sécurité ».

Letta Taylor, chercheuse sur le terrorisme et le contre-terrorisme à Human Rights Watch (HRW), a dit que, si des atrocités étaient « commises de tous côtés », les minorités étaient « prises pour cible » par l'EIL, qui partage l'idéologie radicale des sunnites.

« Les minorités religieuses sont doublement prises pour cible ; elles sont victimes à la fois du conflit général et d'attaques en raison de leurs croyances », a-t-elle dit. « Il s'agit d'une tendance traditionnelle en Irak, mais elle s'aggrave en période de conflit et ces personnes sont paniquées. En ce moment, nous assistons à une accélération du déplacement de masse des minorités religieuses », a-t-elle ajouté.

### Les chrétiens

Ces attaques pourraient accentuer la tendance à l'émigration des chrétiens. Avant l'invasion menée par les Etats-Unis en 2003, le pays comptait environ 1,3 million de chrétiens, mais ils ne seraient plus que 300 000 actuellement. Ceci est en grande partie lié à l'augmentation des violences, notamment à l'attaque perpétrée en 2010 contre l'église Notre-Dame du Salut de Bagdad et qui a fait 58 victimes.

Zaid Al-Ali, avocat irakien et auteur de 'The Struggle for Iraq's Future', a dit que si les chrétiens n'étaient pas concernés par les violences entre sunnites et chiites ou n'étaient pas nécessairement visés en raison de leur appartenance religieuse, ils avaient été particulièrement touchés par les violences de 2006-2007, lorsque les menaces, les extorsions et les enlèvements étaient motivés par des raisons religieuses.

« Les gens visés étaient, en général, ceux qui n'avaient personne vers qui se tourner, pas de liens tribaux, pas de relations au sein du gouvernement et qui vivaient le plus souvent dans les quartiers les moins sûrs, donc il y a eu beaucoup de chrétiens parmi les victimes », a-t-il dit. « Les chrétiens ont toujours été visés, ils sont le ventre mou de l'Irak. Ils n'ont pas les mêmes relations avec l'Etat que les musulmans et personne ne s'intéresse vraiment à leur sort ».

Cette semaine, bon nombre de chrétiens qui avaient fui Qaraqosh pour rejoindre Ankawa sont rentrés chez eux, selon des chefs d'églises. Les bombardements ont pris fin pour l'instant, mais outre les conditions de vie difficiles liées au manque d'eau, de carburant et d'électricité, il règne une profonde incertitude sur l'avenir, car l'EIL ne semble pas prêt à rendre les territoires dont il s'est emparé.

Bashar Matti Warda, l'archevêque du diocèse catholique chaldéen d'Erbil, a dit : « Nous sentons vraiment que les chrétiens perdent espoir en l'avenir et nous rencontrons beaucoup de familles qui souhaitent quitter l'Irak pour de bon, ce qui est une grande perte pour nous ».

### Les turkmènes

Les chrétiens ne sont pas la seule minorité à s'inquiéter de l'avancée de l'EIL : plusieurs rapports ont fait état d'attaques sur des villages shabaks ; et les turkmènes, qui forment le troisième plus important groupe ethnique du pays et sont victimes de persécutions depuis de longues années, sont également devenus la cible des insurgés.

Le 6 juillet, Aydin Maroof, responsable du bureau politique du Front turkmène, a dit aux médias locaux que 200 turkmènes avaient été tués et que 200 000 autres avaient été déplacés dans les attaques de l'EIL à Ninive et Kirkuk. D'après HRW, l'EIL a mené des raids sur Guba et Shireekhan, des villages proches de Mossoul où vivent des turkmènes chiites, le 23 juin. Des maisons et des fermes ont été pillées, quatre lieux de prière chiites ont été détruits par des explosions et environ 950 familles turkmènes ont été contraintes de quitter la zone.

D'autres lieux de prière fréquentés par des turkmènes ont également été pris pour cible à Tal Afar, à 50 km à l'ouest de Mossoul, selon HRW.

« C'est une sorte de génocide contre les turkmènes et d'autres populations d'Irak », a dit à IRIN Ali Bayatli, représentant de l'association des avocats turkmènes en Irak (Association of Turkoman Lawyers in Iraq) à Kirkuk.

Après avoir expliqué pourquoi un nombre important de déplacés turkmènes avaient cherché refuge à Kirkuk, il a ajouté : « Ces personnes qui sont venues à Kirkuk ont le sentiment d'avoir trouvé la paix, mais ce n'est que temporaire. Nous ne savons pas de quoi



demain sera fait ».

### Les Yézidis

A Bashiqa, un village situé à environ 22 km au nord-est de Mossoul et où cohabitent yézidis et shabaks, Hussam Salim, responsable bénévole des programmes de l'organisation caritative 'Yezidi Solidarity and Fraternity League', a dit que la population avait peur de l'EIIL depuis la diffusion d'une vidéo tournée par des militants et montrant un groupe de yézidis qui avaient été enlevés.

« La communauté yézidie se sent très menacée par les projets de l'EIIL. Ils se sentent désespérés ici et beaucoup d'entre eux s'en vont pour l'Europe ou parlent de partir », a-t-il expliqué.

Les yézidis appartiennent à une religion ancienne associée à la foi zoroastrienne. Ils révèrent un dieu nommé ange-paon qui aurait été expulsé du paradis par Dieu. Ils sont donc considérés comme des adorateurs de Satan. Au fil des ans, les yézidis irakiens, qui sont environ 500 000, ont subi des persécutions et des attaques significatives, mais l'avancée de l'EIIL représente une nouvelle menace, en raison notamment de la situation géographique de la communauté dans des territoires longtemps disputés par le Kurdistan et l'Irak et qui sont aujourd'hui à la frontière avec le califat de l'EIIL.

« L'EIIL vise des personnes différentes de manières différentes, car ils ont des règles concernant certaines religions et certaines personnes sont très inquiètes », a dit M. Salim. « En ce moment, les forces kurdes des Peshmerga sont ici, mais nous savons que l'EIIL ne se trouve qu'à 5 km et nous voyons leurs postes de contrôle, alors nous sommes inquiets ».

Malgré le chaos, à Bagdad, l'élite politique du pays ne semble pas être prête à négocier un accord, alors que le Parlement vient à nouveau d'annuler ses sessions le 7 juillet.

### Les minorités des territoires disputés

Les dirigeants kurdes ont saisi l'occasion pour réclamer la sécession du reste de l'Irak et Massoud Barzani, le président de la région du Kurdistan irakien, a indiqué qu'il comptait organiser un référendum sur l'indépendance d'ici à quelques mois.

Cependant, si les Kurdes du Kurdistan appuient l'indépendance, toutes les minorités qui vivent dans les territoires disputés que le gouvernement régional kurde (GRK) souhaite récupérer ne veulent pas être désignées comme kurdes.

Thirsa de Vries, responsable des programmes de l'organisation non gouvernementale (ONG) néerlandaise PAX en Irak, a dit que toute partition était susceptible d'accroître la vulnérabilité des minorités irakiennes et elle a appelé la communauté internationale à « prêter attention » aux politiques locales qui, a-t-elle ajouté, font « partie de jeux de pouvoir plus larges pour les territoires et l'influence ».

« Pendant de longues années, les politiques identitaires ont été utilisées pour manipuler les petites minorités qui vivent dans la plaine de Ninive – un territoire disputé par le GRK et le gouvernement central irakien », a-t-elle dit, avant d'ajouter que son organisation avait reçu de nombreux rapports émanant de shabaks, de yézidis et de chrétiens qui indiquaient subir des pressions pour prendre parti pour l'un ou l'autre des deux camps et qui, pour certains d'entre eux, ont été contraints de choisir un camp pour bénéficier d'une protection.

« La crise actuelle accentue les pressions sur les minorités pour qu'elles choisissent un camp et les tentatives pour manipuler leur identité se multiplient ».

□□□

metro

17 juillet 2014

# Syrie: les Kurdes imposent la conscription

Par Bassem Mroué  
The Associated Press  
17 juillet 2014

**B**EYROUTH – Les Kurdes de Syrie ont imposé le service militaire obligatoire aux jeunes hommes de la communauté, dans une tentative de freiner l'avancée des extrémistes islamistes dans la région du nord du pays où ils vivent, ont indiqué des responsables kurdes jeudi.

Cette décision illustre la crainte des Kurdes face à l'offensive des jihadistes de l'État islamique, qui pourrait renverser les gains faits par cette minorité ethnique depuis le début de la guerre en Syrie, en 2011.

Les Kurdes, une communauté longtemps ostracisée en Syrie, ont obtenu des victoires sans précédent en trois ans, établissant un territoire semi-autonome dans le nord alors que les forces gouvernementales syriennes abandon-



naient la région pour se concentrer sur la défense de la capitale, Damas.

En novembre, les Kurdes syriens ont établi leur propre gouvernement dans la zone qu'ils contrôlent, maintenant divisée en trois régions administratives: Afrin, Kobani et Jazira.

Les combattants kurdes des Unités de protection populaire ont réussi à repousser les islamistes d'une série de villes et ont pris le contrôle de certains territoires le long des frontières avec la Turquie et l'Irak.

Mais les choses ont changé en juillet, quand les extrémistes de l'État islamique se sont emparés de territoires de part et d'autre de la frontière entre la Syrie et l'Irak, où ils ont proclamé l'établissement d'un califat islamique. Les islamistes, munis d'armes sophistiquées saisies aux forces irakiennes, ont récemment lancé une offensive sur la région kurde de Kobani et ont pris le contrôle de plusieurs villages.

Les combats entre Kurdes et jihadistes, qui ont commencé le 2 juillet, ont fait des dizaines de

morts dans les deux camps. Des centaines de Kurdes de Turquie sont arrivés en renfort en Syrie pour participer aux combats, ont indiqué des militants.

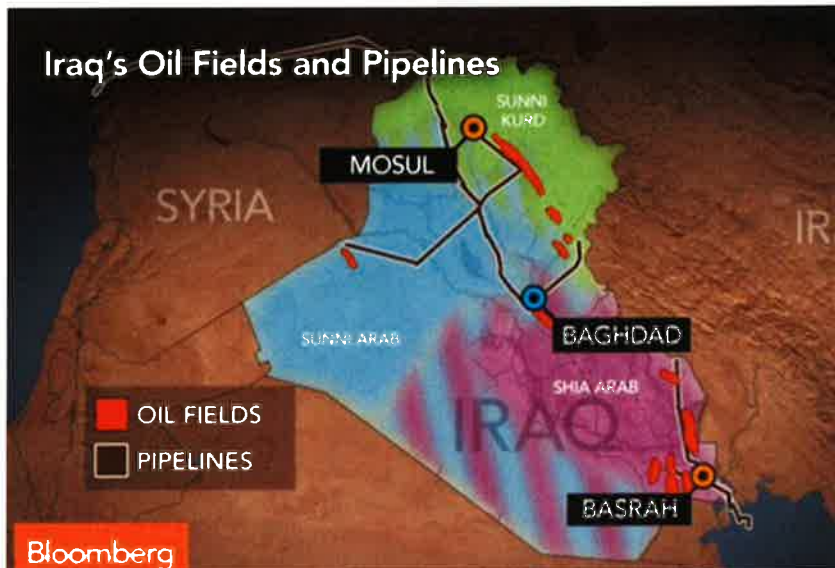
« L'État islamique renforce ses positions autour de nous et il y a des affrontements », a déclaré le journaliste kurde Barzan Issa, qui se trouve dans la région de Kobani.

Juan Mohammed, un porte-parole de la ville kurde de Qamishli, a indiqué que le territoire administratif de Jazira – avait adopté la conscription cette semaine. Tous les jeunes hommes de la région sont appelés à accomplir leur devoir d'« auto-défense » pendant six mois.

M. Issa a précisé à l'Associated Press qu'en vertu de la nouvelle loi, toutes les familles devront envoyer au moins un de leurs hommes âgés de 18 à 30 ans faire son service militaire. Après six mois d'entraînement, les conscrits pourront décider s'ils veulent être envoyés sur les lignes de front.

Les Kurdes, qui représentent 10 pour cent de la population syrienne d'avant-guerre, constituent la plus importante minorité ethnique de Syrie. ♦

# Kurdish oil grab fuels independence dream as Iraq unravels



**WILL KENNEDY and  
EDUARD GISMATULLIN**  
www.bloomberg.com  
July 18, 2014

**ERBIL, Kurdistan** -- As modern Iraq collapses, the northern region of Kurdistan is emerging as an oasis of relative calm -- with plenty of oil to support its political ambitions for independence.

With the advance of Islamist rebels deep into Iraq, autonomous Kurdistan is increasingly rejecting Baghdad's claims over its oil. Last week Kurdish leader Massoud Barzani seized control of fields near Kirkuk, in the latest move by Kurdistan to assert control over the region's oil.

"Kurdistan has resources and it's well organized," said Brian Gallagher, an oil analyst at Investec Plc in London, who follows several explorers working in the region. "The Kurds are probably winners out of the recent events long-term."

And the same holds true for the oil companies that have invested there. Since the U.S. invasion of Iraq more than a decade ago, western drillers have beaten a path to Kurdistan, a mountainous region that's been less explored than the oil heartlands in the country's southern deserts. First came small companies willing to take a gamble, then giants like Exxon Mobil Corp. and Chevron Corp. followed. Kurdistan now hosts more than 20 foreign companies exploring for oil and gas, according to the regional government's website.

## Independence Vote

The region has enormous oil-production potential. The Kurdish government estimates untapped resources may total 45

bbl, more than all remaining reserves in the U.S. And output is increasing quickly after a pipeline linking Kurdistan directly with Turkey opened in May.

Barzani's administration, which has promised a vote on independence from the rest of Iraq, says output may jump from 400,000 bpd in 2014 to 1 MMbpd next year, and twice that much by 2019.

Explorers in Kurdistan haven't faced the same risks as those drilling in the more volatile south of the country. The region is protected by the Peshmerga, a well-armed military force that emerged from Kurdish resistance to Saddam Hussein's regime, limiting the bombings and sectarian violence that have scarred other parts of Iraq since the U.S. invasion.

As Islamist militants grabbed control of large swathes of the country from Iraqi Prime Minister Nouri Al-Maliki's government in Baghdad over the past two months, the Peshmerga has defended Kurdistan's borders and asserted control of disputed areas. On July 11, they took control of the Kirkuk and Bai Hassan oil fields from Iraq's state-run North Oil Co., the Kurdish government said.

A Kurdish government official didn't respond to email and phone requests for comment.

## 'Safe Place'

"As of today Kurdistan remains a safe place to operate and we have maintained all our activities," Emmanuel de Guillebon, a managing director for Total SA in Iraq, said in a phone interview. Total, France's largest oil company, plans to drill at least two wells at its operated blocks in Kurdistan through next year and is appraising local fields with partners Marathon Oil Corp. and Oil Search Ltd., de Guillebon

said.

Mol Nyrt., a Budapest-based oil explorer that's been working in Kurdistan since 2007, said it's confident enough to have opened a headquarters for its Middle East and Africa operations in the Kurdish capital, Erbil.

"We don't expect any changes in our operations and in our fruitful relationship with Kurdistan regional government," said Szabolcs Ferencz, Mol's senior V.P. for corporate affairs. "Kurdistan already enjoys significant autonomy within Iraq and has its own security forces, police and ministries."

## Turkish Pipeline

While the region has enjoyed a large degree of autonomy, the federal government in Baghdad, responsible under the Iraqi constitution for managing oil shipments and revenues, had blocked Kurdistan from exporting oil on its own.

Barzani's administration broke that arrangement when the pipeline to Turkey started flowing in May, loading a tanker at the Turkish port of Ceyhan on the Mediterranean and banking the cash. While the central Iraqi government disputed the legality of that sale, exports are continuing and more ships have loaded Kurdish oil. In a judgment last month, the Iraqi supreme court denied a request by the Baghdad government to prevent Kurdistan from exporting oil directly.

Genel Energy Plc, a London-based company headed by former BP CEO Tony Hayward and the biggest oil producer in the region, saw its output jump by about a third in June to 84,000 bpd because of the new pipeline. It supplements crude loaded onto trucks and consumed locally or shipped across the Turkish border by road.

## Escalating Dispute

"The Kurdistan Regional Government has sold the first cargo of oil exported through the pipeline," Genel said in a statement to Bloomberg. "We expect this process to bed down and to see oil continuing to flow through the pipeline, tankers being loaded and money received."

The Kurdish government escalated its dispute with Baghdad this week, issuing a legal notice saying under current circumstances the Iraqi constitution gave it the right to manage its own crude sales. That's because the federal government has failed to distribute oil revenue in the proportions agreed.

The story of Exxon in Iraq since the U.S. invasion in 2003 shows the the growing strength of Kurdistan versus the rest of the country. In 2011, Exxon switched the focus of its Iraq operations from contracts to renovate giant fields in the south to exploring for new deposits in Kurdistan, a move that angered al-Maliki's government. The Irving, Texas-based company said in May drilling operations are under way in two blocks in the region.

Kurdistan "will be a bit more stable than the south and has the ability to monetize its own resources base," said Sanjeev Bahl, an analyst at Numis Securities Ltd. in London. Oil companies working there "will reap rewards," he said. ♦



REUTERS

# Iraqi Kurdistan starts oil pumping from Kirkuk -Iraqi official

July 17, 2014 By Rania El Gamal (Reuters) -

**IRAQ'S AUTONOMOUS** Kurdish region has begun to pump oil from Kirkuk fields previously controlled by Iraq's central government into the pipeline system that runs in its own territory, a senior Iraqi oil official said on Thursday.

Kirkuk lies on the disputed boundary between the northern Kurdish region and the rest of Iraq and is at the heart of a long-running dispute between Baghdad and Erbil, the Kurdish regional capital, over territory and natural resources.

Kurdish forces took control of production facilities at the Kirkuk and Bai Hassan northern fields on July 11, exploiting a power vacuum created by an Iraqi military withdrawal in the face of an Islamist insurgent offensive.

The Iraqi official told Reuters by telephone from Baghdad the Kurdish region had started to pump crude from one of the Kirkuk domes to the Khurmala dome, out of which the Kurdish pipeline runs, using an existing connection.

"They are using a pipeline which was originally used to send crude from (Kurdistan), but they have now reversed it (to use it by the Kurdish region)," the official said, estimating the quantity at around 20,000-25,000 barrels of oil per day.

The Kurdish Ministry of Natural Resources could not immediately be reached for comment.

Kirkuk's Baba and Avana geological formations were previously administered by Baghdad before the July 11 takeover. The Kirkuk region's third formation, Khurmala, has long been under the control of the Kurdistan Regional Government (KRG).

Kurdish forces took control of Kirkuk a month ago, making good on a longtime territorial claim to the city, after Iraqi troops left in the face of a lightning assault by Islamic State insurgents, who have seized large parts of northern and western Iraq, but not threatened well-defended Iraqi Kurdistan.

The Kirkuk and Bai Hassan oilfields have a combined production capacity of 450,000 bpd but have not been producing significant volumes since March, when Iraq's Kirkuk-Ceyhan export pipeline was sabotaged by Islamist militants.

Last year, Baghdad signed a deal for BP BP.L to revive the Kirkuk oilfield, a plan that the KRG has rejected as illegal. ○



ALJAZEERA

19 July 2014

## Masoud Barzani: Kurdish independence

The president of the Iraqi Kurdistan region discusses the future of the nation and how change is a must for Iraq.

Talk to Al Jazeera  
19 Jul 2014  
www.aljazeera.com

**M**asoud Barzani is the president of the Iraqi Kurdistan region which has a population of five million Kurds.

Iraq's Sunni heartland is currently in the grip of fighters from the self-declared Islamic State and other Sunni groups. The mainly Shia Iraqi army who initially fled from the advancing fighters are struggling to contain them.

The terrified survivors of this battle for control in Iraq are moving in their tens of thousands to find sanctuary where they can. The government in Baghdad is dithering and Iraq is rupturing.

The Sunni - Shia divide is deepening and there is increasing talk of partition, of an Iraq torn into separate territories for each group. Sunnis in one part of the country, the Shia in another and the Kurds in yet another.

Seizing the moment, the Kurds have announced their intention to go it alone. They have already got some autonomy and their own regional government with power to decide some matters for themselves. But they want complete control now, especially over their oil



reserves. And while other parts of the country burn, they have quietly taken over more oil fields that had been in dispute, and claimed them for themselves.

We asked Barzani if Kurdish independence is soon to be a reality.

"Kurdish independence is not a new topic. Self-determination is the natural right of every nation and country. The Kurdish nation has this right like every other nation in the world. This process has now begun; it is now with the regional parliament and it is proceeding."

Al Jazeera's Martine Dennis travelled to Erbil, the capital of the Kurds semi-autonomous region in the north of the country - where they have prospered since the removal of

Saddam Hussein - to find out whether we are truly witnessing the start of the break-up of Iraq. Masoud Barzani talks to Al Jazeera about autonomy, the current state of Iraq and the Kurds' role in the country.

"In the last ten years we tried hard with our Shiite and Sunni partners to establish a new pluralistic and democratic federal Iraq. But unfortunately it was an unsuccessful attempt. We can say Iraq is now partitioned, but we are not responsible for this. We saw setbacks in the implementation of the constitution and agreements that Kurds reached with other par-

*The Kurds are tired of this exhausting situation in Iraq. Change is therefore a must in Iraq. We will no longer accept other people deciding our fate. We will be the ones deciding our own future.*

*Masoud Barzani, the president of the Iraqi Kurdistan region*

ties, particularly the rulers in Baghdad. It is also difficult for us to keep waiting for an uncertain future, waiting in vain for implementation of the constitution and our rights. Kurds have no choice but to think of another path, toward self-determination."

◆◆◆





19 July 2014

# Kurds Welcome Home President Talabani, Hope for Greater Political Unity

rudaw.net  
19 July 2014

**SULAIMANI,** Kurdistan Region—A year and a half after he was flown to a hospital in Germany for a stroke he suffered in 2012, Iraq's President Jalal Talabani returned to his hometown of Sulaimani on Saturday.

Talabani, 81, was received by only a small circle of his immediate family members, among them his wife Hero Ibrahim Ahmed, and his son Qubad Talabani.

"That is what my father wanted," said Qubad.

Talabani is also the secretary general of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

The speaker of Kurdistan's parliament, Yousif Muhammad, described Talabani as "an experienced politician and revolutionary who has played a role in bringing close together Iraq's different political groups."

"Talabani has come home at a time that Iraq and the Kurdistan Region is witnessing a new stage and a new horizon has emerged for our people," Muhammad said in a statement.

In Talabani's absence as president, Iraq has undergone a series of political crisis. Relations between Baghdad and Erbil have deteriorated

over energy and budget disputes and great parts of the country are now under the control of the militant Islamic State (IS).

Upon his return however, Talabani would have inner party issues to address, among them finalizing a PUK candidate for Iraq's presidency.

Currently, there are three main candidates for the post who are Barham Salih, Najmaldin Karim and Fuad Massoum.

Salih, former Kurdistan prime minister and Talabani's own deputy, is a strong candidate to fill the position of Iraq's presidency that is allocated to the Kurds according to a political agreement among the Shiites, Sunnis and the Kurds.

On Saturday he expressed his joy at Talabani's return in a tweet: "Welcome home President Talabani. You have been sorely missed! Really joyful day in midst of all the mayhem in Iraq."

Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani said that "Talabani has played an important role in the political and revolutionary life of Kurdistan and Iraq and in the most difficult days he has shown resilience and defended the rights of his people."

Meanwhile, in the past two months the Kurdistan Region has entered a new political reality with



*Iraq's President Jalal Talabani returned to his hometown of Slémani on Saturday, July 19, 2014.*

the takeover of Kirkuk and all former disputed territories in Diyala and Nineveh provinces last month.

For his part, Kurdish President Massoud Barzani has asked the parliament to set a date and prepare to conduct a referendum on self-determination and possible separation from Iraq.

Talabani's support for Erbil is vital and this has been pointed out in most official statements made on his return.

President Barzani said in a message on Saturday, "His return will certainly will lead to strengthening the unity and brotherhood of the Kurdistan parties."

Talabani is credited with keeping Iraq's Shiite and Sunni leaders

on the negotiating table, even during the country's violent sectarian war.

It is unlikely, as senior PUK leader Adnan Mufti pointed out, for Talabani to engage in politics with his past vigor. But members of his party and others hope that he can contribute to resolve some political disagreements.

"I welcome the return of my life long friend Mam Jalal, his presence was missed as he was essential to the stability of #Iraq & #Kurdistan," wrote veteran Kurdish politician Mahmoud Othman in a tweet.

Talabani's motorcade drove from the Sulaimani airport to his residence in Dabashan, where members of the PUK political bureau are expected to visit him. □



20 juillet 2014

## Irak: le président Talabani de retour dans un pays au bord du gouffre

20 juillet 2014

www.rfi.fr

**L**e président irakien Jalal Talabani est de retour dans son pays après plus d'un an et demi d'absence. Le chef de l'Etat était hospitalisé en Allemagne après une attaque cérébrale fin 2012. Le leader kurde revient dans un pays en proie au chaos, avec une crise politique au sommet de l'Etat et une grande partie du territoire aux mains de l'Etat islamique.

A sa descente d'avion, à Souleymanieh, son fief du Kurdistan irakien, l'homme a été accueilli comme un héros. Au Kurdistan, Jalal Talabani jouit d'une légitimité historique et d'une popularité sans pareille, lui, l'ancien militant, ennemi juré de Saddam Hussein.

Il est rentré en Irak par le Kurdistan, une région autonome depuis 20 ans et qui, depuis la débâcle de l'armée irakienne face aux insur-



gés sunnites en juin dernier, songe sérieusement à l'indépendance. Cette indépendance pour laquelle a plaidé son rival Massoud Barzani, président du gouvernement autonome et du Parti démocratique du Kurdistan, le PDK.

Mais pour le revenant Talabani, chef de l'autre grand parti kurde, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), il faut plutôt davantage de décentralisation. Son discours est celui d'un chef d'Etat qui veut préserver l'unité de l'Irak.

### Qui pour lui succéder?

Dans son camp, celui des Kurdes, où selon la Constitution, le président de l'Irak est choisi, aucune personnalité ne s'impose pour le remplacer. A Bagdad, le Premier ministre Nouri al-Maliki, chiite, s'accroche au pouvoir malgré un bilan politique et militaire désastreux.

Jalal Talabani parviendra-t-il avec son art consommé du compromis à réunir toutes les parties ? S'il ne peut lui-même, pour des raisons de santé, se représenter, cet octogénaire charismatique a l'avantage de s'entendre avec tout le monde : Kurdes, sunnites et chiites.

Acteur incontournable, historiquement proche de l'Iran, il s'entend aussi bien avec les monarchies du Golfe. Mais son absence d'un an et demi et son état de santé fragile seront probablement des obstacles de taille dans sa mission. □

REUTERS

# Top Kurdish security official warns West of Iraq blowback

ARBIL Iraq July 20, 2014  
By Isabel Coles and Ned Parker(Reuters)

**WESTERN COUNTRIES will end up fighting insurgents who have overrun large parts of Iraq on their own doorstep unless they intervene to combat the threat at its source, a senior Kurdish security official said in an interview.**

Masrour Barzani, head of the Kurdish region's National Security Council, said he doubted Iraq's army would be able to roll back militant gains without help from outside, but that the world did not appear serious about confronting the insurgency.

Iraq's million-strong army, trained and equipped by the United States at a cost of around \$25 billion, largely evaporated in the north after militants from the Islamic State overran the city of Mosul last month.

From there, they went on to seize most Sunni majority areas with little resistance, putting Iraq's very survival as a unified state in jeopardy as politicians wrangle in Baghdad over forming a government.

Barzani said Kurdistan, which has managed so far to insulate itself against violence in the rest of Iraq and neighboring Syria, was the "front-line against terrorism" in the Middle East, and that the inaction of Western nations was at their peril.

"They have a choice: either they can come and face them here, or they can wait for them to go back to their own countries and face terrorism on their doorsteps," he told Reuters in an interview on Saturday.

The Kurds, who have their own armed forces known as the "peshmerga", now share all but 15 kilometers (10 miles) of their southern border with insurgents who have declared an Islamic caliphate across Iraq and Syria.

For now, the militants are busy fighting what remains of the Iraqi army backed by Shi'ite militias further south, but they may eventually turn to the north, where the Kurds have expanded their territory by as much as 40 percent.

The peshmerga have already clashed with insurgents, who are now armed with weapons seized from the Iraqi army, many of them supplied by the United States, which has urged the Kurds to take on the Islamic State, formerly known as ISIL or ISIS.

"ISIS now has a lot of modern military equipment in their possession, and to fight against them I think the peshmerga have to be much better equipped than they are," Barzani said. "For that, the United States and the international community as a whole should feel responsible".

"We have had talks with the United States, with some of the European countries, but no practical steps have been taken to provide assistance to the KRG (Kurdistan Regional Government), especially on the military front".

## "GREAT CONCERN"

Barzani put the number of Islamic State militants who took over Mosul on June 10 at fewer than 2,000, but said new recruits, fighters from Syria and capitulation of other armed factions had increased that to as many as 12,000. Another estimate by a security official in Baghdad puts the size of IS at more than 20,000 after the fall of Mosul. But there is no way to independently verify the numbers.

Many tribal and insurgent groups have made common cause with the Islamic State to fight against Shi'ite Islamist Prime Minister Nuri al-Maliki, but there are tensions within their ranks that have already led to infighting.

Assessing the strength of those groups relative to the Islamic State (IS), Barzani said they were "much weaker". He suggested the KRG would be prepared to work with "moderate" tribes and forces protecting their own areas from IS.

Iraqi Kurdistan has cultivated an image of relative stability in a turbulent neighborhood, although a bombing of the headquarters of the security services in the regional capital Arbil last September showed the region remained a target.

Barzani said Kurdish security services had managed to thwart "quite a few" attacks since then, and that the influx of hundreds of thousands of Iraqis displaced from other parts of the country into Kurdistan posed an added challenge.

"It makes the job of our security forces much more difficult to try to keep an eye and monitor the situation," Barzani said. "We are trying our best to make sure there are no sleeper cells activated" ○



Masrour Barzani, head of Kurdistan region's National Security Council, speaks during an interview with Reuters in Erbil, in Iraq's Kurdistan region, July 19, 2014. Photo: Reuters •



## Turquie : 8 morts dans des accrochages entre l'armée et les rebelles

french.xinhuanet.com  
ANKARA, 22 juillet 2014 (Xinhua)

**Au moins huit personnes, dont deux soldats turcs, ont été tuées au cours d'accrochages entre les forces gouvernementales turques et les rebelles kurdes dans les régions frontalières adjacentes à la Syrie, a annoncé l'armée mardi.**

Plus tôt, un responsable local a fait savoir que trois gardes-frontières avaient été blessés, dont deux ont succombé plus tard, après qu'ils eurent été attaqués par 15 hommes qui tentaient de s'infiltrer en Turquie de Syrie, selon un communiqué de l'état-major général turc.

L'armée turque a envoyé des renforts aux postes frontières,

et au moins six activistes ont été tués lors de l'affrontement. Ces activistes étaient soupçonnés d'être des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rébellion) ou de sa branche, le Parti de l'Union démocratique (PYD) basée en Syrie, selon le communiqué.

Jusqu'ici, ni le PKK ni le PYD n'a encore confirmé avoir essuyé des pertes dans ses rangs.

Au cours des trois dernières décennies, la violence liée à l'insurrection du PKK a fait plus de 40.000 morts en Turquie. Le dernier affrontement est considéré comme la flambée de violence la plus remarquable depuis que les combattants kurdes ont déclaré un cessez-le-feu l'année dernière. □





# «Al-Maliki se venge sur les sunnites de Bagdad»

Alors que les jihadistes de l'Etat islamique menacent la capitale irakienne, les miliciens chiïtes, encouragés par le pouvoir, font régner la terreur à coups d'enlèvement et d'assassinats.

Par **LUC MATHIEU**  
Envoyé spécial à Bagdad

Il était parti acheter des chaussures de foot, il n'est jamais revenu. Ahmed, un sunnite de 22 ans, s'est volatilisé le 19 juin en début de soirée à un carrefour de Doura, un quartier du sud de Bagdad. Sa trace se perd là, entre une échoppe de vêtements de sport et une épicerie aux étales de tomates et de concombres, à moins de 500 mètres de la maison familiale. Son père a épuisé tous les recours, toutes les demandes. Il a fait

**REPORTAGE**

le tour des barrages policiers et militaires du quartier, il a posé des questions au commissariat, à la caserne, il a visité morgues et hôpitaux. Il a même été jusqu'à l'aéroport de Bagdad, où il avait entendu dire qu'il y avait une prison secrète. «*Mais ça n'a rien donné, rien. Par tout, on m'a répondu qu'Ahmed n'était pas là.*» Les seules informations qu'il a obtenues émanent de deux voisins. L'un dit avoir vu ce soir-là des hommes en civil sortir d'une voiture et enlever un jeune homme. Un autre a affirmé qu'il y avait en fait deux voitures, dont l'une

de la police. «*Mais ils n'ont pas vraiment reconnu mon fils, ils ne sont pas sûrs.*» Le père d'Ahmed le dit comme s'il refusait d'y croire. Il ne veut pas admettre ce que ses voisins ont compris dès la nuit du 19 juin : son fils a été enlevé par une milice chiïte. «*Je ne sais pas, je ne sais pas*», répète-t-il. Il réfléchit à haute voix, tente de se rassurer en affirmant que les milices veulent le plus souvent de l'argent, et qu'il n'en a pas. Il est ouvrier, comme son fils. A eux deux, ils gagnent 600 dollars par mois (440 euros), à peine de quoi faire vivre la famille de six personnes. Leur maison est en parpaings bruts, il n'y a pas de

jardin, juste une allée fermée par un portail rouillé.

«*Et puis, les milices, elles font des rafles, elles arrêtent plusieurs personnes en même temps. Ce soir-là, seul Ahmed a disparu*», reprend-il en fixant le ventilateur qui vient de s'arrêter de tourner au plafond du minuscule salon. Assis à ses côtés, son cousin détourne la conversation en râlant contre les incessantes coupures de courant. Une heure plus tard, alors que le père d'Ahmed s'est éloigné, il dira que «*bien sûr, une milice*

*est responsable de l'enlèvement. Mais son père refuse de le reconnaître, il est terrorisé. C'est normal, ces gens-là sont capables de tout, ils n'ont aucune limite.*»

**BASSES ŒUVRES.** Les sunnites de Bagdad ont l'habitude d'avoir peur. Depuis la réélection du chiïte Nouri al-Maliki au poste de Premier ministre en 2010, arrestations arbitraires et assassinats sectaires n'ont rien d'exceptionnel dans leurs quartiers. Mais les exactions se sont encore aggravées avec la prise de Mossoul, le 10 juin, par les jihadistes sunnites de l'Etat islamique. Face à la débandade de ses soldats et policiers, qui ont abandonné l'uniforme et fui devant les islamistes, Al-Maliki s'est tourné vers les milices chiïtes. Des dizaines de milliers de volontaires, la plupart payés 450 dollars par mois par le gouvernement, se sont enrôlés en moins d'un mois. Hors de tout contrôle, hormis celui de leurs chefs, ces groupes imposent leur loi sans rendre de comptes, parfois en s'associant avec la police ou l'armée, parfois en agissant seuls. Comme la plupart des sunnites, Abou Riham, un officier de 54 ans à la retraite, craint avant tout les membres d'Asaïb Ahl al-Haq, à qui Al-Maliki confie ses basses œuvres. Il les a vus parader dans les rues de son quartier d'Azamiya, dès le 11 juin, au lendemain de la prise de Mossoul par les jihadistes. «*Ils sont venus tous les jours pendant une semaine. Ils arrivaient surarmés à une dizaine de voitures et s'arrêtaient devant le mausolée d'Abou Hanifa [une figure historique sunnite, ndr] pour chanter des slogans à la gloire des chiïtes. Il a fallu calmer les jeunes du quartier, sinon, ça aurait dégénéré en bain de sang.*» Depuis, les démonstrations de force ont cessé mais les kidnappings se succèdent, chaque jour, chaque nuit. «*Que*

*ce soit lors de descentes dans les maisons, ou à des barrages dans les rues, plusieurs dizaines de personnes du quartier ont été enlevées depuis la fin juin*», affirme Abou Riham. L'ex-officier cite deux de ses voisins, deux frères, partis acheter une voiture et jamais revenus. Leurs corps ont été retrouvés quatre jours plus tard dans le quartier chiïte voisin de Chouala, une balle dans la nuque. Un entrepreneur a eu plus de chance. Enlevé début juillet, il a été libéré au bout d'une semaine, après avoir payé 40 000 dollars. L'imam d'une mosquée d'Azamiya a, lui, été tabassé pendant quatre jours avant d'être relâché. Il se terre depuis dans sa mosquée et refuse de parler de peur des représailles.

**ORCHIDÉES.** Abou Riham ne sort plus guère de son quartier. Il observe les habitants les plus jeunes et les plus riches s'exiler en Jordanie ou en Turquie, où ils espèrent obtenir le statut de réfugiés avant de tenter de rejoindre l'Europe ou les Etats-Unis. Les autres limitent au maximum leurs déplacements et ne traversent plus les quartiers chiïtes. «*Dès la nuit tombée, plus personne ne quitte même sa maison*», ajoute-t-il. Dans son joli salon décoré d'orchidées et de tables basses en fer forgé, l'ancien militaire se dit furieux contre le gouvernement irakien et le «*cercle vicieux*» qui se dessine. «*Al-Maliki se trompe de cible. Il s'attaque, avec ses miliciens et ses forces de sécurité, à des sunnites qui ne veulent que la tranquillité, juste parce qu'il est incapable de combattre les jihadistes. Il se venge contre nous mais il a tort, il ne fait que se créer de nouveaux ennemis.*»

Dans un Irak en passe d'imploser, le détonateur pourrait être une avancée des jihadistes de l'Etat islamique vers Bagdad. Ils ne sont plus qu'à une quarantaine de kilomètres et menacent de progresser vers le quartier de Doura, au sud. Les autorités affirment qu'ils recevront alors le soutien de «*cellules dormantes*», qui compteraient 2 500 membres dans la capitale et sa banlieue. «*Il y en avait bien à Mossoul, pourquoi n'y en aurait-il pas à Bagdad ? Bien sûr qu'il y en a !* confirme un ancien haut gradé de la police fédérale. *Mais ce ne sont pas que des combattants de l'Etat islamique. Ce sont surtout d'anciens militaires qui ne veulent pas d'un califat mais qui ne supportent plus d'être marginalisés et harcelés parce qu'ils sont sunnites.*»

Calmement, sans hésiter, Abou Riham dit que lui aussi est prêt à prendre les armes : «*Si les jihadistes attaquent, ou même s'ils ne font que des incursions à Bagdad, les milices et les forces de sécurité vont se déchaîner contre les quartiers sunnites en représailles. Il faudra se défendre, je ne les laisserai pas massacrer ma famille sans réagir. Ce sera une question de vie ou de mort.*»





15 juillet 2014

# Les Kurdes affluent en Syrie pour repousser l'EI

"C'est une bataille vitale pour les Kurdes, car s'il prend Aïn el-Arab, l'EI avancera plus rapidement à l'est"



Beyrouth, 15 juillet 2014  
Welayat Raqa/AFP

www.i24news.tv

Des centaines de combattants kurdes de Turquie ont afflué en Syrie ces derniers jours pour combattre les djihadistes de l'Etat islamique (EI), qui assiègent la ville kurde d'Aïn al-Arab, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Pas moins de 800 combattants kurdes venus de Turquie ont franchi la frontière syrienne au cours des derniers jours pour prêter main-forte à leurs frères à Aïn al-Arab, qui est (...) assiégée par les djihadistes de l'EI", a expliqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

"Cette mobilisation a été lancée après l'appel du PKK" -- le Parti des travailleurs du

Kurdistan, interdit en Turquie --, a précisé M. Abdel Rahmane. Outre la Turquie, le PKK a des branches en Iran, en Irak et en Syrie.

"Ils se préparent à un assaut éventuel de l'Etat islamique", a poursuivi M. Abdel Rahmane.

Selon Havidar, un militant kurde originaire de Aïn al-Arab, "il y a eu des célébrations la nuit dernière à Kobane (nom kurde d'Aïn al-Arab) et les combattants tiraient en l'air alors qu'ils arrivaient" dans la ville.

Située à la frontière avec la Turquie, Aïn al-Arab/Kobane est la troisième ville kurde de Syrie après Qamishli (nord-ouest) et Afrine (Alep).

"Les Kurdes qui participeront au combat viennent de partout: Turquie, Iran, Syrie et ailleurs", a ajouté Havidar, précisant que les ordres étaient venus "de la direction du PKK".

Pour les jihadistes de l'EI, qui cherchent à

établir leur autorité du nord-ouest de la Syrie jusqu'à l'est de l'Irak, la prise d'Aïn al-Arab permettrait d'obtenir une continuité territoriale sur une grande partie de la frontière entre la Syrie et la Turquie.

"C'est une bataille vitale pour les Kurdes, car s'il prend Aïn el-Arab, l'EI avancera plus rapidement à l'est vers les autres régions kurdes de Syrie comme Hassaka (nord-est)", dit M. Abdel Rahmane.

Depuis l'apparition de l'EI en Syrie en 2013, les combats font rage entre Kurdes et jihadistes, les premiers défendant à tout prix leurs zones où ils avaient instauré une sorte d'autonomie depuis le début de la guerre en Syrie.

"C'est la première fois que les djihadistes semblent avancer alors que les Kurdes subissent un réel revers", selon Havidar. ■

## Turquie: Le candidat des Kurdes promet de lutter contre toutes les discriminations



Istanbul, 15 juillet 2014 (AFP)

**LE CANDIDAT** des Kurdes à l'élection présidentielle d'août en Turquie, Selahattin Demirtas, s'est engagé à lutter contre toutes les discriminations appelant à "une nouvelle vie" après près 12 ans de règne islamo-conservateur, défiant ainsi son rival le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

"Nous appelons à une nouvelle vie", a déclaré M. Demirtas, un avocat de profession et co-président de la principale force pro-kurde de Turquie (HDP), en lançant officiellement à Istanbul sa campagne pour le scrutin du 10 et 24 août.

"Une nouvelle vie prendra forme lorsque nous nous élèverons contre les discriminations ethniques, religieuses, sociales et sexuelles", a dit M. Demirtas qui espère être présent au deuxième tour contre M. Erdogan, crédité de 51 à 55% des suffrages dès le premier tour.

"Si la liberté veut dire danser au clair de lune, dansons tous ensemble pour une nouvelle vie", a insisté M. Demirtas, 41 ans, promettant de renforcer les droits des femmes et des homosexuels, affichant sa nette différence par rapport à l'attitude jugée "autoritaire" de M. Erdogan, critiqué pour ses interventions dans la sphère privée des Turcs.

"L'idée que l'on n'atteindra pas le deuxième tour est complètement fausse", a dit

M. Demirtas auquel les sondages accordent moins de 10% des votes.

M. Erdogan, 60 ans, dont le Parti de la justice et du développement (AKP) est au pouvoir depuis 2002, a accru considérablement les droits de la minorité kurde (environ 15 millions sur 76 millions d'habitants) et compte sur son soutien pour l'emporter dès le premier tour de vote.



Dans une ultime manœuvre pour s'attirer les voix des Kurdes, le chef du gouvernement a fait déposer la semaine dernière au parlement un paquet de réformes démocratiques.

Le principal rival de M. Erdogan est le candidat de l'opposition, Ekmeleddin Ihsanoglu, 70 ans, un intellectuel musulman aux idées progressistes et qui est l'ancien chef de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). ●



## Les Kurdes irakiens pompent du brut d'un champ de pétrole disputé (responsable pétrolier)

Kirkouk (Irak), 17 juillet 2014 (AFP)

**LA RÉGION** autonome du Kurdistan irakien a commencé jeudi à pomper 20.000 barils du brut à titre expérimental d'un champ de pétrole disputé dont elle s'est emparée il y a une semaine dans la province de Kirkouk (nord), a annoncé un responsable pétrolier.

C'est la première fois que les Kurdes pompent du pétrole du champ de Bai Hassan, situé à 55 km au nord-ouest de la ville de Kirkouk qui avait une capac-

ité de 190.000 barils par jour, a indiqué à l'AFP un responsable de la compagnie du pétrole du Nord.

Les Kurdes avaient annoncé le 11 juillet avoir pris le contrôle de deux champs de pétrole disputés dans la région de Kirkouk, provoquant la colère des autorités centrales de Bagdad.

Il s'agit des champs de pétrole des zones de Bai Hassan et de la zone de Makhmour. Selon Erbil, la production des nouveaux champs sous contrôle kurde va servir d'abord à faire face à la pénurie de produits raffinés sur

⇒ le marché intérieur.

Les Kurdes, qui se sont déjà emparés il y a un mois de la ville disputée de Kirkouk à la faveur de la crise provoquée par l'offensive fulgurante des insurgés sunnites, ont expliqué avoir pris cette initiative en réaction à la volonté du ministère du Pétrole de saboter un oléoduc de la zone.

Leur initiative marque une nouvelle escalade dans les tensions entre Erbil et

Bagdad, qui ont contribué au retard pris dans la formation d'un gouvernement.

Les autorités kurdes ont demandé le 10 juillet au Premier ministre Nouri al-Maliki de quitter le pouvoir, le qualifiant d'"hystérique" après ses déclarations accusant la province autonome d'être le quartier général des insurgés. ●

LE DEVOIR

11 juillet 2014

## Les Kurdes réclament le départ d'Al-Maliki



Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki



Le président du Kurdistan Massoud Barzani

11 juillet 2014 | Prashant Rao  
Agence France Presse à Bagdad  
www.ledevoir.com

Les autorités kurdes irakiennes ont demandé jeudi au premier ministre Nouri al-Maliki de quitter le pouvoir, le qualifiant d'"hystérique" après ses déclarations accusant la province autonome d'être le quartier général des jihadistes à la tête de la vaste offensive qui ravage le pays.

Cette nouvelle attaque s'ajoute à la longue liste de critiques contre M. Maliki, un chiite au pouvoir depuis 2006, accusé notamment d'avoir mené une politique confessionnelle, marginalisé la minorité sunnite et accaparé le pouvoir.

En déclarant qu'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, était devenue un «quartier général pour l'État islamique [EI]», le premier ministre s'est assuré la colère des Kurdes, déjà en froid avec Bagdad sur bon nombre de sujets.

M. Maliki «est devenu hystérique», a réagi dans un communiqué la présidence kurde appelant le premier ministre à «s'excuser auprès du peuple irakien et à démissionner».

L'État islamique est à la tête de l'offensive insurgée menée depuis le 9 juin. Ce groupe s'est depuis emparé de territoires du nord et de l'ouest de l'Irak, sur lesquels il a pro-

clamé un califat à cheval avec des zones qu'il contrôlait déjà en Syrie, où il combat à la fois les rebelles et le régime de Bachar al-Assad.

«Vous avez détruit le pays, et quelqu'un qui a détruit le pays ne peut pas sauver le pays des crises», accusent les autorités kurdes dans leur communiqué, alors que l'Irak est plongé dans une impasse politique, le Parlement issu des législatives d'avril ayant reporté à deux reprises des sessions cruciales pour former un gouvernement.

Dans son allocution télévisée hebdomadaire, M. Maliki ne s'est pas contenté de qualifier Erbil de base arrière jihadiste, il a également fustigé la prise de contrôle par les forces kurdes de plusieurs territoires disputés et la volonté du président du Kurdistan, Massoud Barzani, d'organiser un référendum d'indépendance.

M. Barzani avait lancé les hostilités sur ce sujet en affirmant que les forces kurdes ne partiraient plus de ces zones conquises à la faveur du retrait de l'armée face à l'avancée des insurgés, notamment la ville pétrolière de Kirkouk.

### ÉDUCATION DÉMOCRATIQUE

Signe de l'inquiétude grandissante quant à une partition du pays, les États-Unis ont fait part de leur mécontentement à l'annonce d'un possible référendum, et le vice-président américain, Joe Biden, s'est entretenu mercredi par téléphone avec M. Barzani.

Selon la Maison Blanche, les deux hommes sont tombés d'accord sur la nécessité «d'accélérer le processus de formation d'un gouvernement».

Ce processus devrait démarrer dimanche, après l'échec d'une première séance levée dans une ambiance chaotique le 1er juillet.

Mais les ministres kurdes, laissant entrevoir ce qui pourrait se passer au Parlement, ont déjà annoncé qu'ils boycottaient les réunions du Conseil des ministres, accusant M. Maliki d'avoir «servi uniquement les ennemis de l'Irak et les terroristes».

En dépit des critiques, M. Maliki entend briguer un troisième mandat, son bloc parlementaire étant arrivé en tête aux législatives.

### AVANCÉE JIHADISTE INCONTRÔLABLE

Parmi la litanie des reproches faits au premier ministre figure aussi l'incapacité des forces armées à enrayer l'avancée des jihadistes et à reprendre le contrôle des zones perdues.

Après la débandade militaire des premiers jours, et malgré l'aide des États-Unis, de la Russie et de milices chiites, l'armée irakienne n'a toujours pas enregistré de réels succès.

Les opérations lancées il y a plus de 10 jours pour tenter de reprendre Tikrit, fief de l'ancien dictateur Saddam Hussein, sont au point mort et les forces irakiennes n'ont même pas envisagé de contre-offensive sur Mossoul, la seconde ville du pays, et la première à être tombée aux mains des insurgés.

À Fallouja, une ville tenue depuis janvier par des insurgés à 60 km à l'ouest de Bagdad, un avion Sukhoï, du même type que ceux récemment livrés par la Russie, a bombardé mercredi un marché, tuant 8 personnes et en blessant 35, selon un médecin de la ville, et d'autres raids aériens ont fait 12 blessés dont cinq enfants jeudi.

L'offensive jihadiste qui a fait des centaines de morts, poussé des centaines de milliers d'Irakiens à fuir, constitue également une menace pour les États-Unis, et ses alliés «au Proche-Orient et en Europe», a mis en garde mercredi le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel. □

**Le Monde**  
Mardi 22 juillet 2014

# En Turquie, vague d'arrestations contre « l'Etat parallèle » de la confrérie Gülen

A deux semaines de l'élection présidentielle, une centaine d'officiers de police sont accusés d'écoutes illégales

**Istanbul**  
Correspondance

Le règlement de comptes entre le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, et les partisans de l'imam Fethullah Gülen s'est déplacé sur le terrain judiciaire. Le 22 juillet, plus d'une centaine d'officiers de police, parmi lesquels deux anciens responsables de l'antiterrorisme, ont été arrêtés, menottés et, pour la plupart, placés en détention. Samedi 26 juillet, vingt officiers considérés comme « gülenistes » ont encore été arrêtés. Une démonstration de force intervenant à moins de trois semaines de l'élection présidentielle des 10 et

24 août, qui devrait, sauf surprise, sacrer M. Erdogan et renforcer sa mainmise sur les institutions.

Les fonctionnaires arrêtés sont accusés par un procureur d'Istanbul d'avoir illégalement écouté plus de 2 000 personnes, dont le chef du gouvernement turc, des ministres ou encore le chef des services de renseignement, Hakan Fidan. Les proches de M. Erdogan justifient cette vague d'arrestations, supervisée en haut lieu, par la « lutte contre l'Etat parallèle » qui aurait été mis en place par les membres de la confrérie Gülen au sein de la police et de la justice turque. « Cet Etat parallèle, cette justice parallèle est arrivée au point de représenter une menace pour la

sécurité nationale », avait déclaré M. Erdogan le 21 juillet, quelques heures avant le coup de file.

La confrérie Gülen, nébuleuse islamiste influente dans la bureaucratie, les affaires, les médias et l'éducation, et principal soutien politique du gouvernement jusqu'à il y a quelques mois, est accusée d'avoir téléguidé les arrestations de dizaines de proches du régime soupçonnés de corruption, le 17 décembre 2013, et d'avoir orchestré les affaires de corruption jusque dans l'entourage du premier ministre.

## Des « super-juges »

La liste des suspects interpellés cette semaine recoupe d'ailleurs celle des officiers de police chargés de ces enquêtes anticorruption, enterrées depuis par une justice reprise en main. Selon le parquet, les policiers arrêtés appartenaient à une mystérieuse organisation islamiste, « Tevhid Selam ».

Le député Idris Bal, proche de M. Gülen, et qui a démissionné du parti au pouvoir après les révélations, dénonce, lui, un coup monté : « C'est une opération contre nos forces de police patriotes, qui sert à manipuler l'opinion publique et l'élection présidentielle à venir. »

Pour le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), les accusations contre « l'Etat parallèle » güleniste sont « une opération purement politique » destinée à couvrir les affaires. « Que fait la police dans les autres pays ?, a ironisé Haluk Koç, son porte-parole. Elle poursuit les voleurs. Mais en Turquie, c'est l'inverse. Les voleurs poursuivent la police. »

Les scandales de corruption, révélés ces derniers mois grâce à des écoutes de conversations téléphoniques publiées sur Internet, ont mis en cause le premier ministre, son fils Bilal, des entrepreneurs et des élus proches du gouvernement. Quatre ministres ont été poussés à la démission.

En réaction, des milliers de policiers et de magistrats ont été limogés et les sites Twitter et YouTube ont été temporairement bloqués

en mars. Le 21 juillet, M. Erdogan a confirmé son intention de nommer des « super-juges » aux pouvoirs élargis, chargés de démanteler les réseaux gülenistes.

Pour les proches de la confrérie, le gouvernement est lancé dans un processus de « revanche ». « Les pro-gouvernements décrivent les suspects comme un gang prêt à tout pour protéger ses intérêts, tandis que les pro-Gülen les saluent comme des héros qui ont consacré leur vie à la lutte contre la corruption », constate l'éditorialiste de *Hürriyet Özgür Korkmaz*. « La vérité se trouve probablement entre les deux », ajoute-t-il.

Cette affaire ressemble à s'y méprendre aux retentissants procès politiques lancés en Turquie ces dernières années par des cours spéciales. Parmi les policiers mis sous les verrous, nombreux sont ceux qui ont été impliqués dans ces enquêtes contre des réseaux militaro-nationalistes (Erge-*nekön*, Balyoz), contre le mouvement kurde KCK, ou encore contre des journalistes (Oda TV).

La confrérie Gülen avait alors encouragé les purges et les arrestations. Les journalistes d'investigation Ahmet Sik et Nedim Sener, mais aussi l'ex-chef de la police Hanefi Avci, entre autres, avaient été placés en détention après la publication d'enquêtes sur le rôle des gülenistes dans la police et été accusés d'appartenir à une obscure organisation terroriste. « Les choses ont changé pour certains. Ceux qui complotaient font maintenant l'objet d'un complot. C'est pourquoi nous avons toujours défendu un système judiciaire libéré de toute tutelle politique », a rappelé le porte-parole du CHP Haluk Koç. ■

**GUILLAUME PERRIER**

## Dérapages antisémites en Turquie

**Istanbul**  
Correspondance

Depuis vendredi 18 juillet, Recep Tayyip Erdogan s'est lancé dans une violente diatribe contre « l'Etat terroriste » d'Israël, accusé de commettre « un génocide à chaque ramadan depuis 1948 » contre la population palestinienne. « Ils n'ont pas de conscience, pas d'honneur, pas de fierté. Ils condamnent Hitler jour et nuit mais surpassent Hitler en barbarie », a-t-il lancé au cours d'un meeting électoral, à Ordu (Nord). Après les condamnations de ses propos par Washington, le premier ministre turc a étendu dimanche ses critiques aux Etats-Unis. « Si l'Amérique dit encore qu'Israël utilise son droit à l'auto-défense, alors c'est elle qui est insultante », a-t-il déclaré dimanche.

Comme en 2009 au moment de l'opération « Plomb durci », puis à Davos lorsqu'il avait pris à partie le président israélien Shimon Pérès, M. Erdogan veut tirer un profit politique de la vague de réprobation, à travers la Turquie, des opérations militaires israéliennes.

Quitte à encourager les dérapages. Une manifestation organisée

vendredi par des organisations islamistes devant le consulat d'Israël à Istanbul, en présence de plusieurs députés du parti au pouvoir et de l'opposition, a dégénéré, au point de nécessiter l'intervention de la police antiémeute. Les manifestants ont attaqué la représentation diplomatique à coups de pierres et ont tenté de pénétrer dans le bâtiment. Dans la presse turque, les propos antisémites fleurissent. « Que Dieu bénisse Hitler », a lancé un éditorialiste du quotidien pro-gouvernemental *Yeni Akit*.

## Menaces de représailles

Parmi les plus virulents figure aussi la Fondation pour l'aide humanitaire (IHH), l'organisation proche du Hamas qui avait affrété le navire pour briser le blocus de Gaza en 2010, opération qui s'était terminée par la mort de dix militants turcs. Son président, Bülent Yildirim, a menacé les juifs de Turquie de représailles et appelé « les touristes juifs » à ne pas venir en vacances dans le pays. L'opposition kémaliste a elle aussi réclamé une série de mesures de rétorsion diplomatiques contre Israël. ■

**GUILLAUME PERRIER**



# Peshmerga to 'fill in' for Iraqi army in disputed areas

**The secretary-general of the Ministry of Peshmerga, Jabbar Yawar, said in an interview with Al-Monitor that the peshmerga forces are merely taking defensive positions against armed groups and have not seized the Iraqi army's weapons.**



**Author Shaida al-Ameen**  
July 23, 2014  
al-monitor.com

Kurdistan's Ministry of Peshmerga Affairs said its troops are not attacking armed groups in Iraq, but are just taking defensive positions. It said the speeches of Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki do not scare the Kurds, and that the peshmerga forces did not seize weapons of the Iraqi army that was fleeing the battlefields.

In an exclusive interview with Al-Monitor, Peshmerga Ministry Secretary-General Jabbar Yawar said, "The peshmerga forces are not attacking terrorist groups, and are contenting themselves with taking defensive positions against them, as the distance between us and areas where terrorist groups are present is 1,000 kilometers [620 miles] in length and more than 500-600 kilometers [310-373 miles] in width. Thus, it is difficult to attack them within an area of hundreds of square kilometers."

In a speech aired on Iraqi media channel Al-Babiliyah on July 2, Maliki rejected the de facto policy that emerged following the Mosul events, and demanded that the Kurds remain committed to the Iraqi Constitution. He threatened to restore areas that the peshmerga forces have controlled during the fall of the Sunni provinces to the Islamic State (IS), formerly known as the Islamic State of Iraq and al-Sham, or ISIS.

For his part, while attending a parliament session, Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani said on July 3 that the peshmerga forces were present in the disputed areas before the events of Mosul, and there were areas where the peshmerga and the Iraqi army were present. Yet there are other areas that the peshmerga forces have entered to fill the security vacuum caused by the withdrawal of the Iraqi army that was present there. He noted that the peshmerga forces will not withdraw from these areas.

In response to Maliki, Yawar said, "We do not feel any threat coming from Maliki's speech, and we hope that he will control the deteriorating situation in Iraq. Maliki is placed in a position where he cannot threaten any party, neither the Kurdistan region nor any neighboring country, and he does not have the ability to implement the threat. He would better think about controlling the situation in Mosul, Ramadi and Salahuddin as I think that he does not have an army to pose a threat to anyone."

Iraqi MP Hanan al-Fatlawi, a member of the State of Law Coalition, demanded that the peshmerga forces hand over the weapons they had seized.

Yawar replied, "We did not seize any of the Iraqi army's weapons. The Iraqi army left them for the terrorists after it fled and abandoned its positions. Thus, terrorists have seized them. In fact, there are no large camps for the Iraqi army next to us to take over their military equipment."

Regarding the military equipment owned by the peshmerga forces, Yawar said, "We have the same weapons as the Iraqi army; we have light, medium and heavy weapons, with the exception of the air force equipment." He said, "We do not have any air support as the region does not have an air force," adding, "Since the formation of the government in Iraq in 2004, we have not received any amounts that the peshmerga forces are entitled to from the federal government, and we did not receive any salaries, arming or training equipment, or any other equipment. There is no support not only for the peshmerga forces, but also for all the security forces in the region, compared with the equipment received by the Iraqi military forces."



*Kurdish peshmerga troops move down a street next to a transported tank during an intensive security deployment after clashes with militants of the Islamic State, in Jalawla, Diyala province, July 4, 2014. (photo by REUTERS)*

The State of Law Coalition led by Maliki had accused the Kurdish forces of controlling the disputed territories following the Mosul crisis. State of Law Coalition MP Mohammed al-Sayhoud said in an interview with the Iraq News Network, "Kurdish peshmerga seized control over the disputed territories."

Yawar pointed to the territories where the peshmerga forces were stationed, saying, "They are stationed in these territories since 2010 along with the Iraqi forces, and that they did not cross them." According to an agreement with the Baghdad government in 2010, the boundaries of these territories were agreed upon, with a joint security line between peshmerga forces and the federal government forces. They constitute territories which the federal government calls the disputed territories.

The aforementioned boundary line starts from Faysh Khabur and Sinjar and passes through Zammar, Sheikhan, Bertla, Bashiqa and al-Hamdaniya in Mosul. It then passes through Quweir, Makhmur and Dabike in Erbil. It also crosses Dibs in Kirkuk and in the west of Kirkuk, and Taza and Tuz in Salahuddin. The line then goes through Jabara and Qura Taba in Diyala province, and finally heads toward Jalawla, Saadiye and Naft Khana. "It is worth mentioning that there were series of joint checkpoints, joint operations and coordination centers between the peshmerga forces and the Iraqi army officers," Yawar said.

"After the events of June 10, the Iraqi army left its positions within the joint lines as well as in Mosul, Salahuddin and other areas," Yawar said. "Therefore, we were forced to fill in for the Iraqi army with the same peshmerga forces existing within this region. We did not march or move forward for expansion purposes, we only strengthened the military sites left by the federal government forces."

Regarding the call made by Barzani to peshmerga veterans to join the fighting fronts, Yawar said, "There is a regulation governing the enlistment of peshmerga veterans to specific stations." The latter added, "We will recruit them when we need them; they are a reserve force that will support troops on the front line." ♦

*Shaida al-Ameen is an editor of the Ahewar website, activist and translator. She previously worked as a writer and editor for the Iraqi weekly Roj News.*



July 20, 2014

# Kurdish Peshmerga Force Secures Kirkuk, Its Oil

Jeffrey Young  
www.voanews.com  
July 20, 2014

## KIRKUK, IRAQI KURDISTAN —

The Kurdistan regional government has sent its Peshmerga troops into the adjacent province of Kirkuk to drive out insurgents, and to secure the area's rich oil fields. By doing this, the regional government has added a fourth province to the three it officially controls. The oil also provides revenue that could make an independent Kurdistan economically strong. Kirkuk, in northern Iraq, has fabulous oil wealth. It is an ethnically divided city. For years, Kurdish, Arab and Turkmen factions fought each other. Then, insurgents including the Islamic State of Iraq and the Levant - or ISIL - unleashed their terror.

In June, Kurdistan Regional Government (KRG) Peshmerga troops, reputed to be some of the toughest fighters in this region, moved into Kirkuk to restore stability, and to protect the oil beneath it.

A monument in Kirkuk, a well-head surrounded by swords, is highly symbolic of both the value of the province's oil, as well as the fight to control it.

Peshmerga member Mohamed Swani explains that Kirkuk's oil now belongs to Kurds, not Baghdad, which objects to the takeover.

"Now, this place is Kurdistan. The oil is for Kurdistan. We must keep the oil, and the defense of the land, for all the places in Kurdistan."

This reporter went out with the Peshmerga on a security patrol, to see how they keep the city and province safe, as well as the oil the Kurds



*Kurdish Peshmerga military forces in Kirkuk, Kurdistan region, Iraq. Kurds have a strong cultural and emotional attachment to Kirkuk, which they call "the Kurdish Jerusalem." Kurds see it as the rightful and perfect capital of an autonomous Kurdistan state. Photo: VOA video*

want for their hoped-for independent state.

We left the military compound and pulled out into the street, our vehicle packed with troops, guns always at the ready.

The ride can be wild and bumpy, but the message put out by every Peshmerga patrol is clear - order will be kept, and those who challenge it face the barrels of many guns. Since these Peshmerga patrols began in June, Kirkuk has enjoyed more peace than at any time in the past decade. While this patrol covers the city, other Peshmerga units have been out in the province driving out ISIL and other insurgents.

Some Iraqi government troops dropped their guns and ran when ISIL swept into Iraq, but the Peshmerga did the opposite - they engaged ISIL, known as Dash - and drove them out. Peshmerga Kamal Mohamed Mustapha explained.

"You know, Dash came - to try to control Kirkuk. But when we heard about Dash trying

to do that, we came over to Kirkuk, and took Kirkuk from them. We kicked them out of Kirkuk now," said Mustapha.

The Kirkuk oil field and its pipeline, and oil patch, Bai Hassan, are under Kurdish control. Their pipelines are now rerouted to send the oil north and on to Turkey, to the port of Ceyhan.

Iraq's central government has angrily reacted to the KRG's takeover of Kirkuk and these oil fields. But the Kurds have made it clear that they will not give them back to Baghdad. This oil, as Kamal Mohamed Mustapha says, guarantees the viability of an independent Kurdistan.

"This oil is the future of Kurdistan, so if there is no oil, there is no future," says Mustapha.

The Peshmerga say that if Baghdad wants to take Kirkuk back by force, they are ready to fight.

◇◇◇



21 July 2014

## President Barzani to Iran: We cannot stay inside the sectarian extremism and mis-governance of Iraq

kurdishglobe.net  
21 July 2014,

In a visit by Assistant Secretary General of the National Security Council of the Islamic Republic of Iran to Kurdistan Region and meeting with the Region's President Massoud Barzani, the Kurdish President announced that Kurds are not going to stay inside the fire of Iraq forever.

In a press release by the Kurdistan Region's Presidency Office, President Barzani met on Tuesday 15 July, 2014, Dr. Reza Amiri Moghaddam, Assistant Secretary General of the National Security Council of the Islamic Republic of Iran, and an accompanying delegation in Salahhadin.

In the meeting Barzani reiterated to the visiting delegation that Kurdistan cannot stand the sectarian extremism and the violations against

the constitution of Iraq.

The press release briefs the topics discussed in the meeting between the Iranian and the Kurdish officials.

According to the statement Moghaddam said that bilateral ties between Kurdistan Region and Iran are historical and his government's stance towards Kurdistan Region is clear and friendly.

«He (Moghaddam) hoped that the irresponsible comments and the

atmosphere created in the media after the Mosul events does not affect the brotherhood relations between Kurdistan Region and the Islamic Republic of Iran.» reads the press release.

Addressing the current security and political situation as well as the political process and government formation process in Iraq, Moghaddam appreciated the role of President Barzani in Iraq's political process, and hoped that the →



⇒ problems are resolved in the near future and stability and peace is returned to the Iraqi people.

Responding Moghaddam, Barzani said: "Kurdistan Region is always supporting brotherhood and peace between nations and groups.

" He also reiterated the clear

stance of Kurdistan Region's political leadership regarding the current situations in Iraq and said that the factor behind all these issues is the existence of the culture of unilateralism and mis-governance.

Barzani explained the threats posed by terrorists on Iraq, Kurdistan Region and the region and said that

he had warned the authorities in Baghdad about the threats of terrorism in Mosul six months in advance.

However, according to Barzani, Baghdad authorities did not take the threats seriously, but after they lost the city to the terrorists, they tried to hide their mistakes by starting to blame the Kurdistan Region.

Talking about the stance of Kurdistan Region about the situation in Iraq, Barzani told the Iranian delegation that Kurdistan "cannot stay inside the conflict of sectarian extremism and mis-governance of Iraq forever. □

**KURDISHGLOBE** 21 July 2014

## Independence and oil revenue discussed in President Barzani's visit to Turkey

kurdishglobe.net  
By Salih Waladbagi  
21 July 2014

**A senior Kurdish delegation led by Kurdistan Regional President Massoud Barzani paid a visit to Turkey on 14 July, 2014, aiming to discuss independence and, the KRG's financial crisis and the share of Kurdish oil revenue.**

In his visit which was described as a critical and surprise one, Barzani met with Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, the President of Turkey Abdullah Gul and Foreign Minister Ahmet Davutoğlu in Ankara.

The visit came almost after ten months from his historic visit to Diyarbakir to enhance the ongoing peace process between the Turkish government and the Kurdish population in the country.

### Independence package

President Barzani's agenda covered the possibility of an independent state in northern Iraq, the political atmosphere in the country, Kurdistan and Kirkuk's oil in addition to the ongoing peace process in Turkey.

His visit came after Barzani asked the Kurdistan Parliament to prepare the ground for holding two referendums as soon as possible. The first one to annex the long-disputed territories to the KRG administration, and the second one to announce independence and separate from Iraq.

Turkey has not so far officially announced support for the Kurdish call for independence, but several Turkish officials indirectly said that the neighboring Turkey would not reject a new country as Iraq is mired in violence and sectarian strife.

Deputy Prime Minister Bulent Arinc said Turkey does not want to see Iraq break up, without clearly stating opposition to a Kurdish state in Iraq, Turkish media reported.

The Turks might prefer a stable and oil-rich Kurdish state rather than an instable, violent and non-democratic Iraq. The Turks have come to a point that the Kurds in Iraq are not a factor of threat over the Turkish unity and provoking the Kurds in the country.

However, President Barzani, whose party gained the first place amongst the Kurdish parties in the last April elections, told Germany's Die Welt newspaper, that: «he does not look ahead to receive help or resistance from Turkey with regard to independence.»

The Turks discussed with Barzani a mechanism to avoid incidents that could inflame ethnic and sectarian strife in Iraq and that the political efforts to preserve the integrity of the country should be supported," wrote Turkish well-known author Cengiz Candar, a journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues.

Approaching the upcoming Turkish presidential elections and the ongoing peace process made it imperative to the Turkish officials not to say anything to make the Kurdish leader, Barzani, upset. PM Erdogan might need his influence in the elections to collect more votes in the elections.

The Kurdish president and his family have long been known as a national family and struggled hard to be able to announce a Kurdish state.

«Kurdish politics is based on two courses of actions. The first is working with the national forces to



rebuild Iraq, and the second is exercising the right of self-determination if efforts to save Iraq fail.» President Barzani told Al-Monitor on July 10.

The KRG could not withdraw its share of the oil revenue because Turkey has been waiting for a solution between the KRG and the federal government on how to divide the revenues. .

### PM Barzani prepared the ground

Earlier, Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani visited Turkey's PM Erdogan Dolmabahce office to prepare the ground for the President Barzani's visit.

The two Prime Ministers talked about escalating violence in Iraq as well as enhancing bilateral economic relations.

The Kurdish and Turkish Premiers emphasized on an emergency initiative to restore stability and security in the chaotic Iraq.

They also discussed providing humanitarian aid to the refugees taking shelter in Kurdistan, in particular Turkmen, and energy coopera-

tion too.

The Kurdish media outlets reported that the KRG's delegation visited neighboring Turkey to collect the oil revenue, what the Turkish Energy Minister Taner Yildiz denied.

The Turkish minister stated that the two sides are trying to open a «permanent bank account and a sustainable business» with the Kurdistan Region.

According to Turkish media outlets, the oil revenue of the first Kurdish oil cargo that was \$93 million deposited in the Turkish Halkbank last month. The Kurdish oil loaded on a huge cargo ship in the Mediterranean.

The KRG's Minister of Finance Rebaz Mohammed, who accompanied PM Barzani to Turkey, said that one of the main purposes of the visit was to ensure transferring the account to Kurdistan's central bank.

Yildiz said that it was not in his government's agenda to think of splitting the KRG's oil share. He announced that the Turkish government has been working on arrangements relating to the rights of both Erbil and Baghdad. □





JULY 23, 2014

by Jonathan Foreman  
23 July 2014  
www.breitbart.com

# The Kurds Are Our Best Shot Against ISIS: We Should Stop Messing Them Around

One of the less attractive characteristics of the Anglo-Saxon powers is their post-war habit of betraying third world allies, whether they are Vietnamese Montagnards, Afghan interpreters or belong to one of several less well-known minorities that have paid a grim price for trusting Britain or America to reward their loyalty.

The Kurds of Iraq are the latest to find themselves in the position of under-appreciated and betrayed allies.

Grateful for the US-British-French no-fly-zone that kept Saddam's forces out of Kurdistan after the 1991 Gulf War, the Kurds have long been the most pro-American and pro-British ethnic group in the entire region. They were enormously helpful to the Coalition before and during the invasion of Iraq and defeat of the Saddam regime in 2003.

Iraqi Kurdistan could then have asserted its independence, kept control of historically Kurdish (but partially ethnically cleansed) Kirkuk and done little or nothing to help the authorities in Baghdad fight the Sunni insurgency and Shia militia violence that spread through Iraq from 2004.

Instead, as any allied commander who is worth his salt will tell you, Kurdish battalions were invaluable to Coalition efforts. Not only were they good at counter-terrorist operations, they were also reliable and trustworthy, qualities all too rare among Iraqi Security Forces especially in the early years.

Nevertheless, even at the height of the war, and even though they often fought side by side Coalition forces in Baghdad and elsewhere, the Kurds received minimal military assistance from the Coalition.

When America pulled its troops out of Iraq in 2011, after Prime Minister Malik and President Obama failed to find common ground on a Status of Forces Agreement, you might have expected the US and its allies to cultivate the Kurdish Regional Government (KRG).

After all, Kurdistan was then, as it had been during the fighting, and continues to be today, much more stable, peaceful and economically vibrant than the rest of Iraq. And unlike the Maliki government it was not falling under the malign influence of Iran.

Instead, the US government has consistently backed the Baghdad government in its worst behaviour



*Kurdish Peshmarga military forces arrests ISIS suspect. Photo: Reuters*

to the Kurds.

Under the Iraqi constitution, oil and mineral resources can be extracted and sold by the regions as long as the proceeds are shared with the rest of the country. But Baghdad has refused to pay the KRG the 17 percent of revenues that it committed to (it never paid more than 11 percent and stopped paying altogether in January. Baghdad also never ponied for the salaries for Kurdish troops.). It has also tried to stop Iraqi Kurdistan from selling oil and gas to Turkey and elsewhere.

Amazingly the US State Department has joined with Baghdad in trying to stop foreign buyers from taking Kurdish oil and gas, with the US government actually threatening legal action against anyone trying to buy it in the United States.

The KRG could be forgiven for resenting this American economic warfare on behalf of the corrupt and incompetent and Iranian-leaning Maliki regime, especially given that Iraqi Kurdistan has to feed and house 750,000 refugees from Syria and at least 250,000 displaced people from other parts of Iraq.

And the F-16's promised by Washington to the Iraqi Air Force have rightly been seen as a potential threat by the Kurds who have vivid memories of bombardment by Saddam's jet fighters.

The bizarre American approach to the US's most reliable allies has three roots.

The first is the fact that the US government and in particular the State Department, prefers strong unitary states with only one center of power and set of leaders to talk to. The second is more emotional:

after putting so much effort, blood and treasure into rebuilding and defending Iraq after the overthrow of Saddam it feels right to back the central government even if the complaints and claims of the Kurds are valid.

Finally, the fact that the Kurds unquestionably did gain from the overthrow of the Baathist regime makes them unattractive to people in or out of the Obama administration who opposed the war or who saw George W Bush as the devil incarnate.

Thanks to ISIS and the collapse and retreat of the Iraqi Army from Northern Iraq, the Iraqi Kurds are now in a much stronger position politically than at any time since 2003. (It helps that Turkey is not only no longer trying to undermine the Kurdish Regional Government; it has become a regional friend and economic partner of the fledgling state.)

But in terms of security the Iraqi Kurds are in greater danger than they have been at any time since the overthrow of Saddam Hussein.

Between 2003 and 2011 they had to be on their guard against the threat presented by Arab Iraq's various insurgents and militias. But they had powerful allies in the form of Coalition forces and an Iraqi army that was being mentored and guided by the Coalition. And they were able by and large to keep terrorists out and down. Now they are effectively alone as they confront the ISIS Caliphate along a 1000km border.

There have already been deadly clashes with ISIS in places where the Peshmarga - the Kurdish armed forces - have taken over cities abandoned by the Iraqi

army. And the Peshmarga have not always come out on top.

ISIS front line forces may not be that numerous but they are experienced, well-trained operators, thanks to years of fighting in both the Iraqi insurgency and the Syrian civil war. They also have a significant advantage over the Peshmarga in that they now have, thanks to the sudden flight of the Iraqi army, an impressive arsenal of modern weaponry, much of it US-supplied.

That includes at least 1500 Armoured Humvees and MRAPs, 52 modern 155mm howitzers, a number of M1 tanks and even helicopters

The vehicles may not be easy to keep running over time without spare parts or the expertise of foreign contractors. But ISIS, like its predecessor al Qaeda in Iraq, includes in its ranks plenty of former Iraqi army soldiers who know how to use artillery and other heavy weapons.

The Peshmarga lack heavy weaponry and aircraft, and all their recent experience has been fighting small numbers of insurgents and terrorists rather than an actual army. Among the supplies the Kurds need is electronic jamming equipment to combat IEDs. They have requested some from Britain. However, the UK, like the US, has so far refused to send defence equipment to the KRG unless end-user certificates are supplied for them by the central government in Baghdad. This the Maliki government refuses to do.

If we help the Kurds, it will protect an oasis of stability and democracy and tolerance. And it will cement a natural friendship that could be of enormous strategic benefit to both the West and Kurdistan. (After all it is only 400 or so miles from Kurdistan to both Tehran and Tbilisi.)

If we don't, Iraqi Kurdistan will have to look elsewhere, most likely to Teheran or perhaps Moscow. Or that oasis could be overwhelmed by the violence and chaos that is spreading outward from Syria.

Neither would be good outcomes; both are easily avoidable. It's up to Downing Street and the White House to do the right thing.

□□□



Des militaires irakiens embourbés lors des combats avec l'Etat islamique, dans la province de Diyala, le 3 juillet. PHOTO REUTERS

## En Irak, une armée fragile et des milices novices face aux jihadistes

Malgré des dissensions internes, les combattants de l'Etat islamique tiennent leurs positions et imposent une guerre d'usure à leur avantage.

Par **LUC MATHIEU**  
Envoyé spécial à Bagdad

Si on en croit la télévision nationale irakienne, l'armée et les milices remportent victoire après victoire contre les jihadistes de l'Etat islamique et leurs alliés. Si on lit les communiqués de Daech, l'acronyme arabe de l'Etat islamique, ses combattants sont prêts à fondre sur Bagdad. Qui ment ? Sans grande surprise, les deux parties. A Bagdad, militaires irakiens, analystes et diplomates le reconnaissent : la guerre entre les forces irakiennes et l'Etat islamique, qui contrôle une large partie du nord et de l'ouest de l'Irak depuis son offensive éclair de la mi-juin, sera longue. «C'est au minimum une question de mois, voire d'années. Nous sommes entrés dans une guerre d'usure. Quand on leur reprend un village un jour, on le perd le lendemain. Personne n'avance ni ne recule réellement depuis début juillet», explique un officier de l'armée de l'air irakienne. Ce quasi-statu quo ne signifie pas qu'il n'y a pas de combats. Ils sont

### ANALYSE

au contraire violents, et disséminés dans plusieurs provinces à proximité de Bagdad. Seul l'est de la capitale est épargné. Ces derniers jours, les affrontements se sont concentrés autour de Tikrit, l'ancien fief de Saddam Hussein, à 160 kilomètres au nord de Bagdad. Le 15 juillet, les forces irakiennes avaient réussi à reprendre une partie de la ville. Mais dès le lendemain, la contre-offensive des jihadistes et de leurs alliés les a forcées à reculer jusqu'à une base située à 2 kilomètres de Tikrit. «Les combattants de l'Etat islamique sont féroces, ils n'ont pas peur de la mort. L'armée irakienne n'arrive pas à faire face. Le problème est qu'elle a été rebâtie de zéro à partir de 2003, lors de l'invasion américaine. Mais ceux qui se sont engagés l'ont fait pour le salaire, pas par patriotisme», poursuit l'officier.

**INFILTRATION.** La faiblesse de l'engagement des soldats irakiens était flagrante lors de l'offensive jihadiste du 10 juin. Mossoul, la deuxième ville du pays, est tombée sans affrontement, les militaires ayant

abandonné leurs postes. Un audit de l'armée irakienne réalisé en juin par des conseillers américains a en outre pointé le risque d'infiltration par des extrémistes sunnites et des soldats chiites envoyés par l'Iran, selon le *New York Times*. Confronté à la faiblesse de son armée, le Premier ministre, Nouri al-Maliki, a renforcé les milices chiites. Ses appels au volontariat, combinés à ceux de l'ayatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité chiite d'Irak, ont convaincu des dizaines de milliers d'Irakiens de

**«L'objectif [des jihadistes] est de consolider leurs gains. Ils ouvrent de nouveaux fronts pour occuper l'armée irakienne et les milices.»**

Hisham al-Hashimi chercheur irakien

s'enrôler. Beaucoup ont choisi la milice Asaïb Ahl al-Haq, le bras armé d'Al-Maliki. Cauchemar de la population sunnite, victime de ses rafles, elle compte des commandants aguerris, formés en Iran. Plusieurs milliers de ses combattants ont rejoint ces derniers mois la Syrie, aux côtés de l'armée de Bachar

**Six mois après avoir pris le contrôle de Fallouja (ouest), les jihadistes de l'Etat islamique, alliés à des tribus sunnites et des anciens officiers de Saddam, se sont emparés de Mossoul, la deuxième ville du pays, le 10 juin. Ils ont ensuite fait la jonction avec la Syrie.**

**25 milliards de dollars, soit 18,4 milliards d'euros, c'est le montant de l'aide américaine pour former et équiper l'armée irakienne.**

**«Cela ne s'est jamais produit dans l'histoire du christianisme ou de l'islam. Même Genghis Khan n'a pas fait ça.»**

**Le patriarche des chaldéens d'Irak, Louis Sako, à propos de l'éviction des chrétiens de Mossoul par l'Etat islamique**

al-Assad, avant d'être rappelés lors de l'offensive de l'Etat islamique. Mais les volontaires qui affluent depuis la mi-juin n'ont reçu qu'un entraînement de quelques jours. «Le problème des milices est qu'elles n'obéissent pas toujours aux ordres de l'armée, alors qu'elles sont censées l'épauler», explique Hisham al-Hashimi, un chercheur irakien.

**FAIBLESSES.** Les jihadistes, alliés, selon les provinces, à des tribus sunnites, des ex-officiers de l'armée de Saddam Hussein ou des factions extrémistes sunnites, ne semblent pas, pour l'instant, décidés à profiter des faiblesses de leurs ennemis. Ils n'ont lancé aucune offensive majeure depuis la proclamation de leur califat, le 29 juin. «Leur objectif principal est de consolider leurs gains. Ils ouvrent de nouveaux fronts, mais uniquement pour occuper l'armée irakienne et les milices», assure Al-Hashimi. L'Etat islamique, qui compterait environ 7000 combattants en Irak, doit gérer les tensions avec ses alliés dans



les villes qu'il contrôle. La création de son califat ne signifie par exemple rien pour les ex-officiers baasistes, le parti de Saddam Hussein, qui ont des visées nationalistes. A Mossoul, environ 150 d'entre eux auraient refusé de faire allégeance au nouveau calife, Abou Bakr al-Baghdadi, selon une source diplomatique. L'Etat islamique chercherait à les arrêter. A Fallouja, les heurts sont fréquents entre les jha-

distes et d'autres groupes combattants sunnites, tels l'Armée des moudjahidin. Dans ces conditions, les jihadistes sont-ils en mesure de lancer un assaut sur Bagdad? «Prendre la capitale reste leur objectif. Mais cela les obligerait à s'aventurer en territoire chiite [Bagdad compte environ 70% de chiïtes, ndlr], explique un diplomate occidental. Ils ont réussi à prendre Mossoul car ils avaient

noyauté la ville depuis près d'un an. C'est plus compliqué à Bagdad, où le soutien des sunnites, isolés et regroupés dans les mêmes quartiers, est difficile à gagner.» Cela n'empêche pas les jihadistes de s'approcher de la capitale via «le triangle de la mort», enclave au sud de Bagdad délimitée par les villes de Latifiya, Mahmoudiya et Youssoufiya. S'ils parvenaient à la traverser, ils ne seraient plus qu'à quelques

kilomètres de Dora, un quartier sunnite de Bagdad. D'ici là, ils semblent décidés à frapper la capitale avec leurs voitures piégées. Dimanche, ils ont revendiqué quatre des sept attentats commis la veille dans des quartiers chiïtes. Jeudi, c'était un Australien de 18 ans qui s'est fait exploser dans un marché à ciel ouvert, tuant au moins 3 personnes, dont un adolescent. ◀



25 JUILLET 2014

# Syrie: combats meurtriers entre armée et islamistes

**La Jordanie abat un drone près de la frontière, une première depuis le début du conflit**

Damas - Ahmed Deeb (AFP)  
nouvelobs.com  
25 juillet 2014

**Plus de 70 personnes ont péri dans les combats opposant l'armée syrienne aux djihadistes de l'Etat islamique dans le nord, au moment où la Jordanie abat un drone près de la frontière avec la Syrie, une première depuis le début du conflit.**

Parallèlement, un convoi d'aide humanitaire est passé en Syrie venant de Turquie sans l'accord de Damas a indiqué l'ONU, la première application d'une résolution du Conseil de sécurité adoptée à la mi-juillet pour aider les plus de 10 millions de Syriens ayant besoin d'aide.

La guerre qui ravage leur pays depuis trois ans a tué plus de 170.000 Syriens, jeté hors de chez elles neuf millions de personnes, et devient de plus en plus complexe avec la fragmentation des fronts.

Désormais, les rebelles qui tentent de renverser le régime de Bachar al-Assad combattent à la fois les troupes gouvernementales, les djihadistes de l'EI et récemment, un nouveau front s'est ouvert contre leurs ex-alliés du Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda.

De son côté, l'EI combat le régime, les rebelles, les djihadistes rivaux d'Al-Nosra ainsi que les autonomistes kurdes.

## ATTAQUES TOUS AZIMUTS

Jeudi, le groupe ultra-radical a lancé des attaques concomitantes contre des positions du régime dans les provinces de Raqa (nord), de Hassaka (nord-est) et d'Alep (nord), selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) qui s'appuie sur un vaste réseau de sources civiles, médicales et militaires.

Au moins 74 personnes ont péri dans ces affrontements qui durent depuis 24 heures,



notamment à Hassaka et Raqa où les djihadistes ont lancé des attaques suicide contre des régiments, des brigades et un siège du parti Baas au pouvoir.

Dans ce bilan figurent au moins 32 djihadistes, 30 soldats, et 12 membres du parti Baas, selon l'OSDH.

Il s'agit de la première confrontation de cette ampleur entre l'EI et le régime, les djihadistes souhaitant, selon l'OSDH, "nettoyer" les territoires qu'ils contrôlent de la présence de l'armée.

L'Etat islamique, qui a annoncé fin juin l'établissement d'un "califat" entre la Syrie et l'Irak, contrôle de larges zones dans ces deux pays et cherche à étendre son hégémonie.

## DRONE ABATTU

Au même moment, dans un premier incident du genre depuis le début du conflit syrien il y a trois ans, la Jordanie a abattu vendredi un drone qui survolait le gouvernorat de Mafraq, près de la frontière avec la Syrie.

"Il s'agissait d'une violation de l'espace aérien jordanien. La Jordanie prendra des mesures (...) une fois ce drone identifié", selon un responsable de sécurité, précisant que le drone survolait une zone proche du camp de Zaatari, qui héberge environ 100.000 réfugiés syriens.

En avril, Amman avait eu recours à des

avions de combats pour détruire des véhicules militaires qui tentaient de pénétrer sur son territoire depuis la Syrie. Damas avait à l'époque affirmé que les véhicules n'appartenaient pas à son armée.

Le royaume hachémite est accusé par Damas de soutenir les rebelles qui combattent le régime de Bachar al-Assad depuis plus de trois ans, mais il a toujours démenti.

## PREMIER CONVOI HUMANITAIRE

Dans un pays où la moitié de la population souffre de la faim selon l'ONU, un premier convoi d'aide humanitaire est passé en Syrie depuis la Turquie sans l'accord de Damas, ont annoncé les Nations unies.

Les neuf camions transportent des vivres, du matériel sanitaire ainsi que des équipements pour purifier l'eau et construire des abris, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies.

Il s'agit de la première application d'une résolution adoptée le 14 juillet par le Conseil de sécurité de l'ONU autorisant les passages transfrontaliers de convois humanitaires venant de Turquie, Jordanie et Irak sans l'accord préalable du gouvernement syrien.

L'ONU évalue à 10,8 millions le nombre de Syriens ayant besoin de secours.

Par ailleurs, les armes chimiques syriennes devant être détruites dans des usines spécialisées en Finlande, Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont été livrées, selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), chargée de superviser le processus.

Ce processus est le fruit d'un accord russo-américain ayant permis d'éviter une intervention militaire américaine après que Damas eût été accusé d'avoir utilisé du gaz sarin dans une attaque ayant fait des centaines de morts à l'été 2013.

□□□



# Menacés de mort par l'Etat islamique, les chrétiens d'Irak fuient au Kurdistan

Abou Bakr Al-Baghdadi a donné vingt-quatre heures aux non-musulmans pour quitter Mossoul

**Bagdad**  
Envoyé spécial

Les hommes d'Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef djihadiste qui se présente comme le « calife Ibrahim », n'ont guère laissé le choix aux chrétiens d'Irak qui avaient, en onze ans de chaos et de montée de l'islamisme radical, résisté au départ en exil. Ils leur ont donné une journée, de vendredi 18 à samedi 19 juillet à midi, pour quitter le territoire du califat, les autres options étant de se convertir à l'islam, de payer un impôt spécial pour les non-musulmans, ou de périr « par le glaive ».

L'annonce concernait principalement les chrétiens de Mossoul, devenue le quartier général du califat qui s'étend désormais des faubourgs d'Alep, en Syrie, à ceux de Bagdad. La seconde ville d'Irak, où l'Etat islamique a installé son quartier général, et certains villages environnants abritaient encore une communauté de plusieurs milliers de chrétiens (de 5 000 selon diverses sources irakiennes à 25 000 selon Louis Sako, le patriarche de l'Eglise catholique chaldéenne).

Depuis la proclamation du califat par l'Etat islamique, le 29 juin, au premier jour du ramadan, des milliers d'Irakiens sont morts, exécutés par les djihadistes ou tués au combat, et environ 600 000 personnes auraient quitté leurs foyers. La première destination des réfugiés, et ces derniers

**L'Etat islamique instaure un régime de terreur, dictant sa loi aux minorités et à la communauté sunnite**

jours des chrétiens de Mossoul, est le Kurdistan irakien, région voisine des territoires conquis par l'Etat islamique mais qui reste la plus stable et la plus prospère du pays.

Avant l'expiration de l'ultimatum, selon des témoignages



Une chrétienne de Mossoul, ici dans une église de Tel Kepe, après avoir quitté la ville, le 20 juillet. REUTERS

recueillis par téléphone par les agences de presse internationales et des médias irakiens, les maisons des chrétiens de Mossoul ont été marquées de la lettre N, pour « nasarah », nom utilisé pour désigner des chrétiens dans le Coran, et les croix des églises ont été détruites et remplacées par le drapeau de l'Etat islamique. Sur la route, aux points de contrôle à la sortie de Mossoul, les djihadistes ont volé l'argent et les bijoux des réfugiés, ainsi que certaines voitures.

A Bagdad, le premier ministre, Nouri Al-Maliki, a condamné l'expulsion des chrétiens de Mossoul et en a profité pour réclamer une aide internationale contre l'Etat islamique, « groupe criminel et terroriste ». Du pape François aux Etats-Unis, les condamnations sont unanimes. La question qui se pose pour la communauté internationale est l'éventuel accueil des 400 000 derniers chrétiens d'Irak, dont la vaste majorité, de l'aveu même du clergé local, est candidate au départ.

La présence de chrétiens est avérée dans la région depuis le 1<sup>er</sup> siècle. Ils étaient encore un million au

moment de la première guerre du Golfe en 1991, et 800 000 lors de l'invasion américaine de 2003 (dont 100 000 dans la région de Mossoul). Depuis onze ans, un millier de chrétiens ont été tués, environ 400 000 ont quitté le pays, et une soixante d'églises ont été détruites par les islamistes.

L'Etat islamique, parallèlement à des avancées qu'aucune contre-offensive de l'armée irakienne ne parvient à stopper, consolide son pouvoir sur les territoires conquis depuis la prise de Mossoul, le 10 juin. Après avoir assassiné soldats et policiers chiites irakiens, ses miliciens ont également tué des religieux sunnites, pourtant proches de l'insurrection antigouvernementale, notamment dans la province occidentale d'Al-Anbar, pour avoir refusé de prêter allégeance au califat.

A Mossoul, l'état-major du calife Ibrahim a installé ses bureaux au consulat de Turquie, qu'il a réquisitionné dès son entrée dans la ville, prenant en otage 49 Turcs, dont le consul général, toujours prisonniers à ce jour. Les

combattants de l'Etat islamique, après avoir dans un premier temps mis l'accent sur des programmes humanitaires, instaurent un régime de terreur, dictant leur loi non seulement aux minorités mais aussi à la communauté sunnite, comme ils l'ont fait précédemment à Rakka et dans les territoires conquis en Syrie.

L'offensive djihadiste se poursuit actuellement sur au moins six fronts, à la fois en direction de Bagdad et du Kurdistan, et six attentats coordonnés à la voiture piégée ont secoué les quartiers chiites de la capitale irakienne, le même jour que celui du départ des chrétiens de Mossoul, faisant 24 morts. ■

RÉMY OURDAN

# Kurdish politician Fuad Massoum named president of Iraq

By Nabih Bulos, Patrick J. McDonnell  
JULY 24, 2014  
www.latimes.com



*Fuad Massoum, 76, was chosen Thursday as Iraq's second president, a largely ceremonial post in the country's governing structure. (Ali Al-Saadi / AFP/Getty Images)*

Iraq's parliament appointed a new president on Thursday as lawmakers inched closer to forming a new government, even as violence continued to engulf the country.

Veteran Kurdish politician Fuad Massoum, 76, was chosen as Iraq's second president, a largely ceremonial post in the Iraqi governing structure. He prevailed in a runoff parliamentary vote that saw most of his opponents withdraw after the first round.

His victory comes one day after he was selected as the candidate of the Kurdish bloc in the Iraqi parliament.

A former lecturer and instructor at the University of Basra with a degree from the Arab world's elite Islamic studies institution Al-Azhar, Massoum is a member and mainstay of the Patriotic Union of Kurdistan Party, a major Kurdish faction. He is also considered to be a confidant of his predecessor, Jalal Talibani, who returned to Iraq only a few days earlier from medical treatment in Germany.

Despite its largely ceremonial nature, the presidential post was the subject of intense jockeying among Iraq's parliamentary blocs, divided largely along sectarian and ethnic lines.

Under a power-sharing agreement forged in the wake of the 2003, U.S.-led invasion that ousted Saddam Hussein, the president must come from the Kurdish bloc, with a Sunni Arab head of parliament and a Shiite prime minister.

Difficulties in reaching consensus among the various blocs have led to governmental paralysis, even as the nation faces an armed

rebellion that threatens the state.

Despite the selection of a speaker and a president, the difficult choice of who will replace current two-term Prime Minister Nouri Maliki remains.

The prime minister is the nation's most powerful elected official. Maliki has vowed to run for a third term, despite mounting pressure from regional and international allies to step down.

Critics have accused Maliki of pursuing policies that favor Shiites, Iraq's majority, at the expense of Sunni Arab and Kurdish minorities. Maliki denies running a sectarian-based government and has insisted that he will not back down from seeking a third term.

Still, even some of his Shiite allies have become disenchanted with Maliki's governing style.

Tens of thousands of Shiites, Christians and others have fled the advance of the Islamic State, which now exerts control over a broad

swath of territory in Iraq and neighboring Syria. Scenes of Iraqi army units falling back in disarray last month as Sunni rebels advanced were a humiliation for the central government and its military, which received extensive training from U.S. forces during the American occupation that ended in 2011.

Government forces and allied Shiite militias are fighting to recapture territory in the north and west lost to Sunni rebels. But neither side seems to be advancing.

The capital, Baghdad, with a Shiite majority, appears firmly in the hands of the government, as does the Shiite-dominated south, including the oil-rich area near the southern city of Basra. But car bomb attacks have caused heavy casualties in the capital in recent weeks.

Meanwhile, Kurds in the north have taken advantage of the tumult to expand the territory under the umbrella of their semi-autonomous regional government. Many Arab lawmakers view the Kurdish advance as a land grab and a bid to extend control over oil-rich territory near the disputed city of Kirkuk, which is now under the control of Kurdish forces.

As politicians in Baghdad struggle to form a new government, violence continues to ravage the nation.

Outside Baghdad, a coordinated assault involving roadside bombs and suicide bombers on a convoy transporting prisoners left 51 prisoners and nine police officers dead and approximately 16 wounded, according to local media outlets on Thursday. The assault targeted a convoy transporting prisoners from Hout Prison in Taji, north of Baghdad.

According to the pro-government Sumariya television, a roadside bomb exploded beside the convoy as it passed a major intersection. Two gunmen then appeared, spraying bullets before detonating their explosive belts near the vehicles.

No one has claimed responsibility for the attack. Anti-government news sources blamed pro-government Shiite militias, specifically the Iran-funded League of the Righteous.

Since last month's assault by Sunni rebels, the government has scrambled to bolster its forces with Shiite volunteer militiamen, galvanized into action to defend the country against the Sunni insurgents. □

AFP

## Irak: 4 morts dans des attentats contre des chiites à Kirkouk

Kirkouk, 25 juillet 2014 - AFP

QUATRE personnes ont été tuées et 19 autres blessées vendredi dans une série d'attentats devant des salles de prière chiites à Kirkouk, dans le nord de l'Irak, ont annoncé des sources médicales et la police.

L'explosion la plus meurtrière s'est produite devant la husseiniya (lieu de culte chiite) Mustafa, dans le sud-ouest de la ville. Cet attentat à la voiture piégée à la sortie de la prière a tué quatre fidèles et en a blessé 15 autres.

Trois autres bombes ont explosé en bord de route près de la husseiniya Zahraa, dans l'ouest de Kirkouk, faisant quatre blessés. Une bombe a aussi explosé près de la husseiniya Jaafar al-Sadeq, dans le sud de la ville, sans faire de victime.

Les insurgés sunnites menés par les jihadistes ultra-radicaux de l'Etat islamique



*Un pompier irakien près de véhicules brûlés après un attentat à la voiture piégée, le 25 juillet 2014 à Kirkouk ©AFP Marwan Ibrahim*

(EI), qui se sont emparés de larges pans du territoire irakien depuis le 9 juin, ne sont pas parvenus à prendre Kirkouk.

La ville est en revanche passée sous le contrôle des forces kurdes après le retrait de l'armée irakienne face à l'avancée des insurgés. Les violences et bombardements sont encore fréquents dans la ville. ●





www.ekurd.net

## KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

### KOBANÊ MOTHERS ESTABLISH BATTALION

July 18, 2014

**Kobane:** Kurdish mothers in Kobanê, Syrian Kurdistan, are joining in the popular effort to defend the canton from an ongoing assault by the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS), according to a report from DÎHA carried in Özgür Gündem. The mothers, organized under the leadership of Yekitiya Star, gathered at a local armory from where a brief ceremony was performed marking their entrance into the ranks of the YPJ. The women will serve at checkpoints around Kobanê where they will work to provide security for the city center. The people of Kobanê are in a state of total mobilization in their efforts to resist ISIS encroachment into the canton, with hundreds of new recruits taking to the front to protect their villages and homes. One mother of five named Besê told DÎHA that Kobanê was passing through a critical moment. Besê said that they were fighting as Kurdish mothers and would not allow ISIS gangs to operate their lands. Besê affirmed that ISIS would not be able to take Kobanê, saying "we have taken up arms as women. We will support our YPG and YPJ fighters." Vowing to fight to her last drop of blood, she said "We will not leave our land, we will not allow our land to be occupied."...[rojavareport.wordpress.com](http://rojavareport.wordpress.com) | [firatnews.com](http://firatnews.com)

### KURDISTAN HAS 1.5 MILLION GOVERNMENT EMPLOYEES

July 21, 2014

**Erbil:** Kurdistan Region's Finance and Economy Ministry has faced problems with its internal revenue, hindering its ability to provide the salary of 10% of the government employees. "The Ministry of Finance and Economy has faced issues and continuously expects to get money from the Natural Resources Ministry," Gorran MP Ali Hama Salih said. "Kurdistan Region has more than 1,400,000 government employees that the Ministry of Finance and Economy can only give the salary of 10% of them from the internal revenue," added Salih. He stated that: "the ministry always ask the Natural Resources Ministry to provide the salary of the government employees and this is because so far the special account of oil has not been created." Salih also pointed out that: "In the past, a group of people have arbitrarily been registered as government employees and they have become a big problem for the Finance and Economy Ministry and Kurdistan Regional Government (KRG)." Due to Baghdad and Erbil tension over Kurdish share of Iraqi budget and control of Kurdistan oil, Iraqi government has delayed sending KRG budget and it has resulted in delay of Kurdish monthly salaries and it has affected Kurdistan economy. [bas-news.com](http://bas-news.com)

### SINJAR VILLAGERS ARMING AGAINST ISIS

July 22, 2014

**Sinjar, Nineveh:** ISIS militants attacking the village of Guhbel in the Kurdish Yazidi region of Sinjar in Iraqi Kurdistan have been forced to retreat by the resistance of the villagers. Local residents have armed themselves to protect their homes and fields and begun to guard the village. Following the capture by ISIS Islamists of large swathes of the Mosul and Nineveh regions almost without firing a shot after 9 May, then seizing much of Salahaddin, Anbar and Diyala in a similar way, the gangs have begun to target the Kurdish Yazidi, Shabak and Christian communities living in the Nineveh region. Hundreds of thousands of people fleeing the savagery of the ISIS gunmen have taken refuge in Kurdish areas. Sinjar is looking after tens of thousands of displaced people, but is threatened by these gangs. Yesterday ISIS gangs attacked the village of Guhbel, having previously targeted the district centre of Tilbenat and the village of Girzerik...[firatnews.com](http://firatnews.com)

### KURDISTAN PRESIDENCY: BARZANI HAS NOT VISITED IRAN AND THE KURDISH PEOPLE DO NOT NEED..

July 22, 2014

**Erbil-Hewlêr, Kurdistan region 'Iraq',**— The presidency of Kurdistan Region denied on Tuesday, what they called as falsehoods published by Baghdad against Kurdistan region on the region's president, Massoud Barzani visit to Tehran and Iranian officials rejection to the policies of the region towards the Iraqi crisis and the right of self-determination and control of Kurdish Peshmerge forces on Kirkuk.

According to the statement of the spokesman for the presidency of the region, Umêd Sabah, said that "A number of sites and media agencies loyal to Baghdad authorities continued its falsehoods against Kurdistan Regionwww.Ekurd.net in the past few days, adding that some Kurdish internal media has published inaccurate news about an alleged visit of the region's president, Massoud Barzani to Tehran."

Sabah said that this news is fabricated and far from the truth, noting that Kurdistan president has not visited Iran.

He added that the policy of the region and Barzani is clear on the Iraqi crisis and the right of the Kurdish people to self-determination, stressing that Kurdistan does not need to obtain permission from any person to self-determination.

On the Iraqi crisis, Sabah said that Kurdistan Region supports helping Shiites and Sunnis brothers for the success of the political process, noting that it is working, at the same time to take political and legal action to get the right to self-determination of Kurdistan people.

The remarks of Kurds leaders on self-determination has raised after the worsening political and security situation in Iraq and the dangerous developments that have occurred in recent times represented by the control of ISIS Organization's insurgents on large parts of Nineveh, Salahuddin and Diyala provinces after the sudden withdrawal of the Iraqi security forces. [shafaaq.com](http://shafaaq.com)

### TURKISH ARMY OPENS FIRE ON SYRIAN KURDISH YPG IN CEYLANPINAR!

July 23, 2014

**Ceylanpinar:** Following the claim that there had been a clash with the Syrian Kurdish YPG forces on the border near Ceylanpinar, the Turkish army has now begun to fire at YPG positions. It is reported that Turkish troops began firing at YPG positions to the east of the village of Elok near the town of Serêkaniyê in Syrian Kurdistan from the village of Altin in the district of Ceylanpinar in Urfa province at around 7 Wednesday morning. While the YPG forces did not return fire, at 11 local time Turkish troops were continuing to fire. Urfa Governor İzzettin Küçük, responding to a question from journalists, claimed a new clash had broken out on the border. Since Tuesday Turkish officials have adopted a provocative stance towards the PYD (Democratic Union Party), claiming it is responsible for clashes. On the night of 21 July 3 Turkish soldiers died of gunshot wounds on the border. The General Staff accused the PYD, claiming '6 PYD members' also died. However, officials in West Kurdistan refuted the claims of the Turkish General Staff, saying YPG forces had not been involved in any clash and that no casualties had been suffered. Local sources also do not confirm the General Staff version of events. [firatnews.com](http://firatnews.com)

### ARAB LEAGUE OPPOSES TO KURDISTAN REGION'S INDEPENDENCE

July 23, 2014

**A**rab League secretary general political deputy said the Iraqi northern region of Kurdistan does not have the right to declare independence from Baghdad. According to AIN Fadhel Muhammad told a press conference that the region does not have the right to split from Iraq now since Arab League is against the division and will not accept such demands. He further added discussion over independence has been limited the region officials' media remarks. The Arab League official's remarks comes weeks after Kurdistan Region President Massoud Barzani asked the enclave's →



→ parliament to make a plan to hold a referendum in the region to ask people if they want to remain a part of Iraq or want independence. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

## ISRAEL IS ONLY KURDISTAN OIL BUYER: IRAQI OIL MINISTRY

July 23, 2014

**B**aghdad: Iraqi oil ministry spokesman said Israel is the only buyer of Kurdistan Region's oil and no other country is buying the oil. "Now Israel is the only importer of the smuggled Iraqi oil by Kurdistan Regional Government (KRG)," Asem Jihad told a press conference. He further added other states have refused to buy the oil and Israel is the only buyer, al-Tejah TV quoted him as saying. He went on to say that Baghdad government and SOMO Company attempts to convince the Kurdish oil buyers not to buy the oil has limited the number of buyers to Israel. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

## KIRKUK GOVERNOR BLAMES ERBIL'S PRESSURES

July 23, 2014

**T**he governor of Iraqi northern Kurdish province of Kirkuk Najmaddin Karim has lamented pressures from Erbil, capital of Kurdistan Region, and has asked Gorran leader's cooperation, independent Hawlati daily said. According to the report, Karim has met Gorran Leader Nawshirwan Mustafa on Friday to protest Erbil's protest against him and Kirkuk governorate. The report further quoted Karim as saying to Mustafa that "while our relation with Baghdad is not ok, there are also pressures from Erbil on Kirkuk governorate." Meanwhile Gorran Diplomatic Relation Center Chief Muhammad Taufiq Rahim did not deny the meeting but refused to give the details of the meeting, adding that "Gorran will do whatever it can do for Kirkuk." The report added Mustafa has promised cooperation to Karim and it seems the issue has been discussed in Gorran Leader's Saturday meeting with Kurdistan Region President Massoud Barzani. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir)

## KURDISTAN REGION PARLIAMENT PASSES REFERENDUM LAW

July 24, 2014

**E**rbil: The Kurdistan Region's parliament has approved a law for an independent electoral commission on Wednesday, coming another step closer toward independence from Iraq. The law was passed with 83 votes in the legislative body's meeting Wednesday. The legislation authorizes the commission to hold elections, referendums and fix dates for voting without having to refer to Baghdad. The law makes reference to "Kurdistan," not the Kurdistan Region, making it applicable in all territories controlled by the autonomous Kurdistan Regional Government since June, when the KRG moved forces into areas it considers its own, and that were abandoned by Iraqi forces retreating under a jihadi-led advance. The law compels the KRG to form the electoral and referendum body within 90 days from the day it was passed. It specifies that the commission will be made up of nine commissioners from different political parties in Kurdistan, with two seats reserved for minorities. Earlier this month Kurdish President Massoud Barzani delivered a speech in the Kurdistan parliament assuring MPs that independence has international support and asking deputies to pass a law on forming an election commission...[rudaw.net](http://rudaw.net) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## KURDISTAN'S PESHMERGA SUFFERING LOSSES AGAINST ISIS

July 27, 2014

**E**rbil: At least one Kurdish fighter was killed and four others slain or captured on Friday when they were attacked by Islamic State in Iraq and Syria (ISIS) militias near the border town of Rabia in northwest Iraq, a Kurdish military official said. Lt. Muhammad Amin Muhammad of the Spilk Peshmerga Command said, "We know that one of the five Peshmerga fighters was martyred, but we don't know whether the other four were also martyred or taken as prisoners by ISIS militants." Peshmerga forces also suffered heavy losses last week in multiple offensives against ISIS, which has taken over Mosul and other Sunni-dominated areas. After a seven-hour battle on Thursday, the Peshmerga captured two key districts in Jalawla in

Diyala province, which has been controlled by ISIS for more than a month. However, Kurdish forces were only able to hold the areas for a few hours because they ran out of ammunition and had no backup troops to defend against an ISIS counterattack...[rudaw.net](http://rudaw.net)

## DISPUTE BETWEEN PUK AND KDP OVER MALIKI'S RE-ELECTION

July 28, 2014

**E**rbil: Kurdistan Region's parties of Brazani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) are at odds over re-election of Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki. A member of PUK, Leyla Barzanji said ruling State of Law Coalition has achieved the most of votes in Iraq parliament polls and it is the coalition's right to elect a person as Iraq's next premier, adding that PUK will defend whoever the coalition would nominate for the post, even Maliki. She further expressed her hope that the next Iraqi PM would be able to cooperate with all Iraqi lines and groups and would not be the PM of a special group or line. Barzanji also appreciated Iraqi newly elected President Fuad Masum, a PUK leading official, and stressed the president is an experienced official and is able to solve all problems in Iraq. Meanwhile a member of KDP faction Najiba Najib told al-Etjah TV that Kurdistan Alliance is against Maliki's reelection and reiterated National Alliance should nominate another politician for the post 15 days after electing Masum as Iraq's new president. [kurdpress.ir](http://kurdpress.ir) | [Ekurd.net](http://Ekurd.net)

## ISLAMIC-JIHADIST MAGAZINE TARGETS KURDS

July 30, 2014

**A** new Arabic-English magazine 'Dabiq' allegedly produced by the Islamic State (IS) promotes a Jihadist war against the rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK) and the Kurdish Peshmerga forces, and openly glorifies operations against Kurds. The magazine dedicates one page against the PKK and Kurdistan - calling both PKK-leader Abdullah Ocalan and Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan apostates. It shows that the IS sees the Kurds as a major threat. "There are presently a number of fronts in the Islamic State being defended against the Kurdish communists in both Iraq and Syria. The month of Ramadan saw numerous operations taking place against the PKK and their Iraqi counterparts, the Peshmerga.: The magazine suggests the IS carried out both 'sacrifice operations' against the PKK in Syria, and against the Peshmerga 'apostates'. "This was in addition to a number of operations against the PKK within their main strongholds, including istishhadi operations carried out against the PKK/Peshmerga murtaddin [apostates] in both Iraq and Sham, as well as a number of PKK vehicles blown up by Islamic State's undercover cell in Wilayat al-Barakah, all leading to many of their apostate soldiers being killed."...[basnews.com](http://basnews.com)

## ISIS DISPLACE KURDS AND SHIITES FROM SAADIA SUB-DISTRICT

July 30, 2014

**D**iyala: A local source in Diyala province revealed on Thursday, that the Islamic State of Iraq and Syria ISIS has deported Kurds and Shiites, in its attempt to change Saadia demography. An informed source said that "ISIS has cleared the center of al-Saadia from Kurds and Shiites within the political scheme to change the demography of the sub-district, as the population of the center of Saadia does not exceed 10% of what it was before last June. "ISIS is performing a misleading campaign to win the Sunni component against the Shiite Kurdish component, through telling the people that there is a plan to displace the Sunni Arabs by Kurdish Shiite in Saadia," he added. ISIS militants have taken control of Saadia sub-district affiliated to Khanaqin in Diyala province over a month ago, following the sudden withdrawal of the Iraqi security forces charged with protecting them, as Peshmerga Kurdish forces moved toward Jalawla and was able to control them, but some of the southern districts, in which militants are holed as battles now take place to clear them according to security sources. [shafaq.com](http://shafaq.com)

# Irak : le chemin de croix des chrétiens de Mossoul

Menacés de mort par les djihadistes, les 3 000 derniers fidèles de la ville se sont réfugiés dans la province kurde voisine.

GEORGES MALBRUNOT  
gmalbrunot@lefigaro.fr

**MOYEN-ORIENT** Entre la valise et le cercueil, Yohanna n'a guère eu le choix : « J'ai tout laissé derrière moi : mes meubles, mon travail et même mes vêtements », se lamente ce chrétien de Mossoul, joint au téléphone dans le village voisin de Qosh, où il s'est réfugié avec les siens. « Nous avons eu très peur en quittant la ville samedi dernier », poursuit-il. Il est parti avec quelque 300 autres familles chrétiennes, cédant aux injonctions des djihadistes qui ont instauré un califat sur le « pays sunnite », après s'être emparés de Mossoul le 10 juin.

En une semaine, la vie des 3 000 derniers chrétiens de Mossoul a tourné au cauchemar. Et Yohanna en est d'autant plus surpris qu'au cours du premier mois sous le règne des djihadistes lui et de nombreux autres fidèles étaient plutôt rassurés. « Des chrétiens ayant fui Mossoul après la conquête djihadiste étaient même revenus », dit-il.

Mais, à partir du dimanche 13 juillet, des informations alarmistes ont commencé à circuler. Des fonctionnaires chrétiens n'ont pas été payés, et, à la mosquée, où se fait la distribution des bons d'achat de bombes de gaz, les chrétiens devaient soudainement attendre pour les obtenir. Mardi, deux jours plus tard, c'est la stupeur : les maisons des chrétiens sont taguées de la lettre « N », comme *nassarah* (chrétiens). Puis, le lendemain matin, les notables sont convoqués par les djihadistes

à l'archevêché syriaque catholique pour leur expliquer de « nouvelles règles de vie ». Flairant le piège, ils n'y vont pas. « C'était humiliant de s'entendre dire dans une église comment on de-

vait vivre dans une ville où nos ancêtres habitent depuis deux mille ans », fait valoir un autre chrétien, qui préfère rester anonyme.

## « L'épée entre nous et vous »

Les nouveaux maîtres de la ville sont furieux qu'on leur résiste. Le soir même, des haut-parleurs, hissés sur des véhicules circulant dans les quartiers chrétiens, expliquent ces « nouvelles règles de vie » : « Devenez musulmans et sujets du califat, ou alors payez la *jyzieh* (l'impôt que les mécréants doivent payer aux musulmans), ce qui n'empêchera pas les hommes de devoir combattre avec nous. Sinon, partez, sans emporter quoi que ce soit. Et si vous ne respectez aucune de ces conditions, entre vous et nous, il n'y aura que l'épée. » C'est-à-dire la mort assurée.

Les chrétiens ont jusqu'à samedi midi pour quitter Mossoul. Et, pour que le message soit bien compris, le vendredi matin, une lettre est distribuée chez de nombreux chrétiens. Mais, comme personne ne bouge, le soir même, vers 19 h 30, des représentants du califat reviennent en colère à l'archevêché :

« Comment osez-vous nous désobéir et ne pas venir à la réunion à laquelle on vous avait conviés ? » Des djihadistes s'emparent alors de portraits d'évêques de Mossoul dans la salle du diwan, avant de les incendier. Depuis, on ignore dans quel état se trouve l'archevêché syriaque. Alertés, des voisins musulmans auraient alors tenté de s'opposer aux exactions contre l'Église, avant de se faire tancer : « Bande de mécréants ! De quoi vous plaignez-vous, on veut transformer cette église en mosquée ! »

## Un couvent occupé

En fuyant Mossoul vendredi et samedi,



de nombreux chrétiens se sont fait rançonner aux barrages, y compris des femmes qui ont été dépouillées de leurs bijoux par d'autres femmes, mais djihadistes, celles-là. « C'est bien la preuve de l'existence d'un plan de sortie des chrétiens de Mossoul », souligne Faraj Benoit Camura, de l'ONG Fraternité en Irak, qui vient en aide aux chrétiens de l'ancienne Mésopotamie. Depuis, d'autres rumeurs courent dans les camps de réfugiés de Qosh et Qaraqosh, où d'autres familles se sont repliées. Le couvent Saint-Georges, sur les hauteurs de Mossoul, aurait été occupé. La porte du couvent dominicain de l'Horloge - offerte par l'impératrice Eugénie - a été défoncée. Mais on ignore s'il y a eu des dégradations à l'intérieur.

Ce qui est sûr, en revanche, ce sont les départs forcés avant-hier de trois moines et d'autant de familles ayant trouvé refuge au couvent de Mar Behnam, non loin de Mossoul. Et à pied, sans avoir le droit de prendre leurs voitures. Comme une ultime humiliation. Et pourtant, ce calvaire n'est rien par rapport à celui que doivent endurer une poignée de chrétiens qui n'ont pas pu ou pas voulu quitter Mossoul. Ils seraient cachés chez des amis ou des voisins musulmans. « Mais vous savez, dans le drame que vit l'Irak, nous sommes encore chanceux par rapport aux Yazidis qui ont été kidnappés ou tués », soupire Yohanna. Occupé à aider les réfugiés de Qosh, le père Gabriel, qui a quitté Mossoul il y a un mois, lance un SOS : « Face à ces monstres, la présence chrétienne est en danger. Nous réclamons une force militaire internationale pour protéger les chrétiens d'Irak. Sinon, nous allons continuer de souffrir et probablement disparaître. » ■

# Irak : le Parlement élit le Kurde Massoum comme président

Le Monde.fr avec AFP |  
24 juillet 2014

Le Parlement irakien a élu, jeudi 24 juillet, le Kurde Fouad Massoum président de la République. Sa première tâche sera de choisir un premier ministre qui devra tenter de sortir le pays de sa plus grave crise depuis des années, alors que des insurgés sunnites menés par les djihadistes de l'Etat islamique (EI, anciennement Etat islamique en Irak et au Levant) contrôlent depuis juin des pans entiers du territoire.

Selon une règle tacite, le poste de président de la République, principalement protocolaire, est traditionnellement occupé par un Kurde, tandis que le président du Parlement est un sunnite et le premier ministre un chiite.

Ce dernier devra être choisi



au sein du bloc de l'actuel chef du gouvernement, Nouri Al-Maliki, arrivé largement en tête lors des législatives d'avril, mais sans majorité claire. Ce dernier, au pouvoir depuis 2006, est vivement critiqué par la communauté sunnite, qui s'estime discriminée, ainsi que par les Kurdes.

Dans ce contexte, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est rendu jeudi à Bagdad pour appeler à un gou-

vernement d'union.

« L'Irak est face à une menace existentielle mais elle peut être surmontée avec la formation d'un véritable gouvernement d'union. Il faut que cela soit un gouvernement dans lequel tous les Irakiens se sentent représentés. »

## PRÉSENTER UN FRONT UNI CONTRE L'EI

La communauté internationale et le grand ayatollah Ali Al-

Sistani, plus haute autorité religieuse chiite du pays, ont à plusieurs reprises appelé les politiques à se hâter de choisir un nouveau gouvernement afin de présenter un front uni face aux avancées l'EI.

Le groupe est accusé de nombreuses exactions dont des lapidations et décapitations. Au total, 600 000 personnes ont déjà fui les violences, notamment la communauté chrétienne, particulièrement visée par les djihadistes.

Pour faire face aux avancées djihadistes, qui ont déclaré un « califat islamique » sur les territoires qu'ils contrôlent en Irak et en Syrie, Bagdad a demandé l'aide de l'étranger. Jeudi, une source dans le secteur des exportations militaires russes a rapporté que Moscou avait commencé la livraison d'hélicoptères de combat et d'avions de chasse à l'Irak. ■



23 July 2014

## US Think Tank: Kurdish Statehood Coming "sooner rather than later"

By James Reint  
rudaw.net  
23 July 2014

NEW YORK—Recent shifts in the political landscape of the Middle East mean that Iraq's Kurds will gain independence "sooner rather than later", according to Steven Cook, an analyst for the US think tank the Council on Foreign Relations.

"There is a certain inevitability here. I don't know the date for Kurdish independence in Iraq but it's coming sooner rather than later," Cook said during a seminar on Israeli-Palestinian violence and the takeover of swathes of Iraq and Syria by the hardline Islamic State.

"They are not committed to a unified Iraq, which they call a fiction. They are going through the political process in Baghdad to



Steven A. Cook, an expert on the Middle East; Politics in the Arab world; US-Middle East policy; Turkish politics and civil-military relations in the Middle East.

prove to everybody that they are not to be blamed for the breakup of Iraq. When this political process comes to an end – without anybody's satisfaction – the Kurds will ultimately make moves to go their own way."

Cook spoke from Washington

on Tuesday as the Islamic State, an al-Qaeda offshoot that has also been called ISIS and ISIL, continued to threaten Iraq's capital, Baghdad, having won stretches of northern Iraq during a lightning advance from neighboring Syria in June.

Cook, a scholar who visited the Kurdistan Region last month, said the goal of Kurdish independence was bolstered by the autonomous region's growing oil exports and less hostility from Turkey towards the creation of a Kurdish state.

"The Turks have made their peace with the idea of an independent Kurdistan in northern Iraq. Kurdistan Region President Massoud Barzani and Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan have this interesting symbiotic relationship where Barzani can make Erdogan the king of the

Turks and Erdogan can make Barzani the king of the Kurds, and where the emergence of an independent Kurdish state in northern Iraq really helps both politically," he said.

Another panellist, the Middle East scholar Ray Takeyh, said that rowing in Baghdad over Prime Minister Nour al-Maliki's leadership did not signal a collapse of the country and added that "Kurdish separatism will have substantial challenges ahead".

"What surprises me about Iraq is its resilience as a nation state. Every time Iraq goes through these tribulations, people take to their Op-ed pages calling to separate it into three entities, on the theory that three Iraqs are better than one." Takeyh told the Council on Foreign Relations forum.

"There is something about maintaining your loose, federal, messy, untidy structure in Iraq that seems to have an appeal to a large constituency in that country – irrespective of the conflicts that they have in trying to maintain it."



# L'étau djihadiste se resserre autour de Bagdad

La capitale irakienne vit dans l'attente d'une offensive de l'Etat islamique, qui a fait de sa conquête une priorité

## Bagdad

Envoyé spécial

**B**agdad, parsemée de checkpoints et de barricades, ressemble davantage à une ville figée par une décennie de chaos et d'attentats qu'à une cité se préparant à livrer bataille. Est-ce la torpéne due à l'été et au ramadan ? Est-ce un excès de confiance ?

L'étau djihadiste se resserre pourtant. La menace militaire est réelle. Le « califat » sunnite décrété par l'Etat islamique ne cesse de renforcer ses positions autour de la capitale irakienne. Les rebelles arrivent de trois directions, du nord, de l'ouest et du sud. S'il n'y a pas pour le moment de danger d'encerclement, une percée est en revanche possible. Les premières lignes des insurgés ne sont, près de Garma, à l'ouest, qu'à une vingtaine de kilomètres de l'aéroport, et une attaque a eu lieu, jeudi 24 juillet à l'aube, à Taji, à quinze kilomètres au nord de la ville.

Après quelques jours de panique provoqués par la chute de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, le 10 juin, et aux avancées fulgurantes de l'Etat islamique, Bagdad semble pourtant être retournée aux « affaires courantes », à la crise politique et au souhait presque unanime de voir chuter le premier ministre, Nouri Al-Maliki. La ville a aussi été rattrapée par la routine des attentats de l'insurrection sunnite visant les quartiers chiites et les checkpoints, par celle des assassinats perpétrés par les milices chiites...

S'il y a excès de confiance, il n'est pas dû à l'armée irakienne, dont les soldats, pourtant bien équipés par les Etats-Unis, ont abandonné leurs armes en fuyant les djihadistes, et ont été en six semaines incapables de reconquérir une position stratégique, perdant même spectaculairement des contre-offensives qu'ils avaient lancées, comme à Tikrit.

« Bagdad, avec ses 5 millions de chiites, se sent protégée par la fatwa d'Ali Al-Sistani appelant au djihad contre Da'ech [le nom arabe de l'Etat islamique] », analyse Hamza Shareef, qui dirige depuis

dix ans le National Security Advisory, un organe consultatif qui conseille le gouvernement et son Conseil de sécurité nationale. La fatwa de l'ayatollah Al-Sistani, le plus haut dignitaire chiite d'Irak, a permis de recruter des milliers de miliciens qui, s'ils sont prêts à mourir en martyrs, apparaissent pourtant comme de piètres combattants face à des djihadistes très déterminés. « L'aide américaine joue aussi un rôle important », dans la confiance qui règne au sein du gouvernement, admet M. Shareef.

La défense de Bagdad est pourtant invisible. Les raids aériens de l'armée en province, guidés par les renseignements américains (et avec le soutien de la Russie et de l'Iran, pour une fois tous alliés), ne semblent pas arrêter la progression des hommes d'Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'Etat islamique devenu le « calife Ibrahim ».

Du côté du califat, l'objectif est clair. La conquête de Bagdad a été annoncée comme étant une priorité. Dans les villes et villages des provinces conquises, d'Al-Anbar à Salaheddine et à Diyala, les combattants de l'Etat islamique négocient l'allégeance des tribus sunnites en faisant miroiter la conquête de la capitale et du pouvoir.

La majorité des chefs tribaux, qui, après avoir résisté à l'occupation américaine, ont pourtant activement participé à la lutte contre Al-Qaïda à la fin des années 2000, n'ont d'autre choix que de soutenir la composante la plus forte de l'insurrection. S'ils refusent, ils sont assassinés et leurs villages sont bombardés.

Le commandant de la frange baasiste de la rébellion, Ezzat Ibrahim Al-Douri, nostalgique de l'ère de Saddam Hussein, a encore réaffirmé la semaine dernière que « la libération de Bagdad est à portée de main », appelant la myriade de groupuscules armés sunnites à s'allier aux « héros et chevaliers d'Al-Qaïda et de l'Etat islamique ». « Les baasistes sont prêts à coopérer avec le Diable lui-



même pour revenir au pouvoir, commente Hamza Shareef. Ils jouent avec le feu, car Da'ech n'est pas une organisation djihadiste comme les autres. Da'ech est plus guerrier, plus fort, plus riche, et s'assure mieux le contrôle des territoires conquis qu'Al-Qaïda en son temps.»

Aux portes de Bagdad, le scénario qui se joue est similaire à celui de l'insurrection sunnite anti-américaine il y a dix ans. A l'ouest, la place forte des insurgés est Fallouja, où l'Etat islamique a installé son quartier général pour la province d'Al-Anbar. Pour le moment, les percées entre Fallouja et Bagdad sont laissées à l'initiative des insurgés locaux.

La dernière ville rebelle est Garma. L'insurrection a des positions jusqu'aux villages de Ben Zaid et El-Zargan, au nord d'Abou Ghraïb. Les vols internationaux survolent ces positions, et l'aéroport n'est pas loin d'être à portée de mortier. « Ils peuvent conquérir l'aéroport aisément », commente une source informée d'Abou Ghraïb. Le « bataillon 24 » de l'armée irakienne, en première ligne à Abou Ghraïb, fait figure de dernier rempart.

L'insurrection sunnite, outre qu'elle n'a guère le choix que de s'allier à l'Etat islamique, se nourrit des abus et des crimes des années Maliki. Les sunnites ont été, comme les Kurdes, peu à peu exclus du projet national. L'armée et la police ont multiplié, en région sunnite, à force de détentions arbitraires, de tortures et d'assassi-

« Si l'Etat islamique entre dans Bagdad, la ville sera un champ de bataille, puis une zone morte »

Qasim Al-Sabti  
peintre et galeriste irakien

nats, les raisons de se rebeller. « Les insurgés sont perçus comme des libérateurs, raconte l'homme d'Abou Ghraïb. Pour la population sunnite, cela signifie la fin de la peur, des checkpoints, des humiliations. » Jusqu'à ce que l'autre terreur, celle de l'Etat islamique, s'installe... mais c'est une autre histoire. Et, une fois que les djihadistes prennent les commandes d'une ville, il est trop tard pour leur contester quoi que ce soit.

Qasim Al-Sabti, peintre et fondateur de la galerie Hiwar, figure du Bagdad cosmopolite et intellectuel qui disparaît au fil des guerres, est effondré. Il déjeune dans le jardin de sa galerie. Il parle d'une jeune femme qui est récemment passée par là. Il tente encore de plaisanter, mais le cœur n'y est plus.

« Nous avons déjà ces milices chiites. Si Da'ech entre dans Bagdad, la ville sera un champ de bataille, puis une zone morte. Franchement, j'espère mourir plutôt que de voir Da'ech à Bagdad. » Lui non plus ne compte pas sur l'armée irakienne pour défendre la ville. « L'armée est communautariste, au service des seuls chiites. Et puis c'est une armée de types qui passent leur vie sur leurs téléphones portables à regarder du porno... »

La fin du ramadan approche. Certains craignent que les fêtes de l'Aïd ne soient l'occasion d'une offensive majeure de l'Etat islamique, qui étonne par sa capacité à envoyer si aisément ses kamikazes commettre des attentats à travers Bagdad, tout en combattant sur six ou sept fronts en même temps. ■

RÉMY OURDAN

# In a Syrian city, ISIS is practicing its vision of governance with Sharia

RAQQA, SYRIA

## Some welcome order of Islamic law despite harshness of measures

BY AN EMPLOYEE OF THE NEW YORK TIMES AND BEN HUBBARD

When his factory was bombed in the northern Syrian city of Aleppo, the businessman considered two bleak options: remain at home and risk dying in the next airstrike, or flee like hundreds of thousands of others to a refugee camp in Turkey.

Instead, he took his remaining cash east and moved to a neighboring city, Raqqa, the de facto capital of the world's fastest-growing jihadist force. There he found a degree of order and security absent in other parts of Syria.

"The fighting in Syria will continue, so we have to live our lives," said the businessman, who gave only a first name, Qadri, as he oversaw a dozen workers in his new children's clothing factory in Raqqa.

Long before extremists rolled through Iraq and seized a large piece of territory, the group known as the Islamic State in Iraq and Syria took over most of Raqqa Province, home to about a million people, and established a headquarters in its capital. Through strategic management and brute force, the group, which now calls itself simply the Islamic State, has begun imposing its vision of a state that blends its fundamentalist interpretation of Islam with the practicalities of governance.

In time, it has won the surprising respect of some war-weary citizens, like Qadri, who will accept any authority that can restore a semblance of normal life. Rebel-held areas of Aleppo, by comparison, remain racked with food shortages and crime. But there is a darker side to Islamic rule, with public executions and strict social codes that have left many in this once-tolerant community deeply worried about the future.

In Raqqa city, traffic police officers keep intersections clear, crime is rare and tax collectors issue receipts. But statues like the landmark lions in Al Rasheed Park have been destroyed because they were considered blasphemous. Public spaces like Al Amasy Square, where young men and women once hung out and flirted in the evenings, have been walled off with heavy metal fences topped with the black flags of ISIS. People accused of stealing have lost their hands in public amputations.

"What I see in Raqqa proves that the Islamic State has a clear vision to establish a state in the real meaning of the

word," said a retired teacher in the city of Raqqa. "It is not a joke."

How ISIS rules in Raqqa offers insight into what it is trying to do as it moves to consolidate its grip in territories spanning the Syrian-Iraqi border. An employee of The New York Times recently spent six days in Raqqa and interviewed a dozen residents. The employee and those interviewed are not being identified in order to protect them from retaliation by the extremists who have hunted down and killed those perceived as opposing their project.

To those entering Raqqa, ISIS makes clear, immediately, who is in charge.

At the southern entrance to the city, visitors were once greeted by a towering mosaic of President Bashar al-Assad and Haroun al-Rasheed, the caliph who ruled the Islamic world from Raqqa in the ninth century. Now there is a towering black billboard that pays homage to ISIS and to the so-called martyrs who died fighting for its cause.

Raqqa's City Hall houses the Islamic Services Commission. The former office of the Finance Ministry contains the sharia court and the criminal police. The traffic police are based in the First Shari'ah High School. Raqqa's Credit Bank is now the tax authority, where employees collect \$20 every two months from shop owners for electricity, water and security. Many said that they received official receipts stamped with the ISIS logo and that the fees were less than they used to pay in bribes to Mr. Assad's government.

"I feel like I am dealing with a respected state, not thugs," said a Raqqa goldsmith in his small shop as a woman shopped for gold pieces with cash sent from abroad by her husband.

Raqqa is a test case for ISIS, which imposed itself as the ultimate authority in this city on the Euphrates River early this year. The group has already proved its military prowess, routing other militias in Syria as well as the Iraqi military. But it is here in this agricultural hub that it has had the most time to turn its ideology into reality, a project that appears unlikely to end soon given the lack of a military force able to displace it.

An aid worker who travels to Raqqa said the ranks of ISIS were filled with volatile young men, many of them foreigners more interested in violence than governance. To keep things running, it has paid or threatened skilled workers to remain in their posts while putting loyalist supervisors over them to ensure compliance with Islamic rules.

"They can't fire all the staff and bring new people to run a hospital, so they change the manager to someone who will enforce their rules and regulations," the aid worker said, speaking on the condition of anonymity so as not to

endanger his work.

Raqqa's three churches, once home to an active Christian minority, have all been shuttered. After capturing the largest, the Armenian Catholic Martyrs Church, ISIS removed its crosses, hung black flags from its facade and converted it into an Islamic center that screens videos of battles and suicide operations to recruit new fighters.

The few Christians who remain pay a minority tax of a few dollars per month. When ISIS' religious police officers patrol to make sure shops close during Muslim prayers, the Christians must obey, too.

The religious police have banned public smoking of cigarettes and water pipes — a move that has dampened the city's social life, forcing cafes to close. They also make sure that women cover their hair and faces in public.

A university professor from Raqqa said ISIS gunmen recently stopped a bus heading to Damascus when they found one woman on board insufficiently covered. They held the bus up for an hour and a half until she went home and changed, the professor said.

More pragmatically, ISIS has managed to keep food in markets, and bakeries and gas stations functioning. But it has had more trouble with drinking water and electricity, which is out for as much as 20 hours a day.

Perhaps realizing that the young extremists most attracted to its sectarian violence lack professional skills, the leader of ISIS, Abu Bakr al-Baghdadi, asked

in a recent audio address for doctors and engineers to travel to places like Raqqa to help build his newly declared Islamic State. "Their migration is an obligation so that they can answer the dire need of the Muslims," Mr. Baghdadi said.

Hints of this international mobilization are already apparent in Raqqa, where gunmen at checkpoints are often Saudi, Egyptian, Tunisian or Libyan. Raqqa's emir of electricity is Sudanese, and one hospital is run by a Jordanian who reports to an Egyptian boss, according to Syrians who work under them.

After ISIS' advance into Iraq last month, the Jordanian went to Mosul to help organize a hospital there before returning to Raqqa.

"He talked with an eager shine in his eyes, saying that the caliphate of the Islamic State that began in Raqqa would spread over the whole region," one of his employees said.

*An employee of The New York Times reported from Raqqa, and Ben Hubbard from Beirut, Lebanon. Hwaida Saad and Mohammed Ghannam contributed reporting from Beirut.*



# Iraqi leaders elect former Hussein foe as president

BAGHDAD

BY TIM ARANGO  
AND SUADAD AL-SALHY

Iraq's leaders on Thursday selected Fouad Massoum, a longtime Kurdish politician and former guerrilla fighter who took up arms against Saddam Hussein's government, as the country's new president, an important step in forming a new government that the international community and Iraq's religious authorities have called for and that is described as crucial to confronting a growing Sunni insurgency.

Mr. Massoum, 76, replaces Jalal Talabani, who has been president since 2005 and was seen as a rare unifying figure among Iraq's many factions but has been largely absent from the political scene since suffering a stroke in late 2012. The Kurds settled on Mr. Massoum after a late-night meeting Wednesday in Baghdad. After two rounds of voting in Parliament on Thursday, Mr. Massoum received 211 votes out of 269 cast and was immediately sworn in.

The next political step, the selection of a new prime minister, will be more difficult and fraught, especially as violent attacks are killing civilians on a daily basis and Sunni militants led by the extremist Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, are consolidating their control of large parts of the north and west of Iraq. That process will determine the future of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, who has been in power since 2006 but who has become an increasingly polarizing figure as the insurgency has grown, setting off new rounds of sectarian violence.

Mr. Maliki has insisted that he will seek a third term as prime minister, but it appears increasingly unlikely that his efforts to remain in power will succeed. American officials, who believe Mr. Maliki has become too divisive to lead Iraq out of its current crisis, have been working behind the scenes to push Iraq's leaders to select someone else.

Other powerful factions appear arrayed against Mr. Maliki, as well. Iran, which exerts enormous influence here, has signaled that it would like to see new leadership, as have Iraq's powerful Shiite religious leaders and other political factions, Sunnis and Kurds but also many among the Shiite majority.

Before the vote for president, Ban Ki-moon, the secretary general of the United



ALI ABBAS/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Fouad Massoum, a Kurdish politician, was selected as the Iraqi president Thursday.

Nations, appeared at a news conference in Baghdad and said, "Iraq is facing an existential threat, but it can be overcome through the formation of a thoroughly inclusive government — a government that can address the concerns of all communities, including security, political, social and economic matters."

Mr. Massoum's rise to the presidency comes a week after Parliament elected Salim al-Jubouri, a moderate Sunni Islamist, to the position of speaker, which was the first step in forming a new government after national elections in April. The selection of Mr. Massoum, who holds a doctorate in Islamic philosophy and helped draft Iraq's new Constitution after the American-led invasion, was seen as another important step in establishing a new, inclusive government.

"This is for sure a great achievement," said Hashim al-Hashimi, a political analyst. "Now the road is paved to nominate the prime minister and form the government."

He said Mr. Massoum and the new speaker were "well known and acceptable by everyone inside the political process and outside."

Under an informal political bargain forged after the toppling of Saddam Hussein in 2003, the Iraqi presidency is held by a Kurd, the speaker of Parliament is a Sunni Arab and the position of prime minister, the most powerful post, goes to a Shiite.

As if to emphasize the challenges the country faces, hours before Parliament voted on the presidency on Thursday, an attack on a convoy of prisoners near Baghdad left more than 60 people dead. And in Mosul, the country's second-largest city, ISIS militants ordered all girls and women in around the area to undergo female genital mutilation, Reuters reported. Jacqueline Badcock, the United Nations humanitarian coordinator in Iraq, said in the Kurdish city of Erbil that the requirement was a "grave concern" and could affect as many as four million people, according to Reuters.

In a recent report, Human Rights Watch said that at least 255 prisoners in six Iraqi cities had been executed in recent weeks.

Marwa Salman contributed reporting.

# IRAQ'S IMPERILED MINORITIES

The Sunni extremists who control large swaths of Iraq recently presented Christians in Mosul with an ultimatum: Convert to Islam, pay a religious tax or die by the sword. The militants gave them until July 19 to comply, and by the deadline hundreds of the city's remaining Christian families had fled from this cruel choice. The crackdown, by the Islamic State in Iraq and Syria, an offshoot of Al Qaeda known as ISIS, has cleared Mosul, the largest city in northern Iraq, of a Christian population that has lived there for two millennia. These attacks deserve the strongest possible international condemnation and may warrant prosecution as a crime against humanity.

Mosul was once among Iraq's most diverse urban centers, home to Shiites, Shabaks, Turkmen and Yazidis, as well as Assyrian and Chaldean Christians. ISIS wants to create a caliphate that would straddle Iraq and Syria and impose a draconian medieval order based on a harsh interpretation of Shariah. Besides terrorizing the Christians, the group has also killed and kidnapped members of other religious and ethnic minorities. Houses of worship and religious monuments have been destroyed. And, as Human Rights Watch reported, tens of thousands of Turkmen and Shabak families have fled Mosul and surrounding areas.

Although ISIS has increased the Christian exodus, it did not initiate it. Since the Americans invaded Iraq in 2003, attacks and purges by other extremist groups have also contributed to the Christian community's decline. Before the invasion, there were 1.2 million Christians in the country; the current estimate is no more than 500,000, and that could shrink to 50,000 in a decade, according to Louis Sako, patriarch of the Chaldean Catholic Church in Baghdad.

The plight of the Christians must not be ignored by a world focused on other crises. Over the weekend, the United Nations secretary general, Ban Ki-moon; Pope Francis; and Patriarch Sako condemned the Islamic State's actions. Other world leaders must also speak out.

Iraq's prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, promised to provide aid to Christians left homeless, but that is hardly sufficient. They and other minorities need to be able to return to their communities and live in peace. But more than any Iraqi, Mr. Maliki has made worse the sectarian divisions and created an opening for ISIS to gain a foothold. His army is so fractured and weak, it collapsed in the face of the militants' offensive and has been unable to retake significant territory, including Mosul. Putting a stop to the persecution of Christians and other minorities is just one more reason Iraq's Parliament needs to choose a new prime minister able to unify the country.



# Can Iraq's new president save country from fragmenting?

The election of Fouad Massoum as president of Iraq may mean that Kurdish independence is now on the back burner. He is a close friend of Iraqi President Jalal Talabani, whose presidential tenure began in 2005.



Author Cengiz Çandar

July 25, 2014

www.al-monitor.com

Iraq has a new president. In the wake of the capture of the second-largest city, Mosul, by the Islamic State (IS); ever-growing demands by the president of the Kurdistan Regional Government (KRG), Massoud Barzani; and rising dissent against a new mandate for incumbent Prime Minister Nouri al-Maliki, Iraq has seemed on the verge of collapse. There has been a quasi consensus among Iraq observers that Iraq has ceased to exist and was awaiting de jure confirmation of its de facto fragmentation.

Many have thought that this country, which had inured international opinion to its endless succession of crises since 2003, would not survive this latest crisis. But we could be mistaken. First, Salim al-Jabouri (affiliated with the Iraqi Islamic Party, the Iraqi Muslim Brotherhood) was elected speaker of the parliament. Then, a week after the return home of President Jalal Talabani — who had been under medical treatment in Berlin for the past 1½ years and who obviously couldn't continue with his functions — a new president was elected, indicating that Iraq could actually be more resistant to division of the country.

This writer has known the man elected president, Fouad Massoum, for nearly a quarter of a century. I got to know Massoum through his predecessor, Talabani, my close friend for more than 40 years. During tumultuous years that included the Gulf War of 1991, he was one of Talabani's most trusted envoys and comrades-in-arms.

Five years younger than Talabani, Massoum, 76, was born in Koysancak in 1938, a town close to Erbil where Talabani spent his childhood; they have been friends ever since.

Massoum studied in religious schools until he was 18 and ended up at Cairo's Al-Azhar University, the most prestigious center of learning for the Sunni world. He received his master's in Islamic studies and his doctorate in philosophy.

Massoum's political life started as a member of the Iraqi Communist Party in 1962, a galvanizing assembly of dissent for people of Shiite and Kurdish origin. He left the party after traveling to Syria and joining the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Mullah Mustafa Barzani, who had ignited the Kurdish uprising against the Arab authorities in Baghdad. In 1968, he became a university professor in Basra in southern Iraq, and headed the KDP office there.

In 1973, he became Cairo representative for Mustafa Barzani, the then-leader of KDP and the father of current KRG President Massoud Barzani. The same year, Talabani, heading the leftist-Marxist faction of the party against Barzani, became the party's Beirut representative and engaged with Palestinian organizations that had made Beirut the center for the Palestine Liberation Organization.

Massoum remained in this position until 1975, when he left to become one of the six founding members of the PUK (Patriotic Union of Kurdistan) along with Talabani.

In the PUK hierarchy, Talabani was the uncontested No. 1, followed by the current leader of the Goran (Change) Movement, Nushirevan Mustafa, and the legendary peshmerga commander Kosrat Resul. The next tier consisted of Massoum and Latif Rashid, the brother-in-law of Talabani.

After the 1991 Kurdistan regional uprising, Massoum became the first prime minister of the Sulaimaniyah region. Iraqi Kurdistan had a dual government at the time, with Erbil under Barzani (KDP) and Sulaimaniyah under Talabani (PUK) rule. Ever since, Massoum has remained a loyal friend and confidant of Talabani.

In the history of Iraq, only two people have been democratically elected as president and both were Kurds. Jalal Talabani became the first non-Arab president in 2005, followed now by Massoum.



Fouad Massoum (C-R), the newly elected president of Iraq and a veteran Kurdish politician, stands with Kirkuk Gov. Najm al-Din Karim (C-L) during a news conference in Baghdad, July 24, 2014. (photo by ALI AL-SAAD/AF/Getty Images)

Massoum was the candidate of the Kurdish Alliance and after two election rounds in the federal parliament, he became the second Kurdish president of Iraq by winning 211 out of a total of 275 parliamentary votes.

The process and procedural details that led to Massoum's election reveal some lesser-known facts about the Kurdish political arena that have implications for the current political situation and future of Iraq and its neighborhood. There are 63 Kurdish members of the Iraqi parliament. That Kurdish bloc had to nominate a Kurdish candidate for the post of president that was allocated to the Kurds by an earlier gentlemen's agreement.

The Iraqi parliament was scheduled to convene July 24 to elect the president of Iraq. Late July 23, in a closed-door gathering in Baghdad, Kurdish members of parliament voted for their presidential candidate in a contest between PUK senior leaders Massoum and Barham Salih.

In a close race, Massoum won a majority, 30-23. The rest of the Kurds' parliamentary bloc was absent.

Massoum received 15 votes from the PUK, six from Goran (a splinter group from the PUK), four from Islamic parties and five from the Kurdistan Democratic Party (KDP), while Salih got four votes from the PUK, two from Goran, three from Islamic parties and 14 from the KDP.

This voting pattern shows that Turkey, and its closest ally in the region, the KDP, tilted toward Salih. His candidacy had been opposed earlier by a powerful PUK figure, Talabani's wife, Hero Khan. There were widespread rumors in Sulaimaniyah that Iran, which has a strong behind-the-scenes presence in the area, had been backing her for a long time. A third contender for the post, the governor of Kirkuk, another Talabani loyalist, Najmaddin Kerim, had been opposed by Barzani.

Massoum emerged as a compromise candidate for various Kurdish factions. He has been in the Iraqi parliament since 2005, was the acting speaker for a while and also had chaired the committee that drafted the constitution. Massoum had strong credentials and good relations with both Sunnis and Shiites in Baghdad. He is personally endorsed by Talabani and cannot be opposed by Barzani.

From these and other developments we can conclude that the United States (which doesn't support the independence of Kurdistan and favors an inclusive Baghdad government with renewed power-sharing) and Iran (which has openly said it is against independence for Kurdistan) were pleased with the quick election of Massoum as president.

There were also strong rumors in Baghdad that the United States was also in favor of Salim al-Jabouri, a Sunni Arab, as speaker of parliament.

Following the election of Massoum, Iraq was actually and surprisingly ahead of the constitutional timeline for forming its next government. The most >

> problematic task will be agreeing on a prime minister. Nouri al-Maliki, whose State of Law Coalition list gained more seats more than any other party, has no inclination or willingness to leave his post. The new president has 14 days to nominate the prime ministerial candidate from the largest bloc in parliament.

The name of Maliki is problematic, but any other name is no less so. What is interesting is that Massoum, after he won the presidential post, swore to protect the unity of Iraq as the president of the country that he himself helped write the constitution for in 2003. That would be oxymoron to bring forward the issue of an independent Kurdistan, seceding from Iraq, while a new Kurdish president in Baghdad has taken an oath to preserve

the unity of the country.

There is no doubt that Massoum's presidency has a tacit blessing from Iran, has pleased Washington and put Erbil on hold with its main ally in Ankara.

With the Kurdish Massoum in the presidential seat, Kurds' eyes are once again focused on Baghdad. But, their quest for Kurdish independence has had to be postponed and put on the back burner for a while. ♦

*Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History.*

REUTERS

## U.S. to seize \$100 million of Iraqi Kurdish oil in tanker off Texas

HOUSTON/LONDON - July 29, 2014

By Anna Driver and Julia Payne (Reuters)

**U.S. authorities were set on Tuesday to seize a cargo of crude worth more than \$100 million from Iraqi Kurdistan anchored off the Texas coast after a judge approved a request from Baghdad, raising the stakes in an oil sales dispute between Iraq's central government and the autonomous region.**

The tanker United Kalavryta, carrying some 1 million barrels of Iraqi Kurdish crude oil, arrived near Galveston Bay on Saturday, but has yet to unload its disputed cargo.

The U.S. judge's overnight approval of the request from Baghdad on Monday deals another blow to the Kurdistan Regional Government's (KRG) attempts to establish its own oil sales, which are seen as a crucial step in the autonomous region's push for independence. Baghdad, which is struggling to contain a Sunni Islamist insurgency that has captured swathes of central and northern Iraq, sees such oil sales as smuggling.

It has cut the KRG's budget since the start of the year over the oil sales dispute. Washington has opposed the KRG's oil sales, fearing they could contribute to a break-up of Iraq, but has stopped short of banning U.S. companies from buying the oil.

The judge's order was issued to the U.S. Marshals Service, an enforcement agency within the U.S. Department of Justice

"Although the U.S. government did not act to stop the tanker, Baghdad has been able to make use of the U.S. courts," said Richard Mallinson at UK-based consultancy Energy Aspects.

"The question is now whether the KRG has anything left up its sleeve to either overcome this legal obstacle or to find buyers elsewhere in the world. The prospects for the Kurds putting oil exports on a sustainable footing without Baghdad's approval are looking increasingly dim."

A spokesman for the KRG's Ministry of Natural Resources did not immediately respond to requests for comment.

Court filings named a British Virgin Isles-registered company called Talmay Trading, which has previously traded Russian crude, as a party to the deal. But it does not own refineries and is not believed to be the end user in the United States.

### LEGAL DISPUTE

The ship, which is too large to enter ports near Houston and dock, was given clearance by the U.S. Coast Guard on Sunday to transfer its cargo offshore to smaller boats that would deliver it to the U.S. mainland.

But Iraq's central government, in a court filing on Monday, laid claim to the cargo.

To carry out the order from Magistrate Judge Nancy K. Johnson of the U.S. District Court for the Southern District of Texas, the Marshals Service may need to rely on companies that provide crude offloading services.

The office of the U.S. Marshal for the southern district of Texas said it was too early to detail how the order would be upheld.



*A still image from video taken by a U.S. Coast Guard HC-144 Ocean Sentry aircraft shows the oil tanker United Kalavryta (also known as the United Kalavryta), which is carrying a cargo of Kurdish crude oil, approaching Galveston, Texas July 25, 2014. REUTERS-US Coast Guard-handout via Reuters*

AET Offshore Services, a company in Texas that had been hired to unload the tanker for delivery to the buyer, asked in a separate court filing for a temporary restraining order so that it was not forced to handle the crude.

AET said it "would be placed at considerable risk if required to lighter and take possession of the cargo before those disputes and claims of ownership are resolved.

The judge's order said the vessel would be allowed free movement after the cargo is unloaded.

The U.S. State Department has said the oil belongs to all Iraqis, and warned potential buyers of legal risks. But it has also made clear it will not intervene in a commercial transaction.

### EARLIER TANKERS

Piecemeal oil exports have gone from Iraqi Kurdistan to Turkey and Iran by truck in the past, which Baghdad also opposed. But the opening of a new pipeline to Turkey earlier this year, which could supply the Kurds with far greater revenues, has met much fiercer opposition from Baghdad. At least one cargo of Kurdish crude was delivered to the United States in May to an unidentified buyer, and four other cargoes of Kurdish crude have been delivered this year in Israel.

One Kurdish tanker of crude pipelined to Ceyhan in Turkey, the United Leadership, has been stuck off the coast of Morocco for more than a month.

Another, the United Emblem, has sailed to Asia, and is anchored about 15 miles (24 km) off the coast of Malaysia according to Reuters AIS Live tanker tracking after passing through the Singapore Strait, a key oil trading hub.

The case is Ministry of Oil of the Republic of Iraq v. Ministry of Natural Resources of Kurdistan Regional Governate of Iraq et al, U.S. District Court, Southern District of Texas, No. 3:14-cv-00249. O



# Why Iran Fears an Independent Kurdistan

"Tehran's fears about Iraqi Kurdish intentions are rooted in deeper fears about Iraq imploding as a nation-state."

Alex Vatanka

July 25, 2014

[nationalinterest.org](http://nationalinterest.org)

Tehran is increasingly nervous about a potential bid by Iraq's Kurds for independence. First, an independent Kurdish state next door could incite Iran's own Kurdish minority, setting a dangerous precedent in the multiethnic country. Second, the two countries likely to have the most leverage over an independent Kurdistan would be Turkey and Israel, Iran's regional rivals. From Tehran's perspective, a Kurdish blowback inside Iran and a Turkish and Israeli geopolitical win at its expense has to be thwarted.

## READING BARZANI'S GAME

Tehran's fears about Iraqi Kurdish intentions are rooted in deeper fears about Iraq imploding as a nation-state. In recent weeks, the president of the Kurdish region in Iraq, Massoud Barzani, has been feeding speculation about his people breaking away from Iraq. He announced on June 30 that he intends to hold a referendum on independence "within months." Barzani has since been arguing that such a step is a mere formality, as Iraq is already effectively partitioned into Shia, Sunni and Kurdish regions. In the meantime, he has been gauging the regional and international community's reception of his plans.

In Tehran, where reading Kurdish tea leaves is the latest trend, opinion is split between those who see Barzani as engaging in the theatrics of brinkmanship and those who take him at his word. The skeptics, who are in the minority, say Barzani is playing a political game with Prime Minister Nouri al-Maliki, raising the prospect of independence in order to secure territorial and political concessions from a beleaguered central government in Baghdad. In other words, they suspect that Barzani is mainly an opportunist, not necessarily a separatist.

The majority of Iranian officials, however, sees Barzani as strongly committed to Kurdish independence, and sees him maneuvering to take advantage of the politically fluid circumstances in Iraq and in the Middle East to launch such a bid. Hossein Amir-Abdollahian, Iran's deputy foreign minister in charge of Arab and African affairs, even felt it necessary to publicly warn that "all Iraqi factions should respect the country's constitution . . . to prevent the country from breaking up." In Abdollahian's words, Iraq's Kurds should "face reality." In this case, facing reality means accepting that Tehran will do what it can to prevent an independent Kurdistan carved out



of northern Iraq.

## WHY FEAR KURDISTAN?

At the heart of Tehran's anxieties lies a decades-old fear of spillover of the Kurdish self-determination movement, and an independent and secular Kurdistan becoming a geopolitical and ideological liability.

Militant Kurds in Iran previously established independent regions around the time of the First and Second World Wars, while the central authorities in Tehran were too weak to resist. Kurdish militancy continued to simmer throughout the reign of the Shah, and they took up arms against Tehran immediately after the Iranian revolution in 1979. This became a full-fledged insurgency that took a number of years to quell.

Militancy among a small pocket of Iran's Kurds is still alive today, most notably linked to PJAK (The Party of Free Life of Kurdistan), which is an offshoot of PKK (The Kurdistan Workers' Party). Over the last decade, PJAK's antigovernment attacks have been localized and small scale. Tehran wants to keep it that way, and fears what would result if the Iraqi Kurds won independence.

These fears are not just heard from Iran's military and intelligence agencies, but seem to be shared more widely in Iranian society. Mardom Salari, a prominent reformist-leaning newspaper, recently felt the need to issue a warning that, "Given the spread of Kurdish people in four countries of Turkey, Iraq, Syria and Iran, the independence of Kurdistan will have its [regional] political consequences and security threats." That Iran is a multiethnic country only exacerbates Tehran's angst about other ethnic-minority communities becoming emboldened by Kurdish separatism.

## A VASSAL STATE?

On the other hand, Iranian state-run media is inundated with rumors that somehow the West is concocting a scheme for the partition of Iraq. They point to visits made by U.S. Secretary of State John Kerry and British Foreign Secretary William Hague to Erbil in late June as pivotal gestures of support for

Barzani's independence plans. That both Kerry and Hague urged Barzani to prioritize working toward a politically inclusive central government in Baghdad is deliberately ignored.

Among its closer rivals, Tehran is principally concerned about Turkey and Israel. Barzani's close political and economic ties to Ankara are hardly a secret. Even though Turkey is still officially against independence for Iraq's Kurds—as Barzani was reportedly told when he visited Ankara last week—the prevailing wisdom in Tehran suggests that the Turkish policy on this question is increasingly driven by its desire to counter Tehran's regional ambitions. The Iranians believe the Turks would rather see Iraq's Kurds break away than remain in a federal Iraq beholden to the Shia-led, Tehran-backed central government in Baghdad.

Then there is the question of Israel's close historic ties to the Iraqi Kurds. Prime Minister Benjamin Netanyahu's June 30 call of support for an independent Kurdish state rattled the Iranians and has to lead to some unusually harsh anti-Barzani statements from Tehran. Qods, a hardline outlet, chastised Barzani for his "betrayal and opportunism" and called his plan to hold a referendum on independence to be part of "Israel's game" to find a soft foothold on Iran's doorstep.

Erbil has felt compelled to hit back against Iran's rhetoric. On July 12, the Kurdistan National Congress (KNC), an umbrella movement spanning the Middle East, openly criticized Iran for its stance on Kurdish independence. The KNC statement charged that Tehran is looking to divide the Kurds in order to halt the momentum behind the independence movement. Signs of such a strategy have been visible in Iran's public statements, which have sought to depict Barzani's independence bid to be opposed by other Kurdish leaders.

The one man the Iranians have focused on most is Jalal Talabani, the ailing president of Iraq, who has long been a political rival of Barzani in Iraqi Kurdish politics. Talabani's party, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), has largely stayed out of the recent debate over secession, instead focusing on jockeying its top members for the top post available to Kurds under the Iraqi constitution: that of president. In other words, the PUK policy stance echoes Tehran's hopes for the state of Iraq to remain intact.

With Talabani's return to Iraq on July 19 after an eighteen-month medical leave abroad, Tehran will likely intensify its support for PUK and other Iraqi Kurdish entities opposed to Barzani's call for independence. Still, as it weighs its options and other regional commitments, Tehran can hardly afford an overtly aggressive strategy. A policy designed to foment internal disagreement among Iraqi Kurds may be the magic bullet Tehran is seeking to derail its nightmare of Kurdish independence. □

Alex Vatanka is a Senior Fellow at The Middle East Institute.



# Syrie : 49 morts dans des combats entre Kurdes et djihadistes

**Les Kurdes syriens se sont emparés de positions tenues par les djihadistes de l'État islamique (EI) dans le nord du pays.**

Le Point.fr  
31 juillet 2014

Les Kurdes syriens se sont emparés de positions tenues par les djihadistes de l'État islamique (EI) dans le nord du pays à l'issue de violents combats qui ont fait 49 morts parmi les belligérants, a annoncé une

ONG jeudi. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a également fait état d'affrontements dans l'est du pays entre une tribu sunnite et l'EI, que les membres de la tribu ont qualifiés de "soulèvements" contre les djihadistes.

La bataille mercredi à Aïn al-Arab, une localité kurde à la frontière avec la Turquie, s'est soldée par la mort de 14 membres de la milice kurde des Unités de défense du peuple (YPG) et de 35 djihadistes de l'EI. Des dizaines d'autres combattants ont été blessés, selon l'Observatoire. À l'issue des combats, dans ce secteur de la province d'Alep, les combattants kurdes ont repris aux djihadistes plusieurs collines qu'ils occu-

paient. La situation est maintenant "calme", selon l'OSDH. À la mi-juillet, près de 800 combattants kurdes avaient afflué de Turquie pour combattre les djihadistes de l'EI qui encerclaient Aïn al-Arab.

Par ailleurs, dans la province de Deir Ezzor (est) en grande partie contrôlée par les djihadistes, la tribu Chaitat a affronté l'EI qui venait d'arrêter trois de ses membres, en violation d'un accord passé entre les deux côtés, selon l'Observatoire. Selon l'ONG, la tribu avait promis à l'EI de ne pas l'affronter à condition que les djihadistes ne se livrent pas à des exactions contre ses membres.

Le territoire de cette tribu sunnite s'étend sur trois villages : Abou Hamam, Kashkiyé et Ghranij. Ses membres ont posté sur Twitter : "Chaitat se soulève contre l'État islamique." Cinq djihadistes, dont un Belge, ont été tués durant les combats, selon l'OSDH. L'EI a expulsé ses rivaux de la riche province pétrolière de Deir Ezzor, après s'être emparé de larges pans de territoire de l'Irak voisin.



**OILPRICE**  
The No. 1 Source for Oil Price Information

July 30, 2014

## State Department Sends Mixed Signals on Kurdish Oil Exports

By Nick Cunningham / 30 July 2014  
oilprice.com

A week-long drama surrounding the arrival of a Kurdish oil tanker in U.S. waters abruptly ended July 29 when a Texas judge ordered U.S. Marshals to seize the ship.

Judge Nancy K. Johnson of the U.S. District Court for the Southern District of Texas ruled in favor of the Iraqi central government, which argued that the oil was "misappropriated" – i.e. stolen – and that delivery would run contrary to Iraqi law. The United Kalarvta is holding around \$100 million worth of Kurdish oil and is sitting near Galveston Bay in Texas.

The ruling is a blow to the Kurdish Regional Government (KRG) in its campaign to erode Baghdad's influence over its oil sector. Since the invasion of the jihadist Islamic State of Iraq and the Levant, and the near-disintegration of the Iraqi state, the KRG has taken the opportunity to consolidate its grip over key areas of northern Iraq, including Kirkuk and its surrounding oil fields.

The KRG also completed the sale of its first oil shipment in late June, to Israel. Perhaps emboldened by the achievement, Kurdistan sent another tanker to a buyer in

the United States. CNBC reported that the mystery buyer of Kurdish oil was Talmay Trading of the British Virgin Islands.

The U.S. has long maintained that oil exported from Iraq should be done under Baghdad's auspices. In late June, U.S. Secretary of State John Kerry paid a visit to Erbil, the capital of Kurdistan, to urge Kurdish leaders to work to keep Iraq together in the face of ISIS attacks, instead of pursuing a path towards greater independence.

But at the critical moment of decision – as the tanker of Kurdish oil floated off the Texas coast – it wasn't the Obama administration but a lone judge in Texas who made the call that backed up the U.S. position.

Officially, the State Department has stuck to its line that shared oil resources support a stronger Iraq. "Iraq's energy resources belong to all of the Iraqi people and that is why we have urged the Iraqi federal and sub-national governments to reach an agreement on how to best manage their energy resources," State Department spokesman Edgar Vasquez told the Wall Street Journal on July 21.

But as the United Kalarvta approached U.S. waters, the official line seemed to soften. State Department deputy spokeswoman Marie Harf said on July 25, "Iraq's energy

resources belong to all of the Iraqi people. The U.S. has made very clear that if there are cases involving legal disputes, the United States informs the parties of the dispute and recommends they make their own decisions."

The wording between the two statements is subtle, but significant. Harf went on to add, "[t]hese are commercial transactions. The U.S. government is not involved in them." With that, the U.S. appeared to be backing away from its earlier position that the KRG should not sell oil without Baghdad's approval.

Behind the scenes, while not a full-fledged change in policy, there appears to be an air of resignation among U.S. diplomats. Steve LeVine of Quartz reported on July 24 that the State Department has decided to stop actively fighting the sale of Kurdish oil. Instead, U.S. officials would pursue "passive policy action," LeVine reported, which consists of discouraging buyers from purchasing oil from the KRG only if they call and ask for advice – no more badgering or warning buyers against moving forward.

The change in tone could open the door to Kurdish oil exports. The Kurdish quest to complete the sale of oil to a buyer in Texas would have granted significant legitimacy to the KRG and its bid for independence, potentially opening the taps to much wider exports, while also contributing to the breakup of Iraq.

For now, the seizure order for the Kurdish oil is a major setback for the KRG and could make it difficult to find buyers elsewhere. But if the shifting U.S. position is any indication, the issue is far from settled. □

# Irak: les Kurdes font main basse sur l'or noir



L'annexion des gisements de Kirkouk permet aux Kurdes d'occuper une zone qu'ils ont toujours revendiquée.

**Au nez et à la barbe de Bagdad, les autorités d'Erbil, dans le nord du territoire, détournent une part croissante des revenus du pétrole. Sur le plan économique, le démembrement du pays a déjà commencé.**

Par Charles Haquet  
27 juillet 2014  
www.lexpress.fr

C'est un cargo de 275 mètres de longueur. Le 22 mai, à 19h53, ce pétrolier à la coque rouge et noire a quitté le port turc de Ceyhan. Dans ses soutes, 159000 tonnes de pétrole brut. Durant plusieurs semaines, l'United Leadership - c'est son nom - a sillonné la Méditerranée à la recherche de clients. Il a d'abord mouillé au large des côtes marocaines, espérant écouler sa cargaison dans la raffinerie de Mohammédia. Puis il a mis le cap sur la Grèce, où des traders allemands et italiens ont tenté de l'acheter... avant de se raviser lorsque le gouvernement irakien les a menacés de représailles.

Car ce pétrole, qui provient de gisements kurdes, dans le nord-est du pays, est sorti illégalement du territoire. C'est l'avis de Bagdad, en tout cas : qu'il soit extrait à Kirkouk, à Majnoun (dans le Sud) ou dans les sous-sols du Kurdistan, l'or noir irakien ne peut être commercialisé que par la seule compagnie publique State Oil-Marketing Organization (Somo). Collectées par l'Etat fédéral, les recettes sont ensuite redistribuées dans les différentes provinces. Région autonome, le Kurdistan reçoit, par exemple, 17% de la manne pétrolière.

L'attaque de l'Etat islamique (Daech, selon son acronyme arabe) et sa spectaculaire progression vers Bagdad ont aujourd'hui changé la donne. Les rebelles djihadistes sont aux portes de Bagdad. Isolés du reste de l'Irak, les Kurdes ont disposé leurs troupes le long des 1500 kilomètres de frontière qu'ils partagent, désormais, avec ce belliqueux voisin. Et donnent libre cours à leurs rêves d'indépendance...

Ils en ont les moyens. Selon les estimations des géologues, plus de 5 milliards de barils de brut dormiraient dans les gisements de Khor Mor, Chamchamal, Miran, Taq Taq et Tawke. Quel meilleur symbole, pour montrer leur affranchissement, que de vendre le pétrole en direct ? "C'est d'autant plus facile pour les Kurdes qu'ils ont inauguré, à la fin de 2013, un nouvel oléoduc qui part vers la Turquie, souligne Pierre Terzian, directeur de la revue Pétrostratégies. Depuis le mois de mars, ils exportent des volumes croissants de pétrole vers le port turc de Ceyhan."

Pour justifier leur "désobéissance" vis-à-vis de Bagdad, les Kurdes avancent un argument choc : depuis plusieurs mois, ils ne peuvent plus évacuer leur pétrole par le pipeline historique. Celui-ci est en effet coupé, en raison de sabotages à répétition. Il ne resterait, selon eux, qu'un seul moyen pour transporter le pétrole par le Nord : utiliser "leur" oléoduc, qui traverse le gisement de Tawke avant de passer en Turquie. "Pas question !" s'insurge Bagdad. Mais le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a-t-il encore suffisamment d'autorité pour imposer ses conditions ? Pour le savoir, les Kurdes ont fait un test : ils ont affrété ce fameux pétrolier et guetté la réaction de Bagdad...

Ce sont finalement les Israéliens qui ont accueilli l'United Leadership. Une belle opération financière, puisque les Kurdes leur ont concédé une grosse ristourne : 93 dollars le baril, alors que le pétrole cotait 105 dollars sur les marchés internationaux. Réaction des autorités irakiennes ? Un simple recours, déposé à la Chambre de commerce internationale, selon un proche du dossier. "L'affaire sera jugée dans trois ou quatre ans, rigole-t-il. A moins qu'elle ne soit enterrée avant !" Enhardis par leur audace, les Kurdes ont affrété un deuxième pétrolier, l'United Emblem, le 9 juin. Et, encore plus récemment, un troisième ! Eviter que les puits ne tombent aux mains des djihadistes

Ce n'est pas la première fois que les Kurdes défient le pouvoir central irakien. Pendant des années, des norias de camions ont transporté du pétrole en contrebande vers la Turquie. Personne n'était dupe : Ankara a même publié un décret officiel stipulant le montant des droits de douane appliqués aux trafiquants ! Les autorités irakiennes n'ignoraient rien de ces agissements, mais elles fermaient les yeux, car les quantités de pétrole détournées étaient insignifiantes. Aujourd'hui, c'est une autre histoire. D'autant que les Kurdes ont franchi un pas supplémentaire dans la provocation en déployant leurs farouches combattants peshmergas sur les gisements de Kirkouk.

En principe, leur présence vise simplement à "protéger" les puits afin d'éviter qu'ils ne tombent aux mains des djihadistes. Mais l'argument est spécieux. Car ce gisement, déjà ancien, n'a guère de valeur pour les Kurdes. "Ils savent parfaitement qu'il est sur le déclin, indique un fin connaisseur du sujet, qui a longtemps travaillé dans ce pays pour le compte d'une "major". Durant des années, le pétrole extrait sur place contenait des produits "lourds". Ignorant comment les valoriser, les Irakiens les réinjectaient systématiquement dans le puits. Résultat, ils l'ont "pollué". Aujourd'hui, personne ne sait dans quel état sont les réservoirs. Pour s'en rendre compte, il faudrait faire des forages très coûteux."

En réalité, l'annexion de Kirkouk, confirmée le 11 juillet, s'explique davantage par des ambitions politiques que par des considérations économiques : elle permet aux Kurdes d'occuper une zone qu'ils ont toujours revendiquée. "Les Kurdes irakiens ont une chance historique, rappelle Aziz Mamelî, ancien représentant en France du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak. Ils occupent aujourd'hui 98 % du territoire qu'ils revendiquent depuis plus d'un siècle. Et ils n'en rendront pas un pouce !" Ils se sentent, du reste, en position de force : le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a annoncé, le 3 juillet, la tenue prochaine d'un référendum



→ sur l'indépendance...

Que peut faire Bagdad? Pour l'instant, rien. Le gouvernement central préfère voir Kirkouk entre les mains de ses remuants partenaires kurdes qu'entre celles des djihadistes de Daech.

Les rebelles ont déjà pris possession du gisement d'Al-Omar, dans l'est de la Syrie, et de quelques champs en Irak, près de Mossoul. L'exploitation de Kirkouk leur donnerait de nouveaux moyens financiers. Car le pétrole, pour eux, est le nerf de la guerre. "Partout où ils le peuvent, ils vendent du pétrole, analyse un expert. Ils percent même les ?pipes? afin de récupérer le brut et de le revendre à l'Iran!"

Et puis les autorités irakiennes ont bien d'autres urgences à régler que le sort de Kirkouk. Récemment, les djihadistes ont attaqué la raffinerie de Baiji - la plus importante du pays. Construit dans les années 1980, ce site a déjà un lourd passé. Bombardé par les chasseurs de Téhéran lors de la guerre Iran-Irak, il a ensuite été gravement endommagé, en 1991, pendant l'intervention américaine contre le régime de Saddam Hussein. Ces jours-ci, rebelles et troupes régulières irakiennes s'y battent pour s'emparer des stocks d'essence.

Et pour cause. "Si l'installation était détruite ou tombait aux mains des rebelles, le gouvernement irakien perdrait un atout de taille, explique notre expert, car Bagdad ne disposerait plus que de deux raf-

fineries : Dora, un petit site proche de la capitale, et Bassora, dans le Sud. Insuffisant pour subvenir aux besoins de l'armée et de la population."

Or le pays manque déjà d'essence, malgré ses exportations quotidiennes de 2 à 3 millions de barils de brut : chaque jour, quelque 100 000 barils sont importés via le port de Khor al-Zubair, dans le Sud. La perte du site de Baiji obligerait Bagdad à importer d'énormes quantités d'essence et de diesel. Une opération qui nécessite des moyens financiers importants et de grosses infrastructures. Or le gouvernement irakien ne possède ni les uns ni les autres.

◆◆◆



30 juillet 2014

## 100 millions de dollars de pétrole brut bloqués au large du Texas

Les autorités américaines se tiennent prêtes à saisir le pétrole contenu dans un bateau qui mouille au large du Texas. Une cargaison que la région autonome du Kurdistan irakien a, selon Bagdad, exporté en toute illégalité vers les Etats-Unis.

D. N. avec AFP  
Le 30/juillet/2014  
www.bfmtv.com

**L'**United Kalavrvta transporte plus d'un million de barils de brut pour une valeur de 100 millions de dollars. Le pétrolier se trouve à l'heure actuelle dans les eaux internationales du golfe du Mexique, à un peu moins de 100 kilomètres des côtes du Texas, dans le sud des Etats-Unis.

Mais si d'aventure il pénétrait dans les eaux américaines, les autorités le saisiraient avec sa cargaison, en application du jugement d'un tribunal fédéral américain, a expliqué un haut responsable américain.

"Nous n'avons pas encore appliqué (le jugement). Nous surveillons la situation", a indiqué Dave Oney, un porte-parole des US Marshals, une agence de police fédérale.

Les garde-côtes et une association locale de pilotes de navire sont également aux aguets depuis que le navire est arrivé face à la Baie de Galveston la semaine dernière, selon Dave Oney.

### UNE JUGE AMÉRICAINE EN ARBITRE D'UNE QUERELLE ENTRE L'IRAK ET LE KURDISTAN

Lundi, la juge Nancy Johnson, d'un tribunal fédéral du Texas, avait estimé que les autorités américaines devaient saisir le bateau et sa cargaison et le maintenir à quai



tant que la bataille juridique qui oppose le gouvernement fédéral irakien et la région autonome du Kurdistan n'aura pas été réglée.

Le ministère irakien du Pétrole est à l'origine de la plainte auprès du tribunal texan. Il estime que le Kurdistan irakien, qui fait partie de l'Irak mais jouit d'une très large autonomie, n'a aucun droit d'exporter le brut qu'il pompe sans l'accord de Bagdad.

La question de l'exploitation du pétrole et du partage des revenus qui en découle est cru-

ciale dans les relations très tendues qu'entretiennent Bagdad et Erbil.

A la faveur du retrait de l'armée irakienne face à l'avancée des insurgés sunnites, qui ont lancé une vaste offensive le 9 juin, les forces kurdes ont pris le contrôle de territoires que Bagdad et Erbil se disputaient, notamment la ville pétrolière de Kirkouk dans le nord. ◆



# L'implacable nouvel ordre islamique du califat

GEORGES MALBRUNOT  
gmalbrunot@lefigaro.fr

JEANS INTERDITS, tee-shirts imprimés de lettres ou de chiffres également, et tenues noires recommandées pour les femmes, qui doivent bien sûr porter le voile : les habitants de Mossoul n'ont pas d'autres choix que de se plier aux nouvelles « règles de vie » édictées par l'État islamique (EI), qui a fait de la seconde ville d'Irak la capitale de son califat établi sur le nord-ouest du pays et la région frontalière voisine de Syrie.

Quarante jours après la conquête de pans entiers du territoire irakien, des djihadistes vêtus de noir patrouillent par petits groupes, à pied ou dans des véhicules pris dans les stocks abandonnés dans leur fuite par les forces de l'ordre. Des voitures frappées désormais du logo « Police islamique ». Certes, les attentats, les enlèvements et les fusillades qui faisaient auparavant trembler Mossoul ont cessé, mais au profit d'un nouvel ordre islamique, implacable. Nul n'ose le remettre en question. Mais pour combien de temps encore ?

« Les masques sont tombés après la destruction du patrimoine religieux et les attaques contre les minorités », souligne depuis Bagdad un diplomate occidental. Vendredi dernier, des djihadistes ont dynamité sous les yeux de la foule le sanctuaire chiite du prophète Seth vénéré par les musulmans comme les juifs et chrétiens. La veille, d'autres avaient déjà rasé la tombe du prophète Jonas, là encore reconnu par les trois religions. Si aucune information confirmée n'a fait état d'exécutions publiques comme celles pratiquées par l'EI dans ses bastions syriens pour des infractions mineures, en revanche, des « hérétiques » chiites, chabaks et yazidis ont été sauvagement décapités par les extrémistes sunnites.

Au-delà des chrétiens, les « djihadistes veulent éradiquer les minorités des territoires sous contrôle », s'alarme l'ONG Human Rights Watch. En fait, « l'État islamique cherche à passer d'une force d'invasion à une force de gestion des zones sous son contrôle », analyse le think-tank américain Soufan Group. Pour ce faire, ses hommes recourent à un mélange de répression et de clientélisme. À Mossoul, les fonctionnaires peu impliqués dans les services de sécurité du gouvernement de Bagdad patientent devant les mosquées pour faire pénitence et se racheter une conduite, en espèces sonnantes et trébuchantes. Ailleurs dans le califat, l'État islamique use de sa force pour négocier la reddition de villages qui soutenaient Bagdad. Et à chaque encerclement de localités, ses combattants exigent les armes des habitants et surtout les « collabos », dont les noms figurent sur une liste en leur possession.

Certaines tribus ont succombé aux



À Mossoul, les islamistes radicaux ont dynamité le tombeau du prophète Jónas.

pressions en échange d'un arrangement temporaire, acceptant de lutter contre l'armée du premier ministre chiite Nouri al-Maliki. D'autres, les Jbour notamment dans la région de Dolouhiya, ont refusé. Partout, les anciens de l'armée de Maliki sont la cible des djihadistes qui investissent leurs maisons à la recherche d'armes. Mais les extrémistes sunnites n'hé-

« Les masques sont tombés après la destruction du patrimoine religieux et les attaques contre les minorités »

UN DIPLOMATE OCCIDENTAL

sitent pas, non plus, à menacer les factions rebelles qui remettent en cause leur primauté. À Tikrit, des incidents ont éclaté entre l'EI et Ansar al-Islam, un autre groupe djihadiste, qui avait osé hisser son drapeau sur certains bâtiments de l'ancien fief de Saddam Hussein.

De leur côté, les anciens baasistes du groupe Naqshabandia ont condamné les persécutions menées par l'EI contre les chrétiens de Mossoul. Est-ce le début d'une scission entre insurgés ? Probablement pas tant que Maliki sera au pouvoir à Bagdad et que l'assaut contre la capitale n'aura pas été lancé. « Que peuvent bien faire les autres rebelles ? », s'interroge un expert militaire occidental à Bagdad. « À Tikrit et ailleurs, les réfractaires ont été soumis par les djihadistes, bien supérieurs grâce aux armes qu'ils ont dérobées à l'armée. C'est la raison pour laquelle l'ancien bras droit de Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim al-Douri, n'a eu d'autre option que de saluer finalement avec des mots élogieux le calife Ibrahim. »

Et la population ? Les plus aisés ont quitté Mossoul, les fonctionnaires n'ont pas été payés et l'insécurité sur les routes a ralenti l'activité de cette plate-forme entre la Turquie, la Syrie et le reste de l'Irak. Bref, de nombreux commerçants font grise mine. Et pas seulement les vendeurs de vêtements pour femmes priés de fermer boutique. Pour ne pas s'aliéner d'autres franges de la population, les djihadistes ont pris soin de ne pas appliquer strictement toutes leurs « nouvelles règles de vie ». Ainsi l'interdiction de fumer par exemple. En outre, l'appel à l'excision des femmes âgées entre 11 et 46 ans, n'est en fait qu'une répétition d'une fausse fatwa lancée l'an dernier déjà lors du Ramadan.

Pour se constituer une clientèle, les « fous d'Allah » distribuent de l'essence à partir de camions venus de Syrie, à des prix défiant toute concurrence. Ils commencent également à donner de l'argent aux plus pauvres. Bref, ils essaient de faire du social pour soulager une population confrontée aux pénuries d'électricité et d'essence à la pompe, la raffinerie de Baiji, plus au sud, étant toujours l'objet de combats entre les djihadistes et l'armée. « Pour l'observateur extérieur, ils ont durci les conditions de vie, relève Romain Caillet, spécialiste des mouvements salafistes. Mais pour eux, ils n'ont fait qu'uniformiser la législation dans l'État islamique, puisque ce qu'ils font à Mossoul en Irak, ils l'ont déjà fait dans les villes syriennes passées sous leur contrôle ». L'EI devrait bientôt fermer les magasins pendant les heures de prière, comme dans la partie syrienne du califat. ■

International New York Times

TUESDAY, JULY 29, 2014

# Iraqi politics take on edge of coercion and violence

BAGHDAD

## Sunni leader's abduction heightens fear of descent into law of the 'jungle'

BY TIM ARANGO

Just before midnight on Friday, Shiite militiamen in eight black S.U.V.s rolled up to the Baghdad home of an important Sunni politician and abducted him and four of his bodyguards, a brazen move that threatened to further convulse a country already in the grip of a political crisis.

For hours at a secret location on Baghdad's southeastern edge, the bodyguards said, they were beaten with a lead pipe, their tormentors demanding that they admit that their boss, Riyadh al-Adhath, the president of Baghdad's provincial council, was preparing to support an invasion of the capital by Sunni militants fighting under the banner of the Islamic State in Iraq and Syria, who are in control of large amounts of territory in the north and west of Iraq. The episode, which ended with the eventual release of the five men, was a vivid portrayal of what Iraqi politics look like up close, playing out like a gangster movie and defined by intimidation and violence.

The United States and other foreign powers have pressed for a political solution to Iraq's growing crisis, and President Obama has suggested that more military help, and possibly American

airstrikes against the militants, will come only with the formation of a new, inclusive government with meaningful roles for the Sunnis and Kurds, Iraq's two main minority groups.

Iraq's international supporters have praised recent political steps — the naming of a Sunni, Salim al-Jubouri, as the new speaker of Parliament, and the selection of a Kurd, Fouad Massoum, as president — and have pushed the government to quickly decide on a new

prime minister, a position held by the Shiite majority. Yet the abductions are another sign that American demands for political reconciliation seem divorced from the reality of Iraqi politics. After a harrowing ordeal, the abducted men were returned to their homes on Saturday afternoon. The bodyguards were bruised and in tears as they were helped from vehicles, but they were alive, and the potential political crisis the episode could have set off seemed to have been averted for the moment. To celebrate their return, a sheep was

slaughtered, women threw candies in the air and men fired long bursts of celebratory gunfire across the roofs of the densely packed Sunni neighborhood of Adhamiya.

"We are living in a jungle," Mr. Adhath said in an interview at his home shortly after his release.

A portion of Iraq — Mosul in the north and much of Anbar Province in the west — is under control of the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS. There are contested areas to the north and east of the capital, near Tikrit and Samarra and in Diyala Province, where fighting rages and where a sectarian war seems to be unfolding. On Saturday, all five members of a Shiite family, including children, were found beheaded in the town of Taji. On Sunday, Shiite militiamen hung the bodies of at least six Sunni militants from streetlights and a bridge in Baquba, the capital of Diyala Province.

In Baghdad, though, where political leaders are struggling to keep the country together, a different picture has emerged. The wholesale sectarian slaughter that nearly tore the country apart in 2006 and 2007 has not yet returned, but militias, loyal to a sect or sometimes to just a man, are back. The mass arrests of Sunni men, at the heart of grievances that allowed the insurgency to gain support within the Sunni community, have continued.

The effort to win Mr. Adhath's release involved the new speaker of Parliament and Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, as well as pressure on Iraqi leaders from Western diplomats who feared that the episode would further destabilize the political situation and heighten sectarian tensions.

But it was the direct intervention of a powerful militia leader that ultimately secured Mr. Adhath's freedom: Qais al-Khazali, the leader of Asaib Ahl al-Haq, a Shiite militant and political group with close ties to Iran. The group once fought the American forces, and has fought in Syria's civil war on the side of the government of President Bashar al-Assad.

Now the group, along with other Shiite militias aligned with Iran, has been given wide authority by Mr. Maliki to provide security in Baghdad, and root out so-called sleeper cells of Sunni insurgents inside the capital that government officials believe are working to help ISIS advance on Baghdad.

Mr. Adhath's abduction appeared to be one of these operations.

In the interview, Mr. Adhath was careful to say that the men who had kidnapped him were not fighters for Asaib Ahl al-Haq, but that it was Mr. Khazali's

influence over other groups that secured his release. But it is widely assumed here that Mr. Adhath's abduction was actually the work of Asaib Ahl al-Haq.

Mr. Adhath said that he had not been harmed, but that his bodyguards were severely beaten. One of them, covered in bruises and in tears, said, "They beat me from midnight until the sun rose" as they demanded that he detail Mr. Adhath's involvement in the insurgency. "I said, 'I know nothing bad about him, believe me.'"

Mr. Adhath said that his abductors told him that they believed he had connections to ISIS and that, he said, "when they come to Baghdad I will help them."

Mr. Maliki's government has frequently singled out Sunni lawmakers using the pretense of terrorism charges,

## "I think Iraq requires another leader like Saddam Hussein."

and Mr. Adhath spent months in jail in 2012 over accusations that he was funding terrorism. He denied the charges and was released, apparently for lack of evidence. In late 2011, the government accused the Sunni vice president, Tariq al-Hashemi, of terrorism and later went after the Sunni finance minister, Rafi al-Essawi. Mr. Hashemi, who now lives in Turkey, was sentenced to death in absentia. Mr. Essawi also fled the country.

As the events played out near Mr. Adhath's home on Saturday, two young men sat in their furniture shop around the corner. They recalled the days when one man had a monopoly on violence, a situation they said differed from today, when myriad militias and armed men have the power to kill and intimidate with impunity.

One of the men, Abu Abdullah, said, "I think Iraq requires another leader like Saddam Hussein, who's like an official murderer."

The other man, Abu Mohammed, also said the prescription for Iraq's chaos was to revert to the past, when, as he explained it, the power to kill was in one man's hands.

"Someone like Saddam has to bring law and order quickly to Iraq," he said.

Omar al-Jawshy, Falih Hassan and Ali Hamza contributed reporting.



# Let Sunnis defeat Iraq's militants

Rafe al-Essawi  
Atheel al-Nujaifi

**ERBIL, IRAQ** The situation in Iraq today is perilous, particularly for Sunni Muslim Arabs. Their prospects for inclusion in Iraq's government and fair treatment from it have been declining since 2010, when Iraqiyya, the nonsectarian coalition to which we belonged, drew more votes than any other parliamentary bloc but was denied a chance to form a government. We might not have succeeded, but letting us try would have built public trust in democracy.

Instead, Iran and the United States used their influence to insist that Nuri Kamal al-Maliki remain prime minister. A sectarian-minded Shiite Muslim with authoritarian tendencies, he also pressured Iraq's judiciary to decide in his favor. Since then, Mr. Maliki has detained thousands of Sunnis without trial; pushed leading Sunnis out of the political arena by accusing them of terrorism; stopped paying members of the Sunni Awakening, the movement that fought Al Qaeda in Iraq in 2007; and labeled all Sunnis as terrorists.

A request by provincial councils in Salahuddin, Diyala and Nineveh to hold votes on how to reorganize as more autonomous regions — as the Constitution allows — was rejected, and for a year peaceful Sunni protests were met by violence. As Iraqi security forces killed dozens of unarmed protesters, Mr. Maliki again bent the judiciary to his will, leaving Sunnis to feel they could not receive justice.

Now the Islamic State in Iraq and Syria has burst onto the stage well organized and funded: In Falluja early this year, then Mosul last month, it seized territory, claiming to defend Sunnis against Mr. Maliki's Iranian-backed government.

The group's ideology is a perversion of Islam and an affront to our culture. Yet the group gets local support. The Sunni tribes defeated Al Qaeda in Iraq, its predecessor, less than a decade ago. Today, they cooperate with ISIS (which now calls itself the Islamic State) — not as fanatics, but because they

see it as the lesser of two evils, compared with Mr. Maliki.

Meanwhile, the government murders Sunni detainees and bombs civilian areas. The killing of Sunnis by Iranian-backed Shiite militias and the presence of Iranian military advisers on the ground deepen suspicion that Iraq's government serves Iran, not Iraqis. This pushes more Sunnis toward ISIS, increasing the threat it poses to Iraq's people and neighbors.

But Iraqis can change that. First, we need a new prime minister. The Shiite parties must nominate a replacement for Mr. Maliki; there are a number of capable candidates. Iraqi politicians also must agree on a new balance between central authority and regional autonomy. The formula should include arrangements satisfactory to Iraq's Kurds, who already have considerable local power;

increased decentralization for the rest of the country; and a new arrangement for managing and sharing the proceeds of Iraq's natural resources, particularly oil. Any agreement must include amnesty for the tens of thousands of Sunnis detained without trial, the release from detention of the Sunni politician Ahmed al-Alwani, the end of the counterproductive de-Baathification program, and the repealing of the counterterrorism law, which has been used as a pretext to arrest Mr. Maliki's Sunni rivals.

In addition, Parliament must reverse Mr. Maliki's politicization of the security forces and establish new local forces to safeguard the population in Sunni areas, modeled after the Kurdish pesh merga. Only Sunni forces, with local support, can defeat ISIS in the areas it has seized.

The only armed forces permitted in Iraq would be those officially sanctioned by the government. ISIS would be banned as a terrorist group; so would Iranian-backed Shiite militias like Asaib al-Haq, Kataib Hezbollah and the Badr Corps.

America's support is crucial. A senior American official — someone who has worked with our politicians, tribes and reconcilable insurgent groups — should be appointed to reach out to Iraqi Sunni leaders in and outside the country. We also need assistance to reform the Iraqi security forces, in which America invested so heavily. The framework remains, but the command and control structure must be restored. Americans can also help vet Sunni recruits for the local forces.

Lastly, a regional conference should address the threat to nation-states like Iraq caused by nonstate forces like the ISIS and Shiite militias. Another concern is the hundreds of thousands of displaced Iraqis. The government has given help to displaced Shiites but not to Sunnis, who have gotten help from Saudi Arabia and the Kurdish regional government.

Above all, we must move quickly. ISIS keeps recruiting in Nineveh, and threatening anyone who won't pledge loyalty. It has displaced Christians from a province where they lived peacefully with Muslims for over 1,400 years. But our diverse peoples can live together in harmony, as they have in the past, and it is imperative that Iraq's leaders start now to build institutions to assure that.

Despite the horrors of our recent history, we can pass through this difficult period — with help from our American friends.

**RAFE AL-ESSAWI** is a former finance minister and deputy prime minister of Iraq. **ATHEEL AL-NUJAIFI** is the governor of Nineveh, a northern Iraqi province.



THE ASSOCIATED PRESS

Rubble from the Mosque of the Prophet Yunus on July 24 in Mosul, a city held by ISIS since June 10. Over a dozen mosques, shrines, tombs and statues have been destroyed.